INITIALES DU MAIRE

48

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

8 janvier 1979

Procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Cité de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil le 8 janvier 1979, cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRESENTS: MM. les conseillers Jean-Marie Boisvert, Lucien Couture, Marcel Joyal, Lindor Letendre, Raymond Luneau, Roger Prince et J.-Bruno Smith, sous la présidence de Son Honneur le Maire Philippe Bernier.

1/1/79 Lecture est donnée du procès-verbal de l'assemblée du 27 décembre 1978. Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté avec les corrections suivantes:

- Changer le montant de $18,545.78 par $18,545.89 à la résolution no. 697/12/78;
- Ajouter "(Cité des Loisirs)" à la fin de la résolution no. 703/12/78.

ADOPTE

2/1/79 Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que l'ordre du jour soit accepté tel que rédigé.

ADOPTE

M. Luc Gariépy, représentant de C.H.R.D., se fait le porte-parole des journalistes qui couvrent les séances du Conseil pour offrir aux autorités municipales des voeux de Bonne, Heureuse et Prospère Année 1979.

3/1/79 Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Cité pour la période du 23 au 31 décembre 1978, lesquels comptes totalisent la somme de $381,351.51.

Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTE

4/1/79 Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que les mutations de propriétés portant les numéros 9293 à 9349 inclusivement soient acceptées.

ADOPTE

INITIALES DU MAIRE
49
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

5/1/79

Le conseiller Raymond Luneau donne avis de motion d'un règlement modifiant le règlement de zonage No. 801 (secteur 09-03).

6/1/79

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que les personnes suivantes soient nommées membres de l'Office Municipal d'Habitation de Drummondville pour l'année 1979:

MM. Jean-Paul Généreux
Denis Luneau
Jean-Louis Mondoux
Mmes Simone Beaubien
Yvette Raîche

M. Marcel Joyal agira comme substitut de M. Jean-Paul Généreux lorsque nécessaire.

ADOPTE

Le conseiller Marcel Joyal se dit heureux de cécer sa place afin de permettre à une personne locataire à l'Office Municipal de siéger à titre de membre de l'Office tel que recommandé par les autorités gouvernementales.

7/1/79

Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que le trésorier soit autorisé à réajuster les salaires du directeur général, du secrétaire particulier du maire (employés hors cadres) et de tous les employés non syndiqués au service de la Cité, selon un tableau préparé par le directeur général, lequel tableau prévoit les augmentations consenties par le Conseil pour l'année 1979, ainsi que certains réajustements de classes et d'échelons. Ledit tableau précise également les bénéficies marginaux accordés à ces mêmes employés et est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme cédule "A".

ADOPTE

8/1/79

Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que les services professionnels des ingénieurs-conseils Hamel, Ruel, Beaulieu et Associés soient retenus pour la confection des plans et devis, ainsi que la surveillance en résidence du Programme d'Acquisition et d'Aménagement de Terrains, Phase IV.

Le maire ou à défaut le maire-suppléant et le Directeur des Travaux Publics sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec les ingénieurs-conseils précités concernant l'exécution de ce mandat.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

50

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

9/1/79

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Roger Prince, que la résolution no. 357/6/78 telle qu'amendée par la résolution no. 627/11/78 soit de nouveau amendée pour remplacer au dernier paragraphe le nom de Louisette Boucher par celui de Roger Turcotte, C.A., Trésorier de la Cité.

ADOPTE

10/1/79

ATTENDU QUE la Cité de Drummondville souhaite bénéficier des avantages offerts par le Programme d'Aide au Travail du Ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre du Québec;

ATTENDU QU'un projet "Amélioration des espaces et équipements récréatifs - Services Récréatifs et Communautaires II" a été préparé par les Services Municipaux et que le responsable de ce projet est M. André Paquet;

ATTENDU QUE la réalisation de ce projet a pour objectif l'aménagement et/ou la réorganisation et/ou le reconditionnement des zones récréatives et des équipements de loisirs de l'environnement immédiat ou plus lointain de la population de la Cité de Drummondville et de la région;

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que le Conseil accepte le projet précité et demande au Ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre du Québec d'accorder les subventions nécessaires à sa réalisation.

ADOPTE

11/1/79

ATTENDU QU'une demande de subvention est adressée au Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports et qu'elle a été préparée par M. André Paquet, Directeur des Services Récréatifs et Communautaires de la Cité, aux fins d'obtenir une assistance pour la relocalisation du stade de baseball;

ATTENDU QUE la Cité de Drummondville s'engage à satisfaire à toutes les exigences du programme pour le projet qui fait l'objet de la subvention demandée si elle est accordée;

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Roger Prince, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à la demande de subvention précitée.

ADOPTE

12/1/79

Lecture est donnée du règlement No. 1280 fixant la compensation prévue à l'article 18 de la Loi sur l'Evaluation Foncière.

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

NOM	FONCTION	CLASSE EN 1979		SALAIRE 1978	HAUSSE 1979 STATUTAIRE (6.5%)	HAUSSE DE L'ECHELON	HAUSSE PREMIERE EVALUATION		HAUSSE DEUXIEME EVALUATION		TOTAL 1979	ECART $	ECART %	(illegible)
[illegible]ude Boucher	Directeur Général	XVI - 5	80	$36,072.	$38,425.	1,777	1.5%	$541.			$40,743.	4,671.	12.94	[illegible]
[illegible]chel Parenteau	Directeur, Travaux Publics	XIV - MAX.	*	$31,477.	$33,523.	-	0.5%	$158.			$33,681.	2,204.	7.00	33002.
[illegible]ger Turcotte	Trésorier	XIV - MAX.	*	$31,477.	$33,523.	-	1.0%	$315.			$33,838.	2,361.	7.50	34153.
[illegible]es Pouliot	Directeur, Police & Incendies	XIV - MAX.	*	$31,477.	$33,523.	-	1.0%	$315.			$33,838.	2,361.	7.50	34153
[illegible]nis Luneau	Directeur, Planification	XIII - MAX.	*	$28,129.	$29,957.	-	1.0%	$282.			$30,239.	2,110.	7.50	3[illegible]21
[illegible]urent Bernier	Greffier	XIII - MAX.	*	$28,129.	$29,957.	-	1.0%	$282.			$30,239.	2,110.	7.50	3[illegible]21
[illegible]dré Paquet	Directeur, Services Récréatifs	XIII - 5	80	$25,749.	$27,423.	1,268	1.0%	$258.			$28,949.	3,200.	12.42	2[illegible]209
[illegible]ar [illegible]arie Précourt	Dir.-Adj., Police & Incendies	XII - MAX.	*	$25,137.	$26,771.	-	1.0%	$252.			$27,023.	1,886.	7.50	2[illegible]275
[illegible]rald Lapierre	Surintendant, Opérations	XII - MAX.	*	$25,137.	$26,771.	-	1.5%	$377.			$27,148.	2,011.	8.00	2[illegible]400
[illegible]rc Bissonnette	Ing. Muni. - Chef Inspecteur	XII - MAX.	*	$24,073.	$25,638.	1,133.	1.0%	$241.			$27,012.	2,939.	12.20	27[illegible]22
[illegible]noit Laflamme	Directeur, Personnel	XII - 2	83	$19,821.	$21,109.	1,132.	1.0%	$198.			$22,439.	2,618.	13.20	2[illegible]137
[illegible]ge-Aimé Allard	Chargé des Enquêtes	XI - MAX.	*	$22,464.	$23,924.	-	1.5%	$338.			$24,262.	1,798.	8.00	24457
[illegible]an Morin	Assistant-Trésorier	XI - MAX.	*	$21,514.	$22,912.	1,012	1.5%	$323.			$24,247.	2,733.	12.70	24462
[illegible]rtial St-Cyr	Chargé de la Gendarmerie	XI - MAX.	*	$21,514.	$22,912.	1,012	1.0%	$215.			$24,139.	2,625.	12.20	24354
[illegible]chel Trudel	Dir.-Adj., Services Récréatifs	XI - MAX.	*	$22,464.	$23,924.	-	1.5%	$338.			$24,262.	1,798.	8.00	24457
[illegible]chel Limoges	Coord., P.A.Q. - P.A.R.E.L.	XI - 3	82	$18,663.	$19,876.	1,013	1.0%	$187.			$21,076.	2,413.	12.92	21263
[illegible]dré Houde	Chargé des Indendies	X - MAX.	*	$21,130.	(M. Houde croît avec la politique du 5% d'écart)						$22,932.	1,802.	8.52	* 22732
[illegible]orges Cloutier	Contremaître à l'U.T.E.	X - MAX.	*	$20,076.	$21,381.	-	1.0%	$201.			$21,582.	1,506.	7.50	21783
[illegible]c Dionne	Responsable, Comptabilité	X - MAX.	*	$20,076.	$21,381.	-	1.0%	$201.			$21,582.	1,506.	7.50	21783
[illegible]lles Charest	Rég., Sport Collectif	X - MAX.	*	$20,076.	$21,381.	-	0.5%	$101.			$21,482.	1,406.	7.00	21683
[illegible]rard Bergeron	Resp., Approvisionnement	IX - MAX.	*	$17,940.	$19,106.	-	1.0%	$180.			$19,286.	1,346.	7.50	19466
[illegible]erre Meunier	Rég., Diffusion des média	IX - MAX.	*	$17,181.	$18,298.	808	1.0%	$172.			$19,278.	2,097.	12.20	19450
[illegible]rcel Gendron	Contremaître, Egoût et Aqueduc	IX - 5	80	$16,422.	$17,490.	808	1.0%	$164.			$18,462.	2,040.	12.42	18626
[illegible]rtrand Allard	Contremaître, Transport	IX - 4	81	$15,664.	$16,682.	808	1.0%	$157.			$17,647.	1,983.	12.65	17804
[illegible]ervais Boulanger	Contr., Atelier Mécanique	IX - 3	82	$15,366.	$15,874.	808	1.0%	$154.			$16,836.	1,470.	9.56	16990
[illegible]rcel Savoie	Contr., Edifices et Parcs	IX - 2	83	$14,808.	$15,067.	807	1.0%	$148.			$16,022.	1,214.	8.19	16170
[illegible]blard Janelle	Rég., Diffusion Arts-Scène	IX - 4	81	$15,664.	$16,682.	808	1.0%	$157.			$17,647.	1,983.	12.65	17804
[illegible]uisette Boucher	Rég., Sport Individuel	IX - 4	81	$15,664.	$16,682.	808	1.0%	$157.			$17,647.	1,983.	12.65	17804

NOM	FONCTION	CLASSE EN 1979		SALAIRE 1978	HAUSSE 1979 STATUTAIRE (6.5%)	HAUSSE DE L'ECHELON	HAUSSE PREMIERE EVALUATION		HAUSSE DEUXIEME EVALUATION		TOTAL 1979	ECART $	ECART %	
laude Bergeron	Chargé de Restauration	IX - 3	82	$14,905.	$15,874.	808	1.0%	$149.			$16,831.	1,926.	12.92	16950
von Legris	Ass. - Chef Inspecteur	VIII - 4	81	$15,365.	(M. Legris croît avec la politique du 5% d'écart)						$16,595.	1,230.	8.00	* 16595
onald Desrosiers	Greffier, Cour Municipale	VII - 3	82	$12,413.	(M. Desrosiers croît avec la politique du 5% d'écart)						$15,045.	2,632.	21.20	* 15045
udovic Pinard	Responsable Technique	Hors classe	-	$20,563.	$20,563.	-	1.0%	-			$20,563.	-	-	20563
ean-Noël Laplante	Secrétaire, Mairie	Hors classe	-	$14,580.	$15,528.	-	1.0%	$146.			$15,674.	1,094.	7.50	15880
TOTAL		33 employés		$701,190.		$14,810.		6,707			$768,246.	67,056.	9.56	774,571. écart
		MOYENNE		$21,248.							$23,280.	2,032.		73351. 10.46

COÛT 2ème ÉVALUATION

donc, 6325.00 de plus, divisé par 2 = 3163 car effet de 6 mois seulement

otes explicatives:

. La deuxième évaluation devra être produite en juin 1979. Ses effets seront alors appliqués sur le salaire 1978 et réagissant au 1er juillet 1979.

. Les employés du P.A.Q. ainsi que le secrétaire particulier du Maire, n'ayant pas été évalué, l'augmentation moyenne de 1% leurs a été accordée (après vérificat auprès du Directeur de la Planification et du Directeur Général.

. Gervais Boulanger était sous l'effet du 5% d'écart avec syndiqués en 1978, d'où le faible écart entre son salaire 1978 et la hausse statutaire de 1979.

. M. Desrosiers connaît une hausse de 21.2% puisqu'il passe d'employé syndiqué à cadre et que l'écart de 5% avec Mme Watkins s'applique automatiquement.

. La note 3. s'applique également pour Marcel Savoie.

. La politique d'écart de 5% pour M. Yvon Legris s'est appliquée à partir du maximum de la classe C-8 des syndiqués.

. Le salaire de M. Ludovic Pinard est gelé jusqu'à sa retraite tel que convenu par le Comité des Travaux Publics et celui du Personnel.

24/12/78

INITIALES DU MAIRE
51
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Le conseiller Jean-Marie Boisvert demande au Directeur Général de faire rapport du cheminement du dossier: "Ouverture de la rue St-Damase".

M. Claude Boucher explique que la Compagnie de Chemin de Fer C.P.R. a récemment complété et déposé les plans revisés du projet et que les ingénieurs-conseils, ainsi que les services techniques de la Cité en ont commencé l'étude. Le dossier sera incessamment remis au notaire chargé de la rédaction des projets d'acquisition des terrains nécessaires à l'ouverture de cette rue et les règlements d'emprunt requis seront prochainement soumis au Conseil pour adoption avant d'être acheminés au Ministère des Affaires Municipales pour approbation.

Le conseiller Raymond Luneau aimerait savoir si les coûts d'acquisition correspondent aux estimés de la Cité.

Le Directeur Général est d'avis qu'en ajoutant l'indexation normale des coûts attribuables au délai des négociations, ces prévisions s'avéreront assez justes.

Le conseiller Jean-Marie Boisvert demande que le Service des Travaux Publics procède dès que possible à la réparation de la chaussée qui s'est affaissée sur la rue Cormier à la hauteur de la rue Janelle.

13/1/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert et unanimement résolu que des félicitations soient offertes au conseiller Marcel Joyal dont c'est aujourd'hui l'anniversaire de naissance.

ADOPTE

Le conseiller J.-Bruno Smith souligne l'excellence du travail des membres de la Commission d'Urbanisme en 1978 qui est démontrée dans le rapport annuel qui vient d'être transmis au Conseil.

Le conseiller Lindor Letendre demande la collaboration des marchands qui opèrent en bordure du Boulevard St-Joseph, afin d'éviter les amoncellements de neige qui obstruent la vue aux intersections et que la Cité doit transporter à grands frais. Si les règlements municipaux ne sont pas mieux observés, les policiers de la Cité seront dans l'obligation de porter des plaintes en Cour Municipale.

D'autre part, il invite tous les citoyens à utiliser le dépotoir municipal situé à St-Nicéphore pour y déverser les rebuts dont ils veulent disposer. Le dépotoir est accessible de 8:00 heures à 18:00 heures du lundi au vendredi et de 8:00 heures à 17:00 heures le samedi. Plusieurs citoyens ont pris l'habitude de déverser des rebuts près du garage municipal, mais cette pratique devra cesser pour conserver la propreté des lieux.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

52

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

ET LA SEANCE EST LEVEE.

Greffier. Maire.

22 janvier 1979

Procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Cité de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil le 22 janvier 1979, cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRESENTS: MM. les conseillers Jean-Marie Boisvert, Lucien Couture, Jean-Paul Généreux, Marcel Joyal, Raymond Luneau, Roger Prince et J.-Bruno Smith, sous la présidence de Son Honneur le Maire Philippe Bernier.

14/1/79 Attendu que tous les membres du Conseil présents ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée du 8 janvier 1979; il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé et que le greffier soit dispensé d'en faire lecture.

ADOPTE

15/1/79 Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que l'ordre du jour soit accepté tel que rédigé.

ADOPTE

Période de questions et renseignements

16/1/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux et unanimement résolu que des souhaits de bon anniversaire soient offerts au conseiller J.-Bruno Smith pour avoir franchi le cap des 48 hivers.

ADOPTE

INITIALES DU MAIRE
53
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

17/1/79

- CONFECTION DU ROLE D'EVALUATION

Soumissionnaires

. MICHEL LAGACE INC. - Montréal

. PELLETIER, ROY, MERCURE & ASS. - Dr'Ville

. BUREAU D'EVALUATION ET D'IMMEUBLES DR'VILLE LTEE - Dr'Ville

(La soumission de Evimbec, entrée en retard, n'est pas ouverte et sera retournée à cette firme)

Vu la complexité du cahier des charges, il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que ces soumissions soient analysées par un Comité qui sera composé du Conseil, du Directeur Général, de l'Aviseur Légal et du Trésorier, avant de retenir les services professionnels d'une firme d'évaluateurs. Ces soumissions seront également présentées au Service d'Evaluation Foncière du Ministère des Affaires Municipales pour appréciation.

ADOPTE

18/1/79

- DEMOLITION DU STADE DE BASEBALL

Soumissionnaires	Prix
. LES ENTREPRISES DE DEMOLITION DU QUEBEC ENRG. - Dr'Ville	$4,800.00
. LA COMPAGNIE MAURICE & CLAUDE LTEE Sherbrooke	$27,400.00
. EXCAVATIONS TOURVILLE INC. St-Nicéphore	$8,250.00

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que la soumission présentée par Les Entreprises de Démolition du Québec Enrg. soit retenue. Le Directeur des Travaux Publics est par la présente autorisé à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution de ces travaux.

ADOPTE

19/1/79

- DEMANTELEMENT DU SYSTEME D'ECLAIRAGE DU STADE MUNICIPAL

Soumissionnaires	Prix
. A. TOUPIN INC. - 297 Hériot	$14,695.00
. PAUL SAVARD ENT. ELEC. INC. 436A St-Pierre	$12,995.00

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que la soumission de A. Toupin Inc. soit retenue parce que la plus basse soumission n'a pas été jugée conforme au cahier des charges de la Cité. Le Directeur des Travaux Publics est par la présente autorisé à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution de ces travaux.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M



20/1/79

- ENTRETIEN MENAGER DES EDIFICES MUNICIPAUX

  - HOTEL DE VILLE ET POSTE DE POLICE

. Service de Lavage Dion	$8,184.00
. Jules Lozeau Enr.	$8,224.00
. Service de Lavage Tesco Enr.	$8,910.00
. Nettoyage J.P.	$10,000.00
. Service de Lavage Drummond Enr.	$11,764.50

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que la plus basse soumission jugée conforme, soit celle de Jules Lozeau Enr., soit acceptée. Le Directeur des Travaux Publics est par la présente autorisé à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution de ces travaux.

ADOPTE

21/1/79

  - BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE

. Service de Lavage Dion	$3,120.00
. Jules Lozeau Enr.	$4,125.00
. Service de Lavage Tesco Enr.	$3,960.00
. Nettoyage J.P.	$8,000.00
. Service de Lavage Drummond Enr.	$5,300.17

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que la plus basse soumission jugée conforme, soit celle de Service de Lavage Tesco Enr., soit acceptée. Le Directeur des Travaux Publics est par la présente autorisé à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution de ces travaux.

ADOPTE

22/1/79

  - GARAGE MUNICIPAL

. Service de Lavage Dion	$6,064.00
. Jules Lozeau Enr.	$7,975.00
. Service de Lavage Tesco Enr.	$7,920.00
. Nettoyage J.P.	$7,500.00
. Service de Lavage Drummond Enr.	$6,412.09

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que la plus basse soumission jugée conforme, soit celle de Service de Lavage Drummond Enr., soit acceptée. La présente autorise le Directeur des Travaux Publics à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution de ces travaux.

ADOPTE

INITIALES DU MAIRE
55
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Le conseiller Roger Prince souligne que c'est à regret que depuis quelques semaines le Conseil a dû refuser plusieurs soumissions parce qu'elles n'étaient pas conformes aux cahiers des charges préparés par les Services Techniques de la Cité, même si certains prix soumis étaient fort intéressants. Cette décision a été prise par les autorités municipales pour des raisons de justice et d'équité envers les soumissionnaires et elle sera maintenue à l'avenir pour les mêmes raisons.

Il invite donc tous les futurs soumissionnaires à présenter des documents complets afin de ne pas être frustrés et de ne pas gaspiller temps et argent inutilement.

C O R R E S P O N D A N C E:

23/1/79

- La Compagnie Doria Boisjoli Ltée remercie le Conseil pour la réception chaleureuse accordée aux personnes qui ont assisté à la réception civique de la Cité tenue le 17 janvier 1979 à l'occasion de l'annonce officielle de l'implantation de Ralston Purina du Canada Ltée dans le parc industriel régional.

  Il est proposé par le conseiller Roger Prince et unanimement résolu que des félicitations soient transmises aux propriétaires de la Compagnie Doria Boisjoli Ltée pour le reportage dont elle a fait l'objet à l'antenne du Canal 6 le 21 janvier 1979. Le métrage réalisé démontre l'importance des investissements de cette entreprise. Son développement rapide et la qualité des bestiaux et volailles produits par cette entreprise de notre région sont révélateurs et avantageusement comparables à ceux de l'Ouest du Pays. Il n'y a pas de doute que cette démonstration a eu pour effet de sensibiliser un grand nombre de personnes sur le dynamisme et la compétence de nos agriculteurs de la région et que cet exemple sera un stimulant pour d'autres agriculteurs désireux de faire des progrès dans le secteur agro-alimentaire.

  ADOPTE

24/1/79

- Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert et unanimement résolu que des félicitations soient transmises aux dirigeants de Ralston Purina du Canada Ltée pour avoir choisi Drummondville comme site d'implantation d'une nouvelle usine qui créera plusieurs emplois et qui stimulera l'activité économique locale et régionale. Le Conseil réitère son désir de collaborer d'une façon constante et soutenue pour faciliter la réalisation rapide de cet important projet.

  ADOPTE

25/1/79

- Le Club Médaille d'Or invite Son Honneur le Maire à son gala annuel qui se tiendra à Montréal le 26 janvier 1979 et qui honorera les athlètes canadiens-

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE
56
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

français qui se sont illustrés en 1978 et parmi lesquels figure M. Doug Lyons de Drummondville.

Attendu que cette date coïncide avec l'ouverture officielle du Tournoi International de Hockey Midget de Drummondville;

Attendu que la Cité se doit d'être représentée si possible à ce gala;

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que le Directeur Général demande à deux personnes de son choix de répondre à l'invitation du Club Médaille d'Or et de présenter à M. Doug Lyons les félicitations qu'il mérite pour ses performances exceptionnelles en 1978 sur le plan athlétisme.

ADOPTE

- M. Jean Lauzon, photographe, demande à Son Honneur le Maire et aux conseillers municipaux de commenter publiquement le livre récemment publié et intitulé "Transcanadienne Sortie 109" fait par des drummondvillois et qui traite de la vie de tous les drummondvillois.

  Le conseiller J.-Bruno Smith se charge de résumer l'appréciation formulée un peu plus tôt au cours de la journée en atelier de travail, savoir:

  Ce volume est certainement intéressant à consulter et sa valeur ne fait aucun doute quant à la qualité des images et du style du texte qu'il contient. Cependant plusieurs aspects négatifs de notre vie drummondvilloise y sont montrés avec emphase alors que les auteurs auraient pu les remplacer par d'autres illustrations et commentaires mettant en évidence les valeurs positives de notre vie communautaire et le dynamisme de la population, ainsi que des industriels et commerçants. D'ailleurs certains journaux ont décelé dans ce document que des lacunes existant chez-nous se retrouvent également dans toutes les agglomérations urbaines et qu'il ne faut pas à partir de ce fait y voir le miroir de l'ensemble du milieu.

- L'Association Forestière des Cantons de l'Est Inc. remercie le Conseil de la Cité d'avoir suggéré Drummondville comme site de son prochain congrès annuel. A cause d'engagements antérieurs, ce congrès se tiendra à St-Georges-de-Beauce, mais le nom de notre Cité est retenu pour 1980.

26/1/79

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Cité pour la période s'étendant du 31 décembre 1978 au 1er février 1979; lesquels comptes totalisent la somme de $681,773.47.

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTE

INITIALES DU MAIRE
57
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

27/1/79 Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Roger Prince, que le projet de correction des lots 122 et 123, Quartier Sud, préparé par l'arpenteur-géomètre Yves Noël le 28 décembre 1978, pour le compte de MM. Paul-Emile Courchesne et Gabriel Payeur, soit accepté tel que soumis.

ADOPTE

28/1/79 Le Conseil prend connaissance d'un plan de redivision d'une partie du lot 150, préparé par l'arpenteur-géomètre Yves Noël le 4 décembre 1978, pour le compte de Mlles Rosanne Côté, Etiennette Côté et Valéda Côté.

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que ce plan de redivision soit accepté tel que soumis.

ADOPTE

29/1/79 Le Conseil prend connaissance d'un projet d'annulation des lots P.126-1 et P.126-3 et d'un plan de subdivision d'une partie du lot 126, préparés par l'arpenteur-géomètre Yves Noël le 13 décembre 1978, pour le compte de la Cité de Drummondville.

Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que ce projet d'annulation et ce plan de subdivision soient acceptés et que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, les documents requis.

ADOPTE

30/1/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, un protocole d'entente avec le Bureau du Tourisme et des Congrès du Centre du Québec.

ADOPTE

31/1/79 Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que la Cité de Drummondville accepte les plans et devis portant le numéro 0582170 (égouts et aqueduc, P.A.A.T., Phase IV) préparés par les ingénieurs-conseils Hamel, Ruel, Beaulieu & Associés et autorise ces derniers à les présenter aux Services de Protection de l'Environnement pour en obtenir l'approbation.

ADOPTE

32/1/79 Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que le maire et le greffier soient par la présente autorisés à signer, pour et au nom

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

58

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

de la Cité, un acte de correction préparé par Me Gérard Fradet, notaire, concernant la vente de partie du lot 166D du cadastre du Canton de Grantham, division de Drummond, à Ebénisterie R.M.R. Inc., reçue devant Me Gérard Fradet, notaire, le 10 janvier 1979 et enregistrée sous le numéro 243728 pour faire porter ledit acte de vente sur le lot 166D-14 du Canton de Grantham.

ADOPTE

33/1/79

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Marcel Joyal, que la Cité de Drummondville reconnaisse que l'édifice construit par Les Placements Emilien Letarte Ltée sur un terrain acquis suite à un acte passé devant Me Gérard Fradet, notaire, le 15 juin 1978 et enregistré à Drummond sous le numéro 239068, est conforme aux exigences établies dans son titre de propriété.

En conséquence, la Corporation de la Cité de Drummondville donne mainlevée à Les Placements Emilien Letarte Ltée concernant l'acte enregistré sous le numéro 239068 des droits qu'elle a en vertu dudit acte, d'exiger la rétrocession du terrain vendu aux termes de l'acte plus haut mentionné enregistré à Drummond sous le numéro 239068, résultant des obligations assumées par l'acquéreur, concernant la construction de l'édifice sur le terrain vendu, seulement, voulant et entendant conserver ses droits en ce qui concerne la vente ou cession à des tiers d'une partie de terrain non construite.

La présente autorise le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, à signer pour et au nom de la Cité tous les documents relatifs à la mainlevée ci-haut citée.

ADOPTE

34/1/79

ATTENDU QUE suivant les termes d'une entente conclue au cours de l'année 1974 entre les gouvernements provincial et fédéral, la Société d'Habitation du Québec ne peut prêter aux municipalités les fonds obtenus pour la réalisation d'un programme d'habitation;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a dû autoriser la Société d'Habitation du Québec à procéder elle-même à la négociation, la réalisation et l'administration des futurs programmes d'habitation du Québec avec le concours de municipalités;

ATTENDU QUE cette responsabilité de la Société d'Habitation du Québec n'exclut pas la possibilité pour une municipalité qui possède les services techniques qualifiés d'assurer sa participation à une mise en oeuvre adéquate des programmes d'habitation;

ATTENDU QUE la réalisation de projets dans notre municipalité sous l'égide de la Société d'Habitation du Québec démontre que le concours de la municipalité se limite à fournir les infrastructures aux projets;

ATTENDU QUE ce manque de participation des collectivités et des ressources locales ne peut mettre à profit l'expérience acquise par ces dernières dans la conception des programmes afin d'assurer un aménagement plus rationnel des immeubles qui correspondent adéquatement à des besoins du milieu;

INITIALES DU MAIRE
59
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

ATTENDU QUE cette situation vient en contradiction avec une politique d'habitation cohérente et écarte les municipalités d'une responsabilité qui leur revient;

CONSIDERANT TOUS LES ENONCES PRECITES, il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lucien Couture et unanimement résolu que demande soit adressée à la Société d'Habitation du Québec afin de permettre aux personnes ressources techniquement qualifiées et dûment mandatées par la Cité d'assister aux réunions de la Société d'Habitation du Québec qui concernent l'élaboration des programmes d'habitation du milieu, avant qu'ils ne soient acceptés comme définitifs et que ces mêmes personnes autorisées soient également admises aux réunions de chantier qui se tiennent durant toute la durée de la mise en oeuvre des programmes réalisés dans le territoire de la Cité.

ADOPTE

35/1/79 Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que M. Michel Trudel, directeur-adjoint des Services Récréatifs et Communautaires de la Cité, soit autorisé à demander le renouvellement des permis de bars opérant sous le nom et la raison sociale de "Centre Culturel" au 175 de la rue Ringuet à Drummondville pour l'année 1979/80.

ADOPTE

36/1/79 Vu les prescriptions de l'article 8.1.2 du règlement de zonage No. 801, il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que l'inspecteur en bâtiment de la Cité soit autorisé à émettre un permis pour la reconstruction du charnier du Cimetière St-Pierre conformément à la réglementation municipale en vigueur.

ADOPTE

37/1/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que le rapport du directeur du Service du Personnel intitulé "Mouvement du Personnel - Décembre 1978" soit accepté tel que rédigé et versé aux archives de la Cité.

ADOPTE

Le conseiller Raymond Luneau, président du Comité du Personnel, donne lecture des principaux points traités par le Directeur du Service du Personnel concernant les absences au travail, les accidents au travail, le temps supplémentaire, etc.

Dans l'ensemble le rendement du personnel est satisfaisant et l'assiduité au travail s'est améliorée au cours des 12 derniers mois. Au chapitre du temps supplémentaire, il y a augmentation par rapport à l'année précédente, mais les raisons données dans les documents précités semblent valables.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 116-M

INITIALES DU MAIRE

60

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

38/1/79

Pour satisfaire aux exigences de la Commission du système métrique Canada et pour respecter l'échéancier établi pour la conversion au système métrique au sein des services municipaux; il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, qu'un Comité de Métrisation des documents municipaux soit formé et composé des personnes suivantes:

- Marc Bissonnette, ing., Coordonnateur
- Gérald Lapierre (Service des Travaux Publics)
- Denis Luneau (Service de Planification)
- Laurent Bernier (Greffe)
- André Paquet (Services Récréatifs et Communautaires)
- Yves Pouliot (Service de Police et Incendies)
- Gérard Bergeron (Service des Achats).

ADOPTE

39/1/79

Le Comité d'Assainissement de la Rivière St-François demande à la Cité une contribution de $0.01 per capita pour lui permettre de subsister et de mener ses démarches à bon terme.

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Roger Prince, que la Cité accepte de verser une contribution de $0.01 per capita au Comité d'Assainissement de la Rivière St-François pour son année d'opération 1979/80. Il est également résolu que des félicitations soient transmises aux membres de ce Comité pour leur implication désintéressée dans ce dossier important mené de front avec les principales villes situées en amont de Drummondville le long de la Rivière St-François.

ADOPTE

40/1/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que M. Cyril McMahon, Lieutenant, soit autorisé à suivre des cours en Technologie de Prévention d'Incendie qui sont donnés à Montréal les lundis et jeudis et qui se termineront le 23 avril 1979.

ADOPTE

41/1/79

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que la Cité de Drummondville approuve la vente par Dubeau & Lapointe Ltée en faveur de Frontenac Fabrics Inc. et en conséquence passe outre à la prohibition d'aliéner mentionnée aux termes d'un acte de vente consenti par la Cité et enregistré dans Drummond sous le numéro 177874, laquelle prohibition affecte le lot 143-127 du cadastre du Canton de Grantham; étant cependant précisé que la présente autorisation ne concerne que la vente projetée à Frontenac Fabrics Inc., la servitude subsistant.

La Cité déclare par les présentes également tolérer et approuver le léger empiètement de l'usine actuelle dont le mur nord-est empiète de trois dixièmes de pied (0.3') au coin est et de quatre dixièmes de pied (0.4') au coin nord de l'assiette de servitudes pour la pose et l'entretien des services d'utilité publique, ce dernier

INITIALES DU MAIRE
61
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

empiètement affectant une partie du lot numéro cent vingt de la subdivision du lot originaire numéro cent quarante-trois du cadastre du Canton de Grantham.

Le maire et le greffier, ou à défaut le pro-maire et le greffier-adjoint, sont par les présentes autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, le susdit acte à intervenir et à y effectuer toutes les modifications d'importance mineure jugées nécessaires. Ces personnes sont aussi autorisées à signer tous les autres documents nécessaires pour compléter cette affaire.

ADOPTE

42/1/79

ATTENDU QUE la Cité de Drummondville a adopté un règlement concernant la mise en oeuvre d'un Programme d'Amélioration de Quartiers et d'un Programme de Restauration pour la partie de son territoire connue sous le nom de "Ste-Thérèse--St-Pierre";

ATTENDU QUE ces mises en oeuvre demandent la participation financière des gouvernements fédéral et provincial;

ATTENDU QUE différents documents doivent être signés par les autorités compétentes de la Cité;

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que le maire et le greffier de la Cité de Drummondville, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à signer les formules 1846 et 1847 de la Société Centrale d'Hypothèques et de Logement et tous les autres documents nécessaires à la mise en oeuvre du Programme d'Amélioration de Quartiers et du Programme de Restauration pour la zone "Ste-Thérèse--St-Pierre".

ADOPTE

43/1/79

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que Me Jean Shooner, notaire, soit mandaté pour rédiger les actes de servitudes qui devront être consenties à la Cité par certains propriétaires de la rue St-Philippe pour compléter une ligne électrique destinée à desservir le chalet construit dans le parc municipal situé près du Boulevard Celanese.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs aux servitudes précitées.

ADOPTE

44/1/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que le maire et le greffier soient autorisés à signer un bail de location avec le propriétaire du Restaurant Chez Horace pour l'utilisation d'une partie du lot 167 N.S. pour une période de 12 mois au prix de $125.00.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

62

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

45/1/79

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que M. Michel Limoges soit autorisé à signer, pour et au nom de la Cité, le renouvellement d'un bail de location avec le Club d'Age d'Or Drummondville Inc. concernant des locaux situés au 175 rue St-Marcel.

ADOPTE

46/1/79

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Roger Prince, que le Conseil accepte le rapport rédigé par le comité responsable de l'analyse linguistique et du programme de francisation de l'administration municipale et autorise Mme Lise Lauzière à signer pour et au nom de la Cité ce document.

Ledit rapport sera présenté au Service de la Promotion du Français dans l'Administration de l'Office de la langue française, tel que prévu dans la Charte de la langue française au chapitre IV.

ADOPTE

47/1/79

Lecture est donnée du règlement No. 1281 modifiant le règlement de zonage No. 801 (secteur 09-03).

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 426-1° de la Loi des Cités et Villes, après que des avis publics auront été donnés de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires des secteurs concernés pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1281 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 13 et 14 février 1979.

48/1/79

Lecture est donnée du règlement No. 1282 décrétant l'exécution de travaux de raccordement d'égouts et d'aqueduc pour desservir 44 logements de la Société d'Habitation du Québec, rue DeBoucherville.

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

49/1/79

Lecture est donnée du règlement No. 1283 concernant l'adoption du programme d'amélioration de quartiers pour une partie du territoire de la municipalité connue sous le nom de "Ste-Thérèse--St-Pierre".

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

50/1/79 Lecture est donnée du règlement No. 1284 concernant l'adoption du programme de restauration pour une partie du territoire de la municipalité connue sous le nom de "Ste-Thérèse--St-Pierre".

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

51/1/79 Lecture est donnée du règlement No. 1285 concernant l'adoption de normes d'occupation et d'entretien des bâtiments résidentiels (Code du Logement) applicables au secteur concerné par les programmes d'amélioration et de restauration de quartiers pour la partie du territoire connue sous le nom de "Ste-Thérèse--St-Pierre".

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

52/1/79 Lecture est donnée du règlement No. 1286 amendant le règlement de circulation No. 1050 et le plan l'accompagnant - article 7 (vitesse) et article 22 (arrêts obligatoires et feux de signalisation).

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

53/1/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que la Cité de Drummondville donne son appui au projet Jeunesse Canada au Travail intitulé "Jeune Air" et accepte de combler le déficit s'il y a lieu. La Cité reconnaît que le Club d'Escalade de l'Estrie (Club Aventure) a toutes les compétences voulues pour réaliser ce projet. M. Michel Trudel, directeur-adjoint des Services Récréatifs et Communautaires de la Cité, est par la présente appointé pour servir d'intermédiaire pour représenter le Club d'Escalade de l'Estrie auprès de la Cité.

ADOPTE

Période de questions et renseignements

Le conseiller J.-Bruno Smith demande au Directeur Général si les dossiers de la Société d'Habitation du Québec concernant la construction de 32 et 108 unités de logement progressent à un rythme normal.

Le Directeur Général informe le conseiller J.-Bruno Smith que malheureusement ces dossiers semblent immobilisés pour le moment, mais que le député provincial s'en préoccupe d'une façon

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

64

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

particulière. Le Directeur du Service de Planification a été chargé de faire les démarches qui s'imposent pour que ces projets se réalisent dans le respect du calendrier remis à la Cité par les instances de la Société d'Habitation du Québec.

Pour ce qui a trait au dossier concernant la construction d'un Cegep à Drummondville, le Conseil est informé que le devis technique du projet a été complété par le Ministère de l'Education et remis aux autorités du Collège Bourgchemin. Normalement ce projet devrait démarrer sous peu du moins en ce qui concerne la préparation des plans. La réalisation du projet est prévue pour septembre 1981.

Le Conseil veut assurer les autorités du Cegep Bourgchemin de sa plus entière collaboration pour faciliter cette réalisation tant attendue.

Le conseiller Lucien Couture s'enquiert du cheminement du dossier du prolongement de la rue Des Forges que plusieurs associent au prolongement de la rue St-Damase. Certains conseillers s'inquiètent davantage du cheminement des pourparlers en cours avec les organismes concernés que du nom qu'il faut donner au projet lui-même.

Le Directeur Général énumère les récentes démarches effectuées par la Cité dans ce dossier et informe le Conseil que le notaire mandaté pour rédiger les actes d'acquisitions nécessaires à l'ouverture de cette rue, a maintenant presque tous les éléments requis pour procéder sur le plan technique. Des négociations prochaines devront être faites avec l'Hydro-Québec et la Commission Scolaire concernant l'acquisition de parcelles de terrains de petites dimensions et cette étape devrait être rapidement franchie sans difficulté.

54/1/79 Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que des félicitations et des voeux de succès soient adressés à M. Ed Schreyer à l'occasion de sa nomination au poste de gouverneur général du Canada.

ADOPTE

ET LA SEANCE EST LEVEE.

Laurent Bourassa ..... Greffier.

G. Bourassa ..... Maire.

INITIALES DU MAIRE
65
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

12 février 1979

Procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Cité de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil le 12 février 1979, cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRESENTS: MM. les conseillers Jean-Marie Boisvert, Lucien Couture, Jean-Paul Généreux, Marcel Joyal, Lindor Letendre, Raymond Luneau, Roger Prince et J.-Bruno Smith, sous la présidence de Son Honneur le Maire Philippe Bernier.

55/2/79 Lecture est donnée du procès-verbal de l'assemblée du 22 janvier 1979. Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que le procès-verbal de cette assemblée soit accepté tel que rédigé.

ADOPTE

56/2/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé après y avoir remplacé l'item 10 par le suivant:

" 10. Circulation à l'intersection des rues Cormier et Janelle (M. Jean-Paul Généreux). "

ADOPTE

Période de questions et renseignements

M. Robert Brissette se fait le porte-parole de l'Association des Camionneurs Artisans de Drummondville pour réclamer l'exclusivité du transport du sel de rue et de la neige, lorsque la Cité ne peut assumer elle-même ce transport. M. Brissette explique que la Cité n'est pas tenue par la Loi de s'adresser au poste d'affectation du Ministère des Transports localisé à St-Léonard pour obtenir les services de camionneurs artisans.

On demandera au Directeur des Travaux Publics de prendre les mesures nécessaires pour satisfaire les demandes exprimées par les camionneurs artisans de la Cité.

57/2/79 Il est proposé par le conseiller Lucien Couture et unanimement résolu que des félicitations soient transmises aux responsables de l'organisation du Tournoi International de Hockey Midget pour le succès obtenu encore cette année.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

66

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Son Honneur le Maire rend hommage aux organisateurs, aux bénévoles, aux commanditaires, aux clubs sociaux et à toutes les personnes qui d'une façon ou d'une autre ont contribué à faire de cet évènement annuel un succès exceptionnel et démontré un sens d'hospitalité fort apprécié de nos nombreux visiteurs.

58/2/79 Il est proposé par Son Honneur le Maire et unanimement résolu qu'une réception civique soit accordée prochainement aux organisateurs du Tournoi et aux membres de l'équipe qui nous a si brillamment représentés lors de cette compétition sportive.

ADOPTE

59/2/79 Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal et unanimement résolu qu'une lettre de remerciements soit adressée à M. Marc Tardif, joueur étoile des Nordiques de Québec, qui a accepté d'agir comme président d'honneur du 15ième Tournoi International de Hockey Midget de Drummondville et qui s'est acquitté de cette tâche avec beaucoup d'empressement; sa disponibilité et son amabilité durant cette compétition demeureront gravées dans la mémoire de ses admirateurs et de tous les drummondvillois.

ADOPTE

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

60/2/79 1- VENTE DES LOTS NOS 126-133 ET 126-170 - P.A.A.T., PHASE 1

Soumissionnaire	Prix
. CONSTRUCTION MARTIN & MARTIN INC. 915 Godbout - Dr'Ville	$0.60 le pied carré

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que cette soumission soit acceptée. Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à la vente des deux lots précités.

ADOPTE

61/2/79 2- RENOVATION DU CHALET AU PARC ST-JOSEPH (P.A.Q.) - DOSSIER: 0380970

Soumissionnaires	Prix
. EMILE FUGERE CONSTRUCTION INC. 186 - 15e Avenue Drummondville	$47,840.00
. CONSTRUCTION ROGER POIRIER INC. C.P. 728 Drummondville	$61,295.00

Attendu que ces deux soumissions dépassent largement les estimés préliminaires de l'architecte et des ingénieurs-conseils, il est unanimement résolu que ces soumissions soient étudiées avant qu'une décision finale ne soit prise.

ADOPTE

INITIALES DU MAIRE
67
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

62/2/79

3- PASSAGE PIETONNIER SOUS LA VOIE DU C.N. (P.A.Q.) - DOSSIER 0563173

Soumissionnaires	Prix
. LAMBERT & GRENIER INC. C.P. 501 N.D. du Bon-Conseil	$344,450.00
. G. BEAUDET & CIE LTEE 19 Boul. Beaumier Warwick	$360,900.00
. JEAN COURCHESNE LTEE 28 Dépot Danville	$338,500.00
. GRANDMONT & FILS LTEE 150 Hériot Drummondville	$354,000.00
. DESHAIES & RAYMOND INC. 650 Haggerty Drummondville	$379,440.00
. LES CONSTRUCTIONS JOUTEL INC. 6 rue de la Station Vimont, Laval.	$336,500.00
. LA CIE MAURICE & CLAUDE LTEE 3055 Boul. Queen N., Sherbrooke	$358,450.00

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que la plus basse soumission jugée conforme au cahier des charges de la Cité soit retenue.

Le maire ou à défaut le maire-suppléant et le directeur des travaux publics sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à l'exécution de ces travaux.

ADOPTE

63/2/79

4- UNIFORMES DES POLICIERS (TUNIQUES, PANTALONS HIVER ET PANTALONS ETE)

Soumissionnaires	Prix
. SCOTT-LASALLE LTEE 450 St-Jean Longueuil	$5,635.50
. MARTIN & LEVESQUE INC. 529 - 1ière Avenue Québec	$5,652.50
. LOUIS G. VIGNEAULT INC. 124 Cockburn Drummondville	$6,742.50

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que la plus basse soumission, soit celle de SCOTT-LASALLE LTEE, soit acceptée.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

68

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

64/2/79

5- CHEMISES POUR LES POLICIERS

Soumissionnaires	Prix
. CHEMISES YAMASKA LIMITEE 2005 Boulevard Laframboise St-Hyacinthe	$1,938.60
. THE EMPIRE SHIRT MFG. CO. LTD. Louiseville	$2,386.44

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que la plus basse soumission, soit celle de Chemises Yamaska Limitée, soit acceptée.

ADOPTE

65/2/79

6- SOULIERS ET BOTTINES POUR LES POLICIERS

Soumissionnaires	Prix
. J.R. GUANT & SON CANADA CO. LTEE 594 Place Trans-Canada Longueuil	$1,732.00
. LOUIS G. VIGNEAULT INC. 124 Cockburn Drummondville	$1,728.50

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que la plus basse soumission, soit celle de LOUIS G. VIGNEAULT INC., soit acceptée.

ADOPTE

66/2/79

7- CRAVATES POUR LES POLICIERS

Soumissionnaires	Prix
. J.R. GUANT & SON CANADA CO. LTEE 594 Place Trans-Canada Longueuil	$633.60
. MARTIN & LEVESQUE INC. 529 - 1ière Avenue Québec	$815.04
. LOUIS G. VIGNEAULT INC. 124 Cockburn Drummondville	$518.40
. WILLIAM SCULLY LIMITEE 2090 rue Moreau Montréal	$460.80
. MARANDA INC. 6205 rue Sherbrooke Ouest Montréal	$498.24

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que la plus basse soumission, soit celle de WILLIAM SCULLY LIMITEE, soit acceptée.

ADOPTE

INITIALES DU MAIRE
69
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

67/2/79 8- CHAUSSETTES POUR LES POLICIERS

Soumissionnaires	Prix
. J.R. GUANT & SON CANADA CO. LTEE 594 Place Trans-Canada Longueuil	$537.60
. WILLIAM SCULLY LIMITEE 2090 rue Moreau Montréal	$288.48
. LOUIS G. VIGNEAULT INC. 124 Cockburn Drummondville	$278.40
. MARANDA INC. 6205 rue Sherbrooke Ouest Montréal	$292.80

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que la plus basse soumission, soit celle de LOUIS G. VIGNEAULT INC., soit acceptée.

ADOPTE

68/2/79 9- KEPIS POUR LES POLICIERS

Soumissionnaires	Prix
. MARANDA INC. 6205 rue Sherbrooke Ouest Montréal	$666.41
. WILLIAM SCULLY LIMITEE 2090 rue Moreau Montréal	$532.10
. J.R. GUANT & SON CANADA CO. LTEE 594 Place Trans-Canada Longueuil	$731.50

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que la plus basse soumission, soit celle de WILLIAM SCULLY LIMITEE, soit acceptée.

ADOPTE

C O R R E S P O N D A N C E:

69/2/79 - L'Association des Boy Scouts du Canada, section Drummondville, qui fêtera en 1979 son cinquantième anniversaire de fondation, sollicite l'autorisation d'utiliser une réplique des armoiries de la Cité pour identifier ses membres par un écusson représentatif de leur ville d'attache.

Il est unanimement résolu que cette autorisation soit accordée et le Conseil formule le voeu que cet exemple soit imité par d'autres organismes du milieu.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

70

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

70/2/79

- L'Honorable Claude Charron, ministre responsable au Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports, informe le Conseil qu'il accordera une assistance financière globale de $4,500.00 pour la réalisation d'ateliers d'initiation aux loisirs socio-culturels du milieu.

  Il est unanimement résolu que des remerciements soient adressés au Ministre Claude Charron pour cette subvention.

  ADOPTE

71/2/79

- Me Yvon Pinard, député à la Chambre des Communes, transmet à la Cité un chèque de $37,000.00 comme dernière tranche d'une subvention totalisant $304,000.00 accordée à la Cité en 1978 dans le cadre d'un programme d'aide aux municipalités.

  Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau et unanimement résolu que des remerciements soient adressés au député fédéral du Comté de Drummond pour cette subvention très appréciable.

  ADOPTE

72/2/79

- ATTENDU QUE Transport Canada envisage de déplacer des vols aériens commerciaux vers Mirabel;

  ATTENDU QUE cette décision si elle est prise portera atteinte à l'économie de Montréal et de la région située au sud de la métropole;

  ATTENDU QUE Drummondville souhaite que les vols commerciaux s'effectuent à l'aéroport de Dorval;

  Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que la Cité de Drummondville appuie les villes de la région située à l'est du St-Laurent qui s'opposent à la fermeture de l'aéroport de Dorval et fasse parvenir la présente résolution au gouvernement fédéral et au gouvernement du Québec.

  ADOPTE

  Après avoir relaté brièvement la campagne menée par Drummondville pour que le gouvernement fédéral choisisse notre région pour y construire un aéroport international de préférence à Mirabel, Son Honneur le Maire souhaite que la campagne entreprise en faveur de la conservation de l'aéroport de Dorval connaisse un meilleur succès.

73/2/79

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Cité pour la période s'étendant du 20 janvier au 3 février 1979, lesquels comptes totalisent la somme de $711,619.59.

Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTE

INITIALES DU MAIRE
71
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

74/2/79 Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que les mutations de propriétés portant les numéros 9350 à 9398 inclusivement soient acceptées.

ADOPTE

75/2/79 Le Conseil prend connaissance d'un plan de redivision d'une partie du lot 263, Quartier Sud, préparé par l'arpenteur-géomètre Yves Noël le 5 décembre 1978, pour le compte de Mme Sylvia Lecomte Lamontagne.

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que ce plan de redivision soit accepté tel que soumis.

ADOPTE

76/2/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que les services de la firme Labo S.M. Inc. (Sherbrooke) soient retenus pour exécuter des travaux de forage et d'analyse de sol dans le cadre du projet d'aménagement d'un passage piétonnier sous la voie du Chemin de Fer C.N. (P.A.Q.).

ADOPTE

77/2/79 ATTENDU QUE des accidents se produisent fréquemment à l'intersection des rues Cormier et Janelle;

ATTENDU QU'il y a lieu de prendre les mesures qui s'imposent pour éviter des blessures graves et des pertes de vie si l'on tient compte des accidents récents survenus à cet endroit;

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que demande soit faite au Directeur de Police et aux Services Techniques de la Cité de procéder rapidement à une étude de circulation pour proposer des indications adéquates qui devraient être mises en place dans les meilleurs délais.

ADOPTE

78/2/79 Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que la Cité de Drummondville appuie la candidature de Victoriaville comme ville hôtesse des finales provinciales des Jeux du Québec, hiver 1981.

ADOPTE

79/2/79 Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que le conseil d'administration du Centre Récréatif St-Jean-Baptiste soit reconnu comme organisme responsable qui oeuvre en complément et en collaboration avec les organismes de loisirs déjà existants et appuyés par la Cité. La présente autorise également le conseil d'administration à solliciter

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

des subventions du Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports, afin de pouvoir poursuivre ses activités et répondre plus adéquatement aux besoins du milieu qui bénéficie des services déjà offerts à titre bénévole.

ADOPTE

80/2/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que le rapport du directeur du Service du Personnel intitulé "Mouvement du Personnel - Janvier 1979" soit accepté tel que rédigé et versé aux archives de la Cité.

ADOPTE

81/2/79 Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Roger Prince, que les membres du Conseil intéressés et MM. Claude Boucher, George Nijdam et Jacques Biron (aviseur légal) soient autorisés à participer à une conférence municipale portant sur l'aménagement du territoire qui se tiendra à Montréal les 16, 17 et 18 mars 1979 sous les auspices de l'Union des Municipalités du Québec.

ADOPTE

82/2/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que M. Yves Pouliot, Directeur de Police, soit autorisé à participer au colloque national sur la police préventive qui se tiendra au Mont Sainte-Marie du 13 au 15 février 1979.

ADOPTE

83/2/79 Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Roger Prince, que Son Honneur le Maire, les conseillers intéressés et M. George Nijdam soient autorisés à assister à la conférence qui sera donnée au Cap-de-la-Madeleine le 13 février 1979 et qui portera sur l'aménagement du territoire (Loi 125).

ADOPTE

84/2/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que le traitement de Me Maurice Laplante, juge à la Cour Municipale, soit porté à $6,000.00 par année.

ADOPTE

85/2/79 ATTENDU QUE la Cité de Drummondville a procédé à des rénovations au marché public rendues nécessaires par les services de surveillance gouvernementaux;

ATTENDU QU'une entente est intervenue entre la Cité de Drummondville et l'Association des Vendeurs du Marché Public, aux termes de laquelle il est convenu que les deux parties s'engagent à signer un bail où les devoirs de chacun sont décrits, de même que les tarifs de location tels qu'ils apparaissent à l'annexe 1;

INITIALES DU MAIRE
73
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que le trésorier de la Cité, M. Roger Turcotte, C.A., soit autorisé à signer, pour et au nom de la Cité, un bail avec chacun des locataires du marché public.

ADOPTE

86/2/79

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que la Cité publie un appel d'offres pour la vente d'une partie de terrain d'une superficie approximative de 179,000 pieds carrés (16 636 m^2) à distraire du lot 126-1 du cadastre officiel du Canton de Grantham, pour la construction de bâtisses multifamiliales.

ADOPTE

87/2/79

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Roger Prince, que la Cité accepte les plans DR-77-1A, 1, 2, 3, 4 et 5, feuilles 102 à 105 inc., revisés par les Consultants S.B.C.S. Inc., ingénieurs-conseils, et autorise ces derniers à les présenter aux Services de Protection de l'Environnement pour en obtenir l'approbation.

ADOPTE

88/2/79

Le conseiller Lucien Couture donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement No. 1262 (Travaux d'aqueduc et d'égouts - Secteur Marie de la Présentation).

89/2/79

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que la Cité de Drummondville vende à la compagnie Motelin Inc. un certain terrain faisant partie du lot huit de la subdivision du lot cent soixante-six D (Partie 166D-8) et une partie du lot soixante-quatre de la subdivision du lot cent soixante-sept (Partie 167-64) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Canton de Grantham, division d'enregistrement de Drummond, décrit et borné comme suit:

1) PARTIE DU LOT 166D-8

Lot de forme irrégulière, borné au Nord-Est par une autre partie du lot 166D-8, au Sud-Est par une partie du lot 166D, au Sud-Ouest par les lots 166D-9 rue et 167-65 rue Farrell et au Nord-Ouest par une partie du lot 167-64 ci-après décrit.

Mesurant cent soixante mètres et trente-huit centièmes de mètre (160,38 m) dans la ligne Nord-Est, cent vingt-et-un mètres et quatre-vingt-douze centièmes de mètre (121,92 m) dans la ligne Sud-Est, cent soixante-et-un mètres et quatre-vingt-trois centièmes de mètre (161,83 m) dans la ligne Sud-Ouest et cent vingt-deux mètres et quatre-vingt-seize centièmes de mètre (122,96 m) dans la ligne Nord-Ouest. Contenant une superficie de dix-neuf mille sept cent vingt-quatre mètres carrés et sept dixièmes de mètre carré (19 724,7 m^2).

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

74

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

2) PARTIE DU LOT 167-64

Lot de forme irrégulière, borné au Nord-Est par une partie du lot 167-64, au Sud-Est par une partie du lot 166D-8 ci-haut décrit, au Sud-Ouest et à l'Ouest par le lot 167-65 rue Farrell et au Nord-Ouest par le lot 167-61 rue Janelle.

Mesurant vingt-huit mètres et quatorze centièmes de mètre (28,14 m) dans la ligne Nord-Est, cent vingt-deux mètres et quatre-vingt-seize centièmes de mètre (122,96 m) dans la ligne Sud-Est, onze mètres et quarante-six centièmes de mètres (11,46 m) dans la ligne Sud-Ouest, vingt-quatre mètres et six centièmes de mètre (24,06 m) suivant un arc de cercle de quinze mètres et vingt-quatre centièmes de mètre (15,24 m) de rayon dans la ligne Ouest et cent sept mètres et soixante-seize centièmes de mètre (107,76 m) dans la ligne Nord-Ouest. Contenant une superficie de trois mille trois cent quarante-six mètres carrés et quatre dixièmes de mètre carré (3 346,4 m^2).

La superficie totale de ces deux parties de lots est de vingt-trois mille soixante-et-onze mètres carrés et un dixième de mètre carré (23 071,1 m^2).

Cette vente est faite au prix de $0.64305 le mètre carré, soit Quatorze Mille Neuf Cents Dollars et Dix-Sept Cents ($14,900.17) dont la Cité reconnaît avoir déjà reçu la somme de Trois Mille Sept Cent Vingt-Deux Dollars et Quarante Cents ($3,722.40) en acompte sur ce montant; et quant au solde de Onze Mille Cent Soixante-Dix Sept Dollars et Soixante-Dix-Sept Cents ($11,177.77), il sera payable le jour de la signature de l'acte de vente.

Les taxes municipales, scolaires ou autres pour le terrain seront exigibles à compter de la date de la signature du contrat, quitte d'arrérages et suivant ajustement devant être fait entre les parties aux présentes à cette dernière date. Concernant les bâtisses à être érigées les taxes deviendront exigibles suivant la loi.

L'acquéreur s'oblige à construire pour fins industrielles sur le terrain présentement vendu dans un délai d'au plus 12 mois de la date de signature du contrat, un édifice dont l'emprise sera d'au moins sept mille quatre cent quarante mètres carrés (7 440 m^2).

Les présentes sont indépendantes de la procédure à suivre pour l'obtention du permis municipal de construction.

L'acquéreur devra également respecter toutes les conditions décrites au projet de contrat préparé par le notaire Gérard Fradet, lequel projet de contrat est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante. (PROJET DE CONTRAT VERSE AU DOSSIER: "MOTELIN INC.")

Cette vente devra être acceptée par le Ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec, ainsi que par le Ministère des Affaires Municipales.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par les présentes autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, l'acte de vente à intervenir et à y effectuer toutes les modifications d'importance mineure jugées nécessaires, à en recevoir le prix et en donner quittance. Ces personnes sont aussi autorisées à signer tous les autres documents nécessaires pour compléter cette vente.

ADOPTE

INITIALES DU MAIRE

75

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

90/2/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que la Cité accepte l'offre d'achat de Ralston Purina Canada Inc. concernant un terrain situé dans le parc industriel régional ayant une superficie approximative de 684,250 pieds carrés (63 592 m^2) au prix de $0.15 le pied carré ($1.61459 m^2) aux conditions acceptées dans un document signé par M. Robert L. Gamelin, président de cette compagnie.

ADOPTE

91/2/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que la Cité de Drummondville vende à la compagnie Ralston Purina Canada Inc. une partie des lots 273, 274, 275 et 276 du Rang IV du cadastre officiel du Canton de Grantham, Division d'Enregistrement de Drummond, Municipalité de la Cité de Drummondville, et dont la description apparaît ci-dessous:

1- Un morceau de terrain de figure irrégulière, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro deux cent soixante-treize (Ptie 273) du Rang IV du cadastre officiel du Canton de Grantham, Division d'Enregistrement de Drummond, Municipalité de la Cité de Drummondville.

Ce morceau de terrain est borné vers le nord-est par une autre partie du lot 273, vers le sud-est par une partie du lot 274, vers le sud-ouest par une autre partie du lot 273 (rue), vers l'ouest et vers le nord-ouest par une autre partie du lot 273 (Boulevard Gauthier).

Ce morceau de terrain peut être décrit plus spécifiquement de la manière suivante: Commençant à un point indiqué par le chiffre 481 au plan ci-annexé et situé sur la ligne de division entre les lots 273 et 274 et à dix-neuf mètres et quarante-huit centièmes (19,48 m) au nord-est de la ligne des Rangs IV et V; de là, dans une direction nord-est en suivant la ligne de division entre les lots 273 et 274 une distance de cent soixante-cinq mètres et soixante-sept centièmes (165,67 m) jusqu'au point 527; de là, tournant un angle de déflexion vers la gauche de quatre-vingt-dix degrés quarante minutes (90°40') dans une direction nord-ouest une distance de soixante-dix-neuf mètres et cinquante-sept centièmes (79,57 m) jusqu'au point 526; de là, tournant un angle de déflexion vers la gauche de quatre-vingt-neuf degrés deux minutes (89°02') dans une direction sud-ouest en suivant l'emprise sud-est du Boulevard Gauthier une distance de cent cinquante-deux mètres et quatre-vingt-seize centièmes (152,96 m) jusqu'au point 533; de là, dans une direction sud une distance de quatorze mètres (14,00 m) mesuré le long d'un arc de cercle d'un rayon de neuf mètres et quatorze centièmes (9,14 m) jusqu'au point 532; de là, dans une direction sud-est une distance de soixante-et-onze mètres et soixante-huit centièmes (71,68 m) mesuré le long d'un arc de cercle d'un rayon de dix mille quatre cent trente mètres et sept dixièmes (10 430,7 m) jusqu'au point de départ.

Ce morceau de terrain contient une superficie de treize mille quatre-vingt-un mètres carrés et trois dixièmes (13 081,3 m^2).

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

76

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

2- Un morceau de terrain de figure irrégulière, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro deux cent soixante-quatorze (Ptie 274) du Rang IV du cadastre officiel du Canton de Grantham, Division d'Enregistrement de Drummond, Municipalité de la Cité de Drummondville.

Ce morceau de terrain est borné vers le nord-est par une autre partie du lot 274, vers le sud-est par une partie du lot 275, vers le sud-ouest par une autre partie du lot 274 (rue) et vers le nord-ouest par une partie du lot 273.

Ce morceau de terrain peut être décrit plus spécifiquement de la manière suivante: Commençant à un point indiqué par le chiffre 481 au plan ci-annexé et situé sur la ligne de division entre les lots 273 et 274 et à dix-neuf mètres et quarante-huit centièmes (19,48 m) au nord-est de la ligne des Rangs IV et V; de là, dans une direction nord-est en suivant la ligne de division entre les lots 273 et 274 une distance de cent soixante-cinq mètres et soixante-sept centièmes (165,67 m) jusqu'au point 527; de là, tournant un angle de déflexion vers la droite de quatre-vingt-neuf degrés vingt minutes (89°20') dans une direction sud-est une distance de cent quatre-vingt-quinze mètres et quatre-vingt-onze centièmes (195,91 m) jusqu'au point 528; de là, tournant un angle de déflexion vers la droite de quatre-vingt-dix degrés quarante-neuf minutes (90°49') dans une direction sud-ouest en suivant la ligne de division entre les lots 274 et 275 une distance de cent soixante-douze mètres et quatre-vingt-deux centièmes (172,82 m) jusqu'au point 442; de là, tournant un angle de déflexion vers la droite de quatre-vingt-dix degrés cinquante-huit minutes (90°58') dans une direction nord-ouest en suivant l'emprise nord-est de la rue une distance de quarante-huit mètres et soixante centièmes (48,60 m) jusqu'au point 429; de là, dans une direction nord-ouest une distance de cent quarante-six mètres et quatre-vingt-huit centièmes (146,88 m) mesuré le long d'un arc de cercle d'un rayon de dix mille quatre cent trente mètres et sept dixièmes (10 430,7 m) jusqu'au point de départ.

Ce morceau de terrain contient une superficie de trente-trois mille cent soixante-sept mètres carrés et sept dixièmes (33 167,7 m^2).

3- Un morceau de terrain de figure irrégulière, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro deux cent soixante-quinze (Ptie 275) du Rang IV du cadastre officiel du Canton de Grantham, Division d'Enregistrement de Drummond, Municipalité de la Cité de Drummondville.

Ce morceau de terrain est borné vers le nord-est par une autre partie du lot 275, vers le sud-est par une partie du lot 276, vers le sud-ouest par une autre partie du lot 275 (rue) et vers le nord-ouest par une partie du lot 274.

Ce morceau de terrain peut être décrit plus spécifiquement de la manière suivante: Commençant à un point indiqué par le chiffre 442 au plan ci-annexé et situé sur la ligne de division entre les lots 274 et 275 et à quatorze mètres et quarante-deux centièmes (14,42 m) au nord-est de la ligne des Rangs IV et V; de là, dans une direction nord-est en suivant la ligne de division entre les lots 274 et 275 une distance de cent soixante-douze mètres et quatre-vingt-deux centièmes (172,82 m) jusqu'au point 528; de là, tournant un angle de

INITIALES DU MAIRE
77
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

déflexion vers la droite de quatre-vingt-neuf degrés onze minutes (89°11') dans une direction sud-est une distance de soixante-quatre mètres et soixante-et-un centièmes (64,61 m) jusqu'au point 529; de là, tournant un angle de déflexion vers la droite de quatre-vingt-dix degrés quarante-quatre minutes (90°44') dans une direction sud-ouest en suivant la ligne de division entre les lots 275 et 276 une distance de cent soixante-quatorze mètres et quatre-vingt-quatre centièmes (174,84 m) jusqu'au point 443; de là, tournant un angle de déflexion vers la droite de quatre-vingt-onze degrés trois minutes (91°03') dans une direction nord-ouest en suivant l'emprise nord-est de la rue une distance de soixante-quatre mètres et quatre-vingt-dix centièmes (64,90 m) jusqu'au point de départ.

Ce morceau de terrain contient une superficie de onze mille deux cent cinquante-cinq mètres carrés et sept dixièmes (11 255,7 m^2).

4- Un morceau de terrain de figure irrégulière, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro deux cent soixante-seize (Ptie 276) du Rang IV du cadastre officiel du Canton de Grantham, Division d'Enregistrement de Drummond, Municipalité de la Cité de Drummondville.

Ce morceau de terrain est borné vers le nord-est et vers le sud-est par d'autres parties du lot 276, vers le sud-ouest par une autre partie du lot 276 (rue), vers le nord-ouest par une partie du lot 275.

Ce morceau de terrain peut être décrit plus spécifiquement de la manière suivante: Commençant à un point indiqué par le chiffre 443 au plan ci-annexé et situé sur la ligne de division entre les lots 275 et 276 et à douze mètres et quatre-vingt-cinq centièmes (12,85 m) au nord-est de la ligne des rangs IV et V; de là, dans une direction nord-est en suivant la ligne de division entre les lots 275 et 276 une distance de cent soixante-quatorze mètres et quatre-vingt-quatre centièmes (174,84 m) jusqu'au point 529; de là, tournant un angle de déflexion vers la droite de quatre-vingt-neuf degrés seize minutes (89°16') dans une direction sud-est une distance de dix mètres et trente-sept centièmes (10,37 m) jusqu'au point 531; de là, tournant un angle de déflexion vers la droite de quatre-vingt-dix degrés cinquante-huit minutes (90°58') dans une direction sud-ouest une distance de cent soixante-quinze mètres et quinze centièmes (175,15 m) jusqu'au point 530; de là, tournant un angle de déflexion vers la droite de quatre-vingt-dix degrés quarante-neuf minutes (90°49') dans une direction nord-ouest en suivant l'emprise nord-est de la rue une distance de neuf mètres et soixante-huit centièmes (9,68 m) jusqu'au point de départ.

Ce morceau de terrain contient une superficie de mille sept cent cinquante-cinq mètres carrés et quatre dixièmes (1 755,4 m^2).

La superficie totale de ces quatre (4) descriptions techniques est de cinquante-neuf mille deux cent soixante mètres carrés et un dixième (59 260,1 m^2).

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

78

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Les dimensions et les superficies indiquées dans ces descriptions techniques et sur le plan ci-joint sont dans le Système international.

Cette vente est faite au prix de $1.61459 le mètre carré, soit Quatre-Vingt-Quinze Mille Six Cent Quatre-Vingt Dollars et Cinquante-Cinq Cents ($95,680.55) dont la Cité reconnaît avoir déjà reçu la somme de Vingt Mille Cinq Cent Vingt-Sept Dollars et Cinquante Cents ($20,527.50); et quant au solde de Soixante-Quinze Mille Cent Cinquante-Trois Dollars et Cinq Cents ($75,153.05), il sera payable le jour de la signature de l'acte de vente.

Les taxes municipales, scolaires ou autres pour le terrain seront exigibles à compter de la date de la signature du contrat, quitte d'arrérages et suivant ajustement devant être fait entre les parties aux présentes à cette dernière date. Concernant les bâtisses à être érigées les taxes deviendront exigibles suivant la loi.

L'acquéreur s'oblige à construire pour fins industrielles sur le terrain présentement vendu dans un délai d'au plus 24 mois de la date de signature du contrat, un édifice dont l'emprise sera d'une superficie de Trente Mille Quatre Cent Quatre-Vingt mètres carrés (30 480 m^2).

A défaut de respecter cette condition, la Cité de Drummondville aura droit d'exiger la rétrocession du terrain en remboursant à l'acheteur 80% du prix payé et l'acquéreur acceptera dans une telle alternative de signer tout document pour donner effet à cette rétrocession. Dans une telle alternative aussi, toutes améliorations faites audit terrain appartiendront comme autres dommages liquidés à la Cité de Drummondville.

Ralston Purina Canada Inc., ou ses ayants droit, durant une période de 20 ans à compter de la signature du contrat d'achat ne pourra vendre à des tiers toute partie non construite du terrain sans d'abord l'offrir au préalable à la Cité de Drummondville au prix de $1.61459 le mètre carré. La Cité de Drummondville aura un délai de 60 jours à compter de la réception de telle offre pour l'accepter ou la refuser.

Cependant la vente de la ou des bâtisses avec le terrain sous-jacent et une superficie de terrain contigu n'excédant pas quatre fois la superficie bâtie sera soustraite de la présente restriction.

Ralston Purina Canada Inc. reconnaît et accepte que le contrat de vente sera sujet aux approbations prévues par les lois régissant la Cité de Drummondville.

Ralston Purina Canada Inc. déclare connaître les lieux et accepte de ne pas exiger davantage en ce qui concerne la qualité et la capacité du sol.

La présente vente ne pourra lier Ralston Purina Canada Inc. et toute acceptation d'icelle sera également liée à une garantie écrite donnée par une compagnie de chemin de fer que ledit emplacement sera desservi par cette compagnie (C.P.R. ou C.N.R.), ladite garantie pouvant être par une lettre à cet effet de l'une ou l'autre des compagnies ou par la remise à Ralston Purina Canada Inc., à son bureau de

Longueuil, d'une copie d'un contrat ayant pour effet d'assurer l'implantation d'un semblable embranchement ferroviaire, sans aucun frais et charge à Ralston Purina Canada Inc.

Les présentes sont indépendantes de la procédure à suivre pour l'obtention du permis municipal de construction.

Ralston Purina Canada Inc. devra céder un droit de passage de Six mètres et Neuf Centièmes (6,09 m) sur l'extrémité nord-est du terrain pour l'entretien du cours d'eau situé immédiatement au nord-est dudit terrain.

L'acquéreur devra respecter toutes les conditions décrites au projet de contrat préparé par Me Yves Lévesque, notaire, lequel projet de contrat est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante. (PROJET DE CONTRAT VERSE AU DOSSIER: "RALSTON PURINA CANADA INC.")

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par les présentes autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, l'acte de vente à intervenir et à y effectuer toutes les modifications d'importance mineure jugées nécessaires, à en recevoir le prix et en donner quittance. Ces personnes sont aussi autorisées à signer tous les autres documents nécessaires pour compléter cette vente.

ADOPTE

92/2/79

Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Marcel Joyal, que la Cité de Drummondville abandonne les droits de réserve décrétés par les règlements nos 1169 et 1203, affectant certains terrains en bordure de la rue Gauthier. La présente autorise l'aviseur légal de la Cité à informer les personnes concernées de la décision du Conseil de la Cité.

ADOPTE

93/2/79

ATTENDU QUE la Cité de Drummondville a, par son règlement No. 1283 en date du 22 janvier 1979, adopté un programme d'amélioration de quartiers pour la partie de son territoire appelée "Ste-Thérèse--St-Pierre";

ATTENDU QUE ce programme prévoit l'acquisition des immeubles désignés au tableau annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme cédule "A"; (PROGRAMME VERSE AU DOSSIER: "P.A.Q. - Ste-Thérèse--St-Pierre")

ATTENDU QU'en vertu de l'article 66e de la Loi de la Société d'Habitation du Québec, les acquisitions, locations ou aliénations de gré à gré prévues dans un programme d'amélioration de quartiers financé par la Société, requièrent l'autorisation de la Société et celle du Conseil du Trésor;

IL EST PROPOSE PAR LE CONSEILLER MARCEL JOYAL, APPUYE PAR LE CONSEILLER JEAN-PAUL GENEREUX, ET RESOLU CE QUI SUIT:

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

80

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

1) La Cité de Drummondville demande à la Société d'Habitation du Québec et au Conseil du Trésor l'autorisation d'acquérir les immeubles désignés au tableau annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme cédule "A", pour le prix global indiqué au programme d'amélioration de quartiers adopté par le règlement ci-dessus mentionné ($307,215.00);

2) La Cité de Drummondville s'engage à faire toutes les acquisitions prévues au programme et en assume tout dépassement du prix global ci-dessus mentionné;

3) La Cité de Drummondville s'engage à fournir à la Société d'Habitation du Québec un rapport trimestriel sur l'état d'avancement des acquisitions visées par la présente résolution.

ADOPTE

94/2/79 Le conseiller Raymond Luneau donne avis de motion d'un règlement modifiant l'article 5 du règlement No. 1269 (zonage rue Lindsay).

95/2/79 Le conseiller Lucien Couture donne avis de motion d'un règlement modifiant le règlement de circulation no. 1050 (Infractions en stationnement).

96/2/79 Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que MM. Marc Bissonnette, Benoit Laflamme et Laurent Bernier soient autorisés à s'inscrire à un cours qui sera donné par l'E.N.A.P. à Québec les 19 et 20 février 1979 concernant le système international (S.I.).

ADOPTE

97/2/79 Le greffier résume le contenu du règlement No. 1287 établissant le zonage du parc industriel régional.

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que ce règlement soit adopté, considéré comme lu et déposé pour consultation par les personnes concernées.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 426-1° de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1287 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 20 et 21 février 1979.

98/2/79 Le conseiller Marcel Joyal résume le rapport produit par l'inspecteur en bâtiment concernant les statistiques des permis de construction émis au cours de l'année 1978.

INITIALES DU MAIRE
81
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Ce rapport indique que la valeur des permis émis dépasse $21,000,000.00 ce qui constitue un record sans précédent pour la Cité. Ce fait est attribuable en grande partie à l'augmentation de la construction domiciliaire, institutionnelle et industrielle. Tout laisse prévoir que l'année 1979 sera également favorable à de nombreuses réalisations puisque des projets intéressants sont en préparation et pourront se réaliser grâce aux infrastructures établies par la Cité.

Il est unanimement résolu d'adresser des félicitations à l'inspecteur en bâtiment et au directeur des travaux publics pour la qualité du rapport annuel qu'ils ont rédigé sur les statistiques de construction en 1978.

ADOPTE

Le conseiller J.-Bruno Smith souhaite que les services techniques de la Cité soumettent des projets qui pourraient être subventionnés par les fonds mis à la disposition du CRD-04 pour l'année 1979. Ces projets devront avoir un caractère axé sur le développement du milieu.

99/2/79

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lucien Couture et unanimement résolu que des voeux de prompt rétablissement soient transmis à Mme Jean-Paul Généreux présentement hospitalisée suite à un sérieux accident.

ADOPTE

Le conseiller Jean-Marie Boisvert demande au Directeur Général d'obtenir de Roger Pominville Ltée un rapport d'étape sur le projet du regroupement municipal qui lui a été confié.

ET LA SEANCE EST LEVEE.

Greffier. Maire.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

82

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

26 février 1979

Procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Cité de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil le 26 février 1979, cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRESENTS: MM. les conseillers Jean-Marie Boisvert, Lucien Couture, Jean-Paul Généreux, Marcel Joyal, Lindor Letendre, Raymond Luneau, Roger Prince et J.-Bruno Smith, sous la présidence de Son Honneur le Maire Philippe Bernier.

100/2/79 Attendu que tous les membres du Conseil ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée du 12 février 1979; il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que ledit procès-verbal soit accepté tel que rédigé et que le greffier soit dispensé d'en donner lecture.

ADOPTE

101/2/79 Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que l'ordre du jour soit accepté tel que rédigé après y avoir ajouté les items suivants:

" 4A. Mandat aux arpenteurs-géomètres LeMaire & LeMaire de préparer une description technique pour une partie du lot 126-1.

13A. Tronçon de la rue Marchand (sud) (J.-B. Smith).

15A. O.P.D.Q. - fonds de développement (J.-B. Smith).

15B. CRD-04 - comté renouvelé - réunion 1er mars 1979 au Motel Le Dauphin (J.-B. Smith).

32A. Parcomètres (M. Joyal).

32B. Intersection St-Pierre/Pelletier (J.P. Généreux). "

ADOPTE

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

102/2/79 1- TRAVAUX DE SURVEILLANCE ET DE CONSTAT D'INFRACTIONS AU REGLEMENT DE CIRCULATION (ART. 73 DU REGLEMENT No. 1050)

Soumissionnaire	Prix
. SECURITE URBAINE DU QUEBEC LTEE 145 - 123e Avenue Drummondville-Sud	$4.45 1'heure

ATTENDU QUE le gouvernement municipal désire se prévaloir des pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi des Cités et Villes, article 426, 17°;

INITIALES DU MAIRE
83
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

ATTENDU QUE le Conseil souhaite que les agents de la paix actuellement au service de la population s'engagent davantage dans des secteurs comme la prévention, l'éducation, l'information et autres;

ATTENDU QUE de ce fait, les policiers-pompiers de la Cité auront moins de disponibilité pour se préoccuper des infractions en stationnement, lequel secteur demeure très important en terme de sécurité et de circulation;

ATTENDU QUE le Conseil insiste pour que les policiers-pompiers s'engagent davantage dans des tâches dites "policières", dans un objectif de valorisation du policier et de rationalisation des coûts de ce service;

ATTENDU QUE le directeur du Service de Police et Incendies se préoccupera personnellement de la formation du personnel de l'agence retenue de telle sorte qu'il soit bien entendu que le travail s'effectuera dans le contexte de ce qui précède et que de ce fait, les marchands, leur clientèle ainsi que la population en général n'en subiront aucun préjudice;

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que les services de la firme Sécurité Urbaine du Québec Ltée soient retenus en tenant compte des conditions suivantes:

- Un employé sera assigné à la surveillance de tous les parcomètres installés dans le territoire de la Cité avec un horaire de 43 heures par semaine.
- Le Conseil se réserve le droit de recourir aux services d'employés supplémentaires au besoin.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, un protocole d'entente pour retenir les services de cette firme dans le cadre de ce qui précède et conformément à l'appel d'offres de la Cité.

ADOPTE

Le Conseil souhaite rationaliser l'accessibilité et l'utilisation des espaces de stationnement sur la voie publique et hors-rues dans le but de favoriser la circulation, la sécurité et la fréquentation des commerces dans les secteurs concernés. Le parcomètre n'ayant pas comme fonction de pénaliser le marchand et/ou le client, doit être surveillé de façon à ne jamais permettre le monopole des espaces de stationnement par des personnes qui se soucieraient trop peu de la vitalité de nos maisons d'affaires du coeur de la ville.

103/2/79

2- VENTE DE TERRAINS INDUSTRIELS - PARTIE DU LOT 126-1 (SUPERFICIE APPROXIMATIVE DE 179,000 PIEDS CARRES - 16,636 M.C.)

Soumissionnaire	Prix
. LES HABITATIONS LUCO INC. 2154 Chemin Chambly Longueuil	$0.40 le pied carré

Imprimerie Formules légales provinciales liée, Mtl No 110-M

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que la Cité accepte la soumission présentée par LES HABITATIONS LUCO INC. à condition que toutes les exigences contenues dans l'appel d'offres publié dans le journal La Parole, édition du 14 février 1979, soient respectées par l'acquéreur.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à cette vente, à en recevoir le prix et en donner quittance.

ADOPTE

Le conseiller Marcel Joyal explique que si d'autres promoteurs sont intéressés à faire l'acquisition de terrains, la Cité pourra aller en appel d'offres dans le cadre des P.A.A.T., Phase IV et Phase V, qui sont en voie de préparation. Ces terrains seront desservis adéquatement et mis en vente à un prix intéressant.

Le conseiller Roger Prince souligne qu'il est malheureux qu'une soumission soit entrée en retard et que le Conseil soit obligé de la retourner sans l'ouvrir. Il souhaite que tous les soumissionnaires respectent toutes les conditions stipulées dans les appels d'offres de la Cité afin de ne pas être déçus.

104/2/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que les services professionnels des arpenteurs-géomètres LeMaire & LeMaire soient retenus pour la confection d'une description technique pour une partie du lot 126-1 qui sera vendue à Les Habitations Luco Inc.

ADOPTE

C O R R E S P O N D A N C E:

- La direction du 15e Tournoi International de Hockey Midget de Drummondville remercie les autorités municipales pour la réception civique et la soirée canadienne accordées aux équipes et aux responsables de l'organisation de ce tournoi.

105/2/79 - La Société Canadienne du Cancer, section de Drummondville, sollicite la permission de tenir sa campagne annuelle de souscription du 30 mars au 20 avril 1979.

  Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Roger Prince, que cette autorisation soit accordée.

  ADOPTE

106/2/79 - Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que la Fondation de la Fibrose Kystique soit autorisée à tenir un bercethon.

  ADOPTE

INITIALES DU MAIRE
85
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Le conseiller J.-Bruno Smith formule le voeu que cette activité connaisse un vif succès parce que la cause est très valable et que le conseiller Jean-Marie Boisvert assume la présidence d'honneur de cet évènement.

107/2/79

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Cité pour la période s'étendant du 10 février au 1er mars 1979, lesquels comptes totalisent la somme de $701,639.33.

Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTE

108/2/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que le nom "Boulevard Des Galeries" soit donné à la rue portant le numéro de lot 168-311 du cadastre officiel du Canton de Grantham, qui relie le Boulevard St-Joseph à la rue Cormier.

ADOPTE

109/2/79

CONSIDERANT QU'en date du 24 mars 1975 le Conseil de la Cité de Drummondville a adopté une résolution (no. 84/3/75) demandant à la Société d'Habitation du Québec de faire bénéficier la municipalité des avantages de la Loi de la Société;

CONSIDERANT QUE la Société d'Habitation du Québec a retenu la demande de la Cité de Drummondville et prévoit la réalisation de 103 unités de logement pour personnes retraitées et de 5 unités de logement pour personnes handicapées;

CONSIDERANT QUE la Société a proposé un programme de construction comprenant 97 unités de logement de 1 chambre à coucher, 6 unités de logement de 2 chambres à coucher et 5 unités de logement de 2 chambres à coucher pour personnes handicapées;

CONSIDERANT QUE pour réaliser ce programme d'habitation du Québec, avec la collaboration de la Cité de Drummondville, a arrêté son choix sur le terrain portant les numéros de lots Ptie 151 et Ptie 152, situé sur la rue Cockburn et appartenant à la Cité;

CONSIDERANT QUE l'Office Municipal d'Habitation de Drummondville a été consulté et a donné son accord;

CONSIDERANT QUE le Conseil de la Cité est d'accord sur le programme de construction et le choix du terrain proposés par la Société d'Habitation du Québec;

IL EST PROPOSE PAR LE CONSEILLER MARCEL JOYAL,
APPUYE PAR LE CONSEILLER JEAN-PAUL GENEREUX,
ET RESOLU QUE:

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

Conditionnellement à l'approbation subséquente de la Société d'Habitation du Québec,

1- Le Conseil de la Cité approuve le programme de construction proposé par la Société d'Habitation du Québec;

2- Le Conseil de la Cité approuve le choix du terrain proposé par la Société d'Habitation du Québec;

3- Le Conseil de la Cité s'engage à fournir les infrastructures dans les meilleurs délais;

4- Le Conseil de la Cité s'engage, s'il y a lieu, à rembourser à la Société d'Habitation du Québec le coût réel des travaux relatifs aux exigences particulières de la municipalité.

ADOPTE

110/2/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que la Cité paie $200.00 à l'Association Forestière des Cantons de l'Est (1958) Inc. à titre de contribution pour l'année 1979.

ADOPTE

111/2/79 ATTENDU QUE le 10 mai 1978 entrait en vigueur le règlement relatif à la gestion des déchets solides, promulgué en vertu de la Loi de la Qualité de l'Environnement;

ATTENDU QUE ce règlement exige la fermeture et la désaffectation de tous les dépotoirs de notre région administrative au plus tard le ler décembre 1979;

ATTENDU QUE le plan directeur de la gestion des déchets préparé par les Services de Protection de l'Environnement propose l'établissement d'un lieu d'enfouissement sanitaire pour notre région;

ATTENDU QUE ce mode d'élimination est actuellement le plus pratique et le plus économique à la condition d'être exploité sur une base intermunicipale;

ATTENDU QUE des membres des Services de Protection de l'Environnement nous ont, au cours d'une réunion récente, fait part des trois possibilités administratives d'un tel système intermunicipal, i.e. une régie intermunicipale, municipale ou l'entreprise privée;

Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert et résolu que la Cité de Drummondville croit préférable qu'une entreprise privée établisse et exploite le lieu d'élimination de déchets solides de la région.

ADOPTE

A la demande de Son Honneur le Maire, le conseiller Roger Prince donne un bref compte rendu de l'assemblée tenue par les Services de Protection de l'Environnement le 13 février 1979 à l'Hôtel de Ville, aux fins d'informer les municipalités de la région qui devront conjointement procéder à l'enfouissement des déchets solides à partir du ler décembre 1979.

INITIALES DU MAIRE
87
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Les représentants des Services de Protection de l'Environnement ont expliqué le plan directeur de la gestion des déchets préparé pour la région qui nous concerne et invitent les municipalités à s'entendre pour l'utilisation en commun d'un dépotoir avec l'enfouissement. Les municipalités présentes ont reporté leur décision à la prochaine réunion du Conseil de Comté qui se tiendra le 14 mars 1979.

Il est évident que cette législation aura pour effet d'augmenter les coûts actuels pour disposer des déchets solides et qu'il faudra poursuivre les négociations avec toutes les municipalités concernées pour en arriver à une entente qui satisfera les exigences gouvernementales.

112/2/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que le greffier soit autorisé à signer, pour et au nom de la Cité, une promesse de vente consentie pour le prix de un dollar ($1.00) d'une partie du lot 88 et d'une partie du lot 89 du cadastre officiel du Canton de Wickham, Rang II, au Ministère des Transports du Québec. Le greffier est également autorisé à signer tout contrat ou document qu'exigera le Ministre pour compléter cette vente.

ADOPTE

113/2/79 Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que le Directeur des Travaux Publics soit autorisé à faire installer des arrêts obligatoires sur la rue Hériot à l'intersection de la rue Des Forges.

ADOPTE

114/2/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que les services professionnels des évaluateurs agréés Pelletier, Roy, Mercure & Associés soient retenus pour estimer la valeur des terrains visés par l'aménagement d'un passage piétonnier sous la voie du C.N. à la hauteur de la rue Sylvan.

ADOPTE

115/2/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que les actes notariés concernant l'acquisition ou l'utilisation des terrains concernés par l'aménagement d'un passage piétonnier sous la voie du C.N. soient préparés par le notaire Jacques Beaudoin.

ADOPTE

116/2/79 ATTENDU QUE les disponibilités budgétaires de la Cité permettent de compléter la rue Marchand jusqu'au Boulevard Lemire;

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

88

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

ATTENDU QUE le prolongement de la rue Marchand aurait pour effet de dégager le centre-ville et de transférer au Boulevard Lemire une partie du flot de circulation actuellement recueilli par le Boulevard St-Joseph (axe est-ouest);

ATTENDU QUE cette artère favoriserait une évacuation rapide de la circulation générée par le secteur scolaire Ringuet et par l'usine Sylvania;

ATTENDU QUE cette même artère créerait un accès facile au futur campus scolaire et communautaire de Drummondville;

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que le Directeur des Travaux Publics soit autorisé à planifier le projet d'ouverture de la rue Marchand jusqu'au Boulevard Lemire, savoir:

- Plans et devis;
- Appel d'offres;
- Approbation des Services de Protection de l'Environnement;
- Règlement d'emprunt, etc...

ADOPTE

Le conseiller J.-Bruno Smith invite la Chambre de Commerce du Comté de Drummond, le Conseil Economique Drummond et le Bureau du Tourisme et des Congrès à présenter des projets à l'O.P.D.Q. qui dispose d'un fonds de développement régional et qui après le 22 mai 1979 pourra subventionner les organismes qui auront présenté des programmes jugés valables. Il serait souhaitable que la région de Drummondville puisse bénéficier au maximum des subventions actuellement disponibles pour activer le secteur économique du milieu.

Ce même conseiller invite la population et les organismes communautaires à participer à un colloque organisé par le CRD-04 et qui se tiendra au Motel Le Dauphin, jeudi le 1er mars. Ce colloque aura comme but d'informer les participants sur la Loi 125 et la formation des comtés renouvelés.

117/2/79

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, un protocole d'entente avec la Chambre de Commerce du Comté de Drummond.

ADOPTE

118/2/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, un protocole d'entente avec le Conseil Economique Drummond.

ADOPTE

INITIALES DU MAIRE
89
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

119/2/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, le renouvellement d'un bail avec Drummex Inc. pour une durée de deux ans.

ADOPTE

120/2/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que l'inspecteur en bâtiment soit autorisé à émettre un permis de restauration de bâtiment à Tapis Aubé Inc. avec aménagement d'une fosse septique tel que permis par le règlement No. 977, à condition que le permis rencontre les autres exigences des règlements municipaux.

ADOPTE

121/2/79 Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que le Coordonnateur du Développement Economique, M. George Nijdam, soit autorisé à négocier avec toutes les personnes et parties intéressées les solutions qui permettraient l'aménagement d'une ligne électrique par l'Hydro-Québec pour desservir les immeubles construits en bordure du Boulevard Des Galeries.

ADOPTE

122/2/79 Le conseiller Roger Prince donne avis de motion d'un règlement d'expropriation de certains terrains situés en bordure de la rue Gauthier entre le Boulevard St-Joseph et la rue Cormier.

123/2/79 Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Roger Prince, que demande soit faite à l'Hydro-Québec de produire à la Cité une estimation des coûts pour la desserte en électricité des immeubles construits ou projetés en bordure du Boulevard Des Galeries et ce par une ligne aérienne ou souterraine aménagée en bordure de ce boulevard.

ADOPTE

124/2/79 Le conseiller Lindor Letendre donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $175,000.00 pour l'achat de machinerie en 1979.

125/2/79 Le conseiller Lucien Couture donne avis de motion d'un règlement modifiant le règlement de zonage No. 801 - secteur 04-29.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE
90
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

126/2/79

Le conseiller Raymond Luneau donne avis de motion d'un règlement modifiant le règlement No. 801 - Agrandissement du secteur 09-01 à même les secteurs 07-07 et 07-17.

127/2/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que Mme Lise Lauzière, agent de communication de la Cité, soit autorisée à adhérer à la Société Canadienne des Relations Publiques.

ADOPTE

Mme Lise Lauzière remercie le Conseil pour cette autorisation et explique brièvement les avantages qu'elle espère retirer de son adhésion à cet organisme qui regroupe des personnes expérimentées dans le secteur des relations publiques.

128/2/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que M. Roland Janelle soit autorisé à assister à un congrès dont le thème sera "Marché de la Diffusion" et qui se tiendra à Québec du 28 mars au 1er avril 1979.

ADOPTE

129/2/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que M. Michel Trudel soit autorisé à assister à un congrès dont le thème sera "Le Tourisme, Horizons 80" qui se tiendra à Québec du 28 au 30 mars 1979.

ADOPTE

130/2/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que les services des évaluateurs agréés Pelletier, Roy, Mercure & Associés soient retenus pour l'évaluation des terrains concernés par le programme P.A.A.T., Phase IV. Le mandat de cette firme sera précisé par M. Denis Luneau, Directeur du Service de la Planification de la Cité.

ADOPTE

131/2/79 Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que les services professionnels de M. Pierre Landry, urbaniste, soient retenus pour la préparation du programme P.A.A.T., Phase V. Le mandat de ce consultant sera précisé par le Directeur du Service de la Planification, M. Denis Luneau, et les honoraires ne devront pas excéder $6,500.00.

ADOPTE

132/2/79 CONSIDERANT la récente relocalisation des messageries du CN sur le Boulevard Lemire à Drummondville;

CONSIDERANT que les axes du commerce et de l'industrie du Drummondville métropolitain ont été modifiés ces dernières années par le développement des parcs industriels et des zones domiciliaires;

CONSIDERANT que la zone de service des messageries n'a pas été modifiée en conséquence depuis des années et en correspond plus aux besoins de nombreux commerces et industries du Drummondville métropolitain;

CONSIDERANT que cette situation entrave le développement des services de messageries du CN et défavorise nombre de commerces et d'industries;

IL EST PROPOSE PAR LE CONSEILLER LUCIEN COUTURE,
APPUYE PAR LE CONSEILLER JEAN-PAUL GENEREUX,

QUE la Cité de Drummondville appuie la requête de la Chambre de Commerce du Comté de Drummond adressée aux autorités des Chemins de Fer Nationaux et aux autorités gouvernementales responsables du transport ferroviaire afin que soient modifiées dans les plus brefs délais les limites de la zone de service des messageries en l'étendant au quadrilatère formé par les municipalités de Saint-Germain - Saint-Cyrille et Saint-Nicéphore - Grantham-Ouest avec comme centre, Drummondville.

ADOPTE

133/2/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que le maire, M. Philippe Bernier, et le Directeur des Services Récréatifs et Communautaires, M. André Paquet, soient autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, un protocole d'entente avec le Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports pour l'obtention d'une subvention de $4,500.00 consentie dans le cadre du programme des ateliers socio-culturels.

ADOPTE

Le conseiller Roger Prince, président du Comité des Finances, présente les états financiers de la Cité au 31 décembre 1978 tels que préparés par les vérificateurs Verrier, Richard, Hébert, Béliveau, Paquin & Associés. Cette présentation est faite dans les termes qui suivent:

" Comme le démontrent les états financiers de la Cité, les revenus sont passés de $7,336,770. en 1977 à $8,584,428. en 1978. Les principales raisons de cette augmentation des revenus par rapport à l'année précédente sont une réévaluation des valeurs locatives, le déplafonnement de la taxe d'affaires, de même que les argents reçus pour compensation de taxes d'organismes publics et les retours de la taxe de vente. Ces postes ont contribué pour $1,031,000. à l'augmentation de $1,274,658. qu'ont connue les revenus.

Les dépenses 1978 se sont élevées à $8,374,610. comparativement à $7,268,254. en 1977. Les variations importantes se retrouvent au service de la dette, à l'entretien des édifices municipaux, de même qu'aux postes d'entretien de nos réseaux routiers, d'aqueduc et d'égouts. Les postes ci-haut mentionnés comptent pour $791,000. sur l'augmentation des dépenses qui fut de l'ordre de $1,120,448.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

L'excédent des revenus sur les dépenses a été de $195,725. Cette somme sera appropriée pour un montant de $100,000. à l'augmentation du fonds de roulement. Ce fonds qui aura un capital de $365,000. permet à la Cité de réaliser de petits projets d'investissements à un coût très avantageux. Le solde de l'excédent est reporté aux exercices futurs et permettra de maintenir un équilibre entre les revenus et les dépenses.

Au cours de l'exercice, des dépenses d'investissement ont été faites pour un montant de $3,735,000. Parmi les principaux projets, mentionnons le P.A.Q./P.A.R.E.L., St-Joseph/St-Jean-Baptiste pour $1,239,425.; les travaux dans le Parc Industriel Régional pour $326,870.; la caserne d'incendie pour $200,000.; prolongement des travaux au développement Les Jardins de la Rivière pour $176,477.

La dette obligatoire au 31 décembre 1978 s'élève à $14,969,713. et représente 6.65% de l'évaluation imposable, comparativement à 6.77% pour 1977. La proportion des revenus requis pour le paiement du service de la dette est passée de 24.96% à 25.83%. "

134/2/79 Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que les états financiers de la Cité pour l'année 1978 soient acceptés tels qu'établis au 31 décembre de la même année par la firme Verrier, Richard, Hébert, Béliveau, Paquin & Associés, comptables agréés.

ADOPTE

Le conseiller Roger Prince se dit fort heureux des résultats obtenus au cours de l'année 1978 qui s'est soldée par un excédent des revenus sur les dépenses ($195,725.). Ce succès est attribuable à la prudence des administrateurs et la collaboration des directeurs des services municipaux qui méritent des remerciements plus spécialement le Directeur Général et le Trésorier qui ont exercé une surveillance constante sur les revenus et dépenses au cours de la dernière année.

Son Honneur le Maire souligne que cet heureux résultat est le fruit d'un effort d'équipe et que plusieurs villes du Québec n'ont pas eu la chance de terminer l'année 1978 avec un tel record.

Le conseiller Marcel Joyal souligne que l'augmentation des revenus et des dépenses a atteint environ 16% en 1978, alors que la charge fiscale n'a été que d'environ 9%. Il estime que la dernière année a permis un essor économique fort intéressant et que le développement s'est manifesté dans plusieurs secteurs et spécialement la construction; ce qui permet d'espérer que l'année 1979 sera également couronnée de succès puisqu'elle a démarré avec plusieurs projets intéressants déjà en voie de réalisation et que plusieurs autres sont à l'état d'ébauche pour être mis en marche dans les prochains mois.

135/2/79 Le conseiller J.-Bruno Smith donne avis de motion d'un règlement augmentant le fonds de roulement de la Cité de $100,000. par l'affectation d'un surplus d'opération pour l'année 1978.

INITIALES DU MAIRE
93
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

136/2/79 Lecture est donnée du règlement No. 1288, modifiant l'article 5 du règlement No. 1269 (zonage rue Lindsay).

Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 426-1° de la Loi des Cités et Villes, après que des avis publics auront été donnés de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires des secteurs concernés pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1288 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 20 & 21 mars 1979.

137/2/79 Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Roger Prince, que le maire ou à défaut le maire-suppléant et le locateur (le policier concerné) soient autorisés à signer un protocole d'entente avec le Ministère de la Justice, permettant à la Cité d'être compensée pour le temps payé aux policiers dans le cadre de la Loi 24 (Art. 60 et 61, Protection de la Jeunesse).

ADOPTE

138/2/79 Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que le Directeur Général soit chargé de former un comité regroupant les membres du Conseil, le Coordonnateur du Développement Economique, le Directeur des Travaux Publics et des hommes d'affaires, afin d'étudier la possibilité de permettre l'utilisation gratuite, pendant une certaine période, des espaces de stationnement munis de parcomètres. Cette étude aura pour but de favoriser la clientèle de marchands opérant dans le centre-ville et qui est affectée par le manque d'espaces de stationnement comparativement aux centres d'achats.

ADOPTE

139/2/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que le Directeur des Travaux Publics et le Directeur de Police effectuent une étude pour déterminer les moyens susceptibles d'améliorer la sécurité à l'intersection des rues St-Pierre et Pelletier.

ADOPTE

140/2/79 Le conseiller Lindor Letendre donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $500,000.00 pour l'exécution de travaux publics en 1979 pour le secteur de Drummondville.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

94

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

141/2/79

Le conseiller Lindor Letendre donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $110,000.00 pour l'exécution de travaux publics en 1979 dans le secteur de Drummondville-Ouest.

142/2/79 Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Marcel Joyal, que des enseignes soient isntallées à des endroits appropriés le long du nouveau Boulevard Celanese afin d'indiquer les secteurs commerciaux des quartiers St-Joseph et St-Jean-Baptiste aux usagers de cette artère. Ce nouveau boulevard n'est pas assez utilisé et la population aurait avantage à éviter de continuer d'emprunter le Boulevard St-Joseph et la rue St-Jean lorsque leur destination peut se faire par cette nouvelle voie de circulation plus sécuritaire et plus fonctionnelle.

ADOPTE

143/2/79 Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que le Directeur des Travaux Publics et le Directeur des Services Récréatifs et Communautaires soient priés de prendre charge du projet d'aménagement du nouveau parc cédé à la Cité par Celanese Canada Ltée, afin que les travaux d'aménagement de ce parc puissent débuter assez tôt pour que les équipements soient disponibles durant l'été 1979.

ADOPTE

144/2/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que le Directeur des Travaux Publics soit chargé de prendre les dispositions nécessaires pour changer les micros de la salle du Conseil, afin d'améliorer la qualité du son et de diminuer le bruit transmis sur les ondes de la télévision communautaire.

ADOPTE

Le conseiller Roger Prince fait appel à la compréhension des citoyens qui ont eu récemment des problèmes de gel de leur conduite d'alimentation en eau potable. La température défavorable a été la cause de plusieurs bris de conduite et le personnel des travaux publics a travaillé 24 heures par jour sans réussir à répondre immédiatement à tous les appel des citoyens affectés.

On fera diligence pour procéder aux réparations qui s'imposent et le Conseil tiendra compte de ces circonstances avant de facturer les contribuables concernés.

ET LA SEANCE EST LEVEE.

Raymond Bernier
.....
Greffier.

.....
Maire.

INITIALES DU MAIRE
95
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

12 mars 1979

Procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Cité de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil le 12 mars 1979, cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRESENTS: MM. les conseillers Jean-Marie Boisvert, Lucien Couture, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Raymond Luneau, Roger Prince et J.-Bruno Smith, sous la présidence de Son Honneur le Maire Philippe Bernier.

145/3/79 Attendu que tous les membres du Conseil ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée du 26 février 1979, il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé et que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture.

ADOPTE

146/3/79 Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTE

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

147/3/79 1- RESURFACAGE DE COURTS DE TENNIS

Soumissionnaires	Prix
. EXCAVATION TOURVILLE INC. Drummondville	$15,420.00
. LA CIE MAURICE & CLAUDE LTEE Sherbrooke	$11,900.00

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que la plus basse soumission soit acceptée à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Cité.

Le maire ou à défaut le maire-suppléant et le directeur des travaux publics sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution de ces travaux.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

96

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

148/3/79

2- TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES (P.A.A.T., PHASE IV) - DOSSIER: 0582170

Soumissionnaires	Prix
. EXCAVATION TOURVILLE INC. Drummondville	$493,231.10
. J.-P. DOYON LTEE Nicolet	$464,100.39
. LA CIE MAURICE & CLAUDE LTEE Sherbrooke	$568,645.37
. MASSICOTTE & FILS LTEE Cap-de-la-Madeleine	$588,896.33
. CONSTRUCTION TERPEL LTEE Ville de Bécancour	$498,163.78
. LEMAY CONSTRUCTION LTEE Victoriaville	$552,370.27
. ARCO CONSTRUCTION INC. Plessisville	$486,481.06
. SINTRA INC. N.D. du Bon-Conseil	$448,147.12
. MARIER & FILS LTEE Drummondville	$693,182.50
. LA CIE DE PAVAGE LASALLE LTEE Victoriaville	$644,410.00
. DESOURDY (SHERBROOKE) INC. Sherbrooke	$738,564.20
. LES CONSTRUCTIONS JOUTEL INC. Laval	$457,323.05

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que la plus basse soumission soit retenue à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Cité.

Le maire, ou à défaut le maire-suppléant, et le directeur des travaux publics sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution de ces travaux.

ADOPTE

3- VENTE DE TERRAINS, SECTEUR P.A.A.T., PHASE I

149/3/79

a) Lot 126-183

Soumissionnaire	Prix
. MARTINE SOUCY 4581 Traversy St-Nicéphore	$0.60 le pied carré

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que cette soumission soit acceptée. Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à cette vente.

ADOPTE

150/3/79 b) LOT 126-163

Soumissionnaire	Prix
. THERESE M. SOUCY 4581 Traversy St-Nicéphore	$0.60 le pied carré

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que cette soumission soit acceptée. Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à cette vente.

ADOPTE

151/3/79 c) LOT 126-125

Soumissionnaire	Prix
. SOLANGE N. SOUCY 1525 Jogues Drummondville-Sud	$0.60 le pied carré

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que cette soumission soit acceptée. Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à cette vente.

ADOPTE

152/3/79 d) LOT 126-176

Soumissionnaire	Prix
. CELINE S. LEMAIRE 677 Boul. Mercure Drummondville	$0.60 le pied carré

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que cette soumission soit acceptée. Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à cette vente.

ADOPTE

153/3/79 e) LOT 126-167

Soumissionnaire	Prix
. SERGE BEAULIEU 901 Chassé, app. 1 Drummondville	$0.60 le pied carré

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que cette soumission soit acceptée. Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à cette vente.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

98

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

C O R R E S P O N D A N C E:

- L'Office de la Famille de Drummondville Inc. qui organise une grande Journée de la Famille, dimanche le 6 mai prochain, demande à la Cité d'être dispensé de payer les frais de location du Centre Culturel pour la tenue de cette activité.

  Attendu que le Conseil a établi des tarifs minima pour les organismes communautaires qui utilisent le Centre Culturel, il ne peut déroger à la politique établie et le greffier avisera l'Office de cette situation. Cependant les autorités municipales offrent des félicitations aux responsables de cet organisme pour leur désintéressement et leur dévouement sur le plan communautaire.

- L'Association des Parachutistes du Centre du Québec informe le Conseil qu'une semaine d'information sur le parachutisme sportif se tiendra à la Place Drummond du 11 au 17 mars 1979 et remercie Son Honneur le Maire pour sa participation à l'ouverture officielle de cette activité.

- Le Club de Patinage Artistique de Drummondville Inc. informe le Conseil qu'il tiendra son spectacle annuel sur glace au Centre Civique le 8 avril 1979 et espère que les autorités municipales accepteront d'être présentes à cette activité.

154/3/79 Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Cité pour la période s'étendant du 24 février au 3 mars 1979, lesquels comptes totalisent la somme de $582,700.09.

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Roger Prince, que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTE

155/3/79 Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que les mutations de propriétés portant les numéros 9399 à 9438 inclusivement soient acceptées.

ADOPTE

156/3/79 Le conseiller Raymond Luneau donne avis de motion d'un règlement modifiant l'article 6 du règlement No. 1269 (zonage rue Lindsay).

157/3/79 Le conseiller Jean-Marie Boisvert donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement de police No. 1263.

158/3/79 ATTENDU QUE notre municipalité s'est prévalue des avantages financiers prévus dans le cadre du programme de subventions d'encouragement aux municipalités;

ATTENDU QUE dans le cadre de ce programme, notre municipalité a reçu, au cours de l'année 1978, la somme totale de $18,000.00 représentant $1,000.00 par unité de logement admissible suivant les critères provinciaux et fédéraux requis;

ATTENDU QUE notre municipalité s'est engagée par résolution à fournir au Ministère des Affaires Municipales, avant le 31 mars de chaque année, un rapport sur l'utilisation des subventions reçues l'année précédente en vertu de ce programme;

ATTENDU QUE le Conseil municipal a requis de M. Roger Turcotte, C.A., trésorier, un rapport écrit faisant état de l'utilisation présente ou future des sommes d'argent reçues en 1978 par le biais du P.S.E.M.;

ATTENDU QUE M. Roger Turcotte, C.A., trésorier, a déposé auprès du Conseil un état de compte de l'utilisation présente et future de ces subventions;

ATTENDU QUE cette utilisation présente et future des dits fonds est conforme aux volontés exprimées par le Conseil dans ce domaine;

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que la Cité adopte ledit rapport de M. Roger Turcotte, C.A., trésorier, et le fasse parvenir au Ministère des Affaires Municipales.

ADOPTE

159/3/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que la Cité paie sa cotisation pour l'année financière 1979-1980 à la Fédération Canadienne des Municipalités établie à $0.035 per capita, soit $1,025.01 (29,286 x $0.035 = $1,025.01).

ADOPTE

160/3/79 Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que la Commission d'Urbanisme pour l'année 1979 soit formée des personnes suivantes:

Me Jean Prince	M. Jacques Vincent
M. Serge Ménard	M. Maurice Rhéaume
M. Denis Luneau	Mme Colette Martel.

ADOPTE

161/3/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert et unanimement résolu que des remerciements soient adressés à toutes les personnes qui ont appliqué pour siéger comme membre de la Commission d'Urbanisme suite à une invitation lancée par la Cité, soit par la voie des journaux ou par invitation à des clubs sociaux. Le

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

100

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Conseil tout en reconnaissant la valeur incontestable des 19 candidats, a dû limiter son choix pour compler les postes vacants mais conservera la liste des candidats pour des nominations futures.

ADOPTE

162/3/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que le rapport du directeur du Service du Personnel intitulé "Mouvement du Personnel - Février 1979" soit accepté tel que rédigé et versé aux archives de la Cité.

ADOPTE

163/3/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que le conseiller J.-Bruno Smith soit autorisé à représenter la Cité de Drummondville au Conseil Régional de Développement de la région 04 durant l'année 1979.

ADOPTE

164/3/79 ATTENDU QUE la Municipalité de Grantham-Ouest apporte une collaboration très appréciée lors des discussions qui concernent des projets communs à cette municipalité et la Cité;

ATTENDU QUE cette collaboration s'est révélée très positive depuis l'élaboration d'un projet de regroupement de certaines municipalités;

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que la Cité de Drummondville permette à la Municipalité de Grantham-Ouest de desservir en eau la rue Nadia sur une longueur approximative de 500 pieds et que les Services de Protection de l'Environnement soient avisés de cette autorisation.

ADOPTE

165/3/79 ATTENDU QUE la Cité de Drummondville et la Ville de Drummondville-Sud entretiennent des relations positives dans les discussions qui entourent des projets communs et/ou régionaux;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville-Sud a apporté une collaboration digne de mention dans le projet de fusion de certaines municipalités;

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que la Cité de Drummondville donne son consentement à la desserte en eau de la rue Houle sur une longueur de 400 pieds et que les Services de Protection de l'Environnement soient informés de cette décision.

ADOPTE

166/3/79 Attendu que par sa résolution no. 1948/79, la Commission Régionale St-François a accepté de vendre pour une valeur nominale de $1.00 un droit de servitude à la Cité de Drummondville en vue de

INITIALES DU MAIRE
101
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

l'installation d'un égout sanitaire et d'un égout pluvial sur une partie du lot no. 128 et une partie dú lot no. 130 du cadastre du Canton de Grantham, selon la description qui en est faite sur le plan préparé par les consultants S.B.C.S. Inc. (dossier no. DR-77-1A, plan no. 102); il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Raymond Luneau:

- QUE Me Jacques Lafond, notaire, soit autorisé à rédiger ledit acte de servitude;
- QUE le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, ce document et tous documents accessoires à cette fin.

ADOPTE

167/3/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que les services professionnels des ingénieurs-conseils Hamel, Ruel, Beaulieu et Associés soient retenus pour la préparation des plans et devis du système d'éclairage du terrain de balle du quartier St-Jean-Baptiste (près de Celanese). Le maire, ou à défaut le maire-suppléant, et le directeur des travaux publics sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec les ingénieurs-conseils précités.

ADOPTE

168/3/79 Attendu que le Programme de Rénovation Urbaine adopté par la Cité de Drummondville en date du 15 avril 1970 et modifié par la suite, est complété dans sa totalité suivant les conventions signées à cet effet entre la Société d'Habitation du Québec et la Cité; il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Roger Prince et résolu à l'unanimité que la Cité de Drummondville, conformément à l'article 50 de la Loi de la Société d'Habitation du Québec, demande au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de déclarer, conditionnellement à la recommandation du Conseil du Trésor et de la Société d'Habitation du Québec, que la partie du territoire appelée "Centre-Ville" n'est plus une zone de rénovation urbaine.

ADOPTE

169/3/79 ATTENDU QUE Yves Houle & Frère Inc. offre de vendre à la Cité de Drummondville, corporation légalement constituée, l'immeuble composé des lots 149-181 et 149-182 du cadastre officiel du Canton de Grantham, tel que le tout se trouve actuellement, avec toutes constructions, circonstances et dépendances y érigées;

ATTENDU QU'il y a lieu d'accepter cette offre de vente pour les fins du Programme d'Amélioration de Quartiers de la Cité de Drummondville;

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

102

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

En conséquence et sujet à approbation par la Société d'Habitation du Québec et à ratification par le lieutenant-gouverneur en Conseil, IL EST PROPOSE PAR LE CONSEILLER LUCIEN COUTURE, APPUYE PAR LE CONSEILLER LINDOR LETENDRE, ET RESOLU A L'UNANIMITE:

QUE la Cité de Drummondville, corporation légalement constituée par Lettres Patentes émises par la Loi 2 GEO VI, 1938, chapitre 113, accepte l'offre de Yves Houle & Frère Inc. pour la vente de l'immeuble ci-après décrit, lequel immeuble est vendu avec les garanties ordinaires de droit, franc et quitte de toutes charges hypothèques, privilèges et autres redevances quelconques savoir:

Désignation

Contenant en superficie 7,500 pieds carrés, mesure anglaise, le tout tel que montré au plan préparé par M. Gilles LeMaire, arpenteur-géomètre, daté du 17 mai 1978 et portant le numéro 4285 des minutes de son répertoire, lequel plan est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante après avoir été reconnu véritable et signé "Ne Varietur" par les parties. (PLAN VERSE AU DOSSIER: "P.A.Q. - ACQUISITION DE PROPRIETES")

Titres de propriété

L'acquéreur s'engage à ne point exiger du vendeur, au regard de l'immeuble ci-dessus, d'autres copies de titres que celles qu'il possède et couvrant la période des trente (30) dernières années de la date de ce jour; un certificat de recherches sera établi par l'acquéreur couvrant les trente (30) dernières années jusqu'à ce jour.

Possession et conditions

La Cité de Drummondville jouira et disposera de tout ce que ci-dessus vendu en pleine propriété, à compter de la signature de l'acte de vente, aux charges et conditions suivantes, savoir:

1. De prendre le tout dans son état actuel avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y attachées et notamment les servitudes d'utilité publique enregistrées contre ledit lot;

2. De payer le coût de l'acte de vente avec enregistrement et copie pour le vendeur;

3. De faire l'ajustement des taxes municipales, scolaires et autres redevances quelconques à la date de la signature de l'acte de vente;

4. La Ville n'ajustera pas les primes d'assurances. Le vendeur devra faire annuler sa police d'assurances et en retirer la ristourne, s'il y a lieu.

Prix

La présente vente est en outre faite pour et moyennant le prix et somme de vingt-deux mille cinq cents dollars ($22,500.00) payable comptant lors de la signature de l'acte de vente.

Il ne résultera des présentes aucun privilève, ni hypothèque.

La présente vente est acceptée en conformité de l'offre signée le 28ième jour de février 1979, laquelle offre est annexée à la présente résolution pour référence. (OFFRE VERSEE AU DOSSIER: "P.A.Q. - ACQUISITION DE PROPRIETES")

Il est de plus résolu:

QUE le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient et ils sont autorisés à signer tous documents nécessaires aux fins des présentes.

ADOPTE

170/3/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que la Cité paie au Bureau d'Evaluation et d'Immeubles Drummondville Ltée la somme de $1,125.00 pour la confection d'un rapport d'évaluation des immeubles appartenant à Yves Houle & Frère Inc. (lots 149-181 et 149-182, ainsi que les bâtisses érigées sur ces terrains).

ADOPTE

171/3/79 Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que la Cité de Drummondville arrête son choix sur le C.N.R. pour la construction de l'antenne ferroviaire du Parc Industriel Régional de Drummondville, sous réserve de l'obtention des approbations requises par la Cité. Il est entendu que la réalisation de ces travaux se fera selon un tracé accepté par les autorités municipales et que leur financement se fera selon les termes et conditions décrits dans la proposition du C.N.R. en date du 15 janvier 1979, revisée le 17 janvier 1979 et annexée à la présente résolution comme cédule "A".

ADOPTE

172/3/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que Mme Lise Lauzière soit autorisée à participer au colloque de l'Association Québécoise des Officiers Municipaux en Communication Inc. (A.Q.O.M.C.) qui se tiendra à Jonquière et Chicoutimi les 16, 17 et 18 mai 1979.

ADOPTE

173/3/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que MM. Camil Lauzière et Jean-Marie Genest soient autorisés à s'inscrire à un cours intitulé "Police Judiciaire" qui sera dispensé à l'Institut de Police du Québec à Nicolet du 4 au 15 juin 1979.

ADOPTE

174/3/79 Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que Monsieur le Maire,

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

104

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

les conseillers intéressés, ainsi que M. Gérald Lapierre soient délégués aux assises annuelles de l'Association Québécoise des Techniques de l'Eau qui se tiendront à Montréal du 25 au 28 avril 1979.

ADOPTE

175/3/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que M. Georges Nijdam soit autorisé à participer au séminar de formation technique de communication et de négociation organisé par l'Association des Commissaires Industriels du Québec et qui se tiendra à Trois-Rivières du 1er au 3 avril 1979.

ADOPTE

176/3/79 Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que le Conseil de la Cité accepte le plan masse des équipements récréatifs et communautaires tel que revisé par Demontigny, Dion, Métivier, Gagnon et Associés en février 1979.

ADOPTE

177/3/79 ATTENDU QU'une demande de subvention est adressée au Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports et qu'elle a été préparée par M. André Paquet, Directeur des Services Récréatifs et Communautaires de la Cité, aux fins d'obtenir une assistance pour l'aménagement d'équipements récréatifs et communautaires;

ATTENDU QUE la Cité de Drummondville s'engage à satisfaire à toutes les exigences du programme pour le projet qui fait l'objet de la subvention demandée si elle est accordée;

ATTENDU QUE le programme de subvention des équipements municipaux de loisirs est statutaire et que la Cité répond en totalité aux critères;

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que le maire et le greffier de la Cité, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient par la présente autorisés à signer tous les documents relatifs aux subventions précitées.

ADOPTE

178/3/79 ATTENDU QUE la Cité des Loisirs se propose d'acquérir de l'Hydro-Québec la terre 5A;

ATTENDU QUE le Conseil de la Cité de Drummondville est favorable à cette acquisition;

ATTENDU QUE la Cité des Loisirs devra emprunter pour financer l'acquisition de la terre 5A;

INITIALES DU MAIRE
105
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Cité une convention avec la Cité des Loisirs concernant l'achat de la terre 5A de l'Hydro-Québec.

ADOPTE

179/3/79 Le Conseil prend connaissance d'un plan de subdivision d'une partie du lot 168, Rang III, préparé par l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle le 23 janvier 1979, pour le compte de Les Entreprises Ménard Limitée.

Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que ce plan de subdivision soit accepté.

ADOPTE

180/3/79 Le conseiller Raymond Luneau donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $100,000.00 pour l'aménagement d'un terrain de balle dans le quartier St-Jean-Baptiste (terrain Celanese).

181/3/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que Me Jacques Biron, aviseur légal de la Cité, soit autorisé à formuler la réglementation qui devra régir la circulation dans les secteurs où des pistes cyclables seront aménagées.

ADOPTE

182/3/79 ATTENDU QUE la Cité de Drummondville par sa résolution du 13 juin 1978 a demandé de participer au programme de subvention et a réalisé ladite piste cyclable;

ATTENDU QUE la Cité a préparé un programme préliminaire de la Phase II du programme global de l'aménagement de pistes cyclables dans son territoire;

ATTENDU QUE la Cité consent à satisfaire à toutes les conditions du Ministère des Transports;

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux:

- QUE demande soit faite au Ministère des Transports d'accorder les subventions applicables pour l'aménagement de la piste cyclable décrite au plan no. 3 annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante;
- QUE la piste cyclable, Phase II, soit réalisée dès 1979;
- QUE la Cité de Drummondville assume l'entretien de la piste lorsque les travaux auront été complétés.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

106

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Le Conseil souhaite ardemment que Les Industries Beekay qui se sont récemment installées dans le parc industriel pour y fabriquer des bicyclettes sur une haute échelle, acceptent de participer à l'inauguration officielle des pistes cyclables que la Cité se propose de faire dès que les travaux d'aménagement de ces pistes auront été complétés.

183/3/79 Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que la Cité de Drummondville accepte de parrainer le projet Q.U.H.L. du CEGEP II sollicité de la Direction de la Promotion du Bien-Etre Social du Canada et prévu pour la période du 21 mai au 31 août 1979.

Ce projet qui portera sur la recherche des causes de l'alcoolisme au niveau étudiant, sera sous la responsabilité de Me Jean-Claude Lagacé et de Mesdemoiselles Rose-Marie Bukor et Louise Dupont.

Il est entendu que la Cité de Drummondville ne s'engage pas à accorder une participation monétaire au projet précité et n'assumera pas non plus la surveillance de sa réalisation.

ADOPTE

184/3/79 Attendu que le conseiller Jean-Marie Boisvert a terminé son terme au poste de maire-suppléant, il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que le conseiller Lindor Letendre soit nommé maire-suppléant pour un terme de quatre (4) mois, soit jusqu'au 9 juillet 1979.

ADOPTE

Son Honneur le Maire Philippe Bernier remercie le conseiller Jean-Marie Boisvert pour la disponibilité dont il a fait preuve à plusieurs occasions à titre de maire-suppléant au cours des derniers mois.

185/3/79 Lecture est donnée du règlement No. 1290 amendant le règlement de zonage No. 801 et le plan l'accompagnant en agrandissant le secteur 09-01 à même les secteur 07-07, 07-17 et 07-21.

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 426-1° de la Loi des Cités et Villes, après que des avis publics auront été donnés de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires des secteurs concernés pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1290 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 3 et 4 avril 1979.

186/3/79 Lecture est donnée du règlement No. 1291 augmentant de $100,000.00 le fonds de roulement de la Cité créé par le règlement No. 1126 et affectant à cette fin une somme de $100,000.00 provenant des surplus d'opération pour l'année 1978.

INITIALES DU MAIRE
107
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Roger Prince, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

187/3/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que la Cité de Drummondville s'adresse à la Société des Jeux du Québec Inc. pour lui faire part de son désir d'être l'hôtesse de la Finale des Jeux du Québec Eté 81 et que le Directeur des Services Récréatifs et Communautaires de la Cité, M. André Paquet, soit autorisé pour et au nom de la Cité à produire une lettre d'intention aux autorités compétentes qui pourraient choisir Drummondville comme site de cet évènement sportif.

Il est de plus résolu que Drummondville prenne les mesures qui s'imposent pour obtenir la tenue des Jeux du Québec Eté 81 et que les équipements nécessaires soient disponibles en temps opportun.

ADOPTE

Le Conseil souhaite ardemment obtenir les Jeux du Québec Eté 81 et croit que l'organisation qui sera mise en marche, si Drummondville est choisie ville hôtesse, pourra assumer le financement de ces activités qui seront de nature à faire connaître davantage notre milieu et favoriser les sportifs locaux sur le plan de la participation.

188/3/79 Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que demande soit faite à la Banque Provinciale du Canada de consentir à la Cité de Drummondville des emprunts temporaires pour 90% des montants autorisés par la Commission Municipale du Québec et le Ministère des Affaires Municipales pour chacun des règlements apparaissant au tableau préparé par M. Roger Turcotte, C.A., trésorier de la Cité, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme cédule "A".

ADOPTE

189/3/79 ATTENDU QUE la Cité de Drummondville, dans le Comté de Drummond, n'aura pas besoin d'emprunter les argents représentés par les soldes sur les procédures d'emprunt autorisées et approuvées, dont le détail apparaît ci-bas dans la présente résolution, et ce pour la raison suivante: les travaux prévus aux dits règlements ont été soit exécutés pour un montant inférieur à celui prévu au règlement, soit non exécutés ou payés à même les surplus budgétaires annuels;

IL EST PAR CONSEQUENT:

PROPOSE PAR LE CONSEILLER LUCIEN COUTURE,
APPUYE PAR LE CONSEILLER RAYMOND LUNEAU,

ET RESOLU UNANIMEMENT:

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

108

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

QUE chaque solde apparaissant à la colonne "Solde", dans le bloc ci-dessous, représentant la partie non-empruntée sur chaque procédure d'emprunt indiquée ci-bas, n'a pas besoin d'être emprunté et que, par conséquent, le montant de chaque tel solde ainsi inscrit dans le bloc ci-dessous soit et est par les présentes annulé:

Emprunt total approuvé
par la Commission Municipale du Québec

Règl.	Date Approb.	Montant Approuvé	Montant Emprunté	Autre Financement	Solde
1052	10-06-74	$400,000.	$339,873.49	$107,852.18	$ 60,126.51
1090	07-11-75	$134,000.	$ 95,000.00		$ 39,000.00
1109	15-04-76	$772,500.	$667,450.00	$ 5,707.00	$107,050.00
1131	05-08-76	$200,000.	$ 86,000.00	$100,000.00	$114,000.00
1144	04-10-76	$138,000.	$131,000.00	$ 1,837.00	$ 7,000.00
1148	07-12-76	$ 18,500.	$ 15,000.00		$ 3,500.00
1174	15-04-77	$100,000.	$ 75,000.00		$ 25,000.00
1191	20-07-77	$158,000.		$158,000.00	$158,000.00
1194	14-09-77	$110,000.	$105,000.00		$ 5,000.00
					$518,676.51

QU'une copie certifiée de la présente résolution soit immédiatement transmise à la Commission Municipale du Québec.

ADOPTE

Le conseiller Roger Prince voudrait prendre connaissance prochainement du rapport demandé à la firme Wornock Hersey concernant le système de chauffage et de climatisation de l'Hôtel de Ville.

Le Directeur Général tentera d'obtenir ce rapport dans les meilleurs délais.

Son Honneur le Maire voudrait que soit vérifiée l'efficacité du système de climatisation installé au Centre Culturel en 1978 et que des mesures soient prises pour y apporter des correctifs s'il y a lieu.

Quelques conseillers sont quelque peu déçus de l'aménagement des nouveaux bureaux de l'Hôtel de Ville et voudraient savoir pourquoi le plancher n'a pas été élevé au niveau des bureaux déjà existants.

Le Directeur Général après consultation avec l'architecte et l'ingénieur municipal, fournira au Conseil les raisons qui ont justifié l'aménagement en voie de réalisation.

TÉL. 819-478-4111

CITÉ DE DRUMMONDVILLE

C.P. 398 — DRUMMONDVILLE, P.Q., J2B 1G8

BUREAU DU TRÉSORIER

CEDULE "A" - RES. 188/3/79
(séance du 12 mars 1979)

LISTE DES REGLEMENTS POUR APPROBATION DE

FINANCEMENT TEMPORAIRE PAR LE CONSEIL

# Règl.	Montant Autorisé	Obligations émises	Subventions reçues	Solde à financer
1262	$210,000.	---	---	$210,000.
1264	150,000.	---	---	150,000.
1271	11,000.	---	---	11,000.
1272	130,000.	---	---	130,000.
1278	85,000.	---	---	85,000.
	$586,000.	---	---	$586,000.

Bureau du trésorier.
Le 14 mars 1979.

INITIALES DU MAIRE
109
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Le Directeur Général informe le conseiller Roger Prince et les autres membres du Conseil que la Cie Pro 6 présentera prochainement une proposition pour une enseigne identifiant Drummondville et qui pourrait être installée en bordure de la route Transcanadienne.

ET LA SEANCE EST LEVEE.

Greffier. Maire.

26 mars 1979

Procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Cité de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce conseil le 26 mars 1979, cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRESENTS: MM. les conseillers Jean-Marie Boisvert, Lucien Couture, Jean-Paul Généreux, Marcel Joyal, Lindor Letendre, Raymond Luneau, Roger Prince et J.-Bruno Smith, sous la présidence de Son Honneur le Maire Philippe Bernier.

190/3/79 Attendu que tous les membres du Conseil ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée du 12 mars 1979, il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé et que le greffier-adjoint soit dispensé d'en faire la lecture.

ADOPTE

191/3/79 Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que l'ordre du jour soit accepté tel que rédigé après y avoir ajouté les items suivants:

" 30.3 Exposition agricole (Roger Prince)

30.4 Plantation d'arbres (Roger Prince) "

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

110

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Période de questions et renseignements

- M. Guy Moisan, représentant d'un groupe d'adeptes du rouli-roulant, demande au Conseil de la Cité s'il est possible de mettre à leur disposition un terrain pour la pratique de ce sport au cours de la prochaine saison estivale. Il informe les membres du Conseil qu'un marchand de Drummondville leur offre gratuitement la plate-forme utilisée pour ce genre de sport.

Cette demande est référée aux Services Récréatifs et Communautaires de la Cité et un rapport sera transmis à l'intéressé dans les meilleurs délais.

- M. Benoit Brodeur, président du Spec-Glace 79 organisé par le Club de Patinage Artistique de Drummondville Inc., invite les membres du Conseil au spectacle sur glace qui aura lieu dimanche le 8 avril 1979, à 14:00 heures, au Centre Civique, et expose le programme de cette représentation.

Monsieur le Maire félicite les responsables de cet organisme pour leur dévouement à cette cause valable pour notre jeunesse.

192/3/79 ATTENDU QUE le 22 janvier 1979 le Conseil a pris connaissance des soumissions suivantes concernant la confection du rôle d'évaluation:

Soumissionnaires

. MICHEL LAGACE INC. - Montréal

. PELLETIER, ROY, MERCURE & ASS. - Dr'Ville

. BUREAU D'EVALUATION ET D'IMMEUBLES DR'VILLE LTEE-Dr'Ville

CONSIDERANT que la firme Pelletier, Roy, Mercure & Ass. fait l'évaluation des municipalités environnantes;

CONSIDERANT le projet de fusion avec certaines de ces municipalités;

CONSIDERANT l'expertise acquise dans le dossier de la Cité par la firme actuelle;

CONSIDERANT que les membres du Conseil ont eu réponses satisfaisantes à leurs interrogations;

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que les services de la firme d'évaluateurs Pelletier, Roy, Mercure & Associés soient retenus pour effectuer la confection du rôle d'évaluation "nouvelle génération".

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec la firme d'évaluateurs choisie.

ADOPTE

193/3/79 Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

- TONTE DU GAZON DES PROPRIETES MUNICIPALES

Soumissionnaires	Soumissions "A"	"B"	"C"	MONTANT TOTAL
.LES ENTREPRISES REAL ENRG. Drummondville-Nord	$27,725.00	$13,345.00	$14,964.00	$56,034.00
.EXCAVATION TOURVILLE INC. Drummondville	$31,200.00	$22,700.00	$17,100.00	$71,000.00
.ENTREPRISE PLAYARD South Durham -L'Avenir	$14,600.00	$15,600.00	$18,415.00	$48,615.00
.MAURICE LACHARITE Drummondville-Sud	$18,235.66	$15,450.38	$14,722.00	$48,408.04
.TOURBIERE DRUMMOND ENR. Grantham-Ouest	$19,950.00	$15,250.00	$19,350.00	$54,550.00

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Marcel Joyal, que la plus basse soumission présentée pour la tonte du gazon dans chaque item ci-haut cité soit acceptée, à condition qu'elle soit jugée en tout point conforme à l'appel d'offres de la Cité.

Le Directeur des Travaux Publics est par la présente autorisé à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec les entrepreneurs choisis.

ADOPTE

C O R R E S P O N D A N C E:

- Dr. Marcel Côté, président du Club Lions, sollicite la permission de tenir une fête populaire qui aura lieu le 16 juin 1979 au parc Ste-Thérèse et qui aura pour thème "L'Amitié dédiée à l'Enfant".

  Cette demande sera transmise aux Services Récréatifs et Communautaires de la Cité pour étude.

194/3/79

- Mme Rachel Jutras, secrétaire-trésorière de l'Association des Commissions Scolaires du Centre du Québec Inc., section 5, invite les membres du Conseil à participer aux discussions d'une table ronde sur les valeurs en éducation dans le cadre de la Semaine de l'Education. Ce forum se déroulera à l'Auditorium de la Polyvalente "La Poudrière", lundi le 2 avril 1979 à 20:00 heures.

  Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que M. Lindor Letendre, pro-maire, et M. J.-Bruno Smith, conseiller, soient délégués, s'il y a lieu, pour participer à cette table ronde.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

112

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

195/3/79

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Cité pour la période s'étendant du 10 mars au 2 avril 1979, lesquels comptes totalisent la somme de $532,248.52.

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTE

196/3/79 Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que la somme de $17,410.00 perçue à même le programme de subventions d'encouragement aux municipalités (P.S.E.M.) soit affectée à l'acquisition des terrains nécessaires pour le projet de développement du P.A.A.T., Phase II.

ADOPTE

197/3/79 Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que le nom "Des Marguerites" soit donné à la rue formée par le lot 130-333 du cadastre officiel du Canton de Grantham et située dans le secteur Marie de la Présentation.

ADOPTE

198/3/79 Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Roger Prince, que le programme P.A.A.T., Phase IV, tel que décrit dans le programme en annexe soit accepté par le Conseil et transmis à la Direction Générale de l'Urbanisme du Ministère des Affaires Municipales pour approbation.

ADOPTE

199/3/79 ATTENDU QUE la Fédération Québécoise des Chefs de Pompiers a décidé d'instituer une école à Mirabel pour l'entraînement et le perfectionnement des effectifs de pompiers sous sa juridiction, à la grandeur de la province, à l'exception des villes de Montréal et Québec;

ATTENDU QUE dans ce but, la Fédération Québécoise des Chefs de Pompiers a déjà fait l'acquisition d'un immeuble désaffecté avec terrain d'une superficie d'environ 130,000 p.c., sur lequel terrain, la construction d'une tour d'entraînement est projetée;

ATTENDU QU'il n'existe pas d'école pour la formation et le perfectionnement des effectifs de pompiers dans la province, à l'exception de la ville de Montréal;

ATTENDU QU'à l'exemple des villes de Montréal et Québec, la Fédération Québécoise des Chefs de Pompiers croit au bien-fondé de l'établissement d'une telle école pour la formation et le perfectionnement des effectifs de pompiers des municipalités de la province;

ATTENDU QUE la Fédération Québécoise des Chefs de Pompiers a créé, au sein de ses membres, un organisme pour la gestion et la direction de l'école de Mirabel;

INITIALES DU MAIRE
113
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

ATTENDU QUE la Fédération Québécoise des Chefs de Pompiers a créé, par l'obtention d'une charge, l'Association Québécoise des Pompiers Volontaires (temps partiel);

ATTENDU QUE le but de l'Association Québécoise des Pompiers Volontaires est de regrouper tous les pompiers de la Province de Québec pour une meilleure planification et meilleur entraînement face à la prévention et extinction;

ATTENDU QUE la Direction Générale de la Prévention des Incendies de la Province de Québec est favorable à l'implantation d'une telle école et a manifesté son appui;

ATTENDU QU'il y a lieu de sensibiliser les municipalités de la province à la nécessité de l'établissement d'une école à l'usage des services de pompiers pour l'entraînement et le perfectionnement de leurs membres;

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lucien Couture et unanimement résolu que le Conseil de la Cité de Drummondville appuie moralement la Fédération Québécoise des Chefs de Pompiers dans ses démarches dans le but de concrétiser l'implantation d'une école à Mirabel pour la formation et le perfectionnement des effectifs de pompiers à la grandeur de la province.

ADOPTE

200/3/79

CONSIDERANT QU'en date du 24 mars 1975 le Conseil de la Cité de Drummondville a adopté une résolution (no. 84/3/75) demandant à la Société d'Habitation du Québec de faire bénéficier la municipalité des avantages de la Loi de la Société;

CONSIDERANT QUE la Société d'Habitation du Québec a retenu la demande de la Cité de Drummondville et prévoit la réalisation de 103 unités de logement pour personnes retraitées et de 5 unités de logement pour personnes handicapées;

CONSIDERANT QUE la Société a proposé un programme de construction comprenant 97 unités de logement de 1 chambre à coucher, 6 unités de logement de 2 chambres à coucher et 5 unités de logement de 2 chambres à coucher pour personnes handicapées;

CONSIDERANT QUE pour réaliser ce programme d'habitation la Société d'Habitation du Québec, avec la collaboration de la Cité de Drummondville, a arrêté son choix sur le terrain portant les numéros de lots Ptie 151 et Ptie 152, situé sur la rue Cockburn et appartenant à la Cité;

CONSIDERANT QUE l'Office Municipal d'Habitation de Drummondville a été consulté et a donné son accord;

CONSIDERANT QUE le Conseil de la Cité est d'accord sur le programme de construction et le choix du terrain proposés par la Société d'Habitation du Québec;

IL EST PROPOSE PAR LE CONSEILLER JEAN-MARIE BOISVERT,
APPUYE PAR LE CONSEILLER LINDOR LETENDRE,
ET RESOLU QUE:

Conditionnellement à l'approbation subséquente de la Société d'Habitation du Québec, la Cité de Drummondville vende à la

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

114

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Société d'Habitation du Québec:

1.- Un morceau de terrain de figure trapézoïdale, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro cent cinquante-et-un (Ptie 151) du Quartier Sud du cadastre officiel de la Ville de Drummondville, Division d'Enregistrement de Drummond, Municipalité de la Cité de Drummondville.

Ce morceau de terrain est borné vers le nord-est par une partie du lot 151-1, vers le sud-est par une partie du lot 152, vers le sud-ouest et vers le nord-ouest par d'autres parties du lot 151.

Ce morceau de terrain peut être décrit plus spécifiquement de la manière suivante: Commençant à un point indiqué par la lettre A au plan ci-annexé et situé à l'intersection de la ligne de division entre les lots 151 et 152 avec la ligne sud-ouest du lot 151-1; de là, dans une direction sud-ouest en suivant la ligne de division entre les lots 151 et 152 avec la ligne sud-ouest du lot 151-1; de là, dans une direction sud-ouest en suivant la ligne de division entre les lots 151 et 152 une distance de soixante-quatorze mètres et six cent trente-deux millièmes (74,632 m) jusqu'au point H; de là, tournant un angle de déflexion vers la droite de quatre-vingt-huit degrés vingt-et-une minutes zéro seconde ($88^{\circ}21'00''$) dans une direction nord-ouest une distance de quarante-sept mètres et neuf cent quatre-vingt-quinze millièmes (47,995 m)jusqu'au point I; de là, tournant un angle de déflexion vers la droite de quatre-vingt-onze degrés trente-et-une minutes trente secondes ($91^{\circ}31'30''$) dans une direction nord-est une distance de soixante-quatorze mètres et six cent vingt-huit millièmes (74,628 m) jusqu'au point D; de là, tournant un angle de déflexion vers la droite de quatre-vingt-huit degrés vingt-huit minutes trente secondes ($88^{\circ}28'30''$) dans une direction sud-est en suivant la ligne sud-ouest du lot 151-1 une distance de quarante-huit mètres et cent cinquante-huit millièmes (48,158 m) jusqu'au point de départ.

Ce morceau de terrain contient une superficie de trois mille cinq cent quatre-vingt-six mètres carrés et soixante-deux centièmes (3 586,62 m^2).

2.- Un morceau de terrain de figure irrégulière, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro cent cinquante-deux (Ptie 152) du Quartier Sud du cadastre officiel de la Ville de Drummondville, Division d'Enregistrement de Drummond, Municipalité de la Cité de Drummondville.

Ce morceau de terrain est borné vers le nord-est par une partie du lot 152-1, vers le sud-est par une autre partie du lot 152 (rue Cockburn), vers le sud-ouest par une autre partie du lot 152 et vers le nord-ouest par une partie du lot 151.

Ce morceau de terrain peut être décrit plus spécifiquement de la manière suivante: Commençant à un point indiqué par la lettre A au plan ci-annexé et situé à l'intersection de la ligne de division entre les lots 151 et 152 avec la ligne sud-ouest du lot 152-1; de là, dans une direction sud-est en suivant la ligne sud-ouest du lot 152-1 une distance de quatre-vingt-un mètres et sept cent trente-huit millièmes (81,738 m) jusqu'au point E; de là, dans une direction sud-ouest une distance de trente-quatre mètres et six cent soixante-et-un millièmes (34,661 m) mesuré le long d'un arc de cercle d'un rayon de deux cent

INITIALES DU MAIRE
115
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

soixante-douze mètres et six cent quatre-vingt-trois millièmes (272,683 m) jusqu'au point F; de là, dans une direction sud-ouest une distance de quarante mètres et sept cent quarante-quatre millièmes (40,744 m) jusqu'au point J; de là, tournant un angle de déflexion vers la droite de quatre-vingt-dix-neuf degrés quarante-sept minutes zéro seconde (99°47'00") dans une direction nord-ouest une distance de quatre-vingt-quatorze mètres et cinq cents millièmes (94,500 m) jusqu'au point H; de là, tournant un angle de déflexion vers la droite de quatre-vingt-onze degrés trente-neuf minutes zéro seconde (91°39'00") dans une direction nord-est en suivant la ligne de division entre les lots 151 et 152 une distance de soixante-quatorze mètres et six cent trente-deux millièmes (74,632 m) jusqu'au point de départ.

Ce morceau de terrain contient une superficie de six mille cinq cent quinze mètres carrés et quatre-vingt-seize centièmes (6 515,96 m^2).

La superficie totale de ces deux (2) parcelles est de dix mille cent deux mètres carrés et cinquante-huit centièmes (10 102,58 m^2).

Les dimensions et les superficies indiquées dans ce rapport et sur le plan ci-joint sont dans le Système international.

Le tout tel que montré à un plan et une description technique préparés par l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle le 8 février 1979 et portant le numéro de répertoire 1048, minute no. 1505, annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante . (Plan et description technique versés au dossier: "S.H.Q. - 108 logements").

Prix

Cette vente est faite pour le prix de Cent Huit Mille Dollars ($108,000.00) payable comptant au moment de la signature de l'acte de vente.

Considération

Cette vente est en outre faite aux conditions établies par la Société d'Habitation du Québec et apparaissant au projet de contrat préparé par Me Richard Prince, notaire.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à cette vente, à en recevoir le prix et en donner quittance.

ADOPTE

Le conseiller J.-Bruno Smith souligne le travail efficace et soutenu du Directeur Général, M. Claude Boucher, et de l'Aviseur Légal, Me Jacques Biron concernant le dossier précité et reçoit l'appui des autres conseillers.

201/3/79

ATTENDU QUE la Cité de Drummondville souhaite bénéficier des avantages offerts par le Programme d'Aide au Travail du Ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre du Québec;

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

116

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

ATTENDU QU'un projet "Amélioration des espaces et équipements récréatifs - Services Récréatifs et Communautaires II" a été préparé par les Services Municipaux et que le responsable de ce projet est M. André Paquet;

ATTENDU QUE la réalisation de ce projet a pour objectif l'aménagement et/ou la réorganisation et/ou le reconditionnement des zones récréatives et des équipements de loisirs de l'environnement immédiat ou plus lointain de la population de la Cité de Drummondville et de la région;

ATTENDU QUE pour les fins de ce projet, la Cité investira un montant de $26,918.00;

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que le Conseil accepte le projet précité et demande au Ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre du Québec d'accorder les subventions nécessaires à sa réalisation.

ADOPTE

202/3/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que la firme d'ingénieurs-conseils Hamel, Ruel, Beaulieu & Associés exécute les plans et devis pour l'éclairage des terrains de balle du Parc Michaud selon les spécifications qui leur seront fournies par MM. André Paquet et Michel Parenteau, respectivement directeur des Services Récréatifs et Communautaires et directeur du Service des Travaux Publics de la Cité.

ADOPTE

203/3/79 Le conseiller Roger Prince donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $25,000.00 pour l'exécution de travaux publics dans le secteur de Drummondville-Ouest.

204/3/79 ATTENDU QUE la Cité de Drummondville planifie actuellement l'aménagement des zones 2 et 3 du programme d'acquisition et d'aménagement du territoire (P.A.A.T.);

ATTENDU QUE la planification des services municipaux particulièrement les collecteurs et intercepteurs d'égouts sanitaires dans les zones du P.A.A.T. requiert de connaître le tracé d'approche à la zone pour l'usine d'épuration régionale;

ATTENDU QUE les ingénieurs Les Consultants SBCS Inc. ont été mandatés pour étudier le problème et que dans les conclusions de leur rapport intitulé "Sélection d'un tracé d'approche de la zone pour l'usine d'épuration régionale - Février 1979", il est recommandé que le Tracé de la Rivière c'est-à-dire la pose d'un intercepteur dans la berge gauche de la rivière St-François aux limites de la Cité de Drummondville soit retenu;

ATTENDU QUE le Tracé de la Rivière a été estimé être de $1.4M plus économique que son alternative le Tracé du Parc;

ATTENDU QUE la pose d'un intercepteur dans la berge d'une importante rivière telle que la St-François requiert des

INITIALES DU MAIRE
117
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

considérations spéciales et qu'un accord de principe doit être obtenu des autorités gouvernementales à savoir du Ministère des Richesses Naturelles- Service du Milieu Hydrique et des Services de Protection de l'Environnement - Direction de la Connaissa n ce de la Qualité du Milieu;

ATTENDU QU'il est prévu à court et à moyen terme de réaliser l'assainissement de la rivière Noire et que l'exécution de ce projet est liée à l'acceptation du Tracé de la Rivière;

ATTENDU QU'il est urgent pour la Cité de Drummondville d'obtenir l'accord de principe du Tracé de la Rivière des autorités gouvernementales pour poursuivre adéquatement sa planification urbaine;

IL EST PROPOSE PAR LE CONSEILLER J.-BRUNO SMITH,
APPUYE PAR LE CONSEILLER LUCIEN COUTURE,

QUE les ingénieurs Les Consultants SBCS Inc. soient autorisés à soumettre les documents requis dont le "Rapport technique préliminaire sur la pose d'un intercepteur d'égout dans la berge de la rivière St-François dans le cadre de l'Etude du réseau de collecte et de transport des eaux usées de la région de Drummondville" aux autorités gouvernementales concernées à savoir le Ministère des Richesses Naturelles - Service du Milieu Hydrique et les Services de Protection de l'Environnement du Québec - Direction de la Connaissance de la qualité du Milieu;

QU'il soit demandé aux dites autorités gouvernementales dans un premier temps de donner leur accord de principe dans les meilleurs délais sur la pose d'un intercepteur dans la berge de la rivière St-François tel que décrit aux documents soumis;

QU'il soit demandé dans un deuxième temps aux dites autorités gouvernementales de donner leur accord de principe sur le type de réaménagement décidé par les autorités municipales à la suite d'études pour la plate-forme de travail devant être implantée lors de la pose de l'intercepteur dans la partie aquatique de la berge.

ADOPTE

205/3/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que M. Claude Boucher, Directeur Général, soit autorisé à participer au congrès annuel de l'Association Canadienne des Administrateurs Municipaux qui aura lieu à Québec du 31 mai au 3 juin 1979.

ADOPTE

206/3/79 Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que M. Pierre Meunier soit délégué au congrès de la Corporation des Bibliothécaires Professionnels du Québec qui se tiendra à Trois-Rivières les 18, 19 et 20 mai 1979.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

118

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

207/3/79

Le conseiller Lucien Couture donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $540,000.00 pour l'installation de services d'aqueduc, d'égouts et fondation de rues - Programme d'Acquisition et d'Aménagement de Terrains (P.A.A.T. - Phase IV).

208/3/79 Le conseiller Marcel Joyal donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $285,000.00 pour l'acquisition des terrains nécessaires à la réalisation du Programme d'Acquisition et d'Aménagement de Terrains (P.A.A.T. - Phase IV).

209/3/79 Le conseiller Lucien Couture donne avis de motion d'un règlement modifiant le règlement No. 1050 - pistes cyclables.

210/3/79 Le conseiller J.-Bruno Smith donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $55,000.00 pour l'exécution de travaux aux équipements des Services Récréatifs et Communautaires de la Cité.

211/3/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que la Cité de Drummondville emprunte de son fonds de roulement créé par le règlement No. 1126 la somme de $49,000.00 pour défrayer le coût des travaux à effectuer et des équipements à acquérir aux Services Récréatifs et Communautaires de la Cité, tel que précisé à la cédule "A" annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante. Cet emprunt sera remboursé sur une période de 5 ans. (CEDULE "A" VERSEE AU DOSSIER FONDS DE ROULEMENT).

ADOPTE

212/3/79 Le Conseil prend connaissance d'un plan de subdivision d'une partie du lot 168, Rang III, préparé par l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle le 1er mars 1979, pour le compte de la Cie 87,687 Canada Limitée.

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que ce plan de subdivision soit accepté tel que soumis.

ADOPTE

213/3/79 Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Roger Prince, que la résolution no. 689/12/78 adoptée le 27 décembre 1978 soit amendée en ajoutant à la fin du 1er paragraphe les mots suivants: "soit le lot numéro 166A-20".

ADOPTE

214/3/79 Lecture est donnée du règlement No. 1292 prévoyant l'achat de machinerie pour le Département des Travaux Publics et un emprunt de $170,000.00 à cette fin.

INITIALES DU MAIRE
119
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 593 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Cité pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1292 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 3 et 4 avril 1979.

215/3/79

Lecture est donnée du règlement No. 1293 modifiant l'article 6 du règlement No. 1269.

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que ce règlement soit adopté.

Le conseiller Roger Prince pour sa part déplore le fait que ses collègues modifient l'article 6 du règlement No. 1269 qui lui apparaît tout à fait pertinent au caractère de la rue Lindsay. Il souligne que pour lui ses collègues dénotent un manque de prudence qui pourrait dans l'avenir avoir des conséquences sérieuses sur l'aménagement de notre Centre-Ville.

Le conseiller Roger Prince propose le maintien du statu quo.

Cette proposition n'est pas secondée et la proposition principale est acceptée avec la dissidence de M. Roger Prince.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 426-1° de la Loi des Cités et Villes, après que des avis publics auront été donnés de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires des secteurs concernés pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1293 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 17 et 18 avril 1979.

216/3/79

Lecture est donnée du règlement No. 1294 amendant le règlement No. 1263 concernant le Service de Police et Incendies de Drummondville.

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

217/3/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que M. Yves Blais et M. Normand Cloutier de l'Usine de Traitement d'Eau soient autorisés à suivre des cours de perfectionnement donnés par les Services de Protection de l'Environnement et qui se tiendront à Vaudreuil du 30 avril au 30 mai 1979.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

120

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

218/3/79

Le conseiller Lindor Letendre donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $398,000.00 pour l'exécution de travaux de voirie, d'aqueduc et d'égouts pour le prolongement de la rue St-Damase.

219/3/79

Le conseiller Lindor Letendre donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $246,000.00 pour l'entretien des édifices municipaux en 1979.

Période de questions et renseignements

Relativement aux Jeux du Québec Eté 1981, le conseiller Jean-Marie Boisvert informe la population que la Cité investira une somme d'environ $2,500.00 pour la préparation d'un devis préliminaire et qu'elle fera les démarches nécessaires afin de connaître les intentions du gouvernement quant à sa participation éventuelle pour les Jeux.

Le conseiller J.-Bruno Smith dit qu'on doit clairement établir ce qu'il en coûtera avant de s'engager définitivement dans cette aventure. De plus, il faudra impliquer les organismes intéressés du milieu et la population à cette organisation. Il mentionne enfin que les Jeux ne doivent pas se faire à tout prix.

Le conseiller Roger Prince s'informe de la progression du dossier des travaux d'électricité à effectuer sur le site de l'exposition agricole.

Au nom du comité, le conseiller Jean-Paul Généreux mentionne qu'il n'y a pas de développement récent. Cependant comme M. Houle de la Société d'Agriculture doit être de retour sous peu, on propose de correspondre avec ce dernier pour finaliser ce dossier.

Le conseiller J.-Bruno Smith remet en cause le site actuel de l'exposition agricole et prône la prudence avant d'investir de trop fortes sommes sur ce site.

Le conseiller Roger Prince mentionne qu'il faudra songer à remplacer les arbres coupés dans la ville.

M. Lindor Letendre l'informe que le Service des Travaux Publics prévoit faire la transplantation d'une soixantaine de nouveaux arbres dans l'année.

Le conseiller Marcel Joyal fait un bref exposé sur ce que contient le P.A.A.T. Phase IV. Il mentionne entre autres que les terrains seront acquis par la Cité et que la revente devrait se faire avec un profit d'environ $85,000.00. De plus, le programme est éligible à des subventions de $63,000.00 pour habitation à haute densité. Un investissement de 2 millions de dollars est déjà assuré et cette construction densifiée permettra le développement de la résidence unifamiliale, ce qui n'aurait pas été possible en d'autres circonstances.

Mme Chislaine Lemaire, professeur et propriétaire dans la zone visée par le P.A.A.T., Phase IV, veut connaître les limites actuelles du programme.

SERVICES RECREATIFS ET COMMUNAUTAIRES

FONDS DE ROULEMENT 1979

C E D U L E " A "

PROGRAMME

1. Bibliothèque

   A la bibliothèque, il est indispensable pour le service et la Cité d'investir une somme additionnelle, afin de compléter l'aménagement par des facilités de base.
   Coût: $16,000.00 - voir annexe "A".

2. Centre Culturel

   2.1 La participation de la Cité dans l'organisation communautaire des ateliers s'identifie à une demande de coût: $4,000.00

   2.2 Changer les rideaux de la scène (ceux-ci se laissent perforer au toucher)
   Coût: $5,000.00.

3. Piscine intérieure et piscines extérieures

   Câbles anti-vagues et chronomètres répondraient à un urgent besoin des différents sports et activités de formation.
   Coût: $4,000.00
   Etages pour les paniers de piscines extérieures
   Coût: $2,000.00
   Total: $6,000.00

4. Parcs

   Afin de répondre aux besoins des différentes activités animées qui se déroulent sur les parcs et chalets, une somme de $4,900.
   Coût: $4,900.00

5. Centre Civique

   Une somme de $2,300.00 est recommandée pour compléter ou remplacer les points suivants:
   - buts de hockey
   - réparation des bancs
   - plancher des chambres

   Coût: $2,300.00

6. Atelier

En fonction de l'aménagement des parcs, une somme de $5,000.00 devra être affectéeaux équipements.
Coût: $5,000.00

7. Dép. Cap. Ameublement

A la suite du transfert du poste du budget annuel au fonds de roulement, une somme de $5,800.00 répondrait aux besoins des quatre régies et de l'administration.
Coût: $5,800.00

GRAND TOTAL: $49,000.00

A N N E X E "A"

No.	LOCALISATION	IDENTIFICATION	QUANT.
1	Bureau ler étage	Climatiseur de fenêtres	1
2	Salle périodiques	Tablettes	4
3	Salle enfants	Séparateurs	320
4	Salle référence	Séparateurs	128
5	Sous-sol	Table dactylo (178-010) cole.	1
6	Sous-sol	Tiroirs pour table dactylo (178-092)	2
7	Salle périodiques.	Chaises empilables (2000-00) artopex snap.	16
8	Salle référence	Chaises (snap 500 s)	12
9	Sous-sol	Chaises superposables (snap 750 s)	10
10	Bureau	Fauteuil (snap 500 t)	1
11	Salle enfants	Chaises "foam" dossier haut.	26
12	Salle référence	Tables 60" x 30" (snap 48-940) f1/f6030+	6
13	Bureau	Bureau secrétaire retour droit f1/3618p.	1
14	Bureau	Machine à écrire électrique - IBM - Acheté.	1
15	Bureau	Classeurs latéraux 5 tiroirs snap 50-51-136. B966 beige	2
16	Sous-sol	Armoire à papeterie B902-noir snap 35-01-502	1
17	Coll. principale	Classeurs 4 tiroirs (légal) B966-beige snap 44-41-002	2
18	Bureau	Diviseurs 6" (snap 50-04-283)	25

No.	LOCALISATION	IDENTIFICATION	QUANT.
19	Bureau	Bahut métallique (snap 2x55-21-136-55-05-072 B966-882-beige et noyer)	1
20	Salle réf/enfants	Fichier 20 tiroirs sur roues	2
21	Salle périodiques	Présentoirs	2
22	Salle référence	Karamate	2

INITIALES DU MAIRE

121

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Le conseiller Marcel Joyal l'informe qu'une réunion regroupant tous les propriétaires est prévue pour le 27 mars 1979 à 19:30 heures et qu'à cette occasion, ces détails seront disponibles.

M. Gérald Prince, journaliste, demande au Conseil de faire le point concernant l'étude entreprise sur le regroupement municipal.

Son Honneur le Maire se dit heureux de l'excellente collaboration démontrée par nos partenaires de Drummondville-Sud et de Grantham-Ouest. En ce qui concerne les municipalités des Cantons-Unis Wendover & Simpson et St-Nicéphore, Son Honneur le Maire regrette sincèrement que les élus municipaux ne manifestent pas plus d'intérêt face à un dossier aussi vital pour l'avenir de nos collectivités locales. Il précise également que la Cité de Drummondville n'a pas l'intention d'investir des énergies additionnelles pour tenter de convaincre ces 2 municipalités de collaborer à la bonne marche de cette importante étude. Trop d'efforts restent à investir avec les dirigeants municipaux qui ont démontré jusqu'à ce jour leur grand intérêt pour le mieux-être de la région drummondvilloise. Cette analyse complète décrira la situation financière et organisationnelle des municipalités de Drummondville, Drummondville-Sud et Grantham-Ouest. Ces données seront analysées en détail par toutes les municipalités concernées avant d'être soumises à la population pour consultation.

Le conseiller Lindor Letendre informe la population que le Service des Travaux Publics effectue présentement des travaux de défrichage au terrain qui a été donné récemment à la Cité par Celanese Canada Ltée et que les citoyens intéressés peuvent donc se procurer les arbres qui ont été abattus.

ET LA SEANCE EST LEVEE.

....

Greffier-adjoint. Maire.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

122

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

9 avril 1979

Procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Cité de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil le 9 avril 1979, cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRESENTS: MM. les conseillers Jean-Marie Boisvert, Lucien Couture, Marcel Joyal, Raymond Luneau et J.-Bruno Smith, sous la présidence du maire-suppléant, le conseiller Lindor Letendre.

220/4/79 Attendu que tous les membres du Conseil ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée du 26 mars 1979, il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé et que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture.

ADOPTE

221/4/79 Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTE

222/4/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert et unanimement résolu que des condoléances soient offertes au conseiller Jean-Paul Généreux à l'occasion du décès de son beau-frère, M. Gaston Beaudet.

ADOPTE

Période de questions et renseignements

M. Denis Audet, vice-président de l'Association des Assureurs-Vie pour la région de Drummond-Arthabaska, remercie le conseiller J.-Bruno Smith pour lui avoir procuré des photos sur Drummondville qui ont été reproduites dans la revue Forum.

Le conseiller J.-Bruno Smith félicite M. Denis Audet pour l'initiative qu'il a eue de consacrer des espaces importants dans cette revue et mis en évidence des aspects positifs de la vie économique Drummondvilloise. Il souhaite que d'autres organismes imitent cet exemple et se dit prêt à collaborer de nouveau si l'occasion lui en est fournie.

INITIALES DU MAIRE L.L.
123
INITIALES DU SEC.-TRÉS. G.B.

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

223/4/79 EGOUTS ET AQUEDUC, RUE ST-DAMASE (DOSSIER: 0572270)

Soumissionnaires	Prix
. LEMAY CONSTRUCTION LTEE Victoriaville	$344,768.82
. ARCO CONSTRUCTION INC. Plessisville	$325,607.14
. CIE J.A. AUCLAIR LTEE Giffard, Québec	$356,630.66
. LES CONSTRUCTIONS JOUTEL INC. Vimont, Laval.	$273,647.73
. SINTRA INC. Bon Conseil	$315,637.77
. MARIER & FILS LTEE Drummondville	$340,806.88
. DESOURDY CONSTRUCTION INC. St-Hubert	$389,146.12
. J.-P. DOYON LTEE Nicolet	$308,966.80
. ARTHUR BOISVERT CONSTRUCTION INC. Cookshire	$341,719.11
. EXCAVATIONS TOURVILLE INC. Drummondville	$282,486.40
. MASSICOTTE & FILS LTEE Cap-de-la-Madeleine	$350,022.51

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que la plus basse soumission jugée conforme à l'appel d'offres de la Cité soit retenue.

Le maire, ou à défaut le maire-suppléant et le directeur des travaux publics sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTE

224/4/79 - ENTREE ELECTRIQUE POUR LE CENTRE CIVIQUE

Soumissionnaires	Prix
. ARMAND TOUPIN INC. 297 Hériot - Dr'Ville	$18,850.00
. JEAN-PAUL BELIVEAU INC. C.P. 23 - St-Germain	$16,450.00
. PAUL SAVARD ENT. ELEC. INC. 436A St-Pierre - Dr'Ville	$17,900.00
. LES INSTALLATIONS ELECTRIQUES BRYCO INC. 225 Boul. Industriel est, Victoriaville	$14,695.00

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

124

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que la plus basse soumission jugée conforme à l'appel d'offres de la Cité soit retenue.

Le maire, ou a défaut le maire-suppléant, et le directeur des travaux publics sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTE

225/4/79 - VENTE DU LOT NO. 126-171 - P.A.A.T., PHASE I

Soumissionnaire	Prix
. M. MICHEL MONFETTE 1083 St-Adélard - Dr'Ville	$0.60 le pied carré

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que cette soumission soit acceptée. Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à cette vente.

ADOPTE

C O R R E S P O N D A N C E:

- L'Unité des Policiers de Drummondville Inc. dépose un grief contre le changement de cédule apporté aux heures de travail du Lieutenant Raîche.

  Le Directeur Général informe le président de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc., présent dans la salle, que le dépôt d'un grief doit se faire selon la procédure indiquée dans la convention collective. Il ajoute que le Conseil a été saisi de deux autres griefs qui seront réglés devant le tribunal d'arbitrage.

- Le Ministre des Transports du gouvernement fédéral accuse réception d'une résolution récemment adoptée par le Conseil de la Cité pour protester contre le transport des vols commerciaux de Dorval à Mirabel.

- M. Marcel Plasse, président du 4e Tournoi Invitation des Vétérans de Drummondville-Sud Inc., remercie les membres du Conseil qui ont assisté récemment au souper "Les Grands du Sport" tenu à la Légion Canadienne pour honorer M. Rosaire Smith.

- L'office de la Famille de Drummondville Inc. invite les membres du Conseil à participer à la Journée de la Famille qui se tiendra le 6 mai 1979 au Centre Culturel.

INITIALES DU MAIRE
125
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

- Le Conseil prend connaissance d'une requête signée par dix marchands du secteur St-Jean-Baptiste aux fins de demander l'aménagement de passages à niveau à la hauteur de la 12e Avenue et de la 19e Avenue pour faciliter l'accès au Domaine du 150ième.

226/4/79 Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Cité pour la période s'étendant du 24 mars au 6 avril 1979, lesquels comptes totalisent la somme de $378,294.21.

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTE

227/4/79 Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que les mutations de propriétés portant les numéros 9440 à 9490 inclusivement soient acceptées.

ADOPTE

228/4/79 Le Conseil prend connaissance d'un plan de redivision d'une partie du lot 165, préparé par l'arpenteur-géomètre Gilles LeMaire le 22 mars 1979, pour le compte de M. Guy Lavallée.

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que ce plan de redivision soit accepté tel que soumis.

ADOPTE

229/4/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que la Cité de Drummondville engage MM.Charles Parenteau et Pierre Bédard, étudiants de niveau collégial en techniques policières, comme stagiaires à titre de constables spéciaux pour la période du 20 mai 1979 au 25 août 1979; ces engagements étant conditionnels à l'approbation du procureur général.

ADOPTE

230/4/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que la Cité de Drummondville engage M. Jean Marcoux comme employé temporaire à la fonction de constable au Service de Police et Incendies pour la période estivale allant du 20 mai 1979 au 25 août 1979.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

126

INITIALES DU SEC.-TRES.

231/4/79

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que la Cité de Drummondville engage M. Pierre Couture comme employé temporaire à la fonction de constable au Service de Police et Incendies pour la période estivale allant du 20 mai 1979 au 25 août 1979.

ADOPTE

232/4/79

ATTENDU QUE dans le cadre des ententes auxiliaires fédérales-provinciales, la Cité de Drummondville a obtenu une subvention de $5,000,000.00 pour l'aménagement d'un parc industriel régional dont elle est le maître d'oeuvre;

ATTENDU QUE pour sa part la Cité a déjà déboursé la somme de $1,338,930.00 pour l'acquisition des terrains nécessaires à la création d'un parc industriel régional;

ATTENDU QUE grâce aux subventions consenties par le Comité, la Cité a déjà fait exécuter des travaux d'aqueduc, d'égouts, d'ouverture de rues, de station de pompage, etc. pour une somme de $3,487,000.00;

ATTENDU QU'il est impératif de poursuivre l'aménagement de ce parc industriel régional pour le rendre accessible et fonctionnel;

ATTENDU QUE suite à des négociations avec le comité directeur responsable des ententes auxiliaires fédérales-provinciales sur les infrastructures industrielles, il a été convenu qu'une subvention additionnelle de $1,513,000.00 pourrait être versée à la Cité pour des travaux d'infrastructures dans le parc industriel régional;

IL EST PROPOSE PAR LE CONSEILLER MARCEL JOYAL,
APPUYE PAR LE CONSEILLER RAYMOND LUNEAU,

QUE la Cité exécute ou fasse exécuter en 1979/1980 les travaux énumérés à l'annexe "A" attachée à la présente résolution pour en faire partie intégrante;

QUE la Cité accepte de négocier des ententes avec les propriétaires riverains de la rue Le Canadien, selon les principes énoncés par le comité directeur et contenus dans l'annexe "B" de la présente résolution;

QUE la Cité de Drummondville demande au comité directeur de lui verser la subvention de $1,513,000.00 durant l'exercice financier 1979/1980 pour permettre l'exécution desdits travaux. (CEDULES "A" ET "B" VERSEES AU DOSSIER PARC INDUSTRIEL).

ADOPTE

233/4/79

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que le rapport du directeur du Service du Personnel intitulé "Mouvement du Personnel" - Mars 1979" soit accepté tel que rédigé.

ADOPTE

INITIALES DU MAIRE L.L.
127
INITIALES DU SEC.-TRÉS. L.G.

234/4/79 Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que deux policiers désignés par le Directeur de Police soient autorisés à suivre le cours "Technicien Opérateur d'Ivressomètre" qui sera donné à l'Institut de Police du Québec du 30 avril au 4 mai 1979.

ADOPTE

235/4/79 Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que le constable Georges Robinson soit autorisé à suivre le cours "Opérateur de Pompes" qui sera dispensé par la Direction Générale de Prévention Incendie du 2 mai au 10 mai 1979.

ADOPTE

236/4/79 Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que les constables Gilles Desfossés et Nelson Timmons soient autorisés à suivre le cours "Opérateur d'Echelle Aérienne" qui sera dispensé par la Direction Générale de Prévention Incendie du 23 mai au 31 mai 1979.

ADOPTE

237/4/79 Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que MM. André Paquet, Roger Turcotte, Majoric Dionne et Laurent Bernier soient autorisés à assister au congrès de la C.O.M.A.Q. qui se tiendra à Montréal du 12 au 15 juin 1979.

ADOPTE

238/4/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que Son Honneur le Maire et les conseillers intéressés soient autorisés à participer au congrès de la Fédération Canadienne des Municipalités qui se tiendra à Québec du 3 au 6 juin 1979.

Son Honneur le Maire et le conseiller Roger Prince sont délégués comme représentants officiels de la Cité de Drummondville à ce congrès.

ADOPTE

239/4/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que la Cité de Drummondville mette sur pied un Comité Intermunicipal de Développement Economique Régional formé d'élus de Drummondville, Drummondville-Sud et du Conseil de Comté. M. Georges Nijdam est par la présente autorisé à préparer un projet en ce sens et à négocier les ententes nécessaires pour la bonne marche de ce comité.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

128

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

240/4/79

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith et unanimement résolu que des félicitations soient transmises aux membres du Comité Touristique de la Chambre de Commerce du Comté de Drummond concernant l'excellence d'un dépliant touristique et industriel récemment publié sur Drummondville.

ADOPTE

241/4/79 Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que la Cité de Drummondville soit autorisée à emprunter de la Banque Provinciale du Canada une somme n'excédant pas $2,000,000.00 remboursable à même le fonds d'administration pour couvrir les besoins financiers de l'année 1979.

ADOPTE

242/4/79 Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que la Cité achète de Domrémy, au prix de cinq mille dollars ($5,000.00) payable au moment de la signature de l'acte d'achat, un terrain de forme rectangulaire faisant partie du lot deux cent six de la subdivision du lot cent cinquante-trois (153-206) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Canton de Grantham, division d'enregistrement de Drummond, décrit et borné comme suit:

Commençant au coin Ouest du lot 153-206, ce point étant appelé "point de départ", de là vers le Nord-Est suivant la ligne Nord-Ouest du lot 153-206 où un gisement de 36°50'54" une distance de cinquante-deux pieds (52.0 pi, soit, 15,85 m), de là vers le Sud-Est suivant un gisement de 126°50'54" une distance de quatre-vingt-seize pieds (96.0 pi, soit, 29,26 m), de là vers le Sud-Ouest suivant un gisement de 216°50'54" une distance de cinquante-deux pieds (52.0 pi, soit, 15,85 m), de là vers le Nord-Ouest suivant un gisement de 306°50'54" une distance de quatre-vingt-seize pieds (96.0 pi, soit, 29,26 m) pour revenir au "point de départ".

Borné au Nord-Est par une autre partie du lot 153-206, au Sud-Est par le lot 152 emprise du C.N.R., au Sud-Ouest par le lot 153-218 et au Nord-Ouest par le lot 153-219 rue Melançon. Contenant une superficie de quatre mille neuf cent quatre-vingt-douze pieds carrés. 4,992 pi^2, soit, 463,77 m^2).

La Cité accepte les conditions contenues dans le projet de contrat préparé par Me Jacques Beaudoin, notaire, lequel projet de contrat est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Cette acquisition est conditionnelle aux approbations gouvernementales applicables.

Le maire et le greffier, ou a défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à l'acquisition du terrain précité. (PROJET DE CONTRAT VERSE AU REGLEMENT no. 1301).

ADOPTE

INITIALES DU MAIRE

129

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

243/4/79 ATTENDU QUE pour réaliser intégralement son programme connu sous le nom de P.A.Q./P.A.R.E.L., St-Joseph/ St-Jean-Baptiste, La Cité de Drummondville doit acquérir la propriété de M. Aristide Carpentier sise au 112A, B, C, D, E, F, de la 10e Avenue;

ATTENDU QUE le propriétaire refuse de négocier une vente de gré à gré avec la Cité;

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Marcel Joyal, que demande soit faite à la Société d'Habitation du Québec d'autoriser la Cité de Drummondville à acquérir cette propriété par voie d'expropriation.

ADOPTE

244/4/79 Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que la Cité de Drummondville échange avec Produits Bertile Inc. les lots P.173-120, P.173-121, P.173-122 et P.173-123 d'une superficie approximative de 9,300 pieds carrés pour le lot P.173-124 d'une superficie approximative de 9,000 pieds carrés.

Cet échange autorisé par le règlement No. 1053 de la Cité sera fait pour la somme de un dollar ($1.00) et les frais de passation de l'acte d'échange seront à la charge de la Cité.

La Cité accepte également toutes les conditions contenues dans l'acte d'échange préparé par Me Gérard Fradet, notaire, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Le maire et le greffier, ou a défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à l'acte d'échange précité.

ADOPTE

245/4/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que la Cité de Drummondville emprunte de son fonds de roulement décrété par son règlement No. 1126 conformément à l'article 604 de la Loi des Cités et Villes, lequel règlement a été augmenté par les règlements nos 1231 et 1291, la somme de $43,295.00 pour l'achat d'équipement dont le détail apparaît à la cédule "A" annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme si, ici bas récitée. Cet emprunt sera remboursé au fonds de roulement sur une période de 5 ans, soit $8,659.00 par année de 1979 à 1983 inclusivement. (CEDULE "A" VERSEE AU DOSSIER FONDS DE ROULEMENT).

ADOPTE

246/4/79 Le conseiller Marcel Joyal donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $135,000.00 pour la relocalisation du stade de baseball (Phase 1).

Travaux	$118,300.00
Frais de financement	$ 16,700.00
TOTAL:	$135,000.00

Imprimerie Formules légales provinciales liée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

130

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

247/4/79

Le conseiller Raymond Luneau donne avis de motion d'un règlement d'emprunt de $700,000.00 pour la réalisation du programme d'amélioration de quartiers, secteur Ste-Thérèse/St-Pierre:

Travaux	$636,527.00	(participation de la Cité)
Frais de financement	63,473.00	
TOTAL:	$700,000.00	

248/4/79 Le conseiller J.-Bruno Smith donne avis de motion d'un règlement d'emprunt de $1,180,000.00 pour la réalisation du programme de restauration, secteur Ste-Thérèse/St-Pierre:

Travaux	$1,071,500.00
Frais de financement	$ 108,500.00
TOTAL:	$1,180,000.00

249/4/79 Le conseiller Raymond Luneau donne avis de motion d'un règlement d'emprunt de $5,750.00 pour l'acquisition d'une partie du lot 153-206 (tunnel piétonnier - 10e Avenue):

Achat	$5,000.00
Frais de financement	$ 750.00
TOTAL:	$5,750.00

250/4/79 Lecture est donnée du règlement No. 1295 prévoyant un emprunt de $451,000.00 pour l'exécution de divers travaux publics au cours de l'année 1979.

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 593 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Cité pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1295 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 17 et 18 avril 1979.

251/4/79 Lecture est donnée du règlement No. 1296 prévoyant un emprunt de $25,000.00 pour l'exécution de travaux publics au cours de l'année 1979 dans le secteur de Drummondville-Ouest.

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 593 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1296 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 24 et 25 avril 1979.

INITIALES DU MAIRE
131
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

252/4/79 Lecture est donnée du règlement No. 1297 prévoyant un emprunt de $246,000.00 pour l'entretien des édifices municipaux en 1979.

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 593 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Cité pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1297 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 17 et 18 avril 1979.

253/4/79 Lesture est donnée du règlement No. 1298 prévoyant un emprunt de $398,000.00 pour l'exécution de travaux de voirie, d'aqueduc et d'égouts pour le prolongement de la rue St-Damase.

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 593 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Cité pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1298 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 17 et 18 avril 1979.

254/4/79 Lecture est donnée du règlement No. 1300 prévoyant un emprunt de $100,000.00 pour l'aménagement d'un terrain de balle dans le quartier St-Jean-Baptiste (terrain Celanese).

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 593 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Cité pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1300 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 17 et 18 avril 1979.

255/4/79 Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que la Cité de Drummondville accepte le plan intitulé "Agravation de Servitude de Drainage du Cours d'Eau Bessette", préparé par M. Camil Robitaille, arpenteur-géomètre, le 15 juillet 1976 pour le Ministère des Transports, portant le numéro EX-76-554-113 et montrant l'ampleur de la servitude actuelle de ce cours d'eau telle que modifiée lors de la construction du Boulevard Lemire.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

132

INITIALES DU SEC.-TRES.

256/4/79

Période de questions et renseignements

M. Claude Dionne se faisant le porte-parole du Club Coopératif de Consommation en Alimentation qui opère dans le quartier St-Jean-Baptiste, demande au Conseil l'autorisation d'occuper un local sur la 10e Avenue, même si l'édifice a perdu son caractère commercial.

Attendu que le Club Coopératif de Consommation en Alimentation est un organisme sans but lucratif composé de bénévoles, il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que l'autorisation d'occuper ce local soit accordée.

ADOPTE

Le conseiller Marcel Joyal explique que le règlement de zonage décrète qu'un bâtiment commercial construit en zone résidentielle devient dérogatoire après 12 mois s'il n'est pas occupé. Cependant dans certains cas, le règlement doit être interprété avec largesse pour ne pas pénaliser indûment les propriétaires de tels immeubles.

257/4/79

Attendu que la compagnie de Gaz Québec Maritime projette de construire un gazoduc; il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Raymond Luneau:

- QUE demande soit faite au Ministre de l'Energie du Québec de privilégier la Rive Sud du Québec comme tracé de ce gazoduc qui pourrait desservir les nombreuses villes industrielles et plus spécialement Drummondville;
- QUE copie de cette résolution soit expédiée au Ministre Guy Joron et au député du Comté de Drummond;
- QUE si nécessaire le Conseil de Drummondville rencontre les autorités politiques et technocratiques qui travaillent sur ce dossier, afin de leur démontrer l'importance de favoriser notre région d'une ressource énergitique indispensable à l'essor économique de notre région.

ADOPTE

ET LA SEANCE EST LEVEE

Laurent Benoît
Greffier.

Lindor Lebeau
Maire-suppléant.

INITIALES DU MAIRE
133
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

23 avril 1979

Procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Cité de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil le 23 avril 1979, cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRESENTS: MM. les conseillers Jean-Marie Boisvert, Lucien Couture, Jean-Paul Généreux, Marcel Joyal, Lindor Letendre, Raymond Luneau, Roger Prince et J.-Bruno Smith, sous la présidence de Son Honneur le Maire Philippe Bernier.

258/4/79 Lecture est donnée du procès-verbal de l'assemblée du 9 avril 1979. Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que ce procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTE

Le conseiller Roger Prince demande des informations sur le contenu de la résolution no. 239/4/79 qui traite de la mise sur pied d'un Comité Intermunicipal de Développement Economique Régional.

Le Directeur Général explique que le Conseil de la Cité a mandaté M. Georges Nijdam pour préparer un protocole d'entente avec Drummondville-Sud et le Conseil de Comté afin que les personnes élues puissent être autorisées pour siéger sur un Comité Régional qui aura pour objectif d'assurer une concertation sur le plan régional concernant le développement économique. Le projet sera soumis au Conseil avant d'être présenté aux partenaires éventuels qui seront invités à siéger sur ledit Comité.

259/4/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que l'ordre du jour soit accepté tel que rédigé après y avoir ajouté les items suivants:

11A. Remerciements (Lindor Letendre)

30. Jeux d'Eté 1981 (J.-Bruno Smith)

31. CEGEP de Drummondville (J.-Bruno Smith).

ADOPTE

Le conseiller Marcel Joyal demande au Directeur Général si la subvention promise à la Cité dans le cadre des Ententes Auxiliaires va être versée assez tôt pour que les travaux puissent être exécutés en 1979.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE
134
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

M. Claude Boucher informe le Conseil que la subvention de $1,513,000.00 devrait être versée à temps pour que les travaux puissent débuter au début de juin 1979. Les plans et devis sont déjà prêts et seront soumis aux Services de Protection de l'Environnement très bientôt, ce qui permettra à la Cité de procéder à un appel d'offres prochainement.

Le conseiller Jean-Marie Boisvert demande que le Service des Travaux Publics procède immédiatement à la réfection de la chaussée de la rue Cormier qui est en très mauvais état.

C O R R E S P O N D A N C E:

- Le Conseil prend connaissance d'une résolution du Conseil de la Ville de Drummondville-Sud qui souhaite que l'exploitation d'un lieu d'élimination des déchets solides soit confiée à l'entreprise privée.
- M. Henri Talbot, ex-bibliothécaire de la Cité, remercie les organisateurs de l'ouverture officielle des nouveaux locaux de la Bibliothèque Municipale pour le témoignage de gratitude qu'il a reçu lors de cet évènement.

  Son Honneur le Maire explique qu'il a visité la Bibliothèque Municipale au cours de la journée et qu'il a pu apprécier la qualité des rénovations récentes apportées à cet édifice. Désormais, cette Bibliothèque devenue plus fonctionnelle pourra rendre des services de qualité à la collectivité.
- M. Pierre-Yvan Aubé, au nom du groupe organisateur du Collège St-Bernard, remercie le maire-suppléant, M. Lindor Letendre, les conseillers Raymond Luneau et Lucien Couture, ainsi que Mme Lise Lauzière pour la magnifique réception civique offerte à un groupe d'étudiants de Nanaimo sur l'Île de Vancouver, venus récemment dans nos murs dans le cadre d'un échange culturel et linguistique.
- M. Richard Alarie, président de l'A.P.A.E.D. 1979, remercie Son Honneur le Maire pour l'aide apportée jusqu'à ce jour à l'Année Internationale de l'Efant 1979.

260/4/79 Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Cité pour la période s'étendant du 7 avril au 1er mai 1979, lesquels comptes totalisent la somme de $1,033,905.92.

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTE

261/4/79 Le Conseil prend connaissance d'un plan de redivision d'une partie du lot 126, Rang II, préparé par l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle le 6 avril 1979, pour le compte de la Cité de Drummondville.

INITIALES DU MAIRE
135
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Roger Prince, que ce plan de redivision soit accepté tel que soumis et que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à le signer pour et au nom de la Cité.

ADOPTE

262/4/79

Le Conseil prend connaissance d'un plan de redivision d'une partie du lot 149, Rang III, préparé par l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle le 10 avril 1979, pour le compte de M. Oscar Labrecque.

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que ce plan de redivision soit accepté tel que soumis.

ADOPTE

263/4/79

Le Conseil prend connaissance d'un plan de subdivision d'une partie du lot 126 préparé par l'arpenteur-géomètre Louis Langlois le 29 mars 1979.

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que ce plan de subdivision soit accepté tel que soumis et que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à le signer pour et au nom de la Cité.

ADOPTE

264/4/79

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que la Cité de Drummondville vende à l'entreprise Les Placements Emilien Letarte Ltée une parcelle de terrain de figure trapézoidale, connue comme étant une partie du lot cent soixante-cinq (Ptie 165) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Canton de Grantham, municipalité de la Cité de Drummondville, P.Q., bornée et décrite comme suit:

BORNES:

Bornée vers le Nord-Ouest par une partie du lot 165 (rue Power), vers le Nord-Est par une autre partie du lot 165, vers le Sud-Est par le lot 165-153 et vers le Sud-Ouest par le lot 165-157.

MESURES:

Mesurant cent cinquante-deux mètres et quarante-trois centièmes (152,43 m, soit 500.1 pi.) dans sa ligne Nord-Est et cent cinquante-deux mètres et quarante centièmes (152,40 m, soit 500.0 pi) dans sa ligne Sud-Ouest par une largeur de un mètre et cinquante-deux centièmes (1,52 m, soit 5.0 pi).

SUPERFICIE:

Contenant en superficie deux cent trente-et-un mètres carrés et sept dixièmes (231,7 m^2, soit 2 494 pi^2).

Imprimerie Formules légales provinciales liée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

136

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Cette vente est faite au prix de $0.06 le pied carré, soit Cent Quarante-Neuf Dollars et Soixante-Quatre Cents ($149.64) payables comptant le jour de la signature de l'acte de vente.

Les taxes municipales, scolaires ou autres pour le terrain seront exigibles à compter de la date de la signature du contrat, quitte d'arrérages et suivant ajustement devant être fait entre les parties aux présentes à cette dernière date. Concernant les bâtisses à être érigées, les taxes deviendront exigibles suivant la loi.

L'acquéreur devra également respecter toutes les conditions décrites au projet de contrat préparé par le notaire Gérard Fradet; lequel projet de contrat est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Cette vente devra être acceptée par le Ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec, ainsi que par le Ministère des Affaires Municipales.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par les présentes autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, l'acte de vente à intervenir et à y effectuer toutes les modifications d'importance mineure jugées nécessaires, à en recevoir le prix et en donner quittance. Ces personnes sont aussi autorisées à signer tous les autres documents nécessaires pour compléter cette vente.

ADOPTE

265/4/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que des remerciements soient adressés aux dirigeants de l'Hydro-Québec qui ont transigé avec le Conseil et les Officiers Municipaux pour rendre possible la vente à la Société d'Habitation du Québec de partie des lots 151 et 152 du quartier sud de la Ville de Drummondville, pour la construction de 108 logements destinés aux personnes âgées. Le Conseil est également reconnaissant pour la compréhension des personnes impliquées qui ont accepté que la Cité conserve le produit de la vente de ces terrains

ADOPTE

266/4/79 Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que des remerciements soient transmis à Me Michel Clair, Député à l'Assemblée Nationale, pour ses nombreuses interventions auprès des instances supérieures, qui ont permis la mise en chantier de 108 logements pour personnes âgées.

ADOPTE

267/4/79 Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que des remerciements soient adressés à Me Yvon Pinard, Député à la Chambre des Communes, pour sa participation aux démarches qui ont précédé la mise en chantier de 108 logements destinés aux personnes âgées. La Cité est également reconnaissante de la contribution financière de la Société Centrale d'Hypothèques et de Logement à cette importante réalisation.

ADOPTE

INITIALES DU MAIRE
137
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

268/4/79 Le conseiller Marcel Joyal donne avis de motion d'un règlement d'emprunt de $63,000.00 pour compléter la réalisation du programme d'amélioration de quartiers, secteur St-Joseph--St-Jean-Baptiste.

269/4/79 Le conseiller Lindor Letendre donne avis de motion d'un règlement concernant une entente intermunicipale entre la Cité de Drummondville et la Municipalité de Grantham-Ouest pour le prolongement de la rue Rocheleau jusqu'à la rue St-Pierre.

270/4/79 Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que M. Lindor Letendre, maire-suppléant, soit félicité pour avoir négocié une entente avec M. Maurice Morin et la Municipalité de Grantham-Ouest, laquelle permettra de prolonger la rue Rocheleau jusqu'à la rue St-Pierre afin de faciliter l'accès au parc industriel régional.

ADOPTE

271/4/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que la Cité accepte les états financiers de l'Office Municipal d'Habitation de Drummondville pour l'année d'opération 1978, tels que vérifiés par Verrier, Richard, Hébert, Béliveau, Paquin & Associés, Comptables Agréés, et dont copie du rapport est annexée au présent procès-verbal pour en faire partie intégrante comme cédule "A". Cette acceptation est cependant conditionnelle à celle de la Société d'Habitation du Québec. (ETATS FINANCIERS VERSES AU DOSSIER: "O.M.H.")

ADOPTE

Le conseiller Jean-Paul Généreux, membre de l'Office Municipal d'Habitation de Drummondville, explique que le déficit d'exploitation pour l'année 1978 est de $326,541.00, dont $293,887.00 sont subventionnés par la Société d'Habitation du Québec, tandis que la Cité devra combler un déficit de $32,654.00. L'O.M.H.D. a cependant versé à la Cité en 1978 la somme de $18,312.00 pour taxes municipales et la somme de $18,820.00 pour taxes de services. Le conseiller Généreux est d'avis que la rentabilité de l'O.M.H.D. est faible mais que la collectivité se doit de contribuer à un projet aussi humanitaire.

M. Jean-Paul Généreux résume brièvement les discussions qui se sont faites lors du dernier congrès des Offices Municipaux du Québec et qui ont porté plus particulièrement sur l'autonomie revendiquée par les Offices Municipaux qui souhaiteraient être maîtres d'oeuvre lors de la réalisation de programmes de construction de logements pour personnes âgées et/ou défavorisées dans leurs municipalités respectives.

272/4/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que Son Honneur le Maire Philippe Bernier soit autorisé à soumettre son nom comme candidat pour siéger

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

au Conseil National d'Administration de la Fédération Canadienne des Municipalités. La Cité de Drummondville défraiera le coût de sa présence aux réunions du Conseil National d'Administration s'il est élu.

ADOPTE

273/4/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que Mlle Louisette Boucher soit autorisée à assister à la conférence-colloque de l'A.Q.T.L. (Association québécoise des travailleurs en loisirs) qui se tiendra à Sherbrooke du 16 au 19 mai prochain.

ADOPTE

274/4/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à signer pour et au nom de la Cité une convention d'une durée d'un an avec M. Claude Gaudet concernant la gérance et l'entretien de l'aéroport municipal.

ADOPTE

275/4/79 Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que M. Michel Lesage, ingénieur, soit engagé au poste de Directeur des Travaux Publics de la Cité. M. Lesage entrera en fonction le 14 mai 1979 et sera rémunéré selon la politique salariale des employés municipaux non syndiqués.

ADOPTE

M. Michel Lesage étant présent à l'assemblée, Son Honneur le Maire l'invite à s'approcher du micro et à préciser les raisons qui l'ont motivé pour appliquer au poste de Directeur des Travaux Publics.

M. Michel Lesage remercie Son Honneur le Maire pour l'opportunité qui lui est fournie de rencontrer le Conseil et déclare qu'il est anxieux d'entrer en fonction au service d'une ville plus grande qui projette des réalisations importantes à court terme et qu'il est convaincu que son travail sera facilité par un Conseil dynamique et une équipe de chefs de services dont il a pu apprécier la motivation et la compétence lors de rencontres récentes. Il se dit disponible et compte beaucoup sur des contacts fréquents avec le Directeur Général de la Cité pour se familiariser rapidement avec les dossiers les plus importants et s'impliquer avec ardeur dans sa nouvelle fonction.

M. Lindor Letendre, président du Comité des Travaux Publics, félicite M. Michel Lesage pour son engagement et le remercie d'avoir accepté de participer au colloque que le Conseil tiendra les 5, 6 et 7 mai prochains pour établir les priorités parmi les nombreux projets en cours et planifier l'administration municipale concernant les projets qui devront être réalisés à plus ou moins long terme et statuer sur certains dossiers en cours.

Pour la satisfaction de la presse, le Directeur Général explique que M. Michel Parenteau qui assumait le poste de Directeur des Travaux Publics sera muté au service du génie qui devra à l'avenir élaborer les plans et devis de plusieurs travaux importants qui jusqu'ici étaient confiés à des consultants.

276/4/79 Le conseiller Marcel Joyal donne avis de motion d'un règlement modifiant l'article 7.7.1 du règlement de zonage No. 801 - marge de recul en secteur industriel.

277/4/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que la Cité de Drummondville emprunte de son fonds de roulement la somme de $39,618.00 pour l'achat de mobilier et d'équipement de bureaux pour certains services municipaux, et dont le détail est donné à la cédule "A" annexée à la présente résolution. (CEDULE "A" VERSEE AU DOSSIER: "FONDS DE ROULEMENT")

Cet emprunt sera remboursé sur une période de cinq ans, soit par cinq versements annuels, égaux et consécutifs de $7,923.60, le premier versement étant prévu pour l'année 1979.

ADOPTE

278/4/79 Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Lindor Letendre,que M. Yves Pouliot, Directeur de Police, soit autorisé à assister au congrès de l'A.C.P.P.Q. qui se tiendra à Chicoutimi du 1er au 5 juillet 1979.

ADOPTE

279/4/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que M. Jean-Marie Précourt, Directeur-adjoint, soit autorisé à assister au congrès annuel de l'Association des Chefs de Service d'Incendie du Québec qui se tiendra à St-Georges de Beauce les 3, 4, 5 et 6 juin 1979.

ADOPTE

280/4/79 Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que M. André Houde, Capitaine, Chargé de la Division Incendie, soit autorisé à assister au congrès annuel de la Fédération Québécoise des Chefs de Pompiers qui se tiendra à Hull les 19, 20 et 21 mai 1979.

ADOPTE

281/4/79 Vu les articles 28 à 32 inclusivement de la Loi sur l'Evaluation Foncière (Bill 33 et amendements), il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que M. Jean Roy, évaluateur et détenteur d'un permis provincial portant le numéro 33476, soit autorisé à titre de représentant de la firme

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

140

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Pelletier, Roy, Mercure et Associés, à tenir à jour les rôles de valeurs foncières et locatives pour fins d'imposition en 1979 et 1980 sur les immeubles de la Cité dont la loi exige l'inscription au rôle.

ADOPTE

282/4/79 Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que le constable Pierre Vincent soit promu au poste de sergent.

ADOPTE

283/4/79 Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que des félicitations soient offertes à M. Pierre Vincent pour le résultat des examens qu'il a subis et qui lui ont permis d'accéder au poste de sergent.

ADOPTE

284/4/79 Lecture est donnée du règlement No. 1301 prévoyant un emprunt de $5,750.00 pour l'acquisition d'une partie du lot 153-206 nécessaire pour l'aménagement d'un tunnel piétonnier sous la voie du C.N. à la hauteur de la 10e Avenue.

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 593 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1301 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 1er et 2 mai 1979.

285/4/79 Attendu que le projet de transport pour handicapés semble en voie de réalisation;

Attendu que la Cité est d'avis qu'elle se doit de soutenir pécunièrement l'organisme qui prendra en charge le transport des handicapés dans le territoire de la Cité et dans la région immédiate de Drummondville;

Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que la Cité de Drummondville consente une subvention n'excédant pas $10,000.00 pour les premiers 12 mois d'opération de l'organisme qui prendra charge de ce projet.

Mlle Louisette Boucher est par la présente désignée comme officier municipal autorisé à siéger au besoin sur le Comité responsable du projet ci-haut cité.

ADOPTE

INITIALES DU MAIRE
141
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

286/4/79 Lecture est donnée du règlement No. 1303 prévoyant un emprunt de $1,180,000.00 pour subventionner la restauration des bâtiments résidentiels visés par le programme de restauration de Drummondville (secteur Ste-Thérèse--St-Pierre).

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux et unanimement résolu que ce règlement soit adopté, sujet aux approbations gouvernementales requises.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 593 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1303 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 8 et 9 mai 1979.

287/4/79 Lecture est donnée du règlement No. 1304 prévoyant un emprunt de $135,000.00 pour la relocalisation du stade de baseball.

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 593 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Cité pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1304 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 1er et 2 mai 1979.

288/4/79 Le Conseil prend connaissance de la soumission suivante:

VENTE DU LOT NO. 126-156 - P.A.A.T. PHASE I

Soumissionnaire	Prix
LEMIRE CONSTRUCTION INC.	$0.60 le pied carré

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que cette soumission soit acceptée. Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Cité tous les documents relatifs à cette vente.

La présente résolution abroge à toutes fins que de droit la résolution no. 38/2/78.

ADOPTE

Le conseiller J.-Bruno Smith résume brièvement la rencontre des représentants de la Cité tenue récemment avec les dirigeants de l'Association des Jeux du Québec, qui a porté sur la candidature de Drummondville comme hôte des Jeux d'Eté 1981.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE
142
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Il explique que les chances de Drummondville d'obtenir cette activité de prestige sont excellentes et qu'un dossier préparé par les Services Récréatifs et Communautaires de la Cité met en évidence les avantages que notre Cité pourrait retirer de cette compétition provinciale et établit les coûts approximatifs qui sont acceptables compte tenu des retombées économiques et des aménagements permanents qui deviendront un actif intéressant pour notre communauté.

Les études seront complétées incessamment et le conseiller J.-Bruno Smith espère sincèrement que dès la prochaine séance le Conseil sera en mesure d'adopter une résolution pour poser sa candidature officielle pour être le site de la tenue des Jeux d'Eté 1981. La date limite d'inscription est fixée au 4 juin 1979 et la décision de la Société des Jeux du Québec sera prise le ou vers le 10 août 1979.

289/4/79 Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que demande soit faite à M. Médéric Grenier de fournir à la Cité des réponses aux questions suivantes:

1- Est-ce que la Direction du CEGEP Bourgchemin a soumis au Ministère de l'Education le programme technique de construction d'un nouveau campus pour Drummondville ?

   Dans l'affirmative, qu'est-ce qui retarde au Ministère de l'Education pour approuver ce projet ?

2- Est-ce que l'appui du public par lettres ou résolutions pourrait aider à débloquer ce dossier (Comité de la Chambre de Commerce du Comté de Drummond) ?

   Dans la négative: a) quelles sont les raisons qui font que les Autorités du CEGEP retardent à soumettre leur demande ?

   b) dans combien de temps cette demande sera-t-elle soumise ?

Il est également résolu que copie de la présente résolution soit adressée à M. Paul Lemire, Directeur Général du CEGEP Bourgchemin, à l'Association des Enseignants et à l'Association des Etudiants.

ADOPTE

Le conseiller J.-Bruno Smith estime que la construction du CEGEP sera certainement un actif qui aiderait la Cité pour l'obtention des Jeux du Québec, Eté 81.

Le conseiller Jean-Paul Généreux remercie le Conseil, les officiers municipaux et tous les contribuables qui ont sympathisé avec lui et son épouse à l'occasion du décès de son beau-frère, M. Gaston Beaudet.

Le conseiller Roger Prince déplore qu'avec le retour du printemps on doive revivre le problème du bruit causé par certains véhi-

INITIALES DU MAIRE
143
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

cules conduits par des gens peu soucieux du respect de la collectivité et qui font preuve d'un manque de civisme élémentaire. La Cité devra élaborer une réglementation sévère qui semble être applicable puisque dans certaines villes beaucoup plus populeuses que la nôtre ayant un trafic beaucoup plus dense, ces inconvénients ne se produisent pas.

ET LA SEANCE EST LEVEE.

Greffier. Maire.

30 avril 1979

Procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Cité de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 30 avril 1979, à 14:00 heures, cette séance en étant une spéciale tenue dans le but suivant:

" Modifier les articles 3 et 5, ainsi que la cédule "B" du règlement No. 1300 pour réduire de 20 à 10 ans la période de remboursement de l'emprunt décrété par ledit règlement. "

SONT PRESENTS: MM. les conseillers Jean-Marie Boisvert, Lucien Couture, Jean-Paul Généreux, Marcel Joyal, Lindor Letendre, Raymond Luneau, Roger Prince et J.-Bruno Smith, sous la présidence de Son Honneur le Maire Philippe Bernier.

290/4/79 Tous les membres du Conseil étant présents, il est unanimement résolu de renoncer à l'avis de convocation de ladite assemblée spéciale.

ADOPTE

291/4/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que le règlement No. 1300 de la Cité de Drummondville soit amendé pour remplacer aux articles 3 et 5 le terme de 20 ans par 10 ans. Il est également résolu que la cédule "B" du règlement No. 1300 soit modifiée pour prévoir un remboursement de l'emprunt décrété par ledit règlement sur une période de 10 ans.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

144

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

ET LA SEANCE EST LEVEE.

Greffier. Maire.

14 mai 1979

Procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Cité de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil le 14 mai 1979, cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRESENTS: MM. les conseillers Jean-Marie Boisvert, Lucien Couture, Jean-Paul Généreux, Marcel Joyal, Lindor Letendre, Raymond Luneau, Roger Prince et J.-Bruno Smith, sous la présidence de Son Honneur le Maire Philippe Bernier.

292/5/79 Attendu que les membres du Conseil ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière du 23 avril 1979, ainsi que du procès-verbal de l'assemblée spéciale du 30 avril 1979; il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que le greffier soit dispensé de faire la lecture de ces deux procès-verbaux et qu'ils soient acceptés tels que rédigés.

ADOPTE

293/5/79 Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que l'ordre du jour soit accepté tel que rédigé après y avoir ajouté les items suivants:

23. Rue St-Damase (Jean-Marie Boisvert)

23A. Acceptation du Conseil et demande aux autorités gouvernementales d'extensionner le Programme de Restauration dans le secteur St-Joseph--St-Jean-Baptiste pour l'exécution de travaux estimés à 2 millions de dollars (Marcel Joyal)

24A. Hydro-Québec (Lindor Letendre)

INITIALES DU MAIRE
145
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

26. Avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excé-pas $250,000.00 pour la réalisation d'un programme P.A.R.E.L. dans le secteur St-Joseph--St-Jean-Baptiste (Marcel Joyal).

ADOPTE

294/5/79 Le Conseil prend connaissance de la seule soumission reçue concernant LA CUEILLETTE ET LE TRANSPORT DES VIDANGES DANS LES SECTEURS:

A - St-Jean-Baptiste
B - Centre-Ville
C - Drummondville-Ouest

Soumissionnaire	Prix
. RECUPERATION CASCADES INC. St-Nicéphore	$186,250.00

Attendu que le prix soumis excède de beaucoup les prix payés antérieurement pour le même travail; il est unanimement résolu que cette soumission soit portée à l'étude.

ADOPTE

C O R R E S P O N D A N C E:

- Le greffier informe le Conseil que 5 municipalités du Québec et le Conseil Economique Drummond nous ont fait parvenir des résolutions pour appuyer la candidature de Drummondville comme ville hôtesse des Jeux d'Eté 1981.

295/5/79 Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Cité pour la période s'étendant du 21 avril au 14 mai 1979, lesquels comptes totalisent la somme de $478,829.98.

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTE

296/5/79 Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que les mutations de propriétés portant les numéros 9491 à 9536 inclusivement soient acceptées.

ADOPTE

Le conseiller Marcel Joyal veut savoir quel est le montant déjà payé à la firme R. Pominville Ltée à titre d'honoraires pour l'étude du regroupement de certaines municipalités.

Le Directeur Général estime que les honoraires déjà payés sont de l'ordre d'environ $45,000.00, ce qui témoigne que ce projet est très sérieux et que la Cité entend le mener à bonne fin.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

146

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

297/5/79

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que la Cité vende à Bricothèque Canada 2000 Ltée un terrain ayant front sur la rue Hériot dans le quartier Est de la Ville de Drummondville, mesurant cent soixante pieds (160') de largeur par trois cent cinq (305') de profondeur, contenant une superficie de quarante-huit mille huit cents pieds carrés (48,800 pi.car.) plus amplement décrit au projet de contrat préparé par Me Richard Prince, lequel projet de contrat est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante. (PROJET DE CONTRAT VERSE AU DOSSIER: "BRICOTHEQUE")

La Cité vend également les immeubles érigés sur ledit terrain, le tout pour une somme de $100,000.00 payable comptant au moment de la signature de l'acte de vente.

L'acquéreur devra accepter les servitudes affectant cet immeuble et les conditions spéciales concernant le chauffage de la bâtisse existante et respecter les baux en cours.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à cette vente, à en recevoir le prix et en donner quittance.

ADOPTE

298/5/79

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que la résolution no. 255/4/79 soit amendée pour y ajouter les paragraphes suivants:

" La Cité accepte de vendre au Ministère des Transports du Québec pour la somme de un dollar ($1.00) pour chacune des parties de lots grevées, soit pour le prix de quatre dollars ($4.00), l'aggravation de la servitude affectant les lots pties 279, 280, 281 et 282 du cadastre officiel du Canton de Grantham, tels que montrés au plan 76-554-113 cité au paragraphe précédent.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer tous les documents relatifs à la vente précitée. "

ADOPTE

299/5/79

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que des indications limitant le stationnement à soixante (60) minutes soient installées sur la rue St-Damase (côté nord) entre la rue Notre-Dame et la 6e Avenue.

ADOPTE

300/5/79

ATTENDU QUE la venue de Ralston Purina dans le Parc Industriel Régional était conditionnelle à ce que cette entreprise soit desservie par un chemin de fer;

ATTENDU QUE l'implantation par le C.N. exigeait la traversée de la route 122 près de l'intersection de l'autoroute 51;

INITIALES DU MAIRE
147
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

ATTENDU QUE le Ministère des Transports a entrepris la construction d'un étagement à cette intersection;

CONSIDERANT QUE le Ministère des Transports est prêt à assumer les coûts de construction de cet étagement de façon à prévoir également l'étagement au-dessus de l'embranchement ferroviaire;

CONSIDERANT QUE Ralston Purina a débuté ses travaux pour la construction de son usine;

CONSIDERANT QUE les autorisations requises du Ministère des Affaires Intergouvernementales pour négocier avec le C.N. ont été accordées;

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lucien Couture et unanimement résolu que la Cité prie le Ministère des Transports du Québec de construire l'étagement de l'intersection de la route 122 et de l'autoroute 51 en tenant compte de l'implantation d'une desserte ferroviaire par le C.N. pour le Parc Industriel Régional et que la Cité garantisse au Ministère l'utilisation du passage ferroviaire aux fins pour lesquelles il sera prévu.

ADOPTE

301/5/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que les Chemins de Fer Nationaux (C.N.) soient autorisés à construire une traverse à niveau faisant partie de l'embranchement industriel sur la rue Power dans le Parc Industriel Régional de Drummondville.

ADOPTE

302/5/79 Le conseiller Lucien Couture donne avis de motion d'un règlement modifiant le zonage des secteurs 09-07 CA et 09-11 CV.

303/5/79 Le conseiller J.-Bruno Smith donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $25,000.00 pour défrayer le coût d'une étude régionale sur la disposition des eaux usées, telle étude devant être faite par les Consultants S.B.C.S. Inc., ingénieurs-conseils.

Le conseiller J.-Bruno Smith explique que cette étude est absolument nécessaire pour situer le site de la future usine régionale de traitement des eaux usées qui devra être construite dans le cadre du Programme d'Assainissement de la Rivière St-François déjà annoncé par le Ministre Responsable de l'Environnement. Il souligne que le gouvernement provincial a déjà déclaré que plusieurs millions seront consacrés incessamment à ce projet et qu'il faut remercier le Comité de la Chambre de Commerce du Comté de Drummond qui a travaillé avec acharnement sur ce dossier et obtenu l'intervention gouvernementale précitée.

304/5/79 Le conseiller Roger Prince donne avis de motion d'un règlement modifiant le zonage des secteurs 06-21 et 06-22.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

148

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

305/5/79

Le conseiller Jean-Marie Boisvert donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $1,513,000.00 pour des travaux d'aménagement du Parc Industriel Régional de Drummondville.

306/5/79 Le conseiller Jean-Paul Généreux donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $750,000.00 pour la réalisation de travaux d'aqueduc, d'égouts et d'ouverture de la rue Le Canadien, d'une partie de la rue Rocheleau et de la rue Veilleux.

307/5/79 Le conseiller Marcel Joyal donne avis de motion d'un règlement décrétant l'expropriation de certains terrains nécessaires pour la réalisation du Programme d'Acquisition et d'Aménagement de Terrains (P.A.A.T.), Phase IV.

308/5/79 Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que la Cité informe la Commission Scolaire Régionale St-François qu'elle a entrepris des négociations pour acquérir les lots P.158 N.S., 156-250, -251, -252, -253, -254, -255, -256, -268, -269, -276, -277, -278, -279, 153-271 et 153-270 du cadastre officiel du Canton de Grantham qui permettront de réaliser le plan préparé en mars 1974 et revisé en février 1979 par DeMontigny, Dion et Métivier, urbanistes-conseils, pour l'aménagement d'espaces récréatifs et communautaires.

ADOPTE

309/5/79 Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Raymond Luneau et unanimement résolu que demande soit faite au Ministre des Affaires Municipales d'autoriser la Cité de Drummondville à préparer un programme d'acquisition et d'aménagement de terrains (P.A.A.T.), Phase V, en vertu de l'article 66J de la Loi de la Société d'Habitation du Québec.

ADOPTE

310/5/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que le rapport du directeur du Service du Personnel intitulé "Mouvement du Personnel - Avril 1979" soit accepté tel que rédigé et versé aux archives de la Cité.

ADOPTE

311/5/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que M. Georges Nijdam soit autorisé à assister au cours "Interprétation Financière" donné par l'Association des Commissaires Industriels à Hull les 28 et 29 mai 1979.

ADOPTE

312/5/79 ATTENDU QUE le projet de l'ouverture de la rue St-Damase tarde indûment à se concrétiser;

ATTENDU QUE ce retard semble attribuable à la lenteur des négociations en cours avec la compagnie des Chemins de Fer Canadien Pacifique et/ou ses agents négociateurs;

ATTENDU QUE suite à plusieurs rencontres, la Cité a reçu l'assurance que ces négociations seraient accélérées;

ATTENDU QUE malgré ces promesses et les pressions répétées de la Cité, le dossier n'avance plus;

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que l'aviseur légal de la Cité soit mandaté pour étudier la possibilité de procéder par expropriation pour la réalisation du prolongement de la rue St-Damase jusqu'à la rue Lindsay.

ADOPTE

313/5/79 Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que la Cité accepte l'extension de son Programme de Restauration dans le secteur St-Joseph--St-Jean-Baptiste, afin de satisfaire les demandes formulées par les contribuables de ce secteur. Il est également résolu que demande soit faite aux autorités gouvernementales compétentes d'accorder à la Cité une subvention additionnelle de $2,000,000.00 pour permettre la réalisation de ce programme.

ADOPTE

314/5/79 Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que M. Gilles Charest soit autorisé à assister au congrès provincial de l'Association des Arénas du Québec Inc. qui se tiendra à Témiscamingue-Abitibi du 28 mai au 1er juin 1979.

ADOPTE

315/5/79 Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que demande soit faite à l'Hydro-Québec de procéder sans retard aux travaux d'amélioration d'éclairage des rues St-Omer, Ferland, 8ième, 9ième et 10ième Avenues, qui ont été demandés par la Cité en 1978 et qui ne sont pas encore exécutés.

ADOPTE

Les conseillers Lindor Letendre, J-Bruno Smith et Jean-Paul Généreux se disent déçus des lenteurs de l'Hydro-Québec à exécuter de tels travaux, compte tenu du fait que la Cité paie des factures importantes pour la fourniture de l'électricité.

316/5/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que M. Denis Luneau soit autorisé à participer à la conférence annuelle de l'Association Québécoise d'Urbanisme qui se tiendra à Rivière-du-Loup les 13, 14 et 15 juin 1979.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

150

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

317/5/79

Le conseiller Marcel Joyal donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $250,000.00 représentant la participation de la Cité à un Programme de Restauration (extension du programme actuel) dans le secteur St-Joseph--St-Jean-Baptiste.

318/5/79 Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que M.Yves Pouliot, Directeur de Police, soit autorisé à suivre le cours d'enquête-incendie qui sera dispensé au Centre d'étude fédéral à Arnprior du 26 au 31 août 1979.

ADOPTE

319/5/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que M. Claude Boucher, Directeur Général de la Cité, soit autorisé à accepter l'invitation qu'il a reçue de participer à titre de personne ressource au colloque-conférence "Loisirs et Municipalités Horizon 84" qui se tiendra à Sherbrooke les 16 et 17 mai 1979.

ADOPTE

320/5/79 Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que le rapport "Politique de location des aménagements de loisirs" préparé par les Services Récréatifs et Communautaires en avril 1979 soit accepté tel que rédigé et que les tarifs de location établis par ce document soient mis en vigueur immédiatement.

ADOPTE

321/5/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert et unanimement résolu que M. Roland Janelle, régisseur des arts de la scène aux Services Récréatifs et Communautaires de la Cité, soit félicité pour avoir été nommé membre du Conseil d'Administration de la Société de Développement des Industries Culturelles formé par le Gouvernement du Québec (SDIC). M. Roland Janelle est par le présente autorisé à participer aux réunions convoquées par ledit Conseil d'Administration.

ADOPTE

322/5/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que Mlle Linda Laplante, soit engagée au poste de Chargée des Opérations Financières des Programmes d'Aménagement de la Cité. Elle entrera en fonction le 14 mai 1979 et sera rémunérée conformément à la politique salariale qui régit les employés non syndiqués au Service de la Cité.

ADOPTE

323/5/79 Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que M. Denis Luneau, directeur du Service de la Planification, assume également le poste de Coordonnateur des Programmes d'Aménagement. La présente abroge à toutes fins que de droit la résolution no. 642/12/76.

ADOPTE

INITIALES DU MAIRE
151
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

324/5/79 Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que M. Michel Limoges soit nommé Chargé des Programmes d'Aménagement.

ADOPTE

325/5/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que M. Serge St-Onge soit engagé à titre de policier-pompier au Service de Police et Incendies de la Cité avec période de probation de six mois à compter de sa date d'entrée en fonction. Sa rémunération et ses bénéfices marginaux seront conformes aux stipulations de la convention collective en vigueur.

ADOPTE

326/5/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que M. Pierre Bergeron soit engagé à titre de policier-pompier au Service de Police et Incendies de la Cité avec période de probation de six mois à compter de sa date d'entrée en fonction. Sa rémunération et ses bénéfices marginaux seront conformes aux stipulations de la convention collective en vigueur.

ADOPTE

327/5/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que M. Alain Rousseau soit engagé à titre de policier-pompier au Service de Police et Incendies de la Cité avec période de probation de six mois à compter de sa date d'entrée en fonction. Sa rémunération et ses bénéfices marginaux seront conformes aux stipulations de la convention collective en vigueur.

ADOPTE

328/5/79 Il est unanimement résolu que des condoléances soient adressées à la famille de M. Albert Ruel, décédé récemment.

ADOPTE

329/5/79 Il est unanimement résolu que des condoléances soient offertes à M. Nicolas Halikas à l'occasion du décès de son père, M. Paul Halikas.

ADOPTE

330/5/79 Il est unanimement résolu que des condoléances soient offertes à la famille de M. Germain Lampron, ex-conseiller de la Ville St-Joseph, décédé récemment.

ADOPTE

331/5/79 Il est unanimement résolu que des condoléances soient offertes à M. Michel Trudel à l'occasion du décès de sa mère, Mme. Georges Trudel.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

152

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

332/5/79

Il est unanimement résolu que des condoléances soient offertes à la famille de M. Louis G. Vigneault, décédé recemment.

ADOPTE

Le conseiller Marcel Joyal rappelle les coûts très élevés, aux environs de $8,000.00, du lot de 60 pieds pour assurer l'implantation des services d'égouts et d'aqueduc, de rue et de chaîne de trottoir, ainsi que d'éclairage.

Depuis plusieurs mois déjà, les membres du Conseil se sont penchés sur ce problème car il faut tout de même assurer la desserte de terrains.

Dans un premier temps, la Cité a entrepris la formule des P.A.A.T. (Programme d'acquisition et d'aménagement de terrains). En vertu de cette formule, la Cité se porte acquéreur de terrains non desservis, voit à l'implantation des services et procède à la revente des terrains. Cette revente est à un prix supérieur aux prix d'acquisition, de sorte que l'acquéreur paie immédiatement une partie du coût des services réduisant ainsi le fardeau de la communauté.

Le Conseil désire ce soir avertir la population qu'à compter de maintenant il ne faut plus espérer que la Cité procède à l'implantation de services dans les nouveaux développements à moins qu'une contribution ne soit payée comptant par les promoteurs pour défrayer dès l'origine une partie du coût des services.

Une formule à cet effet est à être mise au point et elle sera publiée sous peu.

Toutefois dès maintenant il faut signifier cette volonté ferme du Conseil d'exiger cette contribution directe car cette politique a une influence sur le marché. Alors qu'autrefois l'acquéreur de terrain pouvait escompter que le lot qu'il achetait serait desservi sans contribution ni taxe riveraine, mais uniquement à la charge de la communauté, cet acquéreur doit aujourd'hui savoir qu'il devra contribuer un montant d'argent comptant avant de pouvoir espérer des services et qu'il demeure également possible qu'une taxe riveraine sera exigée.

Il est également sous étude d'obtenir des garanties de tout promoteur de sorte que la Cité exigera que les lots desservis soient construits dans un certain laps de temps si non une taxe devra être payée comme si le lot était construit.

Le but de cette politique n'est pas d'empêcher le développement, mais au contraire de le permettre et de réadmettre l'entreprise privée dans une participation avec la Cité à ce développement.

333/5/79

Lecture est donnée du règlement No. 1302 concernant la mise en oeuvre d'un programme d'amélioration de quartiers, secteur Ste-Thérèse--St-Pierre - Emprunt de $700,000.00.

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

INITIALES DU MAIRE
153
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

334/5/79 Lecture est donnée du règlement No. 1305 amendant l'article 7.7.1 du règlement No. 801 - Marge de recul en secteur industriel.

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 593 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Cité pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No.1305 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 22 et 23 mai 1979.

335/5/79 Lecture est donnée du règlement No. 1306 - Emprunt de $63,000.00 pour compléter le programme d'amélioration de quartiers, secteur St-Joseph--St-Jean-Baptiste.

Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Roger Prince, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Le conseiller Lucien Couture, président du Comité de Police, souligne que la Semaine de la Police a commencé le 13 mai et se poursuivra jusqu'au 19 du même mois. Cette Semaine est soulignée conjointement par le Service de Police et le Club Optimiste dans le cadre du respect des lois et de l'autorité.

La population sera invitée à visiter le poste de police rénové récemment, tandis que les policiers visiteront les écoles et inviteront des étudiants à patrouiller avec eux afin de prendre connaissance de la nature de ce travail nécessaire pour la prévention du crime et des accidents et pour la sécurité publique.

Le conseiller Jean-Paul Généreux, président du Comité du Marché Public, informe la population que le marché public sera ouvert le mardi avant-midi à partir du 15 mai 1979. La température favorable justifie cette ouverture plus hâtive que par les années antérieures. Il souhaite que les clients du marché public soient heureux de cette initiative prise par les vendeurs avec la permission des autorités municipales.

336/5/79 Le conseiller Marcel Joyal donne avis de motion d'un règlement ayant pour objet de limiter le stationnement à 90 minutes sur le terrain situé à l'arrière des commerces de la rue Hériot, côté Nord.

337/5/79
RESCINDE
PAR RES.
340/5/79 Le conseiller Marcel Joyal donne avis de motion d'un règlement établissant des sens uniques dans le quartier commercial du bas de la ville (rues Hériot, Brock, Lindsay, Cockburn et Lowring).

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

154

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Ce règlement sera rédigé après consultation des hommes d'affaires opérant dans le secteur et il sera lu publiquement au moins deux fois avant qu'il soit adopté et mis en vigueur.

Le conseiller Marcel Joyal estime qu'il est possible d'entamer un dialogue sérieux avec les commerçants et d'en arriver à un consensus qui permettra d'améliorer la circulation dans le bas de la ville tout en favorisant l'achalandage des nombreux commerces situés dans ce secteur.

Le conseiller Lindor Letendre déclare que les marchands du bas de la ville sont désireux de stimuler leurs activités commerciales et qu'ils travaillent actuellement sur un projet qui sera présenté prochainement au Conseil pour approbation et contribution. Il semble que ce projet comportera entre autres choses, le rafraîchissement de la peinture sur les trottoirs et le remplacement du béton par de la brique antique sur un côté de la rue Hériot, entre les rues Dupont et Lowring.

La prochaine séance régulière sera tenue lundi, le 28 mai 1979, à 20 heures.

ET LA SEANCE EST LEVEE.

Greffier. Maire.

28 mai 1979

Procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Cité de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil le 28 mai 1979, cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRESENTS: MM. les conseillers Jean-Marie Boisvert, Lucien Couture, Jean-Paul Généreux, Marcel Joyal, Lindor Letendre, Raymond Luneau, Roger Prince et J.-Bruno Smith, sous la présidence de Son Honneur le Maire Philippe Bernier.

338/5/79 Attendu que les membres du Conseil ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière du 14 mai 1979; il est proposé

INITIALES DU MAIRE
155
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit accepté tel que rédigé.

ADOPTE

339/5/79

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que l'ordre du jour soit accepté tel que rédigé avec les additions suivantes:

3A. Avis de motion - sens uniques (M. Marcel Joyal).

31. Traverse des écoliers à l'intersection St-Pierre/ Cormier (M. Jean-Paul Généreux).

33. Centre Culturel (M. Roger Prince).

ADOPTE

Période de questions et renseignements

- M. Rosaire Fafard veut connaître l'intention du Conseil concernant la possibilité d'enlever les indications interdisant le stationnement sur la rue Bérard.

Sa demande ainsi que la requête signée par une quarantaine de citoyens seront étudiées par les services techniques de la Cité avant que le Conseil ne prenne une décision à ce sujet.

- Quelques résidants de la rue Des Plaines demandent au Conseil de ne pas faire déboucher cette rue sur la rue Des Pins, afin de conserver la tranquilité dont ils jouissent présentement.

Le Conseil étudiera la possibilité de boucler le réseau d'aqueduc du secteur sans prolonger cette rue, mais il faudra attendre que le programme P.A.A.T. soit établi d'une façon définitive avant de statuer sur ce sujet. Le conseiller Jean-Marie Boisvert suggère que cette demande soit inscrite à l'ordre du jour du prochain atelier de travail du 11 juin 1979.

- M. Réal Blouin du 299 rue Notre-Dame se plaint du fait que l'aménagement d'une piste cyclable sur la rue St-Frédéric empêche ses clients de stationner près de son commerce, ce qui lui cause un préjudice sérieux.

Monsieur le Maire et quelques conseillers qui se sont rendus sur place demandent aux responsables de l'aménagement des pistes cyclables de prendre les dispositions nécessaires pour que le tracé de cette piste soit modifié de façon à permettre certains espaces de stationnement dans le voisinage de ce commerce.

340/5/79

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal et unanimement résolu que l'avis de motion no. 337/5/79 (sens uniques dans le bas de la ville) soit rescindé.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

156

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Le conseiller Marcel Joyal explique que les marchands du bas de la ville ne sont pas favorables à l'établissement de sens uniques dans ce secteur et que le Conseil se doit de respecter la volonté des hommes d'affaires concernés.

C O R R E S P O N D A N C E:

- L'Association des Marchands du Drummond Centre-Ville demande:

  1- la réfection du trottoir sur la rue Hériot avec un pavage de brique antique sur un côté de la rue;
  2- une entente pour répartir les frais des travaux de peinture qui devront être effectués sur l'autre côté de cette rue;
  3- l'aménagement d'un stationnement sur le terrain acquis de Esso Impérial.

  D'autre part, elle donne son accord pour limiter à 90 minutes le stationnement sur le terrain situé à l'arrière des commerces du côté nord de la rue Hériot. Quant à l'établissement de sens uniques sur certaines rues, les marchands estiment que ce serait une entrave à l'achalandage.

  La Cité rencontrera l'exécutif de l'Association pour discuter de ces questions.

- Les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc. demandent l'autorisation de tenir le Bal du Chien Chaud le 5 juillet 1979.

  Cette permission est accordée et la Cité assumera le service de protection nécessaire à la bonne marche de cet évènement annuel.

  Le conseiller Roger Prince se dit très déçu par la vague de vandalisme qui a causé des dommages considérables aux équipements des Loisirs de Drummondville-Ouest Inc. Il souhaite que les dirigeants de cet organisme prennent les dispositions nécessaires pour protéger les équipements communautaires du secteur.

341/5/79

- L'Association des Marchands du Drummond Centre-Ville demande l'autorisation de tenir une vente trottoir les 5, 6 et 7 juillet 1979.

  Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Roger Prince, que cette autorisation soit accordée.

  ADOPTE

  Le greffier informera la compagnie Autobus Drummondville Ltée que la rue Hériot sera fermée durant ces trois jours, afin que le trajet des véhicules soit modifié durant cette activité.

INITIALES DU MAIRE
157
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

342/5/79 Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Cité pour la période s'étendant du 12 mai au 1er juin 1979, lesquels comptes totalisent la somme de $369,081.72.

Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTE

343/5/79 Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que les mutations de propriétés portant les numéros 9537 à 9582 inclusivement soient acceptées.

ADOPTE

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

344/5/79 1- CONSTRUCTION DE TROTTOIRS ET DE BORDURES DE BETON DANS CERTAINES RUES DE LA CITE

Soumissionnaires	Prix
. LAMBERT & GRENIER INC. N.D. du Bon-Conseil	$216,950.34
. SINTRA INC. N.D. du Bon-Conseil	$218,876.95

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que la plus basse soumission soit retenue à condition qu'elle soit en tout point conforme à l'appel d'offres de la Cité. Le maire ou à défaut le maire-suppléant et le directeur des travaux publics sont par la présente autorisés à signer une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution de ces travaux.

ADOPTE

2- CUEILLETTE ET TRANSPORT DES VIDANGES - SECTEURS D & E

Soumissionnaire	Prix
. RECUPERATION CASCADE INC. St-Nicéphore	$69,132.00

Attendu que cette soumission et celle présentée par le même soumissionnaire le 14 mai 1979 dépassent les prévisions budgétaires, le Conseil demande qu'elle soit portée à l'étude et mandate le Directeur Général de la Cité pour négocier une entente avec le soumissionnaire.

345/5/79 3- FABRICATION ET INSTALLATION D'UNE ENSEIGNE LUMINEUSE EN BORDURE DE LA ROUTE TRANSCANADIENNE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

158

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Soumissionnaires	Prix
. PRO 6 INC. Drummondville	$25,700.00, plus taxes applicables
. ENSEIGNES ANDRE INC. Drummondville-Sud	$29,106.00, taxes applicables incluses

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que la plus basse soumission soit retenue à condition que le produit offert soit jugé en tout point conforme à l'appel de propositions de la Cité et que cette enseigne soit acceptable par le Conseil.

Le Directeur des Travaux Publics est par la présente autorisé à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec le fournisseur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTE

346/5/79

4- CAMION P.T.C. 34,000 LB. (4 x 2), MODELE 1979

Soumissionnaire	Prix
. CENTRE DU CAMION BEAUDOIN ENRG. 5360 St-Roch - Dr'Ville	$37,778.00

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que cette soumission soit portée à l'étude et que son acceptation s'il y a lieu soit reportée à la prochaine séance régulière du Conseil.

ADOPTE

347/5/79

5- CHARGEUR-PELLE RETRO, MODELE 1979

Soumissionnaires	Prix
. M.C. EQUIPEMENT INC. Trois-Rivières Ouest	$56,185.00
. GUILBAULT HYDRAULIQUE INC. 481 St-Pierre - Dr'Ville	$34,841.00

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que la plus basse soumission soit retenue à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Cité.

ADOPTE

348/5/79

6- BRISE ROCHE HYDRAULIQUE

Soumissionnaires	Prix
. EQUIPEMENT PIEDMONT LTEE Boucherville	$21,900.00
. LES EQUIPEMENTS DOMAR INC. Montréal-Nord	$21,840.00
. M.C. EQUIPEMENT INC. Trois-Rivières Ouest	$26,191.00

INITIALES DU MAIRE
159
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que la plus basse soumission soit retenue à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Cité.

ADOPTE

349/5/79

7- FOURGONNETTE P.T.C. 8,550 LB (4 x 2), MODELE 1979

Soumissionnaire	Prix
. DRUMMOND AUTO LTEE 1163 Boul. St-Joseph - Dr'Ville	$8,869.00

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que cette soumission soit retenue à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Cité.

ADOPTE

350/5/79

8- ROULEAUX TANDEM VIBRANTS

Soumissionnaires	Prix
. LES EQUIPEMENTS CASE LTEE Ville St-Laurent	$7,586.00
. QUEMAT INC. Boucherville	$8,068.00
. MUSSENS EQUIPEMENT LTEE Lachine	$11,350.00 (modèle DD-18) $ 7,800.00 (démonstrateur)

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que la plus basse soumission soit retenue à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Cité.

ADOPTE

351/5/79

9- CAMIONNETTE "PICK UP" P.T.C. 5,500 LB (4 x 2), MODELE 1979

Soumissionnaire	Prix
. DRUMMOND AUTO LTEE 1163 Boul. St-Joseph - Dr'Ville	$7,094.00

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que cette soumission soit retenue à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Cité.

ADOPTE

352/5/79

10- ECHELLE AERIENNE, MODELE 1979

Soumissionnaires	Prix
. LES INDUSTRIES WAJAX LTEE Chomedey, Laval	$13,819.68
. KING TRUCK ENGINEERING LTD Ville d'Anjou, Montréal	$8,279.00

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

160

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que cette soumission soit portée à l'étude.

ADOPTE

353/5/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que le plan de redivision d'une partie du lot 162B-97, préparé par l'arpenteur-géomètre Gilles LeMaire le 1er mai 1979, pour le compte de M. André Goulet, soit accepté tel que soumis.

ADOPTE

354/5/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que le plan de subdivision d'une partie du lot 169, préparé par l'arpenteur-géomètre Gilles LeMaire le 10 avril 1979, pour le compte de M. Jean-Louis Gatien, soit accepté tel que soumis.

ADOPTE

355/5/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que le plan de redivision d'une partie du lot 147, Rang III, préparé par l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle le 19 avril 1979, pour le compte de MM. Georgios et Konstantinos Karkaselis, soit accepté tel que soumis.

ADOPTE

356/5/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que le plan de subdivision d'une partie des lots 273, 274, 275 et 276, Rang IV, préparé par l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle le 18 avril 1979, pour le compte de Ralston Purina Canada Inc., soit accepté tel que soumis.

ADOPTE

357/5/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que le plan de redivision d'une partie du lot 159-11, Rang III, préparé par l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle le 19 avril 1979, pour le compte de M. Claude Délisle, soit accepté tel que soumis.

ADOPTE

358/5/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, un protocole d'entente avec l'Association du Baseball Mineur de Drummondville.

ADOPTE

359/5/79 Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Roger Prince, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, un document accordant un droit de premier refus à Venture Carpets of Canada Ltd. pour l'achat d'un terrain industriel décrit à la minute 2299 de l'arpenteur-géomètre Gilles LeMaire en date du 26 octobre 1971 et annexée à la présente pour en faire partie intégrante. (MINUTE VERSEE AU DOSSIER: "VENTURE CARPETS OF CANADA LTD")

ADOPTE

360/5/79 Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que la Cité de Drummondville accepte de verser $30,000.00 à la Société d'Habitation du Québec comme participation pour l'aménagement d'une salle communautaire ajoutée aux 108 logements en construction en bordure de la rue Cockburn. La Cité paiera ce montant dès qu'un règlement d'emprunt aura été approuvé par le Ministère des Affaires Municipales.

ADOPTE

361/5/79 Le conseiller Raymond Luneau donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $34,500.00 représentant la participation de la Cité pour l'aménagement d'une salle communautaire dans l'édifice de 108 logements construit par la Société d'Habitation du Québec en bordure de la rue Cockburn.

Participation	$30,000.00
Frais de financement	$ 4,500.00
TOTAL:	$34,500.00

362/5/79 Le conseiller Jean-Paul Généreux donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $84,000.00 pour l'éclairage et l'aménagement de parcs et l'amélioration d'édifices municipaux.

Travaux	$72,000.00
Frais de financement	$12,000.00
TOTAL:	$84,000.00

363/5/79 Le conseiller Lucien Couture donne avis de motion d'un règlement interdisant la vente de produits alimentaires dans les établissements utilisés pour la vente de produits pétroliers.

364/5/79 Le conseiller Jean-Paul Généreux donne avis de motion d'un règlement modifiant le zonage des secteurs 04-03 et 04-17.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

162

INITIALES DU SEC.-TRES.

365/5/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que M. Roland Janelle soit autorisé à suivre le cours de "Marketing des Arts d'Interprétation" donné par l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales les 31 mai, 1 et 2 juin 1979.

ADOPTE

366/5 /79

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que M. Michel LeSage ou son délégué soit autorisé à assister au colloque intitulé "L'Evaluation et la Réhabilitation des Réseaux d'Egouts" organisé par l'A.Q.T.E. qui se tiendra à Mirabel les 11 et 12 juin 1979.

ADOPTE

367/5/79

CONSIDERANT que la rivière St-François et ses affluents assurent en eau potable les résidants de nombre de villes et villages situés dans le bassin de cette rivière et le long de ce cours d'eau;

CONSIDERANT que la rivière St-François constitue un lieu de récréation privilégié pour des centaines de milliers de personnes et qu'elle est un élément majeur de la qualité de l'environnement;

CONSIDERANT qu'il est dans l'intérêt économique de tous ses riverains que la rivière St-François soit dépolluée afin de diminuer les coûts de traitement des eaux potables et aussi pour assurer le développement du potentiel récréatif de notre province;

CONSIDERANT que toutes les études en rapport avec l'assainissement de la rivière St-François ont été complétées par les Services de Protection de l'Environnement;

CONSIDERANT que de nombreux organismes à la demande du gouvernement ont travaillé à sensibiliser la population de nos villes et villages à la nécessité d'assainir et de dépolluer nos lacs et rivières;

CONSIDERANT que l'assainissement de la rivière St-François fait partie des priorités arrêtées par les services du Ministère de l'Environnement du Québec;

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau et unanimement résolu que demande soit faite au gouvernement du Québec de procéder dans les plus brefs délais à l'assainissement de la rivière St-François et de ses principaux affluents.

ADOPTE

368/5/79

Le conseiller Marcel Joyal donne avis de motion d'un règlement acceptant le programme d'acquisition et d'aménagement de terrains, phase IV.

369/5/79

Le conseiller Jean-Marie Boisvert donne avis de motion d'un règlement établissant une convention avec le C.N. pour la construction d'une antenne ferroviaire dans le parc industriel régional et décrétant un emprunt de $615,028.00 à cette fin.

INITIALES DU MAIRE
183
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Travaux par la Cité	$325,000.00
Travaux par le C.N.	$234,116.00
Contingences	$ 55,912.00
TOTAL:	$615,028.00

370/5/79 Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que le Conseil de la Cité de Drummondville accepte le principe d'un encan multifonctionnel sur le site de l'emplacement de l'Exposition Agricole à Drummondville.

ADOPTE

371/5/79 Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que le Conseil accepte le rapport bi-annuel intitulé "P.A.Q./P.A.R.E.L., zone St-Joseph--St-Jean-Baptiste" tel qu'établi par M. Denis Luneau, arch., coordonnateur, le 28 mai 1979.

ADOPTE

372/5/79 Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que l'Hydro-Québec procède à la conversion du système d'éclairage des rues suivantes selon les normes ci-après décrites:

RUE	DISTANCE	UNITES	LUMENS REQUIS
7ième Avenue	De St-Frédéric à St-Jean	14	10,000
10ième Avenue	De St-Frédéric à St-Alphonse	3	10,000
11ième Avenue	De St-Frédéric à St-Damase	8	10,000
11ième Avenue	De St-Eusèbe à St-Laurent	4	10,000
St-Omer	De Cormier à Valois	9	10,000
Ferland	De Ringuet à Notre-Dame	6	10,000

la conversion devant se faire en remplaçant le système incandescent par un système à vapeur de mercure.

M. Michel LeSage, ing., Directeur des Travaux Publics, est par la présente autorisé à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec l'Hydro-Québec pour l'exécution de ces travaux.

ADOPTE

373/5/79 Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec la compagnie des Chemins de Fer Nationaux (C.N.) pour la construction d'une antenne ferroviaire dans le Parc Industriel Régional.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales Ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

164

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

374/5/79

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste Inc. concernant l'entretien de certains équipements récréatifs et communautaires.

ADOPTE

375/5/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que la firme d'ingénieurs-conseils Bruno Chevrette Inc. soit mandatée pour procéder à l'analyse des structures du marché municipal et fasse l'estimation des coûts des réparations qui pourraient s'avérer nécessaires.

Le Directeur des Travaux Publics précisera le mandat précité et est par la présente autorisé à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec la firme Bruno Chevrette Inc. pour l'exécution de ces travaux.

ADOPTE

376/5/79

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que les ingénieurs-conseils Hamel, Ruel, Beaulieu & Associés soient autorisés à préparer des plans et devis d'éclairage des rues Power et Sigouin.

Ce mandat sera précisé par le Directeur des Travaux Publics qui est par la présente autorisé à signer, pour et au nom de la Cité, un protocole d'entente avec la firme d'ingénieurs-conseils précitée.

ADOPTE

377/5/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que les ingénieurs-conseils Hamel, Ruel, Beaulieu & Associés soient autorisés à préparer les plans et devis d'un projet d'éclairage pour le secteur P.A.A.T., Phase I.

Ce mandat sera précisé par le Directeur des Travaux Publics qui est par la présente autorisé à signer, pour et au nom de la Cité, le protocole d'entente qui devra intervenir pour l'exécution de ces travaux.

ADOPTE

378/5/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que le Conseil accepte les plans 0572070 (P.A.Q., Ste-Thérèse--St-Pierre), feuilles 1 à 9, préparés par les ingénieurs-conseils Hamel, Ruel, Beaulieu & Associés et autorise ces derniers à les présenter aux Services de Protection de l'Environnement pour en obtenir l'approbation.

ADOPTE

Le conseiller Jean-Paul Généreux demande qu'une étude soit faite par les responsables de la circulation pour réduire les risques

INITIALES DU MAIRE
165
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

d'accidents à l'intersection des rues St-Pierre et Cormier aux heures où s'effectue la traverse des écoliers qui fréquentent l'école St-Pierre. De plus, il demande que les rapports commandés concernant les dangers qui existent à l'angle des rues Pelletier et St-Pierre, ainsi qu'à l'angle des rues Janelle et Cormier soient disponibles avant la séance régulière du 11 juin 1979.

379/5/79 Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que le Directeur des Travaux Publics fasse l'étude des travaux à effectuer pour les réparations urgentes qui devront être exécutées à la couverture du Centre Culturel. Le Directeur des Travaux Publics devra également voir au meilleur fonctionnement du système de climatisation au Centre Culturel.

ADOPTE

380/5/79 Il est proposé par le conseiller Lucien Couture et unanimement résolu que des félicitations soient offertes à Madame Lise Lauzière pour sa nomination au poste de vice-présidente de l'Association des Communicateurs Municipaux du Québec.

ADOPTE

Le conseiller Jean-Marie Boisvert estime que la personne chargée de la surveillance des parcomètres devra être avisée de procéder avec plus de discernement pour l'émission de billets d'infractions.

Le conseiller J.-Bruno Smith demande au greffier de remettre aux journalistes une photocopie de la lettre adressée au Conseil concernant les problèmes qui retardent la construction du Cegep.

Le conseiller Jean-Marie Boisvert félicite les responsables du Service des Travaux Publics pour avoir effectué des réparations au pavage de la rue Cormier.

381/5/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Marcel Joyal et unanimement résolu que des félicitations soient transmises à M. Joseph Clark pour son élection au poste de Premier Ministre du Canada.

ADOPTE

382/5/79 Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux et unanimement résolu que des félicitations soient transmises à Me Yvon Pinard pour sa réélection comme député du Comté de Drummond.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

166

INITIALES DU SEC.-TRES.

Le greffier informe le Conseil qu'une séance spéciale sera tenue vendredi, le 1er juin 1979, à 16:00 heures.

La prochaine séance régulière du Conseil se tiendra lundi, le 11 juin 1979, à 20:00 heures.

ET LA SEANCE EST LEVEE.

Greffier. Maire.

1er juin 1979

Procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Cité de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 1er juin 1979, à 16:00 heures, cette séance en étant une SPECIALE tenue pour les raisons suivantes:

" 1. Lecture du règlement No. 1307 amendant le règlement de zonage No. 801, de même que le plan l'accompagnant, en incorporant au secteur 04-17 une partie du secteur 04-03.

2. Lecture du règlement No. 1309 établissant une convention avec le C.N. pour la construction d'une antenne ferroviaire dans le parc industriel régional et prévoyant l'emprunt nécessaire à cette fin.

3. Lecture du règlement No. 1310 - Adoption du programme "P.A.A.T., Phase IV".

4. Lecture du règlement No. 1311 - Règlement d'emprunt prévoyant l'acquisition de gré à gré ou par voie d'expropriation des terrains visés par le P.A.A.T., Phase IV.

5. Lecture du règlement No. 1312 - Règlement d'emprunt prévoyant l'installation de services d'aqueduc, d'égouts et de fondation de rues dans le secteur du P.A.A.T., Phase IV (Partie A).

6. Adoption d'une résolution autorisant le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, à signer pour et au nom de la Cité une convention de modification à intervenir avec la Société d'Habitation du Québec re: mise en oeuvre du P.A.Q., St-Joseph--St-Jean-Baptiste (formules 1846 et 1847).

7. Acceptation de la soumission de Récupération Cascade Inc. re: cueillette des vidanges.

INITIALES DU MAIRE
167
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

8. Acceptation des coûts d'installation et d'entretien de la traverse du C.P. - rue St-Damase.

9. Approbation des plans nos 1286 et 1286-B concernant la nouvelle implantation de la voie du C.P. advenant l'ouverture de la rue St-Damase.

10. Approbation et ratification de la disparition de la voie du C.P. traversant les rues Lindsay, Brock et Hériot, ainsi que l'embranchement industriel qui traverse la rue St-Jean. "

SONT PRESENTS: MM. les conseillers Lucien Couture, Jean-Paul Généreux, Raymond Luneau, Roger Prince et J.-Bruno Smith, sous la présidence du conseiller Jean-Marie Boisvert agissant comme maire-suppléant.

383/5/79

Lecture est donnée du règlement No. 1307 amendant le règlement de zonage No. 801 en incorporant au secteur 04-17 une partie du secteur 04-03.

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 426-1° de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires des secteurs concernés pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1307 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 26 et 27 juin 1979.

384/5/79

Lecture est donnée du règlement No. 1309 établissant une convention avec le C.N. pour la construction d'un embranchement ferroviaire dans le parc industriel régional de Drummondville et décrétant un emprunt de $615,028.00.

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

*

385/5/79

Lecture est donnée du règlement No. 1310 acceptant le programme d'acquisition et d'aménagement de terrains appelé "P.A.A.T., Phase IV".

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

*

Conformément aux prescriptions de l'article 474, paragraphes 4 et 7 de la Loi des Cités et Villes, le maire ou le Conseil décrétera un référendum sur le règlement No. 1309.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

168

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

386/5/79

Lecture est donnée du règlement No. 1311 décrétant un emprunt au montant de $285,000.00 pour l'acquisition de terrains nécessaires pour la réalisation du programme d'acquisition et d'aménagement de terrains (P.A.A.T.), Phase IV, décrété par le règlement No. 1310 et l'arrêté en conseil numéro 1423-79.

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

387/5/79

Lecture est donnée du règlement No. 1312 décrétant un emprunt de $501,300.00 pour l'exécution de travaux d'aqueduc, d'égouts et de fondation de rues - Programme d'Acquisition et d'Aménagement de Terrains, Phase IV, Partie A.

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

388/5/79

Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à signer pour et au nom de la Cité une convention de modification à intervenir avec la Société d'Habitation du Québec concernant la mise en oeuvre du Programme d'Amélioration de Quartiers, secteur St-Joseph--St-Jean-Baptiste.

ADOPTE

389/5/79

Amendée par rés. 394/6/79

Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que la Cité accepte les offres de services présentées par Récupération Cascade Inc. les 14 et 28 mai 1979 pour la cueillette des vidanges. Les modalités de cueillette seront conformes aux appels d'offres de la Cité sauf que cette convention sera valable pour 3 ans et que les prix payés seront les suivants:

- Période du 4 juin 1979 au 3 juin 1980 - $225,104.00
- Période du 4 juin 1980 au 3 juin 1981 - $236,104.00
- Période du 4 juin 1981 au 3 juin 1982 - $246,836.00

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution de ces travaux, ladite convention étant cependant sujette à l'approbation préalable de la Commission Municipale du Québec.

ADOPTE

390/5/79

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que la Cité de Drummondville accepte d'assumer les coûts d'installation et d'entretien de la traverse de la future rue St-Damase dans les proportions à être précisées suite à une négociation à intervenir avec le Canadien Pacifique.

ADOPTE

INITIALES DU MAIRE

169

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

391/5/79 Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Roger Prince, que la Cité de Drummondville approuve et ratifie les plans nos 1286 et 1286-B concernant la localisation et la nouvelle implantation de la voie du Canadien Pacifique devant permettre l'ouverture de la rue St-Damase.

ADOPTE

392/5/79 Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Roger Prince, que la Cité de Drummondville approuve et ratifie la disparition de la voie ferrée du Canadien Pacifique traversant les rues Lindsay, Brock et Hériot à Drummondville le long de la rue Des Forges, ce qui entraînera la disparition de cette partie de l'embranchement ferroviaire, et accepte également l'enlèvement d'une des deux voies du Canadien Pacifique à travers la rue St-Jean.

ADOPTE

ET LA SEANCE EST LEVEE.

..... Greffier.

..... Maire-suppléant.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

11 juin 1979

Procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Cité de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil le 11 juin 1979, cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRESENTS: MM. les conseillers Jean-Marie Boisvert, Lucien Couture, Jean-Paul Généreux, Marcel Joyal, Lindor Letendre, Raymond Luneau, Roger Prince et J.-Bruno Smith, sous la présidence de Son Honneur le Maire Philippe Bernier.

393/6/79 Lecture est donnée du procès-verbal de l'assemblée du 28 mai 1979.

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté après avoir changé le dernier paragraphe de la résolution no. 352/5/79 pour qu'il se lise comme suit:

" Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que la plus basse soumission soit acceptée à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à la demande de soumissions de la Cité. "

ADOPTE

Le conseiller Roger Prince émet l'opinion que la plus basse soumission concernant la fabrication et l'installation d'une enseigne lumineuse en bordure de la route Transcanadienne acceptée par la résolution no. 345/5/79, devrait être étudiée attentivement par le Conseil avant de donner la commande. Selon lui, le texte proposé est beaucoup trop chargé pour être parfaitement visible de la route Transcanadienne.

Le greffier informe le conseiller Roger Prince que le Directeur des Travaux Publics a demandé une rencontre avec le Conseil pour préciser le texte qui devra être retenu avant que la commande ne soit donnée au soumissionnaire.

394/6/79 Lecture est donnée du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 1er juin 1979.

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que le procès-verbal de cette assemblée soit accepté après avoir corrigé les dates apparaissant à la résolution no. 389/6/79 qui sont erronées.

ADOPTE

395/6/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé après y avoir ajouté l'item 14. - "Rôle du délégué du Conseil à l'O.M.H." (M. Jean-Paul Généreux).

ADOPTE

Période de questions et renseignements

- M. Rosaire Fafard remercie le Conseil pour le changement opéré sur la rue Bérard qui lui permet de stationner en bordure de cette rue.

396/6/79 - M. Léo Vallières, propriétaire du magasin Canadian Tire, rue Cockburn, explique que son commerce subit un grave préjudice depuis que la Société d'Habitation du Québec a installé une clôture à la limite du terrain qu'elle a acquis de la Cité pour la construction de 108 logements. Le stationnement dont il dispose est limité à 75 places, soit à peu près la moitié du terrain qu'il pouvait utiliser antérieurement. Il souhaite que la Cité intervienne auprès de la Société d'Habitation du

Québec afin que cette dernière consente à lui vendre une partie de terrain ou qu'elle accepte d'enlever la clôture actuelle et autorise sa clientèle à utiliser certains espaces de stationnement disponibles.

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que la Cité tente de négocier avec la Société d'Habitation du Québec un arrangement qui pourrait agrandir les espaces de stationnement demandés par M. Vallières.

ADOPTE

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

397/6/79

1- SULFATE D'ALUMINIUM LIQUIDE

Soumissionnaires	Prix - F.A.B. Dr'Ville
. PRODUITS ALCAN CANADA LTEE Montréal	$101.55/tonne
. ALLIED CHEMICAL CANADA LTEE Pointe-Claire	$ 97.00/tonne

Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que la soumission de Allied Chemical Canada Ltée soit retenue.

ADOPTE

398/6/79

2- FOURNITURE ET POSE DE BETON BITUMINEUX EN 1979

Soumissionnaires		Prix unitaire Tonne M.	Montant
. SINTRA INC. N.D. du Bon-Conseil	-Couche de base	$25.15	$ 24,269.75
	-Mise en forme et correction du profil	$ 0.60	$ 4,500.00
	-Couche d'usure	$25.50	$150,450.00
	MONTANT TOTAL:		$179,219.75
. LACBEC INC. South Durham	-Couche de base	$27.30	$ 26,344.50
	-Mise en forme et correction du profil	$ 1.50	$ 600.00
	-Couche d'usure	$27.80	$164,020.00
	MONTANT TOTAL:		$190,964.50

Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Roger Prince, que la soumission de Sintra Inc. soit retenue. Le Directeur des Travaux Publics est par la présente autorisé à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution de ces travaux.

ADOPTE

399/6/79

3- TRAVAUX D'ECLAIRAGE DES PARCS CELANESE, MICHAUD (SECTION 1) ET MICHAUD (SECTION 2)

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

1.2

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Soumissionnaires		Prix
. PIERRE BROSSARD (1977) LTEE Ville de Brossard	Terrain Celanese Terrain Michaud (1): Terrain Michaud (2): TOTAL:	$56,612.34 $38,719.50 $11,812.69 $107,144.53
. PAUL SAVARD ENT. ELEC. INC. Drummondville	Terrain Celanese : Terrain Michaud (1): Terrain Michaud (2): TOTAL:	$55,817.99 $34,509.80 $12,245.38 $102,573.17

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que la plus basse soumission soit retenue à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à la demande de soumissions de la Cité.

Le maire ou à défaut le maire-suppléant et le directeur des travaux publics sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTE

C O R R E S P O N D A N C E:

- Les Semaines Culturelles du Centre du Québec Inc. remercient la Cité de Drummondville pour sa collaboration au Festival Multiart 1979 qui s'est soldé par un vif succès.

400/6/79

- La Fondation Québécoise d'Aide à l'Enfance Inadaptée sollicite l'autorisation de tenir une souscription durant une période d'une semaine.

  Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que cette autorisation soit accordée à condition que les responsables de cette souscription informent d'avance le trésorier de la Cité de la date de la tenue de cette campagne de souscription.

  ADOPTE

- La Corporation du Village Québécois d'Antan Inc. informe le Conseil que le camion incendie 1949 donné par la Cité sera conservé selon les critères établis par les règlements de ladite corporation. Advenant la fermeture du site, le camion sera retourné avec tous ses accessoires au donateur.

- La Commission Scolaire de Drummondville informe le Conseil que c'est avec regret qu'elle se voit dans l'obligation d'annuler la Super Fête de l'Enfant qui devait avoir lieu le 19 juin 1979.

401/6/79

- M. Jean-Claude Lagacé, président de la Semaine du Canada à Drummondville, informe le Conseil du programme des festivités établi pour souligner cette Semaine.

INITIALES DU MAIRE
173
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que ce programme soit accepté tel que proposé et que la Cité par ses services apporte sa collaboration pour assurer le bon déroulement des activités prévues.

ADOPTE

402/6/79

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Cité pour la période s'étendant du 26 mai au 8 juin 1979, lesquels comptes totalisent la somme de $527,444.58.

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Roger Prince, que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTE

403/6/79

Il est unanimement résolu que le conseiller J.-Bruno Smith soit félicité pour son élection récente au poste de président du CRD-04 et que des voeux de succès lui soient offerts dans l'exercice de son mandat.

ADOPTE

Le conseiller J.-Bruno Smith remercie ses collègues et sollicite leur appui pour seconder ses efforts pour mener à bien les dossiers qui concerneront notre territoire.

404/6/79

Son Honneur le Maire après avoir félicité M. Paul Lessard pour sa récente nomination au poste de Directeur du Bureau du Tourisme et des Congrès, l'invite à s'approcher du micro pour exposer ses principaux objectifs. M. Paul Lessard élabore sur les principaux projets qu'il entend réaliser avec ses collaborateurs pour mettre en valeur nos ressources touristiques et favoriser la tenue de nombreux congrès au centre du Québec.

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre et unanimement résolu que M. Paul Lessard soit félicité pour sa nomination et qu'il soit assuré de la plus entière collaboration des autorités municipales.

ADOPTE

405/6/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que des arrêts obligatoires soient installés aux intersections suivantes:

Cormier/Janelle (2)
St-Jean/8e Avenue (4)
Boul. Gall/Rogers Lane (1)
Cockburn/Dorion (2)

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales liée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

1.4

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

406/6/79

ATTENDU QUE la Société d'Habitation du Québec et la Cité de Drummondville ont le 7 mars 1977 signé un contrat pour subventionner des travaux de restauration d'édifices résidentiels dans un programme appelé "Restauration Zone St-Joseph--St-Jean-Baptiste";

ATTENDU QUE ledit programme de restauration prévoit dans le cadre de sa mise en oeuvre la restauration d'édifices par les propriétaires de ceux-ci et dont les coûts sont estimés à $3,300,000.00;

ATTENDU QUE la Société d'Habitation et la Cité de Drummondville se sont engagées à verser jusqu'à concurrence d'une somme n'excédants pas $750,000.00;

ATTENDU QUE les paiements anticipés aux propriétaires pour les travaux atteignent $3,300,000.00 et qu'ils recevront ainsi des subventions conjointes Société et Municipalité de l'ordre de $750,000.00;

ATTENDU QU'un nombre considérable de propriétaires ont manifesté l'intention de participer au programme et qu'un montant de $2,000,000.00 en travaux subventionnables serait nécessaire d'ici le 7 mars 1982 pour rénover plus de 250 logements;

A CES FINS ET EN CONSEQUENCE,
IL EST PROPOSE PAR LE CONSEILLER MARCEL JOYAL,
APPUYE PAR LE CONSEILLER RAYMOND LUNEAU,

QUE demande soit faite à la Société d'Habitation du Québec de porter le montant des travaux admissibles de $3,300,000.00 à $5,000,000.00 et la subvention conjointe de $750,000.00 à $1,250,000.00, la part de la Société d'Habitation du Québec étant majorée de $250,000.00 et équivalant à 12½%;

QUE demande soit faite à la Société d'Habitation du Québec de verser à la municipalité 50% du coût réel d'administration du programme de restauration et ce jusqu'à concurrence de 5% du coût total des travaux admissibles à la subvention conjointe.

ADOPTE

407/6/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que le rapport du Directeur du Service du Personnel intitulé "Mouvement du Personnel - Mai 1979" soit accepté tel que rédigé et versé aux archives de la Cité.

ADOPTE

408/6/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que Son Honneur le Maire, tous les conseillers disponibles et M. Georges Nijdam soient autorisés à assister à une session d'information qui se tiendra à Victoriaville le 14 juin 1979 et dont le thème sera: "Le Développement Economique des Régions du Québec".

ADOPTE

409/6/79 Lecture est donnée du règlement No. 1313 amendant le règlement de zonage No. 801 et le plan l'accompagnant en intégrant au secteur 09-07 CA le secteur 09-11 CV.

INITIALES DU MAIRE 1:5 INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 426-1° de la Loi des Cités et Villes, après que des avis publics auront été donnés de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires des secteurs concernés pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1313 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 3 et 4 juillet 1979.

410/6/79

Lecture est donnée du règlement No. 1314 amendant l'article 56 du règlement de circulation No. 1050.

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Le conseiller J.-Bruno Smith rappelle au Conseil que les marchands du Centre-Ville sont favorables à la mise en vigueur du règlement No. 1314. Le Conseil estime que le Directeur des Travaux Publics devrait rencontrer l'Association des Marchands du Drummond Centre-Ville pour statuer sur l'affichage qui devra être installé dans le stationnement visé par ce règlement avant que ledit règlement ne soit mis en vigueur.

Le conseiller Jean-Paul Généreux donne lecture d'un texte qui explique qu'à titre de délégué du Conseil de la Cité comme administrateur de l'Office Municipal d'Habitation, il ne possède aucune autorité pour sélectionner les futurs locataires des logements administrés par l'O.M.H. Il élabore longuement sur le système de pondération utilisé pour la sélection des occupants qui est établie par un comité composé d'un représentant de l'Office Municipal d'Habitation et un représentant du comité de locataires de logements municipaux.

Cependant à titre de conseiller, il entend demeurer disponible pour ceux qui désirent obtenir des renseignements sur la façon d'appliquer pour occuper un logement de l'O.M.H. Il demeure disposé à recevoir toute plainte ou relevé de fait pouvant être préjudiciable au bon fonctionnement de l'Office et pouvant être une source d'injustice face à la population.

411/6/79

Attendu que le Conseil estime que les logements construits à l'intention des personnes âgées et/ou défavorisées dans le territoire de la Cité et dont une partie du déficit est assumée par les contribuables devraient de préférence être mis à la disposition des résidants locaux; il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que demande soit faite à l'Office Municipal d'Habitation de reviser certains critères de sélection qui permettraient aux citoyens de Drummondville de gagner des points basés sur les années accumulées comme résidant (Exemple: 1 point par 5 ans de résidence).

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

1.6

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

412/6/79

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que des félicitations soient transmises à M. J. Lauzon et M. Gilles Théberge pour la qualité d'un article publié dans la revue Perspective concernant le succès remporté chez nous dans le cadre du Programme de la Stratégie Communautaire d'Emploi.

ADOPTE

413/6/79

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith et unanimement résolu que des condoléances soient offertes aux Conseils des Villes de Victoriaville et Arthabaska à l'occasion du décès de plusieurs citoyens du 3ième âge victimes d'un récent accident survenu sur la route Transcanadienne à la hauteur de Ste-Rosalie.

ADOPTE

414/6/79

Il est proposé par le conseiller Roger Prince et unanimement résolu que des félicitations soient offertes à tous les cadres de la Cité qui ont accepté de suivre un cours donné par l'Ecole Nationale d'Administration Publique concernant les processus rationnels d'analyse de problème et de prise de décisions.

ADOPTE

Le Conseil est heureux de constater que les cadres démontrent beaucoup de motivation pour se perfectionner par souci d'efficacité. Toutefois le Conseil qui a accepté de défrayer ce cours souhaite avec humour que les bénéficiaires n'invoqueront pas leurs nouvelles connaissances pour négocier des traitements supérieurs.

Vu que le 25 juin 1979 est une journée non juridique, la prochaine séance régulière du Conseil se tiendra le 26 juin 1979 à 20:00 heures.

ET LA SEANCE EST LEVEE.

.....
Greffier.

.....
Maire.



18 juin 1979

Procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Cité de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 18 juin 1979 à 16:00 heures, cette séance en étant une SPECIALE tenue pour les raisons suivantes:

"

1. Adoption d'une résolution autorisant le maire et le greffier à signer les contrats de vente à intervenir pour l'acquisition des terrains décrits au P.A.A.T., Phase IV.
2. Lecture et adoption du règlement No. 1315 - Règlement d'emprunt prévoyant l'exécution de travaux d'aménagement du parc industriel régional.
3. Lecture et adoption du règlement No. 1316 - Règlement d'emprunt prévoyant la réalisation de travaux d'aqueduc, d'égouts et d'ouverture de la rue Le Canadien.

SONT PRESENTS: MM. les conseillers Jean-Marie Boisvert, Lucien Couture, Jean-Paul Généreux, Raymond Luneau, Roger Prince et J.-Bruno Smith, sous la présidence du maire-suppléant, M. le conseiller Lindor Letendre.

415/6/79

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que la Cité achète les terrains ci-dessous décrits dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme d'Aménagement et d'Acquisition de Terrains, Phase IV (P.A.A.T., Phase IV);

DESCRIPTION TECHNIQUE	NUMERO DE LOT	PROPRIETAIRE	PRIX
4460 4492	Ptie s 128, Ptie s 130, 130-73 130-400 (rue)	Mme Valéda B. Bouchard	$85,000.00
4512	P.130-37 et 130-38	Gilles Rajotte	$ 5,500.00
4494	130-49 et 130-50	Roland Salvas	$ 7,800.00
4490	130-399	Charles Adam	$ 1,800.00
4487	P.130-42 et 130-43	Serge Ménard	$ 4,500.00
4480	130-69	Léo Allard	$ 3,000.00
4481	130-70	Mme Marie-Paule B. Bonin	$ 3,000.00
4482	130-71	Herman Pelchat	$ 3,000.00
4483	130-72	Jean-Marie Mélançon	$ 3,000.00
4484	130-74	Gaston Gendron	$ 3,000.00

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

178

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

DESCRIPTION TECHNIQUE	NUMERO DE LOT	PROPRIETAIRE	PRIX
4485	130-75	Clément Thibault	$ 3,000.00
4486	130-41 et P.130-42	Lawrence Caya	$ 4,500.00
4488	130-76 et 130-77	Charles Bastien	$ 6,000.00
4495	130-51 et 130-52	Mme Marielle H. Verrier	$ 6,000.00
4503	P.130-340, P.130-348, P.130-351, P.130-359, 130-341 à 130-347 et 130-352 à 130-358	Les Soeurs de la Présentation de Marie de Sherbrooke	$44,400.00
4513	130-35, 130-36 et P.130-37	Claude Lepage	$ 8,000.00
4491	130-78 et 130-79	Grégoire F. Girard	$16,600.00
4493	130-44 et 130-45	Gilles Leblanc	$16,600.00
4496	130-53	Denis Joly	$ 8,300.00

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs aux acquisitions précitées.

ADOPTE

417/6/79

Lecture est donnée du règlement No. 1316 prévoyant un emprunt de $671,000.00 pour l'exécution de travaux d'infrastructures sur la rue Canadien, sur une partie de la rue Rocheleau et sur la rue Veilleux.

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 593 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Cité pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1316 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 26 et 27 juin 1979.

416/6/79

Lecture est donnée du règlement No. 1315 prévoyant un emprunt de $424,160.00 pour l'exécution de travaux dans le parc industriel régional de Drummondville.

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 593 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Cité pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1315 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 17 et 18 juillet 1979.

INITIALES DU MAIRE

179

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

ET LA SEANCE EST LEVEE.

Greffier.

Maire-suppléant.

26 juin 1979

LA CITE DE DRUMMONDVILLE

Procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Cité de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil le 26 juin 1979, cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRESENTS: MM. les conseillers Jean-Marie Boisvert, Lucien Couture, Jean-Paul Généreux, Marcel Joyal, Lindor Letendre, Raymond Luneau, Roger Prince et J.-Bruno Smith, sous la présidence de Son Honneur le Maire Philippe Bernier.

418/6/79 Attendu que tous les membres du Conseil ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée du 11 juin 1979, il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé et que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture.

ADOPTE

419/6/79 Lecture est donnée du procès-verbal de l'assemblée spéciale du 18 juin 1979.

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté.

ADOPTE

420/6/79 Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

180

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Période de questions et renseignements

- M. André Guilbault de Guilbault Hydraulique Inc. voudrait savoir pourquoi la soumission qu'il a présentée le 28 mai 1979 pour la fourniture d'un chargeur-pelle rétro n'a pas été retenue. Il est d'avis que sa soumission était conforme à l'appel d'offres de la Cité, même si le prix demandé était de $21,344.00 inférieur à son compétiteur.

Le Directeur Général explique que les Services Techniques de la Cité peuvent lui donner les raisons qui ont justifié le rejet de la soumission qu'il a présentée le 28 mai 1979. Demande sera faite au Directeur des Travaux Publics de lui fournir les renseignements qu'il sollicite.

- M. Jacques Allie voudrait savoir si la Cité a l'intention de s'occuper de l'accueil des vietnamiens qui viendront bientôt s'établir à Drummondville.

Le Directeur Général explique que la Cité a déjà élaboré un projet d'accueil. D'autre part, la Commission Scolaire par son Service d'Education aux Adultes a déjà établi un programme pour que l'arrivée de ces nouveaux citoyens soit rendue facile et agréable. La Cité pour sa part entend collaborer pour favoriser l'intégration des arrivants et souhaite que notre population leur accorde confiance et bienvenue.

- J. Jacques Allie demande au Conseil s'il est possible d'aménager en espaces verts certains terrains situés au coin des rues St-Jean et Celanese, ainsi qu'un espace longeant la rue St-Damase entre le boulevard St-Joseph et la rue St-Albert.

Son Honneur le Maire explique à M. Allie que la Cité de Drummondville consacre beaucoup d'argent et d'efforts pour l'entretien des espaces verts qui sont très nombreux dans le territoire de la Cité. Pour ce qui concerne les endroits précités, demande sera faite au Directeur des Travaux Publics d'améliorer la propreté des lieux et d'y aménager de la verdure s'il y a lieu et ce dans le cadre des disponibilités budgétaires.

- M. Fred Tabah, gérant de l'usine Celanese Canada Ltée, informe le Conseil qu'il quittera son poste le 1er juillet prochain pour assumer d'autres fonctions à Montréal. Il déclare que c'est avec regret que son épouse et lui-même quitteront Drummondville qu'ils qualifient de ville accueillante et bien administrée.

Il remercie les autorités municipales pour les relations agréables dont il a bénéficié durant son séjour et qui lui ont permis de discuter de certains problèmes comme des hommes d'affaires se doivent de le faire. Il présente au Conseil M. Jean-Guy St-Roch qui à partir du 1er juillet 1979 assumera la gérance des usines de Drummondville et de Coaticook, ainsi que M. Olivier Fillion qui remplacera M. René Fortin comme Directeur des Relations Industrielles de l'usine locale.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

M. Tabah termine en soulignant avec éloge la valeur de l'équipe actuelle qui dirige l'usine Celanese et la qualité des employés qui ont permis à l'entreprise de marquer des points sur le plan de la rentabilité. Il souhaite que cette situation continue de s'améliorer pour le mieux-être de notre collectivité.

Son Honneur le Maire se fait le porte-parole de ses collègues du Conseil pour remercier M. Fred Tabah pour sa visite de courtoisie et pour les bonnes relations qu'il a entretenues avec les autorités municipales durant son terme d'office. L'usine Celanese étant la plus importante dans notre ville industrielle, elle constitue un apport considérable pour la vie économique de notre milieu et le Conseil autant que la population ne peuvent que collaborer pour qu'elle fonctionne et progresse. Il souhaite à M. Fred Tabah ainsi qu'à Jean-Guy St-Roch et M. Olivier Fillion beaucoup de succès dans leurs nouvelles fonctions et les assure de toute la collaboration du Conseil aussi souvent qu'elle sera requise.

421/6/79 Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Cité pour la période s'étendant du 9 juin au 1er juillet 1979, lesquels comptes totalisent la somme de $748,721.09.

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTE

422/6/79 Décision rendue suite à la soumission présentée le 28 mai 1979 concernant le sujet suivant:

- CAMION P.T.C. 34,000 LB. (4 x 2), MODELE 1979

Soumissionnaire	Prix
. CENTRE DU CAMION BEAUDOIN ENRG. 5360 St-Roch - Dr'Ville	$37,778.00

Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que cette soumission soit retenue à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Cité.

ADOPTE

423/6/79 Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

- TRAVAUX D'AQUEDUC ET D'EGOUTS SANITAIRE & PLUVIAL - P.A.Q., SECTEUR STE-THERESE

Soumissionnaire	Prix
. J.P. DOYON LTEE Nicolet	$699,996.10
. ARCO CONSTRUCTION INC. Plessisville	$854,284.47
. MASSICOTTE ET FILS LTEE Cap-de-la-Madeleine	$692,221.44

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Soumissionnaires (suite)	Prix
. SINTRA INC. N.D. du Bon-Conseil	$1,072,590.63

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que la plus basse soumission jugée conforme à l'appel d'offres de la Cité soit retenue. Le maire ou à défaut le maire-suppléant et le directeur des travaux publics sont par la présente autorisés à signer une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTE

C O R R E S P O N D A N C E:

424/6/79 - Le Conseil prend connaissance d'une lettre du Ministère des Affaires Culturelles du Québec qui demande qu'un représentant de la direction générale du Patrimoine soit entendu avant d'entreprendre la démolition de la gare du Canadien Pacifique. Cette rencontre est fixée à mercredi le 4 juillet 1979 à 10:30 heures.

Le conseiller Marcel Joyal se dit très déçu qu'un comité consacre son temps à entraver le projet du prolongement de la rue St-Damase qui depuis une quinzaine d'années est réclamé par le Conseil et la population afin de favoriser l'essor économique de Drummondville et d'améliorer la circulation et la sécurité en cas d'incendies.

Tous les conseillers à tour de rôle endossent les propos du conseiller Marcel Joyal et font l'historique du dossier très volumineux qui entoure ce projet. Les engagements de crédits en cours sont également soulignés.

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal et unanimement résolu qu'un télégramme soit expédié au Ministre des Affaires Culturelles, M. Denis Vaugeois, pour l'informer de l'importance de ne pas retarder indûment l'ouverture de la rue St-Damase et que le Conseil de la Cité de Drummondville a déjà analysé la possibilité de conserver la gare du Canadien Pacifique. Après étude des coûts, la municipalité a jugé qu'elle n'a pas les ressources pécuniaires pour conserver cet immeuble d'autant plus qu'il existe d'autres bâtiments plus anciens et dont la valeur architecturale et le site mériteraient beaucoup plus de considération.

ADOPTE

425/6/79 - Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert et unanimement résolu que le maire et le greffier soient autorisés à permettre, s'ils le jugent à propos, la tenue d'une campagne de souscription demandée par les handicapés de Drummondville.

ADOPTE

426/6/79 - La Corporation des Officiers Municipaux Agréés du Québec informe le Conseil que M. Roger Turcotte, C.A., trésorier de la Cité, a été élu administrateur de la section 2 de la C.O.M.A.Q..

Il est proposé par le conseiller Roger Prince et unanimement résolu que des félicitations soient offertes à M. Roger Turcotte pour cette nomination et qu'il soit autorisé à siéger au conseil d'administration de la C.O.M.A.Q. lorsque requis.

ADOPTE

INITIALES DU MAIRE

133

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

427/6/79 - La Jeune Chambre de Drummondville Inc. en tant que parrain du projet "La Sécurité En Couleur" sollicite une réception civique (conférence de presse) le 28 juin 1979 au Centre Culturel pour faire connaître ledit projet dans le cadre de l'Année Internationale de l'Enfant.

Il est unanimement résolu que cette demande soit acceptée.

ADOPTE

- L'Association Fibrose-Kystique, section Drummondville, remercie le Conseil pour la réception civique qui lui a été accordée le 17 mars dernier. Elle exprime sa gratitude à l'endroit de Mme Lise Lauzière, agent de communication de la Cité, pour l'accueil chaleureux qu'elle a ménagé aux participants.

- Le Conseil prend connaissance d'une requête signée par 15 citoyens qui demandent la disparition d'un embryon de dépotoir situé dans le triangle de la jonction des rues Notre-Dame, St-Jean et 6e Avenue.

Ce sujet ayant déjà été traité lors de la période de questions, le Conseil prend bonne note de cette demande.

- Lecture est donnée d'une lettre de M. M. Parent des Services de Protection de l'Environnement qui demande le nettoyage des lieux mentionnés au paragraphe précédent.

428/6/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que le conseiller Lucien Couture soit autorisé lors d'un prochain voyage en France à rencontrer les autorités municipales de Brive La Gaillarde pour discuter des modalités d'un jumelage éventuel avec la Cité de Drummondville et pour remercier les dirigeants de cette ville pour l'aimable invitation qu'ils nous ont déjà transmise au sujet d'un projet de jumelage.

ADOPTE

429/6/79 Lecture est donnée d'une résolution de la Municipalité des Cantons-Unis Wendover & Simpson qui demande la fourniture de l'eau pour 5 résidences en 1979 et environ 30 résidences en 1980.

Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que:

- la Municipalité des Cantons-Unis Wendover & Simpson soit remerciée pour avoir sollicité la fourniture de l'eau pour ces projets de développement et respecté la convention qui détermine les procédures à suivre dans un tel cas;
- la Municipalité des Cantons-Unis Wendover & Simpson soit informée que la Cité ne peut autoriser un raccordement sur la conduite de la rue Montplaisir parce que cette conduite appartient au Parc des Voltigeurs et que ce dernier est lié par une convention qui lui interdit de faire des raccordements sur la conduite de la rue Montplaisir sauf pour la desserte du Parc des Voltigeurs.

ADOPTE

430/6/79 Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que les conventions en vigueur pour la fourniture de l'eau aux municipalités des Cantons-Unis Wendover & Simpson et St-Nicéphore soient annulées à leur expiration et qu'elles ne soient renouvelées qu'après des négociations acceptables par la Cité.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

134

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

431/6/79

ATTENDU QUE M. Emile Courchesne offre de vendre à la Cité de Drummondville, corporation légalement constituée, l'immeuble composé du lot P.149-181 du cadastre officiel du Canton de Grantham, tel que le tout se trouve actuellement, avec toutes constructions, circonstances et dépendances y érigées;

ATTENDU QU'il y a lieu d'accepter cette offre de vente pour les fins du Programme d'Amélioration de Quartiers de la Cité de Drummondville;

En conséquence et sujet à approbation par la Société d'Habitation du Québec et à ratification par le lieutenant-gouverneur en Conseil, IL EST PROPOSE PAR LE CONSEILLER RAYMOND LUNEAU, APPUYE PAR LE CONSEILLER LUCIEN COUTURE, ET RESOLU A L'UNANIMITE:

QUE la Cité de Drummondville, corporation légalement constituée par Lettres Patentes émises par la Loi 2 GEO VI, 1938, chapitre 113, accepte l'offre de M. Emile Courchesne pour la vente de l'immeuble ci-après décrit, lequel immeuble est vendu avec les garanties ordinaires de droit, franc et quitte de toutes charges, hypothèques, privilèges et autres redevances quelconques savoir:

Désignation

Contenant en superficie 2,500 pieds carrés, mesure anglaise, le tout tel que montré au plan préparé par M. Gilles LeMaire, arpenteur-géomètre, daté du 7 juin 1977 et portant le numéro 4022 des minutes de son répertoire, lequel plan est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante après avoir été reconnu véritable et signé "Ne Varietur" par les parties.

Titres de propriété

L'acquéreur s'engage à ne point exiger du vendeur, au regard de l'immeuble ci-dessus, d'autres copies de titres que celles qu'il possède et couvrant la période des trente (30) dernières années de la date de ce jour; un certificat de recherches sera établi par l'acquéreur couvrant les trente (30) dernières années jusqu'à ce jour.

Possession et conditions

La Cité de Drummondville jouira et disposera de tout ce que ci-dessus vendu en pleine propriété, à compter de la signature de l'acte de vente, aux charges et conditions suivantes, savoir:

1. De prendre le tout dans son état actuel avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y attachées et notamment les servitudes d'utilité publique enregistrées contre ledit lot;

2. De payer le coût de l'acte de vente avec enregistrement et copie pour le vendeur;

3. De faire l'ajustement des taxes municipales, scolaires et autres redevances quelconques à la date de la signature de l'acte de vente;

4. La Ville n'ajustera pas les primes d'assurances. Le vendeur devra faire annuler sa police d'assurances et en retirer la ristourne, s'il y a lieu.

Prix

La présente vente est en outre faite pour et moyennant le prix et somme de vingt-trois mille dollars ($23,000.00) payable comptant lors de la signature de l'acte de vente.

Il ne résultera des présentes aucun privilège, ni hypothèque.

La présente vente est acceptée en conformité de l'offre signée le 13ième jour de juin 1979, laquelle offre est annexée à la présente résolution pour référence.

INITIALES DU MAIRE
135
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Il est de plus résolu:

QUE le Maire et le Greffier soient et ils sont autorisés à signer tous documents nécessaires aux fins des présentes.

ADOPTE

432/6/79 Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que la Cité de Drummondville accepte la localisation de l'immeuble portant les numéros civiques 560 et 562 rue Leclerc et sis sur le lot 162B-186 du cadastre du Canton de Grantham. La Cité reconnaît que la distance de l'immeuble à la ligne de rue ne respectait pas le règlement no. 527 en vigueur à la date de l'émission du permis de construction le 20 avril 1965, mais ce règlement a été abrogé et remplacé par le règlement no. 801 qui respecte les droits acquis avant le 5 juin 1968.

ADOPTE

433/6/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que MM. les conseillers Marcel Joyal, Roger Prince et J.-Bruno Smith soient autorisés à siéger sur le Comité Inter-municipal de Développement Economique.

ADOPTE

434/6/79 Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Lindor Letendre et résolu que la Cité accepte d'assumer sa part des coûts de relocalisation de la voie du C.P. requise pour l'ouverture de la rue St-Damase, le tout selon les proportions à être négociées avec le C.P.

ADOPTE

435/6/79 Le conseiller Marcel Joyal donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement No. 801 en modifiant le zonage du secteur 05-14 et agrandissant ledit secteur 05-14 à même une partie du secteur 05-02.

436/6/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que la Cité de Drummondville accepte les plans 0571570, feuilles 1 de 17 à 17 de 17, datés de juin 1979 et préparés par les ingénieurs-conseils Hamel, Ruel, Beaulieu et Associés concernant le collecteur Mercure et que ces derniers soient autorisés à les présenter aux Services de Protection de l'Environnement pour en obtenir l'approbation.

La Cité de Drummondville accepte que le partage des coûts supplémentaires à la subvention PAIRA soit discuté lors de réunions intermunicipales futures. Il est entendu que la Cité ne s'engagera pas à accepter l'exécution des travaux précités avant qu'une convention à cet effet ne soit signée.

ADOPTE

437/6/79 Le conseiller J.-Bruno Smith donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $185,000.00 pour la confection d'un rôle d'évaluation "nouvelle génération".

438/6/79 Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que Me Richard Prince, notaire, soit autorisé à rédiger un bail pour la location à M. Denis Lebel d'un terrain situé rue Manseau.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, le bail précité.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

136

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que Me André Jean, notaire, soit autorisé à rédiger les contrats d'acquisition des terrains visés par la mise en oeuvre du Programme d'Aménagement et d'Acquisition de Terrains, Phase IV (P.A.A.T., Phase IV).

439/6/79

ADOPTE

440/6/79

Lecture est donnée du règlement No. 1308 prévoyant un emprunt de $84,000.00 pour l'éclairage de parcs, l'aménagement de parcs et l'amélioration d'édifices municipaux.

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398 a à 398 o et 593 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Cité pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1308 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 10 et 11 juillet 1979.

441/6/79

Lecture est donnée du règlement No. 1317 autorisant un emprunt au montant de $25,000.00 pour défrayer le coût d'une étude régionale sur la disposition des eaux usées.

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 593 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Cité pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1317 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 10 et 11 juillet 1979.

442/6/79

Le conseiller Lindor Letendre donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $140,000.00 pour financer les prêts consentis par la Cité de Drummondville à l'Office Municipal d'Habitation pour la construction d'édifices municipaux, **Boul. St-Joseph, rues Brouillard, Manseau et 8e Avenue.**

443/6/79

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que la Cité achète les terrains ci-dessous décrits dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme d'Aménagement et d'Acquisition de Terrains, Phase IV (P.A.A.T., Phase IV):

DESCRIPTION TECHNIQUE	NUMERO DE LOT	PROPRIETAIRE	PRIX
4460 4492	Pties 128, Pties 130 130-73 130-400 (rue)	Mme Valéda B. Bouchard	$83,101.23
4512	P.130-37 et 130-38	M. Gilles Rajotte	$ 5,500.00
4494	130-49 et 130-50	Roland Salvas	$ 7,800.00
4490	130-399	Charles Adam	$ 1,853.50
4487	P.130-42 et 130-43	Serge Ménard	$ 4,500.00
4480	130-69	Léo Allard	$ 3,000.00

(suite)

DESCRIPTION TECHNIQUE	NUMERO DE LOT	PROPRIETAIRE	PRIX
4481	130-70	Mme Marie-Paule B. Bonin	$ 3,000.00
4482	130-71	Herman Pelchat	$ 3,000.00
4483	130-72	Jean-Marie Mélançon	$ 3,000.00
4484	130-74	Gaston Gendron	$ 3,000.00
4485	130-75	Clément Thibault	$ 3,000.00
4486	130-41 et P.130-42	Lawrence Caya	$ 4,500.00
4488	130-76 et 130-77	Charles Bastien	$ 6,000.00
4495	130-51 et 130-52	Mme Marielle H. Verrier	$ 6,000.00
4513	130-35, 130-36 et P.130-37	Claude Lepage	$ 8,010.00
4503	P.130-340, P.130-348, P.130-351, P.130-359, 130-341 à 130-347 et 130-352 à 130-358	Les Soeurs de la Présentation de Marie de Sherbrooke	$44,400.00

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs aux acquisitions précitées.

La présente résolution abroge à toutes fins que de droit la résolution no. 415/6/79.

ADOPTE

444/6/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que la Cité accepte les plans A-101, Aa-102, Aa-103, A-104 et A-105 (prolongement de la rue Marchand) préparés par l'ingénieur municipal et autorise ce dernier à les présenter aux Services de Protection de l'Environnement pour en obtenir l'approbation.

ADOPTE

445/6/79 Le conseiller Roger Prince donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement de zonage No. 801 (sous-articles 7.10.10.2 et 7.10.11.3).

446/6/79 Il est proposé par le conseiller Roger Prince et unanimement résolu que des condoléances soient offertes à la famille de M. Eugène Pelletier, ex-maire de la Cité(1936/1938) décédé récemment.

ADOPTE

447/6/79 Il est proposé par le conseiller Lucien Couture et unanimement résolu que des félicitations soient transmises aux dirigeants du Centre Récréatif St-Jean-Baptiste et aux autres organismes qui ont organisé avec succès les Fêtes de la St-Jean.

ADOPTE

Son Honneur le Maire relate qu'il a participé à une parade effectuée dans le centre-ville le 24 juin et qu'il a lui-même assisté aux festivités qui se sont déroulées au Parc St-Frédéric et au Domaine Biron. C'est avec reconnaissance qu'il félicite tous les organisateurs et les participants.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

448/6/79 Il est proposé par le conseiller Lucien Couture et unanimement résolu que la Cité s'inscrive au concours "Villes et Villages Fleuris" et "Maisons Fleuries" du Québec. La Cité entend collaborer avec la Fédération Provinciale des Sociétés d'Horticulture pour intéresser nos citoyens à y participer.

ADOPTE

449/6/79 Il est proposé par le conseiller Roger Prince et unanimement résolu que des félicitations soient transmises à la Société d'Agriculture du district de Drummond-Yamaska-Nicolet pour le succès qu'a connu l'exposition 1979 en attirant au delà de 105,000 visiteurs.

ADOPTE

450/6/79 Il est proposé par le conseiller Roger Prince et unanimement résolu que des félicitations soient offertes au conseiller J.-Bruno Smith pour avoir agi comme porte-parole du Conseil lors d'une rencontre avec un groupe de visiteurs japonais qui ont récemment séjourné dans nos murs. Non seulement nos hôtes ont apprécié son accueil chaleureux, mais ils ont savouré son verbe éloquent servi dans la langue de leur pays.

ADOPTE

Le conseiller J.-Bruno Smith se dit très heureux d'avoir eu l'honneur de représenter la Cité à cette occasion et il espère que son concours pourra éventuellement intéresser des entreprises japonaises à ouvrir une ou des usines à Drummondville dont la vocation industrielle est maintenant mieux connue de nos visiteurs.

Le conseiller Raymond Luneau fait part à ses collègues des nombreuses plaintes qu'il a reçues concernant les parcomètres qui n'indiquent pas la durée du stationnement. Il est entendu que la Cité tiendra compte de ces plaintes au moment de renouveler ces parcomètres ou d'en acheter de nouveaux.

451/6/79 Le conseiller J.-Bruno Smith exhibe une publication intitulée "Combattons la détérioration" et préparée conjointement par les responsables des Programmes d'Amélioration de Quartiers de Drummondville et Drummondville-Sud et invite la population à se procurer cette brochure de qualité maintenant disponible dans les caisses populaires.

Il est unanimement résolu que des félicitations soient offertes aux personnes qui ont travaillé à la rédaction de cette brochure.

ADOPTE

452/6/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert et unanimement résolu que M. Jean-Guy Guilbault soit félicité pour sa récente élection au poste de président de la Chambre de Commerce du Comté de Drummond et que la collaboration du Conseil lui soit offerte durant son terme d'office.

ADOPTE

ET LA SEANCE EST LEVEE.

....

Greffier. Maire.

INITIALES DU MAIRE

139

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

28 juin 1979

Copie du procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Cité de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil le 28 juin 1979, à 19:30 heures, cette séance en étant une SPECIALE convoquée par Son Honneur le Maire Philippe Bernier, conformément aux prescriptions de l'article 350 de la Loi des Cités et Villes et pour la raison suivante:

> Donner avis de motion d'un règlement décrétant des travaux pour le parc industriel régional de Drummondville pour un montant de $615,028.00 et appropriant une somme équivalente à même la balance de $1,513,000.00 de l'entente Canada-Québec, dans le cadre des ententes auxiliaires sur les infrastructures industrielles.

SONT PRESENTS: MM. les conseillers Jean-Marie Boisvert, Lucien Couture, Jean-Paul Généreux, Marcel Joyal, Lindor Letendre, Raymond Luneau, Roger Prince et J.-Bruno Smith, sous la présidence de Son Honneur le Maire Philippe Bernier.

Tous les membres du conseil renoncent par écrit à l'avis de convocation de cette assemblée spéciale, conformément à l'article 352 de la Loi des Cités et Villes.

453/6/79

Le conseiller Roger Prince donne avis de motion d'un règlement décrétant des travaux pour le parc industriel régional de Drummondville pour un montant de $615,028.00 et appropriant une somme équivalente à même la balance de $1,513,000.00 de l'entente Canada-Québec dans le cadre des ententes auxiliaires sur les infrastructures industrielles.

ET LA SEANCE EST LEVEE.

....

Greffier. Maire.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

190

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

29 juin 1979

Copie du procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Cité de de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil le 29 juin 1979, à 8:30 heures, cette séance en étant une SPECIALE convoquée par Son Honneur le Maire Philippe Bernier, conformément aux prescriptions de l'article 350 de la Loi des Cités et Villes et pour la raison suivante:

> Lecture et adoption du règlement No. 1318 décrétant des travaux pour le parc industriel régional de Drummondville pour un montant de $615,028.00 et appropriant une somme équivalente à même la balance de $1,513,000.00 de l'entente Canada-Québec dans le cadre des ententes auxiliaires sur les infrastructures industrielles.

SONT PRESENTS: MM. Les conseillers Jean-Marie Boisvert, Lucien Couture, Jean-Paul Généreux, Marcel Joyal, Lindor Letendre, Raymond Luneau, Roger Prince et J.-Bruno Smith, sous la présidence de Son Honneur le Maire Philippe Bernier.

Tous les membres du Conseil renoncent par écrit à l'avis de convocation de cette assemblée spéciale, conformément à l'article 352 de la Loi des Cités et Villes.

454/6/79 Lecture est donnée du règlement No. 1318 décrétant des travaux pour le parc industriel régional de Drummondville pour un montant de $615,028.00 et appropriant une somme équivalente à même la balance de $1,513,000.00 de l'entente Canada-Québec dans le cadre des ententes auxiliaires sur les infrastructures industrielles.

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lucien Couture que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

ET LA SEANCE EST LEVEE.

....

Greffier. Maire.

INITIALES DU MAIRE

191

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

9 juillet 1979

Copie du procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Cité de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil le 9 juillet 1979, cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRESENTS: MM. les conseillers Jean-Marie Boisvert, Jean-Paul Généreux, Marcel Joyal, Lindor Letendre, Raymond Luneau, Roger Prince et J.-Bruno Smith, sous la présidence de Son Honneur le Maire Philippe Bernier.

455/7/79 Attendu que tous les membres du Conseil ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée du 26 juin 1979, il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé et que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture.

ADOPTE

456/7/79 Lecture est donnée du procès-verbal de l'assemblée spéciale du 28 juin 1979.

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté tel que rédigé.

ADOPTE

457/7/79 Lecture est donnée du procès-verbal de l'assemblée spéciale du 29 juin 1979.

Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté tel que rédigé.

ADOPTE

458/7/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Roger Prince, que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé après y avoir ajouté les items suivants:

" 28A. Consommation d'eau (Jean-Paul Généreux)

29. Chargeur - pelle rétro (Lindor Letendre) "

ADOPTE

459/7/79 Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Cité pour la période s'étendant du 23 juin au 30 juin 1979, lesquels comptes totalisent la somme de $374,032.00.

Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

192

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

C O R R E S P O N D A N C E:

- Le Conseil prend connaissance d'une lettre signée par Me Paul Biron qui reproche au Conseil de vouloir renégocier des ententes avec les municipalités des Cantons-Unis Wendover & Simpson et de St-Nicéphore pour la fourniture de l'eau pendant qu'une convention similaire avec la municipalité de Grantham-Ouest ne sera pas modifiée.

  Son Honneur le Maire félicite Me Paul Biron pour l'intérêt qu'il porte à l'administration municipale. Toutefois, il comprend mal l'inquiétude du procureur des municipalités de St-Nicéphore et des Cantons-Unis Wendover & Simpson puisqu'il semble ignorer que dans l'éventualité d'une fusion de Drummondville avec Grantham-Ouest, la convention actuelle avec cette dernière municipalité n'aura pas à être renouvelée, parce que tous les contribuables de la nouvelle ville seront propriétaires de l'usine de traitement d'eau.

  Plusieurs conseillers expriment l'opinion que le coût de l'eau actuellement vendue à $0.30 le mille gallon doit être revisé pour tenir compte de l'augmentation des frais de production de l'eau potable.

460/7/79

- Lecture est donnée de deux lettres accompagnées de résolutions adoptées par le Conseil de la Municipalité de St-Nicéphore, aux fins de demander à la Cité l'autorisation de prolonger des conduites d'aqueduc, soit: 900 pieds sur la rue Benoit et 550 pieds sur la rue Salaberry.

  Considérant la capacité actuelle de production de l'usine de traitement d'eau de la Cité, il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, qu'avant d'accepter ou de refuser cette demande, le Directeur des Travaux Publics de la Cité soit autorisé à vérifier les plans et devis des projets de prolongement des conduites d'aqueduc précitées.

  ADOPTE

  Son Honneur le Maire explique qu'à l'heure actuelle l'usine de traitement d'eau produit environ 11.5 millions de gallons d'eau par jour et qu'à certaines heures de pointe, soit entre 19 et 22 heures, on doit puiser dans la réserve qui baisse à un niveau inquiétant. De toute évidence si la pluie tarde à venir, il faudra prendre des mesures drastiques pour interdire l'arrosage dans le territoire de la Cité et obtenir la collaboration des autres municipalités desservies par l'usine de traitement d'eau, afin de réduire le débit de l'eau pour ne pas compromettre le fonctionnement de certaines usines et pour protéger la collectivité en cas d'incendies.

  Tous les conseillers à tour de rôle expliquent qu'ils s'inquiètent de la pénurie d'eau qui devient menaçante et font appel au civisme de la population pour restreindre la consommation au minimum.

461/7/79

ATTENDU QUE depuis 15 jours le Conseil par le biais des média d'information a demandé la collaboration de la population pour minimiser la consommation de l'eau;

ATTENDU QUE les autorités municipales de Drummondville-Sud, des Cantons-Unis Wendover & Simpson, de Grantham-Ouest et de St-Nicéphore ont été informées qu'il y a lieu de ménager l'eau;

ATTENDU QUE les autorités policières des municipalités desservies par le filtre municipal ont été invitées à faire respecter les règlements en vigueur concernant la consommation de l'eau;

ATTENDU QUE malgré ces mesures la situation demeure critique et que certains consommateurs refusent de diminuer l'arrosage des parterres et le font en dehors des heures permises par la réglementation de la Cité;

POUR CES RAISONS, le conseiller Roger Prince donne avis de motion d'un règlement concernant l'usage de l'eau.

Le conseiller Roger Prince est d'avis que la demande de la municipalité de St-Nicéphore pour le prolongement de certaines conduites d'aqueduc arrive à un mauvais moment puisque l'usine de traitement d'eau ne peut suffire à la demande actuelle. Si la Cité hésite à donner son consentement, ce n'est pas par agressivité ou refus de collaborer mais par souci de fournir un service convenable aux personnes déjà desservies par la Cité.

Le conseiller Marcel Joyal regrette que certaines municipalités voisines qui sollicitent la fourniture de l'eau n'ont pas apporté une collaboration plus constructive au moment des pourparlers qui auraient pu permettre un agrandissement du filtre municipal. Me Paul Biron, procureur de ces municipalités, a peut-être manqué une belle occasion d'inviter ses employeurs à faire preuve de clairvoyance afin d'éviter la situation actuelle qui ne sera corrigée que par des investissements de plusieurs millions.

462/7/79 - La Société des Jeux du Québec Inc. convoque les représentants de la Cité à une rencontre avec le jury de sélection pour les Jeux du Québec été 1981 qui se tiendra le mercredi, 18 juillet 1979 à 10:30 heures à l'hôtel Hilton-Dorval.

Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que Son Honneur le Maire, les conseillers disponibles et les fonctionnaires municipaux concernés par le dossier présenté à la Société des Jeux du Québec Inc. soient autorisés à assister à cette rencontre.

ADOPTE

463/7/79 - M. Jean-Marc Laplante du 589 rue Notre-Dame demande qu'une clôture soit aménagée autour du Parc des Citoyens pour protéger les propriétés avoisinantes contre les balles perdues.

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que cette demande soit référée au Directeur des Services Récréatifs et Communautaires pour considération.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE
194
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Son Honneur le Maire invite M. J.-Jacques Paradis, secrétaire général de l'Office des Handicapés du Québec, à présenter au Conseil les responsables de cet organisme qui sont présents dans la salle.

M. J.-Jacques Paradis invite Mme Lorrette Champigny Robillard, directrice du Bureau de l'Office, à faire ces présentations; ce qu'elle accepte de bonne grâce. Les personnes qui l'accompagnent sont: Mlle Louise Paré, directrice, M. Jean-Jacques Paradis, secrétaire général, M. Robert Capistran, directeur et Me Denis Semco, conseiller juridique. Elle explique que le bureau de l'Office des Handicapés du Québec situé sur le Boulevard Lemire est en même temps le siège social provincial de ce nouveau service gouvernemental. Le personnel sera composé de 30 personnes dont 15 professionnels. Quant à l'organigramme et à la gamme des services dispensés par l'Office, un document sera disponible à la fin de septembre ou au début d'octobre 1979.

Son Honneur le Maire remercie les représentants de l'Office pour leur visite de courtoisie et leur souhaite bon succès dans leurs nouvelles fonctions.

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes ouvertes publiquement le 3 juillet 1979:

464/7/79 1- PARC INDUSTRIEL REGIONAL, ETAPE 5 (DOSSIER: 0561670-5)

Soumissionnaires	Prix
. CONSTRUCTION TERPEL LTEE Bécancour	$738,431.65
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. Drummondville	$608,335.60
. ARCO CONSTRUCTION INC. Plessisville	$713,899.12
. SPEKA INC. Drummondville-Sud	$647,544.55
. SINTRA INC. N.D. du Bon-Conseil	$617,578.65
. J.-P. DOYON LTEE Nicolet	$550,473.12

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que la plus basse soumission conforme soit retenue conditionnellement à la signature du contrat prévu à cette fin.

Le maire ou à défaut le maire-suppléant et le directeur des travaux publics sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTE

465/7/79 2- REFECTION DE LA TOITURE DU CENTRE CIVIQUE

Soumissionnaires	Prix
. LES COUVREURS R.B. INC. 1755 Sigouin, Dr'Ville	$25,500.00
. ROLAND BOLDUC INC. 652 Boul. Mercure, Dr'Ville	$18,975.00

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que la plus basse soumission conforme soit retenue conditionnellement à la signature du contrat prévu à cette fin.

Le Directeur des Travaux Publics est par la présente autorisé à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution de ces travaux.

ADOPTE

Le Conseil prend également connaissance des soumissions suivantes reçues ce jour:

466/7/79

- SOUFFLEUR A NEIGE, 2,000 TONNES/HEURE, MODELE 1979

Soumissionnaires		Prix	
. SMI QUEBEC		$86,964.00	
Division des Entreprises Caelter Ltée		- $10,500.00	(allocation
Montréal			pour échange,
	Prix net:	$76,464.00	souffleur 1948)
. EQUIPEMENT INTERPROVINCIAL LTEE		$86,165.00	
Pointe-Claire		- $ 8,000.00	(allocation
			pour échange,
	Prix net:	$78,165.00	souffleur 1948)

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que la plus basse soumission conforme soit retenue conditionnellement à la signature du contrat d'achat prévu à cette fin.

La présente autorise le Directeur des Travaux Publics à signer, pour et au nom de la Cité, le contrat d'achat ci-haut cité.

ADOPTE

467/7/79

ABROGEE PAR LA RESOLUTION NUMERO 512/7/79

Nonobstant la résolution qui précède, il est proposé par le conseiller Marcel Joyal et unanimement résolu qu'avant de signer un contrat d'achat pour un souffleur à neige d'une capacité de 2,000 tonnes/heure, le Directeur des Travaux Publics publie un appel d'offres pour la vente d'un souffleur à neige de marque Sicard, modèle 1948, ayant le numéro de série 354T, et que si le prix offert est avantageux, la Cité négociera un achat sans échange avec le plus bas soumissionnaire indiqué à la résolution no. 466/7/79.

ADOPTE

468/7/79

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que Me Marcel Bernier, notaire, soit autorisé à rédiger un acte de correction à intervenir entre la Cité de Drummondville et Dame Sylvia Lecomte Lamontagne concernant une partie des lots 263-6 et 263-7 du cadastre de la Ville de Drummondville Quartier Sud. Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à 1'acte de correction précité.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

136

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

469/7/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que le rapport rédigé par le Directeur du Service du Personnel et intitulé "Mouvement du Personnel - Juin 1979" soit accepté tel que rédigé et versé aux archives de la Cité.

ADOPTE

470/7/79 Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, un acte de mainlevée de la clause résolutoire contenue dans l'acte de vente que la Cité avait consenti à la compagnie Les Industries Moduline (Québec) Ltée devant Me Louis Morin, notaire, le 29 septembre 1972. Ledit acte de mainlevée préparé par Me Marc-André Joyal, notaire, sera annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme cédule "A".

ADOPTE

471/7/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux et unanimement résolu que le Comité Organisateur du Festival de l'Epi soit autorisé à tenir son 7ième festival au carré de l'église St-Pierre et Paul, jeudi le 16 août 1979. Il est entendu que le Directeur de Police et le Directeur des Travaux Publics apporteront leur collaboration habituelle pour assurer le bon fonctionnement de cette activité.

ADOPTE

472/7/79 Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que les arpenteurs-géomètres LeMaire & LeMaire soient autorisés à préparer la description technique du territoire des municipalités concernées par le projet de regroupement de Drummondville, Drummondville-Sud et Grantham-Ouest.

Le Directeur Général de la Cité précisera le mandat de ces consultants et négociera les délais pour la réalisation de ces travaux. Il est entendu que si cette firme ne peut espérer compléter son mandat dans des délais raisonnables, elle devra requérir les services d'une autre firme acceptée par le Directeur Général ou ce dernier pourra retenir les services d'une autre firme d'arpenteurs-géomètres pour l'exécution d'une partie du mandat précité.

ADOPTE

473/7/79 Le conseiller Roger Prince donne avis de motion d'un règlement de consolidation de dettes concernant le fonds industriel pour un montant n'excédant pas $160,000.00.

474/7/79 Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que la Cité de Drummondville vende, au pris de $0.06 le pied carré, à une compagnie à être formée et représentée par M. Guy Boissé, un terrain industriel situé dans le parc industriel municipal en bordure de la rue Power, ayant une superficie approximative de 320,000 pieds carrés et qui sera plus amplement décrit par une description technique préparée par l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle et annexée à la présente résolution pour en faite partie intégrante.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à cette vente.

ADOPTE

INITIALES DU MAIRE
197
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

475/7/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Roger Prince, que le conseiller Marcel Joyal soit nommé maire-suppléant pour une période de quatre mois en remplacement du conseiller Lindor Letendre dont le mandat est terminé.

ADOPTE

Son Honneur le Maire remercie le conseiller Lindor Letendre pour la disponibilité dont il a fait preuve durant son terme d'office.

Le conseiller Lindor Letendre se dit très heureux d'avoir pu rendre service et remercie les officiers municipaux qui lui ont apporté une excellente collaboration durant son mandat.

476/7/79 ATTENDU QUE dans le cadre des ententes auxiliaires fédérales-provinciales, la Cité de Drummondville a obtenu une subvention de $5,000,000.00 pour l'aménagement d'un parc industriel régional dont elle est le maître d'oeuvre;

ATTENDU QUE pour sa part la Cité a déjà déboursé la somme de $1,338,930.00 pour l'acquisition des terrains nécessaires à la création d'un parc industriel régional;

ATTENDU QUE grâce aux subventions consenties par le Comité, la Cité a déjà fait exécuter des travaux d'aqueduc, d'égouts, d'ouverture de rues, de station de pompage, etc... pour une somme de $3,487,000.00;

ATTENDU QU'il est impératif de poursuivre l'aménagement de ce parc industriel régional pour le rendre accessible et fonctionnel;

ATTENDU QUE suite à des négociations avec le comité directeur responsable des ententes auxiliaires fédérales-provinciales sur les infrastructures industrielles, il a été convenu qu'une subvention additionnelle de $1,572,582.67 pourrait être versée à la Cité pour des travaux d'infrastructures dans le parc industriel régional;

IL EST PROPOSE PAR LE CONSEILLER JEAN-MARIE BOISVERT,
APPUYE PAR LE CONSEILLER J.-BRUNO SMITH,

QUE la Cité exécute ou fasse exécuter en 1979/1980 les travaux énumérés aux annexes "A" et "B" attachées à la présente résolution pour en faire partie intégrante;

QUE la Cité de Drummondville demande au comité directeur de lui verser la subvention de $1,572,582.67 durant l'exercice financier 1979/1980 pour permettre l'exécution desdits travaux.

ADOPTE

477/7/79 Lecture est donnée du règlement No. 1319 amendant le règlement No. 801 en modifiant lezonage du secteur 05-14 et en agrandissant ledit secteur 05-14 à même une partie du secteur 05-02.

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 426-1° de la Loi des Cités et Villes, après que des avis publics auront été donnés de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires des secteurs concernés pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1319 et ce de 9:00 heures à 19:00 heuresles 31 juillet et 1er août 1979.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE
198
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Lecture est donnée du règlement No. 1320 amendant le règlement No. 801 (modifications des sous-articles 7.10.10.2 et 7.10.11.3).

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

478/7/79 Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 426-1° de la loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Cité pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1320 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 17 et 18 juillet 1979.

479/7/79 Lecture est donnée du règlement No. 1321 autorisant un emprunt au montant de $185,000.00 pour la confection d'un rôle d'évaluation "nouvelle génération".

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 593 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Cité pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1321 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 17 et 18 juillet 1979.

480/7/79 Lecture est donnée du règlement No. 1322 autorisant un emprunt au montant de $140,000.00 pour financer les prêts consentis par la Cité à l'O.M.H. de Drummondville pour la construction d'édifices municipaux: sites Boul. St-Joseph, rues Brouillard, Manseau et 8e Avenue.

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Marcel Joyal, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 593 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Cité pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1322 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 17 et 18 juillet 1979.

481/7/79 Le conseiller J.-Bruno Smith donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $337,000.00 représentant la participation de la Cité à un Programme de Restauration (extension du programme actuel) dans le secteur St-Joseph--St-Jean-Baptiste.

482/7/79 Le conseiller Raymond Luneau donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $45,000.00 pour des travaux d'aménagement du parc linéaire dans le secteur P.A.A.T., Phase 1.

483/7/79 Le conseiller Jean-Marie Boisvert donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $150,000.00 pour l'exécution de travaux d'éclairage dans le secteur P.A.A.T., Phase 1.

INITIALES DU MAIRE
199
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

484/7/79
(Abrogée par rés. no. 627/9/79 10 septembre 79)

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que le nom de Marie-Rivier soit donné à cette partie de rue récemment ouverte dans son prolongement jusqu'à la rue des Châtaigniers.

ADOPTE

485/7/79

Le Conseil prend connaissance d'un plan de subdivision d'une partie des lots 273, 274, 275 et 276, Rang IV, préparé par l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle le 18 avril 1979, pour le compte de la Cité de Drummondville.

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que ce plan de subdivision soit accepté tel que soumis et que le maire etle greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à le signer pour et au nom de la Cité.

ADOPTE

486/7/79

Le Conseil prend connaissance d'un plan de redivision d'une partie du lot 162B-338, préparé par l'arpenteur-géomètre Jean-Maurice LeMair le 28 mai 1979, pour le compte de M. Raynald Dumais.

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que ce plan de redivision soit accepté tel que soumis.

ADOPTE

Le conseiller Lindor Letendre énumère les raisons invoquées par le Directeur des Travaux Publics pour rejeter une soumission présentée par Guilbault Hydraulique Inc. pour la fourniture d'une pelle rétro. Ces raisons sont principalement la pesanteur de la machine, la transmission et une flèche extensible qui ne correspondaient pas au devis de la Cité. Il ajoute que la Cité ne peut être blamée de ne pas encourager cette entreprise locale puisqu'un relevé de factures payées en 1978 indique que des achats faits chez Guilbault Hydraulique Inc. sont supérieurs à $5,000.00.

Le conseiller Jean-Paul Généreux souhaite qu'à l'avenir le Directeur des Travaux Publics informe le Conseil lorsqu'il doit rejeter une soumission non conforme et dont le prix est le plus bas. Cette procédure permettrait aux autorités municipales de répondre adéquatement à des citoyen ou des fournisseurs qui questionnent durant les séances publiques.

487/7/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Roger Prince, que demande soit faite au Directeur des Travaux Publics de vérifier les cahiers des charges préparés par les officiers de son service et de s'assurer que les exigences formulées soient assez souples pour favoriser la compétition entre les fournisseurs.

ADOPTE

Le conseiller J.-Bruno Smith demande au Directeur Général s'il peut l'informer du cheminement du dossier de l'ouverture de la rue Marchand jusqu'au Boulevard Lemire.

Ces renseignements lui seront fournis dès que le Directeur Général aura consulté les Services Techniques de la Cité.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

200

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Période de questions et renseignements

M. Jacques Allie voudrait connaître les intentions du Conseil concernant la demande d'embellissement de certains espaces qu'il juge disgracieux.

Le conseiller Marcel Joyal déclare qu'il a visité les endroits déjà mentionnés par M. Allie et qu'il estime que même si ces espaces de terrains sont susceptibles d'être embellis, il faut comprendre que la Cité doit opérer d'une façon rationnelle et selon les budgets dont elle dispose. Ces travaux pourront être exécutés s'ils sont jugés prioritaires lors de l'établissement d'un prochain budget. Il invite les jeunes gens préoccupés par l'embellissement des espaces verts à prêter leur concours pour exécuter bénévolement les travaux de nettoyage et de ratissage des lieux publics qui leur semblent en mauvais état.

Son Honneur le Maire informe l'assistance que la prochaine assemblée régulière du Conseil se tiendra lundi le 23 juillet 1979 à 20:00 heures.

ET LA SEANCE EST LEVEE.

....

Greffier. Maire.

16 juillet 1979

Copie du procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Cité de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil le 16 juillet 1979, à 16:00 heures, cette séance en étant une SPECIALE convoquée par écrit pour les raisons suivantes:

1- Lecture et adoption du règlement no. 1311 - Emprunt de $285,000.00 - Achat des terrains nécessaires au P.A.A.T., Phase IV.

2- Avis de motion d'un règlement d'emprunt n'exédant pas $550,000.00 pour des travaux

d'infrastructures dans le secteur P.A.A.T., Phase IV, Partie A.

INITIALES DU MAIRE
201
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

SONT PRESENTS: MM. les conseillers Jean-Paul Généreux, Marcel Joyal, Lindor Letendre, Raymond Luneau, Roger Prince et J.-Bruno Smith, sous la présidence de Son Honneur le Maire Philippe Bernier.

488/7/79 Lecture est donnée du règlement no. 1311 - Emprunt de $285,000.00 - Achat des terrains nécessaires au P.A.A.T., Phase IV.

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Raymond Luneau que le règlement no. 1311 soit adopté.

ADOPTE

489/7/79 Le conseiller J.-Bruno Smith donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'exécédant pas $550,000.00 pour des travaux d'infrastructures dans le secteur P.A.A.T., Phase IV, Partie A.

ET LA SEANCE EST LEVEE.

.....
Greffier.

.....
Maire.

17 juillet 1979

Copie du procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Cité de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil le 17 juillet 1979, à 9:00 heures, cette séance en étant une SPECIALE convoquée par écrit pour les fins suivantes:

1- Lecture et adoption du règlement no. 1323 - Emprunt de $550,000.00 pour des travaux d'infrastructures dans le secteur P.A.A.T., Phase IV, Partie A.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE
202
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

SONT PRESENTS: MM. les conseillers Jean-Paul Généreux, Marcel Joyal, Lindor Letendre, Raymod Luneau, Roger Prince et J.-Bruno Smith, sous la présidence de Son Honneur le Maire Philippe Bernier.

490/7/79 Lecture est donnée du règlement no. 1323 - Emprunt de $550,000.00 pour des travaux d'infrastructures dans le secteur P.A.A.T., Phase IV, Partie A.

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Raymond Luneau que ce règlement no. 1323 soit adopté.

ADOPTE

ET LA SEANCE EST LEVEE.

..... Greffier.

..... Maire.

23 juillet 1979

Procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Cité de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil le 23 juillet 1979, cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRESENTS: MM. les conseillers Jean-Marie Boisvert, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Raymond Luneau, Roger Prince et J.-Bruno Smith, sous la présidence de Son Honneur le Maire Philippe Bernier.

491/7/79 Attendu que tous les membres du Conseil présents ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière du 9 juillet 1979; il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté tel que rédigé et que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture.

ADOPTE

492/7/79 Lecture est donnée du procès-verbal de l'assemblée spéciale du 16 juillet 1979. Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé

INITIALES DU MAIRE
293
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

par le conseiller Jean-Paul Généreux, que ce procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTE

493/7/79 Lecture est donnée du procès-verbal de l'assemblée spéciale du 17 juillet 1979. Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté tel que rédigé.

ADOPTE

494/7/79 Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que l'ordre du jour soit accepté tel que rédigé.

ADOPTE

495/7/79 Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Cité pour la période s'étendant du 7 juillet au 1er août 1979; lesquels comptes totalisent la somme de $503,483.25.

Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTE

C O R R E S P O N D A N C E:

- Le Conseil prend connaissance d'une demande de M. Gilles Beaudoin, maire de Trois-Rivières, qui sollicite l'appui de la Cité de Drummondville pour l'obtention des Jeux d'hiver du Canada 1983.

496/7/79 ATTENDU QUE la ville de Trois-Rivières a exprimé le désir d'obtenir les Jeux d'hiver du Canada 1983;

ATTENDU QUE la ville de Trois-Rivières est la capitale de la région 04 et considérant le rôle déjà joué par les villes de Trois-Rivières, du Cap-de-la-Madeleine et de Trois-Rivières-Ouest dans l'organisation d'évènements d'envergure nationale et internationale (Jeux du Québec 75, Congrès international d'éducation physique 1979);

ATTENDU QUE la compétence et la disponibilité professionnelles à différents paliers des institutions publiques et privées, ainsi que l'expérience de la population concernée face à l'organisation desdites activités, ont déjà été mises à l'épreuve;

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE
204
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

ATTENDU QUE par sa situation géographique et sa stabilité économique, la ville de Trois-Rivières est privilégiée pour la tenue d'un tel événement;

ATTENDU QUE l'U.Q.T.R. manifeste de l'intérêt face au projet de la ville de Trois-Rivières de tenir les Jeux d'hiver du Canada 1983 en conformité avec l'axe de développement de cette institution, en santé, loisirs et sports et par sa mission d'agent de progrès régional dans lesdits domaines;

ATTENDU QUE toute la région profiterait de l'implantation des facilités récréatives, sportives et culturelles;

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau et unanimement résolu que le Conseil de la Cité de Drummondville demande aux gouvernements provincial et fédéral de favoriser la ville de Trois-Rivières pour l'obtention des Jeux d'hiver du Canada 1983.

ADOPTE

- L'Honorable Joe Clark remercie le Conseil de la Cité pour lui avoir fait parvenir une résolution le félicitant pour son élection au poste de Premier Ministre du Canada.

497/7/79

- L'Ordre des Filles d'Isabelle demande à la Cité de défrayer le coût d'un cocktail qui sera offert au congrès de cet organisme qui se tiendra à Drummondville les 28, 29 et 30 septembre 1979.

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que la Cité de Drummondville accorde la somme de $250.00 pour défrayer une partie du coût du cocktail qui sera servi avant le banquet du 29 septembre. Ce montant sera pris à même les prévisions budgétaires des relations publiques en 1979.

ADOPTE

498/7/79

- Le Conseil prend connaissance d'une requête signée par 8 propriétaires de la rue Lapointe qui demandent que des travaux d'égouttement soient effectués en face de leurs demeures.

Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Roger Prince, que cette requête soit transmise au Directeur des Travaux Publics pour étude et analyse des coûts concernant les correctifs à apporter sur cette rue.

ADOPTE

- Trois contribuables de la rue Pelletier demande l'extermination des rats qui circulent près de leurs résidances.

Le conseiller Lindor Letendre explique que le Directeur des Travaux Publics a déjà pris des mesures pour exterminer cette vermine.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

499/7/79 Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que les mutations de propriétés portant les numéros 9583 à 9663 inclusivement soient acceptées.

ADOPTE

500/7/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, et unanimement résolu que des souhaits de bienvenue soient offerts à M. Odina Desrochers qui revient à Drummondville pour travailler au poste de radio C.K.R.V.

ADOPTE

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

501/7/79

1- VENTE DE PARTIE DU LOT 168-34-1

(Amendée par résolution no. 628/9/79 du 10 septembre 79)

Soumissionnaire	Prix
. M. MARTIAL KWAN 935 - 107e Avenue Drummondville-Sud	$3.25 le pied carré

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Roger Prince, que la Cité vende à M. Martial Kwan une partie du lot 168-34-1 du cadastre du Canton de Grantham ayant une superficie de 1,971 pieds carrés au prix de $3.25 le pied carré pour un montant total de $6,405.75. Ce montant sera payable comptant au moment de la signature de l'acte de vente.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à cette vente, à en recevoir le prix et en donner quittance.

ADOPTE

502/7/79

2- EMISSION D'OBLIGATIONS DE $3,306,000.00

Considérant que la Corporation de la Cité de Drummondville dans le Comté de Drummond a demandé le 5 juillet 1979 des soumissions privées pour la vente d'une émission d'obligations au montant total de $3,306,000.00;

Considérant qu'à la suite de cette demande, la corporation a reçu les six soumissions ci-dessous détaillées:

Nom du Soumissionnaire	Prix Offert	Montant	Taux	Echéance	Loyer
René T. Leclerc	95.50%	$ 454,000.	10¼%	1980 à 1984	10.9089
Incorporée	1.81%	$ 658,000.	10½%	1985 à 1989	
Banque Canadienne Impériale de Commerce	97.31%	$2,194,000.	10½%	1999	

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Nom du Soumissionnaire	Prix Offert	Montant	Taux	Echéance	Loyer
Lévesque, Beaubien Inc.	97.17%	$ 454,000.	10¼%	1980 à 1984	10.9138
	0.109%	$ 658,000.	10½%	1985 à 1989	
	97.279%	$2,194,000.	10½%	1999	
Geoffrion, Robert & Gélinas Ltée	95.00%	$ 454,000.	10¼%	1980 à 1984	11.2871
		$ 658,000.	10½%	1985 à 1989	
		$2,194,000.	10½%	1999	
Wood Gundy Limitée Greenshields Incorporée - La Banque Royale du Canada - Merrill Lynch, Royal Securities Limitée	97.959%	$1,112,000.	10½%	1980 à 1989	10.8193
		$2,194,000.	10½%	1999	
Banque Provinciale McNeil Mantha Inc. Desjardins, Couture Inc. - Mead & Co. Ltd. - Banque Canadienne Nationale	97.86%	$1,112,000.	10¼%	1980 à 1989	10.7790
		$2,194,000.	110½%	1999	
Brault, Guy, O'Brien Inc. - Bell Gouinlock and Co. Ltd.	97.24%	$1,112,000.	10¼%	1980 à 1989	10.8779
		$ 836,000.	10½%	1990 à 1994	
		$1,358,000.	10½%	1999	

Considérant que l'offre ci-haut provenant de Banque Provinciale, McNeil Mantha Inc., Desjardins, Couture Inc., Mead & Co. Ltd., Banque Canadienne Nationale, s'est avérée la plus avantageuse;

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert et résolu unanimement que l'émission d'obligations au montant de $3,306,000.00 de la Corporation de la Cité de Drummondville soit adjugée à Banque Provinciale, McNeil Mantha Inc., Desjardins, Couture Inc., Mead & Co. Ltd., Banque Canadienne Nationale.

La Maison J.B. Deschamps Inc. est par la présente autorisée à imprimer lesdites obligations.

ADOPTE

503/7/79

ATTENDU QUE la Cité de Drummondville émet des obligations pour un montant total de $3,306,000.00 en vertu des règlements d'emprunt suivants et pour les montants indiqués en regard de chacun d'eux:

INITIALES DU MAIRE

207

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Règlement numéro	Pour un montant de	Règlement numéro	Pour un montant de
1096	$ 10,000.	1241	$ 60,000.
1113	100,000.	1244	145,000.
1145	43,000.	1250	12,000.
1163	425,000.	1251	29,000.
1186	88,000.	1252	400,000.
1229	25,000.	1254	100,000.
1230	59,000.	1255	60,000.
1232	35,000.	1258	54,000.
1233	135,000.	1262	210,000.
1234	106,000.	1264	150,000.
1235	490,000.	1266	276,000.
1236	90,000.	1271	11,000.
1240	108,000.	1278	85,000.
			$ 3,306,000.

ATTENDU QUE pour les fins de ladite émission, il est nécessaire de modifier les règlements en vertu desquels ces obligations sont émises;

IL EST PAR CONSEQUENT PROPOSE PAR LE CONSEILLER J.-BRUNO SMITH, APPUYE PAR LE CONSEILLER JEAN-MARIE BOISVERT, ET RESOLU UNANIMEMENT:

QUE chacun des règlements d'emprunt indiqués ci-dessus soit et est amendé, s'il y a lieu, afin que chacun d'eux soit conforme à ce qui est stipulé ci-bas, et ce en ce qui a trait au montant d'obligations spécifié ci-haut en regard de chacun desdits règlements compris dans l'émission de $3,306,000.00:

1.-a) Les obligations seront datées du 20 août 1979 et deviendront échues en séries du 20 août 1980 au 20 août 1989 pour un montant de $1,112,000.00 et à fonds d'amortissement le 20 août 1999 pour un montant de $2,194,000.00.

1.-b) Les obligations échéant en séries comprennent les amortissements prévus pour les années suivantes:

20 août 1980	73,000.	20 août 1985	107,000.
20 août 1981	81,000.	20 août 1986	118,000.
20 août 1982	90,000.	20 août 1987	130,000.
20 août 1983	100,000.	20 août 1988	143,000.
20 août 1984	110,000.	20 août 1989	160,000.

2.- Les obligations ne seront pas rachetables par anticipation; toutefois, elles pourront être rachetées avec le consentement des détenteurs conformément à l'article 17 de la loi des dettes et emprunts municipaux et scolaires (Statuts refondus 1964, chapitre 171).

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

208

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

3.- Lesdites obligations comprises dans le fonds d'amortissement seront rachetables par anticipation. Un tel rachat s'effectuera aux dates ci-après, et pour le montant indiqué en regard de chacune d'elles:

20 août 1990	137,000.	20 août 1995	220,000.
20 août 1991	151,000.	20 août 1996	242,000.
20 août 1992	165,000.	20 août 1997	267,000.
20 août 1993	182,000.	20 août 1998	295,000.
20 août 1994	201,000.		

4.- Les obligations seront payables au porteur ou au détenteur enregistré, selon le cas, à toutes les succursales au Canada de la Banque Provinciale du Canada.

5.- Un intérêt à un taux n'excédant pas 12% l'an sera payé semi-annuellement le 20 février et le 20 août de chaque année sur présentation et remise à échéance des coupons attachés à chaque obligation; ces coupons seront payables au porteur seulement, aux mêmes endroits que le capital.

6.- Les obligations seront émises en coupures de $100.00 ou de multiples de $100.00.

7.- Les obligations seront signées par le maire et le greffier. Un fac-similé de leur signature respective sera imprimé, gravé ou lithographié sur les coupons d'intérêt. Cependant, un fac-similé de la signature du maire pourra être imprimé, gravé ou lithographié sur les obligations.

ADOPTE

504/7/79 Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith et résolu unanimement qu'appui soit officiellement donné au Comité Régional de Radio-Québec (région Mauricie Centre du Québec) dans la poursuite de ses représentations auprès des autorités compétentes pour l'installation dans les plus brefs délais d'une antenne de diffusion permettant l'accès direct à la programmation de Radio-Québec pour tous les citoyens de la région 04.

ADOPTE

505/7/79 ATTENDU QU'un plan provisoire pour fins de contrôle de la protection du territoire agricole de l'agglomération de Drummondville a été dûment préparé par le ministre, suivant les prescriptions de la loi 90, sanctionnée le 22 décembre 1978;

ATTENDU QUE ce plan ne contient pas, pour fins de contrôle, le territoire sous juridiction de la Cité de Drummondville;

ATTENDU QUE le secrétaire général de la Commission de protection du territoire agricole du Québec faisait parvenir à la Cité de Drummondville en date du 22 mars 1979 un avis de négociation de la zone agricole permanente de son territoire;

ATTENDU QU'un avis public de consultation et d'information de la population a été publié selon les prescriptions de l'article 47 de la loi 90;

ATTENDU QUE ladite assemblée publique s'est tenue à l'Hôtel de Ville de Drummondville le 27 juin 1979 à 19:30 heures et que le procès-verbal de cette assemblée est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante (procès-verbal versé au dossier);

ATTENDU QUE les autorités municipales ont clairement énoncé leur intention de demander à la Commission de rendre permanente la partie du plan provisoire qui les concerne;

ATTENDU QUE la Cité a déjà planifié, sous forme de concept, l'aménagement total de son territoire et que cet aménagement ne prévoit pas d'usage agricole comme tel;

ATTENDU QUE la municipalité prévoit de ce fait assumer le leadership en matière de développement urbain de l'agglomération;

ATTENDU QU'aucun résidant de la municipalité n'a manifesté le désir de voir zoné agricole une partie du territoire municipal et que les représentants de l'Union des Producteurs Agricoles se sont montrés favorables aux vues exprimées par la municipalité;

Pour tous ces motifs, il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Roger Prince et unanimement résolu que demande soit faite à la Commission de protection du territoire agricole du Québec d'exclure le territoire de la Cité de Drummondville, du plan permanent de contrôle de la protection du territoire agricole de l'agglomération.

ADOPTE

506/7/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que des indicateurs "ARRET/STOP" soient installés sur la rue St-Pierre à la hauteur de la rue Pelletier.

ADOPTE

508/7/79 Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que le règlement No. 1314 adopté par le Conseil le 11 juin 1979 soit mis en vigueur à partir du 1er août 1979. Ce règlement a pour but de limiter à 90 minutes maximum le stationnement sur le terrain situé à l'arrière des commerces entre la rue Dupont, la rue Lowring et le Parc Woodyatt.

ADOPTE

509/7/79 Le conseiller Raymond Luneau donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement No. 801 en modifiant le zonage d'une partie du secteur 02-01.

507/7/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que des signaux clignotants de couleur jaune soient installés sur la rue St-Pierre (coin Ringuet) et que des signaux clignotants de couleur rouge soient installés sur la rue Ringuet (coin St-Pierre)

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

210

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

ATTENDU QUE la Cité a procédé à l'analyse complète de la situation concernant ses facilités et ses ressources humaines à la réalisation des Jeux d'été 1981;

510/7/79 ATTENDU QUE la Cité a obtenu officiellement tous les appuis des corps publics, semi-publics, des organismes de loisirs, organismes de services et organismes privés indispensables à la tenue des Jeux;

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert et unanimement résolu que la Cité pose sa candidature comme "Ville-Hôtesse" des Jeux d'été du Québec pour l'année 1981.

A cet effet, le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, le protocole d'entente entre la Société des Jeux du Québec Inc. et la Cité de Drummondville.

ADOPTE

511/7/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que les ingénieurs-conseils de Bruno Chevrette et Associés soient autorisés à procéder à l'étude de la structure du marché public. Ce mandat sera précisé par le Directeur Général de la Cité et les honoraires professionnels pour l'exécution de ces travaux ne devront pas excéder $4,000.00.

ADOPTE

512/7/79 Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que la résolution no. 467/7/79 soit abrogée (Appel d'offres pour la vente d'un souffleur à neige de marque Sicard 1948).

ADOPTE

513/7/79 Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que la Cité de Drummondville vende à une compagnie à être formée, ici représentée par M. Guy Boissé, un morceau de terrain de figure trapézoidale, connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro cent soixante-six A (Ptie 166A) du Rang III du cadastre officiel du Canton de Grantham, Division d'Enregistrement de Drummond, Municipalité de la Cité de Drummondville, borné et décrit comme suit:

Bornes:

Ce morceau de terrain est borné vers le nord-est par une autre partie du lot 166A, vers le sud-est par une autre partie du lot 166A (rue Power), vers le sud-ouest par une autre partie du lot 166A et vers le nord-ouest par les lots 166A-16 et 166A-17 et par une autre partie du lot 166A.

INITIALES DU MAIRE
211
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Description:

Ce morceau de terrain peut être décrit plus spécifiquement de la manière suivante: Commençant à un point indiqué par la lettre A au plan annexé à la description technique: répertoire no. 1154, minute no. 1656, et situé à l'intersection de la ligne de division entre les lots 166A-12 et 166A-17 avec la ligne sud-est du lot 166A-17; de là, dans une direction conventionnelle de quatre-vingt-dix degrés vingt-neuf minutes (90°29') en suivant la ligne sud-est des lots 166A-17 et 166A-16 et son prolongement pour une distance de deux cent cinquante-trois mètres et quatre-vingt-dix-neuf centièmes (253,99 m) jusqu'au point B; de là, dans une direction conventionnelle de cent quatre-vingts degrés cinq minutes (180°05') une distance de cent vingt-trois mètres (123,00 m) jusqu'au point C; de là, dans une direction conventionnelle de deux cent soixante-dix degrés trente-et-une minutes (270°31') en suivant l'emprise nord-ouest de la rue Power une distance de deux cent cinquante-trois mètres et quatre-vingt-dix-neuf centièmes (253,99 m) jusqu'au point D; de là, dans une direction conventionnelle de zéro degré cinq minutes (0°05') une distance de cent vingt-deux mètres et quatre-vingt-trois centièmes (122,83 m) jusqu'au point de départ.

Superficie:

Ce morceau de terrain contient une superficie de trente-et-un mille deux cent dix-neuf mètres carrés (31 219,0 m^2).

Les dimensions et la superficie indiquées dans ce rapport et sur le plan annexé à la description technique portant le numéro de répertoire 1154, numéro de minute 1656, sont dans le Système international.

Cette vente est faite au prix de soixante-quatre cents et cinquante-neuf centièmes ($0.6459) le mètre carré, soit vingt mille cent soixante-quatre dollars et trente-cinq cents ($20,164.35) dont la Cité reconnait avoir déjà reçu la somme de trois mille huit cent quarante dollars ($3,840.00) en acompte sur ce montant; et quant au solde de seize mille trois cent vingt-quatre dollars et trente-cinq cents ($16,324.35), il sera payable le jour de la signature de l'acte de vente.

Les taxes municipales, scolaires ou autres pour le terrain seront exigibles à compter de la date de la signature du contrat, quitte d'arrérages et suivant ajustement devant être fait entre les parties aux présentes à cette dernière date. Concernant les bâtisses à être érigées, les taxes deviendront exigibles suivant la loi.

L'acquéreur s'oblige à construire pour fins industrielles et commerciales, sur le terrain présentement vendu, dans un délai d'au plus vingt-quatre mois de la date de signature du contrat, un édifice dont l'emprise sera d'environ cinquante mille pieds carrés (50,000 p.c.)

Les présentes sont indépendantes de la procédure à suivre pour l'obtention du permis municipal de construction.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 1103-M

INITIALES DU MAIRE

212

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

L'acquéreur devra également respecter toutes les conditions décrites au projet de contrat préparé par le notaire mandaté par l'acquéreur; lequel projet de contrat est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante. (Projet de contrat versé au dossier "Foresbec Inc.")

Cette vente devra être acceptée par le Ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec, ainsi que par le Ministère des Affaires Municipales.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par les présentes autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, l'acte de vente à intervenir et à y effectuer toutes les modifications d'importance mineure jugées nécessaires, à en recevoir le prix et en donner quittance. Ces personnes sont aussi autorisées à signer tous les autres documents nécessaires pour compléter cette vente.

ADOPTE

514/7/79 Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Roger Prince, que l'Office Municipal d'Habitation de Drummondville soit autorisé à administrer le projet de 44 logements réalisé par la Société d'Habitation du Québec dans la Cité de Drummondville en vertu de l'arrêté en conseil numéro 3434-78 du 8 novembre 1978.

ADOPTE

515/7/79 Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que demande soit faite à la Société d'Habitation du Québec de conclure conjointement avec la Cité de Drummondville et l'Office Municipal d'Habitation de Drummondville une convention d'exploitation prévoyant le paiement de subventions à l'Office Municipal d'Habitation de Drummondville pour l'aider à défrayer les coûts d'exploitation et d'amortissement des 44 logements construits par la Société d'Habitation du Québec suite à l'arrêté en conseil numéro 3434-78 du 8 novembre 1978.

ADOPTE

516/7/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que le maire ou à défaut le maire-suppléant et le conseiller Jean-Paul Généreux soient autorisés à signer, pour et au nom de la Cité de Drummondville, une convention pour l'exploitation de 44 logements construits par la Société d'Habitation du Québec en vertu de l'arrêté en conseil no. 3434-78 du 8 novembre 1978; laquelle convention sera annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante. (Convention versée au dossier)

ADOPTE

INITIALES DU MAIRE
213
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

517/7/79 Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que l'Office Municipal d'Habitation de Drummondville soit autorisé à administrer le projet de 108 logements réalisé par la Société d'Habitation du Québec dans la Cité de Drummondville en vertu de l'arrêté en conseil numéro 3-79 du 5 janvier 1979.

ADOPTE

518/7/79 Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que demande soit faite à la Société d'Habitation du Québec de conclure conjointement avec la Cité de Drummondville et l'Office Municipal d'Habitation de Drummondville une convention d'exploitation prévoyant le paiement de subventions à l'Office Municipal d'Habitation de Drummondville pour l'aider à défrayer les coûts d'exploitation et d'amortissement des 108 logements construits par la Société d'Habitation du Québec en vertu de l'arrêté en conseil numéro 3-79 du 5 janvier 1979.

ADOPTE

519/7/79 Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que le maire ou à défaut le maire-suppléant et le conseiller Jean-Paul Généreux soient autorisés à signer, pour et au nom de la Cité de Drummondville, la convention concernant l'exploitation de 108 logements construits à Drummondville par la Société d'Habitation du Québec en vertu de l'arrêté en conseil numéro 3-79 du 5 janvier 1979; laquelle convention sera annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante. (Convention versée au dossier)

ADOPTE

520/7/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que la Cité de Drummondville donne son accord de principe aux conditions relatives aux ventes et échanges de terrains pour le prolongement de la rue St-Damase appartenant à Canadien Pacifique Limitée, à Montreal & Atlantic Railway Company et à la Société Immobilière Marathon Limitée; le tout conformément à la proposition écrite par M. Marc Lapierre datée du 20 juillet 1979 et annexée à la présente résolution comme cédule "A" pour en faire partie intégrante. (Lettre versée au dossier)

Nonobstant ce qui précède, la Cité estime que le 3ième paragraphe de l'item "Autres conditions" de la page 3 de la lettre de M. Marc Lapierre devra être modifié en remplaçant le montant de $233,050. par $220,000. et que les modalités de paiement de cette somme devront être définies au cours des négociations déjà prévues à la page 4 de cette même lettre.

Cet accord de principe est conditionnel à la classification ou non classification de la gare du Canadien Pacifique Limitée comme monument historique par le Ministère des Affaires Culturelles.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

214

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Le conseiller Roger Prince donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $319,000.00 et prévoyant l'acquisition de certaines propriétés et la démolition de la gare du C.P. -re: projet d'ouverture de la rue St-Damase.

521/7/79

Acquisitions:	- C.P. Marathon et Montréal & Atlantic Railway Co.	$250,000.00
	- Southern Canada Power	9,000.00
	- Commission Scolaire	3,000.00
Démolition de la gare:		15,000.00
		$277,000.00
Financement:		42,000.00
Total de l'emprunt:		$319,000.00

522/7/79

Attendu que pour procéder à l'ouverture de la rue St-Damase, il est impératif que la gare du C.P. actuellement sise dans l'axe du prolongement de ladite rue soit démolie ou déplacée; il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que la Cité de Drummondville consente à l'abandon de cette gare par la compagnie de chemin de fer Canadien Pacifique.

ADOPTE

523/7/79

ATTENDU QU'un Programme d'Acquisition et d'Aménagement de Terrains connu sous le nom de P.A.A.T., Phase IV, a été adopté par le règlement No. 1310 de la Cité de Drummondville;

AMENDÉE PAR RÉS. 844/10/86

ATTENDU QUE ce règlement No. 1310 a été approuvé par un arrêté en conseil portant le numéro 2009-79 le 11 juillet 1979;

ATTENDU QUE ledit programme P.A.A.T., Phase IV, prévoit la possibilité de revente de gré à gré par la Cité des terrains visés par ce programme;

Pour ces raisons, il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que la Cité vende de gré à gré à M. Gérald Ruel les terrains décrits et montrés au plan et à la description technique portant le numéro 4576 préparés par l'arpenteur-géomètre Gilles LeMaire le 18 juin 1979 et annexés à la présente résolution comme cédule "A". (Description technique versée au dossier "Ruel Gérald".)

Les conditions de vente des terrains précités apparaissent au projet de contrat préparé par Me André Jean, notaire, lequel projet de contrat est annexé à la présente résolution pour en faire partie comme cédule "B". (Contrat versé au dossier "Ruel Gérald").

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à cette vente, à en recevoir le prix et en donner quittance, le tout étant sujet à l'approbation préalable de la Commission Municipale du Québec.

ADOPTE

524/7/79 Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que la Cité de Drummondville accepte l'offre de M. Denis Joly pour la vente du lot 130-53 du cadastre du Canton de Grantham, ayant une superficie de cinq mille (5,000) pieds carrés.

La Cité paiera au vendeur la somme de soixante cents ($0.60) le pied carré et respectera les restrictions faites par le vendeur et contenues dans l'annexe jointe à la promesse de vente; lesquels documents sont annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante. (Documents versés au dossier)

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à cette acquisition. Me André Jean, notaire, est par la présente autorisé à rédiger l'acte d'achat précité.

ADOPTE

525/7/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que la Cité accepte l'offre de vente de M. Grégoire F. Girard pour les lots 130-78 et 130-79 du cadastre du Canton de Grantham, ayant une superficie de dix mille (10,000) pieds carrés.

La Cité paiera au vendeur le prix de soixante cents ($0.60) le pied carré et respectera les conditions établies par Me Jacques Biron, aviseur légal de la Cité, dans un document qui sera annexé à la présente résolution pour en faire partie comme cédule "A". (Document versé au dossier)

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à cette acquisition et qui seront rédigés par Me André Jean, notaire.

ADOPTE

526/7/79 Lecture est donnée du règlement No. 1324 décrétant une consolidation de dettes contractées par des dépenses excédant les prévisions de certains règlements du fonds industriel d'un montant de $160,000.00 et un emprunt de $60,787.13 pour financer le solde dû.

Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 593 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Cité pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1324 et ce de 9:00 à 19:00 heures les 31 juillet et 1er août 1979.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

216

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

527/7/79

Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre et unanimement résolu que des condoléances soient offertes à M. Marcel Savoie et à sa famille à l'occasion du décès de sa mère.

ADOPTE

528/7/79

Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre et unanimement résolu que des félicitations soient offertes à M. ClaudeBoucher, Directeur Général de la Cité, pour avoir été choisi l'Homme de la Semaine par le poste de radio C.H.R.D.

Tous les membres du Conseil sont unanimes à déclarer qu'il s'agit d'un choix judicieux et d'un honneur bien mérité par M. Claude Boucher pour la compétence, la disponibilité et l'ardeur dont il fait preuve dans l'exercice de ses nombreuses activités.

ADOPTE

A un journaliste qui s'informe s'il existe une possibilité d'augmenter les espaces de stationnement au marché public, quelques conseillers expliquent qu'un projet est à l'étude et que temporairement les usagers du marché pourront utiliser la cour située à l'arrière de l'école St-Joseph.

La prochaine séance régulière du Conseil est fixée au lundi, 13 août 1979 à 20:00 heures.

ET LA SEANCE EST LEVEE.

.....
Greffier.

.....
Maire.

INITIALES DU MAIRE

217

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

13 août 1979

Procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Cité de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil le 13 août 1979, cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRESENTS: MM. les conseillers Jean-Marie Boisvert, Jean-Paul Généreux, Marcel Joyal, Lindor Letendre, Raymond Luneau, Roger Prince et J.-Bruno Smith, sous la présidence de Son Honneur le Maire Philippe Bernier.

529/8/79 Attendu que tous les membres du Conseil présents ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière du 23 juillet 1979; il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Roger Prince, que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté tel que rédigé et que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture.

ADOPTE

530/8/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTE

Période de questions et renseignements

- M. Rosaire Fafard résidant sur la rue Bérard souhaite que le Conseil intervienne auprès de la compagnie d'autobus Bourgeois pour faire cesser les pratiques suivantes, savoir:

- Laisser marcher les moteurs des véhicules lorsqu'ils sont immobilisés;
- Utiliser des véhicules dont les silencieux sont défectueux;
- Vidanger les véhicules dans la cour du terminus.

Le Conseil prend bonne note de ces remarques et agira si ces plaintes s'avèrent fondées et s'il y a lieu d'agir en conséquence.

- M. Luc Gariépy, employé à C.H.R.D., aimerait savoir à quelle date sera rendue publique la deuxième partie du rapport préparé par Roger Pominville Ltée sur le projet de fusion et dont les Conseils de Drummondville, Drummondville-Sud et Grantham-Ouest ont pris connaissance à huis-clos dernièrement.

Son Honneur le Maire explique que ce rapport sera rendu public dès que les membres des trois Conseils auront eu le temps de

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE
218
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

l'étudier sérieusement. Il faut comprendre que ce dossier est volumineux et complexe. En conséquence, il est normal que les autorités municipales prennent le temps d'en faire une analyse sérieuse avant d'être prêtes à se prononcer sur le contenu.

Selon toute apparence, il est probable qu'il sera très difficile de conclure une fusion avant les élections qui doivent se tenir à Drummondville et Drummondville-Sud dans la première semaine de novembre 1979.

531/8/79 Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que Son Honneur le Maire communique avec les maires de Drummondville-Sud et Grantham-Ouest pour tenir une réunion au cours de la présente semaine et que le rapport de Roger Pominville Ltée soit rendu public dès que cette rencontre aura eu lieu.

ADOPTE

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

532/8/79 1- TRAVAUX D'ECLAIRAGE DANS LE P.A.A.T., PHASE I ET SUR LA RUE POWER

Soumissionnaires	Prix
. LES ENTREPRENEURS G.M. GEST (1977) INC. Ville St-Pierre	$73,253.29
. PAUL SAVARD ENT. ELEC. INC. Drummondville	$85,321.56
. GRENIER ELECTRIQUE LTEE Notre Dame du Bon Conseil	$83,139.22
. CHAGNON LTEE Montréal	$84,860.91
. NEOLECT INC. Candiac	$70,682.48
. PIERRE BROSSARD (1977) LTEE Brossard	$92,497.46

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que la plus basse soumission conforme soit retenue conditionnellement à la signature du contrat prévu à cette fin. Le maire ou à défaut le maire-suppléant et le directeur des travaux publics sont autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTE

INITIALES DU MAIRE

219

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

533/8/79 2- PROLONGEMENT SUD DE LA RUE MARCHAND

Soumissionnaires	Prix
. EXCAVATIONS TOURVILLE INC. Drummondville	$276,487.00
. SINTRA INC. N.D. du Bon-Conseil	$310,585.00
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. Drummondville	$302,079.00

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que la plus basse soumission conforme soit retenue conditionnellement à la signature du contrat prévu à cette fin. Le maire ou à défaut le maire-suppléant et le directeur des travaux publics sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTE

534/8/79 3- INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES DANS LE P.I.R. ET PONT SUR LA RIVIERE NOIRE (dossier: 0561679)

Soumissionnaires	Prix
. GRANDMONT & FILS LTEE Drummondville	$392,212.80
. SPEKA INC. Drummondville	$393,335.98
. CONSTRUCTION A. BOISVERT INC. Cookshire	$385,225.30
. SINTRA INC. N.D. du Bon-Conseil	$398,595.48
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. Drummondville	$409,929.18

Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que la plus basse soumission conforme soit retenue conditionnellement à la signature du contrat prévu à cette fin. Le maire ou à défaut le maire-suppléant et le directeur des travaux publics sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales Ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE
220
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

535/8/79

4- REINSTALLATION DU SYSTEME D'ECLAIRAGE DU STADE DE BASEBALL

Soumissionnaires	Prix
. PAUL SAVARD ENT. ELEC. INC. Drummondville	$18,350.00
. A. TOUPIN INC. Drummondville	$29,186.00

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que la plus basse soumission conforme soit retenue conditionnellement à la signature du contrat prévu à cette fin. Le maire ou à défaut le maire-suppléant et le directeur des travaux publics sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTE

C O R R E S P O N D A N C E:

- Le Conseil prend connaissance d'une requête signée par une quarantaine de résidents de la rue Bérard qui se plaignent du bruit causé par les autobus de la firme Autobus Drummondville Ltée dont les moteurs tournent alors que ces véhicules sont immobilisés.

536/8/79

- Mme Marcelle Croteau sollicite l'autorisation de faire une procession le 9 septembre 1979 dans certaines rues du bas de la ville.

  Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que cette autorisation soit accordée à condition qu'une entente soit prise avec le Directeur de Police pour déterminer le parcours de cette procession et qu'un service d'ordre soit établi pour assurer la sécurité des participants.

ADOPTE

537/8/79

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Cité pour la période s'étendant du 21 juillet au 10 août 1979, lesquels comptes totalisent la somme de $692,182.30.

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Roger Prince, que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTE

Le conseiller Roger Prince fait remarquer que la liste des comptes comporte un déboursé d'environ $5,000.00 pour le remplacement du moteur d'un camion-incendie. Il est d'avis que la perte de ce moteur aurait probablement été évitée si l'opérateur avait exercé une surveillance plus adéquate. En conséquence, il espère que des directives seront données aux personnes susceptibles d'utiliser les véhicules du service de protection-incendie.

538/8/79 Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que les mutations de propriétés portant les numéros 9664 à 9730 inclusivement soient acceptées.

ADOPTE

539/8/79 Le conseiller Jean-Marie Boisvert donne avis de motion d'un règlement abrogeant le règlement No. 1261 - Location d'espaces dans les édifices municipaux.

540/8/79 Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Roger Prince, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, la convention à intervenir avec la Société d'Habitation du Québec pour modifier le programme de restauration pour le secteur St-Joseph/St-Jean-Baptiste.

ADOPTE

541/8/79 Le conseiller J.-Bruno Smith donne avis de motion d'un règlement d'emprunt de $320,000.00 pour le prolongement de la rue Marchand.

Travaux	$279,000.00
Frais de financement	$ 41,000.00
TOTAL:	$320,000.00

542/8/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, qu'une subvention de $100.00 soit accordée au Camping l'Escargot pour défrayer une partie du coût d'une Fête Champêtre qui sera tenue le 15 août 1979 à l'intention des personnes résidant au Pavillon d'Youville et au Centre Hospitalier Georges Frédéric.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

224

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

543/8/79 Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Roger Prince, que la Cité de Drummondville achète de Mme Rachel Dubois Hébert pour la somme de deux dollars ($2.00) une rue située en la Cité de Drummondville, connue sous le nom de rue Crépeau, connue et désignée au cadastre du Canton de Grantham sous le numéro trois de la subdivision du lot numéro deux de la subdivision du lot originaire numéro cent vingt-sept (127-2-3, rue).

La Cité de Drummondville accepte toutes les conditions écrites dans le projet d'acte de vente préparé par le notaire Gérard Fradet, lequel projet d'acte de vente est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à l'achat ci-haut cité.

ADOPTE

544/8/79 Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que la résolution no. 442/8/78 soit amendée pour y remplacer le nom de M. Michel Parenteau par celui de M. Michel Lesage (Organisation des Mesures d'Urgence).

ADOPTE

545/8/79 Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith et unanimement résolu de remercier et de féliciter de façon particulière les corporations municipales, semi-publiques et privées qui ont appuyé et soutenu la Cité de Drummondville dans sa démarche pour obtenir la tenue de la finale provinciale des Jeux du Québec été 1981.

ADOPTE

546/8/79 Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith et unanimement résolu de souligner le travail des représentants et intervenants de premières lignes qui pour et au nom de la Cité de Drummondville et de leurs organismes ont donné de leur temps et participé de façon active aux diverses démarches que le projet «Jeux du Québec été 1981» a commandées lors de la réalisation du processus de présentation.

ADOPTE

547/8/79 Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith et résolu à l'unanimité de remercier de façon particulière le travail de support et d'information fourni par les représentants des média écrits et parlés lors de la présentation de la candidature de la Cité de Drummondville comme Ville Hôtesse des Jeux d'Eté 81.

ADOPTE

INITIALES DU MAIRE
225
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Le conseiller J.-Bruno Smith explique qu'il est difficile d'accepter le pointage attribué à Drummondville suite à l'évaluation du dossier préparé pour demander les Jeux d'été 1981 à la Société des Jeux du Québec Inc. Ce pointage sera réévalué et les autorités municipales convoqueront une conférence de presse pour rendre public le résultat de cette analyse. Son Honneur le Maire estime qu'il est difficile de remporter la palme dans toutes les compétitions. Cependant il faut rendre hommage à ceux qui ont déployé des efforts pour monter un dossier valable qui pourra servir d'expérience pour une tentative future si la population exprime le désir d'obtenir les Jeux du Québec. L'expérience des succès remportés depuis une quinzaine d'années par le Tournoi International de Hockey Midget nous fournit l'assurance que Drummondville est capable de rivaliser avec toutes les villes du Québec sur le plan de l'accueil et de l'organisation.

548/8/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que le rapport intitulé «Mouvement du Personnel - juillet 1979» soit accepté tel que rédigé et versé aux archives de la Cité.

ADOPTE

549/8/79 Le Conseil prend connaissance d'un plan de subdivision d'une partie des lots 166D-8 et 167-64, préparé par l'arpenteur-géomètre Jean-Maurice LeMaire le 9 juillet 1979, pour le compte de Motelin Inc.

Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que ce plan de subdivision soit accepté tel que soumis.

ADOPTE

550/8/79 Le Conseil prend connaissance d'un plan de subdivision d'une partie des lots 270, 271-2, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281 et 282, Rang IV, préparé par l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle le 30 mai 1979, pour le compte de la Cité de Drummondville et de Les Industries du Hockey Canadien (1975) Inc.

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Roger Prince, que ce plan de subdivision soit accepté tel que soumis et que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à le signer pour et au nom de la Cité.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

226

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

551/8/79

ATTENDU QUE les locataires délogés dans le cadre du Programme d'Amélioration des Quartiers St-Joseph--St-Jean-Baptiste doivent bénéficier des avantages de relogement selon la loi de la Société d'Habitation du Québec;

ATTENDU QUE la Société d'Habitation du Québec a confirmé ce programme de relogement et prévoit la réalisation de 20 unités de logement pour familles à faible revenu ou à revenu modique, de 13 unités de logement pour personnes retraitées;

ATTENDU QUE la Société a proposé un programme de construction comprenant 11 unités de logement de 1 chambre à coucher, 14 unités de logement de 2 chambres à coucher, 4 unités de logement de 3 chambres à coucher, 4 unités de logement de 4 chambres à coucher;

ATTENDU QUE pour réaliser ce programme d'habitation la Société d'Habitation du Québec, avec la collaboration de la municipalité, a arrêté son choix sur les terrains cités dans la liste ci-annexée (numéros de lots et noms de rues);

ATTENDU QUE l'Office Municipal de Drummondville a été consulté et a donné son accord;

ATTENDU QUE le Conseil Municipal est d'accord sur le programme de construction et le choix du terrain proposés par la Société d'Habitation du Québec;

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, qu'il soit résolu que conditionnellement à l'approbation subséquente de la Société d'Habitation du Québec:

1. Le Conseil municipal approuve le programme de construction proposé par la Société d'Habitation du Québec;
2. Le Conseil municipal approuve le choix de terrain proposé par la Société d'Habitation du Québec;
3. Le Conseil municipal s'engage à fournir les infrastructures dans les meilleurs délais;
4. Le Conseil municipal s'engage à rembourser à la Société d'Habitation du Québec le coût réel des travaux relatifs aux exigences particulières de la municipalité.

ADOPTE

552/8/79

ABROGEE PAR RES. 333/5/81

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que la Cité de Drummondville offre de vendre à la Société d'Habitation du Québec les terrains acquis dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme d'Amélioration des Quartiers, secteur St-Joseph--St-Jean-Baptiste, et qui seront utilisés pour la construction de 33 unités de logement. La liste des terrains précités, qui ont une superficie totale de 53,147 pieds carrés, est annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme cédule «A».

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, la promesse de vente préparée par la Société d'Habitation du Québec et ce aux prix et conditions indiqués dans ladite promesse de vente qui sera annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme cédule «B».

ADOPTE

INITIALES DU MAIRE
227
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

553/8/79 Attendu que la Commission de Protection du Territoire Agricole du Québec et la Cité de Drummondville s'entendent pour décréter qu'aucun lot du territoire ne soit compris dans la zone agricole; il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Roger Prince, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint soient autorisés à signer, pour et au nom de la Cité de Drummondville, un mémoire d'entente rédigé en vertu de la Loi sur la Protection du Territoire Agricole.

ADOPTE

554/8/79 ATTENDU QUE le projet réseau linéaire reliant la Cité des Loisirs au territoire de la Cité de Drummondville est connu et accepté par les membres du Conseil;

ATTENDU QUE la deuxième partie du projet réseau linéaire se situe sur des terrains à Drummondville-Nord, appartenant au territoire de la Cité de Drummondville;

ATTENDU QUE le projet est connu et accepté par le H.C.J.L.S., par le Ministère du Tourisme de la Chasse et de la Pêche du Québec, ainsi que par les divers intervenants en loisirs et plein air;

ATTENDU QUE la Cité de Drummondville par son service de la planification a prévu le réseau comme faisant partie de son plan d'aménagement sur son territoire rive nord du St-François;

ATTENDU QUE le Ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche par l'intermédiaire de son Ministre M. Yves L. Duhaime a déjà versé une somme de $20,000.00 pour la réalisation d'une partie du réseau;

Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert et résolu à l'unanimité que la Cité de Drummondville se porte acquéreur du réseau linéaire situé dans son territoire connu sous le nom d'ancien chemin de fer propriété de l'Hydro - électrique et que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à signer pour et au nom de la Cité de Drummondville un contrat d'acquisition du dit chemin de fer.

ADOPTE

555/8/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que l'inspecteur en bâtiment soit autorisé à émettre un permis de déménagement d'une bâtisse sise au 920 rue St-Pierre, à condition que ce permis soit en tout point conforme aux prescriptions des règlements municipaux.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

228

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

556/8/79 Le conseiller Lindor Letendre donne avis de motion d'un règlement modifiant le règlement No. 801 pour intégrer au secteur 04-24 (R-F) les lots 159-87 à 159-96 inclusivement et les lots 159-243 à 159-247 inclusivement.

557/8/79 Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Roger Prince, que le Conseil de la Cité de Drummondville accepte l'offre qui lui est faite par le syndicat dirigé par la Banque Provinciale du Canada pour la vente de ses $3,306,000.00 d'obligations en vertu des règlements nos. 1096, 1113, 1145, 1163, 1186, 1229, 1230, 1232, 1233, 1234, 1235, 1236, 1240, 1241, 1244, 1250, 1251, 1252, 1254, 1255, 1258, 1262, 1264, 1266, 1271 et 1278 au prix de 97.86% (par $100.00 d'obligations) à 10 1/4% d'amortissement de 20 ans comme suit:

$1,112,000.00	à	10 1/4%	1980 à 1989
$2,194,000.00	à	10 1/2%	1999

et que demande soit faite à l'Honorable Ministre des Affaires Municipales d'autoriser le Conseil de la Cité de Drummondville à vendre de gré à gré lesdites obligations aux conditions énumérées ci-haut.

ADOPTE

558/8/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que les services professionnels des arpenteurs-géomètres LeMaire & LeMaire soient retenus pour la confection d'une description technique d'une partie de la rue Cormier à l'intersection de la rue Michaud. M. George Nijdam est autorisé à préciser le mandat précité.

ADOPTE

559/8/79 Le conseiller J.-Bruno Smith donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $373,000.00 pour la confection d'un rôle d'évaluation «nouvelle génération».

560/8/79 Lecture est donnée du règlement No. 1326 prévoyant un emprunt de $85,000.00 pour l'exécution de travaux d'éclairage dans le secteur P.A.A.T., Phase I.

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

561/8/79 Lecture est donnée du règlement No. 1327 amendant le règlement de zonage No. 801 en incorporant au secteur 01-11 une partie du secteur 02-01.

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

INITIALES DU MAIRE
229
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 426-1° de la Loi des Cités et Villes, après que des avis publics auront été donnés de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires des secteurs concernés pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1327 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 4 et 5 septembre 1979.

Le conseiller Jean-Paul Généreux informe Son Honneur le Maire de la présence dans la salle des délibérations de Mme Andrée Martin, agent de location pour l'Office Municipal d'Habitation de Drummondville.

Sur invitation, Mme Martin s'approche du micro et résume la fonction qu'elle occupe à l'O.M.H.D., savoir:

- répondre aux informations de la clientèle;
- remplir les formules d'application;
- aider les gens dans la poursuite de leurs démarches;
- visiter au besoin certaines personnes ou certains logements.

Elle explique brièvement les critères de sélection qui sont utilisés pour le choix des futurs occupants des logements administrés par l'Office Municipal d'Habitation. Elle répond à plusieurs questions de Son Honneur le Maire ou des conseillers qui sont de nature à informer les téléspectateurs sur le rôle qui revient à l'O.M.H.D. et sur les critères de sélection qui sont dictés par la Société d'Habitation du Québec.

M. Jacques Allie voudrait savoir si la Cité pourrait prévoir des pentes qui permettraient aux handicapés d'utiliser plus facilement les trottoirs.

Le Conseil prend note de cette suggestion pour les trottoirs qui seront construits dans l'avenir.

Le conseiller Roger Prince informe la population que le stade de baseball sera reconstruit à l'automne 1979.

Le conseiller Roger Prince se dit surpris de ne jamais avoir eu de commentaires favorables depuis qu'un vaste stationnement gratuit a été aménagé près de l'école Garceau.

Cependant plusieurs personnes dont des hommes d'affaires du bas de la ville sont très déçus de voir que le stationnement gratuit sera désormais limité à 90 minutes sur le terrain situé entre la rue DuPont, le Parc Woodyatt et la rue Lowring. Ces personnes devraient comprendre qu'à plusieurs endroits les stationnements sont équipés de parcomètres et les usagers doivent payer pour utiliser les espaces de stationnement.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

230

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Le conseiller Roger Prince poursuit son intervention en insistant que le stationnement situé entre les rues Brock et Lindsay près de l'église St-Frédéric devrait être gratuit aux heures des offices religieux. La même politique devrait être appliquée sur les terrains voisins des églises pour les mêmes raisons. Le greffier de la Cour Municipale est invité à donner des directives en ce sens à l'agent proposé à la surveillance des parcomètres.

M. Jacques Allie demande au Conseil s'il n'y a pas lieu d'établir une circulation à sens unique sur le vieux pont pour éviter les risques d'accidents.

Son Honneur le Maire explique que le Conseil est bien conscient du fait que le vieux pont qui enjambe la rivière St-François est étroit et qu'il se détériore avec les années. Les autorités municipales verront en temps et lieu à faire le nécessaire si ce pont doit être conservé.

La prochaine séance régulière est fixée au lundi, 27 août 1979, à 20:00 heures.

ET LA SEANCE EST LEVEE.

....

Greffier Maire

27 août 1979

Procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Cité de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil le 27 août 1979, cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

INITIALES DU MAIRE
231
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

SONT PRESENTS: MM. les conseillers Jean-Marie Boisvert, Lucien Couture, Jean-Paul Généreux, Marcel Joyal, Lindor Letendre, Raymond Luneau et Roger Prince, sous la présidence de Son Honneur le Maire Philippe Bernier.

562/8/79 Attendu que tous les membres du Conseil ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière du 13 août 1979; il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté tel que rédigé et que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture.

ADOPTE

563/8/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé après y avoir ajouté les items suivants:

" 10. Avis de motion d'un règlement amendant le règlement de zonage No. 801 - Zonage du secteur 06-02.

39A. Lecture du règlement No. 1333 - Emprunt de $34,500.00 - Participation de la Cité pour l'aménagement d'une salle communautaire dans l'édifice de la S.H.Q., rue Cockburn. "

ADOPTE

PERIODE DE QUESTIONS ET RENSEIGNEMENTS

M. Rosaire Fafard et Mme Georges Bernier expliquent au Conseil que la compagnie Autobus Drummondville Ltée pollue l'environnement par des odeurs malodorantes, des déversements de carburant sur le pavé et le bruit des moteurs de certains véhicules immobilisés.

Le Directeur Général de la Cité explique que suite à une plainte récente de M. Fafard des représentants de la Cité ont rencontré les dirigeants de la compagnie Autobus Drummondville Ltée qui se sont montrés très compréhensifs. Déjà certains correctifs ont été apportés pour satisfaire les exigences des règlements municipaux. Pour ce qui a trait à la pollution qui relève de la juridiction des Services de Protection de l'Environnement, ces derniers ont été avisés des plaintes en cours et y donneront certainement suite dans les meilleurs délais.

On demande aux plaignants de considérer le fait que cette compagnie opère un service public depuis de nombreuses années et que les plaintes formulées par les citoyens sont très rares. De plus, la Cité est limitée dans ses pouvoirs d'intervention. Il y a des problèmes qui relèvent du code civil et les citoyens qui se croient lésés peuvent toujours recourir aux tribunaux pour faire respecter leurs droits.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

232

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

1- VENTE DU LOT NO. 126-186 - P.A.A.T., PHASE I

564/8/79

Soumissionnaire	Prix
. M. MARC SAMSON 426 Rang St-Louis St-Guillaume	$0.60 le pied carré

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Roger Prince, que cette soumission soit acceptée. Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à cette vente.

ADOPTE

565/8/79

2- FOURNITURE ET POSE DE TAPIS AU CENTRE CULTUREL

Soumissionnaires	Prix
. ARMOIRES ET TAPIS LAFERTE LTEE	$ 9,967.59
. ALBERT DUPUIS LTEE	$ 8,242.67
. FERNAND DIONNE INC.	$10,675.00

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que la plus basse soumission conforme soit acceptée.

ADOPTE

566/8/79

3- PEINTURE AU CENTRE CULTUREL

Soumissionnaires	Prix
. COURCHESNE ET FILS ENRG.	$23,950.00
. NEPHTALIE LEMAIRE ET FILS INC. (Soumission jugée non conforme)	$20,129.00

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que la soumission de Courchesne et Fils Enrg. soit acceptée.

ADOPTE

567/8/79

4- PEINTURE AU GARAGE MUNICIPAL

Soumissionnaires	Prix
. G. & L. VADEBONCOEUR INC.	$2,840.00
. COURCHESNE & FILS ENRG.	$4,950.00

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que la soumission présentée par G. & L. Vadeboncoeur Inc. soit acceptée.

ADOPTE

INITIALES DU MAIRE
233
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

568/8/79 5- DRAINAGE AU STADE DE BASEBALL

Soumissionnaires	Prix
. MARIER ET FILS	$10,000.00
. R. GUILBAULT CONST. INC.	$24,889.00

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que la soumission de Marier et Fils soit acceptée.

ADOPTE

C O R R E S P O N D A N C E:

569/8/79 - Les Ambulanciers Saint-Jean de Drummondville demandent l'autorisation de tenir leur campagne annuelle de souscription du 10 septembre au 20 octobre 1979.

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que cette demande soit acceptée et que la population soit invitée à répondre généreusement à la sollicitation de cet organisme qui rend de grands services à la collectivité.

ADOPTE

- Le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste Inc. remercie la Cité pour la collaboration qu'elle a apportée aux festivités de leur quartier organisées dans le cadre de la St-Jean 1979.

570/8/79 - L'Unité des Policiers de Drummondville Inc. demande l'autorisation d'utiliser le marché public pour organiser une partie d'huîtres le 20 octobre 1979.

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que cette autorisation soit accordée.

ADOPTE

571/8/79 - Le Conseil d'Administration de la Jeune Chambre de Drummondville Inc. remercie le Conseil pour l'appui accordé au projet "La Sécurité en Couleur". Le Conseil est invité à la remise de prix qui se déroulera vendredi le 31 août 1979 à 18:30 heures au terrain de stationnement de la Librairie du Centre du Québec.

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, qu'une réception civique soit accordée à la Jeune Chambre de Drummondville Inc. le 31 août 1979. Le Directeur Général établira le programme de cette réception.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

234

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

572/8/79 Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Cité pour la période s'étendant du 11 août 1979 au 1er septembre 1979, lesquels comptes totalisent la somme de $2,823,381.68.

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Roger Prince, que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTE

573/8/79 Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que les mutations de propriétés portant les numéros 9731 à 9801 inclusivement soient acceptées.

ADOPTE

574/8/79 ATTENDU QUE M. Paul-Emile Turgeon a consenti à vendre à la Cité de Drummondville une partie du lot 149-5;

ATTENDU QUE cette partie de terrain et la partie du lot 149-5 (déjà possédée par la Cité de Drummondville) serviront à des fins de relogement dans le cadre du Programme d'Amélioration des Quartiers St-Joseph/St-Jean-Baptiste;

ATTENDU QU'il n'y a pas lieu de conserver le passage commun de 10 pieds (10.0') de largeur qui a été établi le long de la ligne Sud-Est du lot P.149-5 et sur la profondeur dudit lot pour l'usage commun des propriétaires des bâtisses et des locataires;

ATTENDU QUE M. Paul-Emile Turgeon a donné son accord à ce projet d'annulation de servitude;

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, qu'en considération de l'avantage réciproque des parties, la Cité de Drummondville consente à annuler purement et simplement le droit de passage concernant le lot P. 149-5.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à l'acte d'annulation ci-haut cité qui sera rédigé par Me Jean Shooner, notaire.

ADOPTE

575/8/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que M. Michel Parenteau soit nommé ingénieur municipal et chef-inspecteur en bâtiment pour la Cité de Drummondville.

AMENDE PAR RESOLUTION 551/9/80

ADOPTE

576/8/79 Le conseiller Roger Prince donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement de zonage No. 801 en modifiant le zonage du secteur 06-02.

INITIALES DU MAIRE
235
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

577/8/79

ATTENDU QUE:

1. La Cité de Drummondville est située au Centre du Québec;

2. Sa situation géographique lui confère une mission naturelle de rassemblement humain et de vocation touristique;

3. Le Gouvernement actuel du Québec suivant en cela des informations recueillies par l'ancien Gouvernement du Québec a décidé de voir à l'érection au Québec d'un Centre de Congrès à caractère provincial;

4. Le Ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche a déjà mentionné qu'il était prêt à subventionner la construction d'un tel projet pour un coût approximatif de $800,000.00 (février 1977);

5. La Chambre de Commerce du Comté de Drummond s'est alors penchée sur le projet et a déposé depuis entre les mains des autorités concernées deux mémoires vantant les mérites d'un tel Centre de Congrès;

6. Il est urgent d'agir vu que d'autres municipalités du Québec désirent également que s'érige chez elles un tel Centre et qu'elles ont préparé un ou des mémoires en ce sens;

7. Le Gouvernement du Québec n'est pas intéressé à subventionner un tel Centre pour une localité qui n'y apporterait pas son propre apport;

8. La participation financière et la volonté politique du milieu influenceront la décision du Gouvernement du Québec quant au choix de la municipalité qui bénéficiera d'un tel Centre;

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Raymond Luneau et unanimement résolu qu'advenant que le Gouvernement du Québec décide de subventionner l'implantation d'un tel Centre de Congrès à Drummondville, la Cité de Drummondville s'engage à fournir gratuitement le ou les terrains nécessaires à l'érection d'un tel Centre et à garantir les frais d'exploitation d'un tel Centre, soit sans limiter la généralité de ce qui précède mais plus spécialement l'électricité, le chauffage, le téléphone, l'entretien ménager, les salaires d'un administrateur, d'une secrétaire et d'un concierge appariteur.

ADOPTE

578/8/79

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que tous les membres du Conseil et leurs épouses, ainsi que MM. Claude Boucher, Directeur Général, et Laurent Bernier, Greffier, soient délégués au Congrès de l'Union des Municipalités du Québec les 25, 26 et 27 septembre 1979.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

236

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

579/8/79 Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que les rues culs-de-sac situées dans le secteur P.A.A.T., Phase IV, soient identifiées de la façon ci-après indiquée:

- Le cul-de-sac partant de la rue Des Pins portera le nom de rue Des Sapins;
- Le cul-de-sac partant du lot 130-334 portera le nom de rue Des Epinettes.

ADOPTE

580/8/79 Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que la Cité de Drummondville achète pour la somme de deux dollars ($2.00) des Industries du Hockey Canadien (1975) Inc. une rue située en la Cité de Drummondville, connue sous le nom de rue Rocheleau, désignée au cadastre du Canton de Grantham comme étant une partie de la subdivision numéro deux du lot originaire numéro deux cent soixante-et-onze du Rang IV (Ptie 271-2, rue Rocheleau) telle que décrite dans la minute no. 1141-1 datée du 20 juin 1979 de l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle, ainsi qu'un droit de servitude de drainage sur un morceau de terrain connu et désigné comme étant des parties de la subdivision numéro deux du lot originaire numéro deux cent soixante-et-onze du Rang IV (Pties 271-2) du Canton de Grantham tel que décrit dans la minute no. 1141-3 datée du 20 juin 1979 de l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle. (Document versé au dossier)

Le notaire Gérard Fradet est mandaté par la présente pour préparer le contrat de vente.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à l'achat ci-haut cité.

ADOPTE

581/8/79 CONSIDERANT que la Cité de Drummondville a signé un accord avec la compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada assurant la desserte du Parc Industriel Régional de Drummondville par une antenne ferroviaire;

CONSIDERANT que les gouvernements du Canada et du Québec dans le cadre des ententes auxiliaires sur les infrastructures industrielles ont consenti de prendre en charge le coût total relié à l'aménagement de l'antenne ferroviaire;

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que:

1. La Cité de Drummondville approprie à même une balance de $1,513,000.00 de l'entente Canada-Québec dans le cadre des ententes auxiliaires sur les infrastructures industrielles la somme de $384,116.00 comme paiement forfaitaire à la compagnie des Chemin de Fer Nationaux du Canada en accord avec l'article 6 du contrat.

2. La Cité de Drummondville prie le comité directeur des ententes auxiliaires de lui verser le montant de $384,116.00 pour transmission à la compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada.

ADOPTE

INITIALES DU MAIRE
237
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

582/8/79 ATTENDU QU'à partir du ler janvier 1980, la Cité de Drummondville devra utiliser un dépotoir régional dont le site sera déterminé par les Services de Protection de l'Environnement du Québec;

ATTENDU QUE la convention intervenue entre la Cité et M. Jean-Pierre Auclair expirera le ler octobre 1979;

ATTENDU QUE durant la période du ler octobre au 31 décembre 1979, la Cité doit procéder à l'entretien du dépotoir municipal;

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que la convention avec M. Jean-Pierre Auclair soit prolongée au prix de $975.00 par mois jusqu'à ce que le dépotoir régional soit utilisable.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, le prolongement de la convention précitée.

ADOPTE

Le Directeur Général informe le Conseil que la Municipalité de St-Nicéphore a soumis une demande aux Services de Protection de l'Environnement pour l'opération d'un dépotoir régional. Les Consultants S.B.C.S. Inc., ingénieurs-conseils, ont procédé à l'étude du site proposé par la Municipalité de St-Nicéphore et leur rapport a été déposé aux autorités gouvernementales pour analyse.

583/8/79 ATTENDU QUE la Municipalité de St-Nicéphore a pris l'initiative de proposer un site pour l'aménagement d'un dépotoir régional;

ATTENDU QUE ce site peut être retenu par les Services de Protection de l'Environnement pour être utilisé comme dépotoir régional dans un territoire ayant un rayon de 30 kilomètres;

ATTENDU QUE vu sa population la Cité de Drummondville utilisera ce dépotoir régional dans une proportion d'environ 75%;

Pour ces raisons, il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que la Cité de Drummondville appuie le projet d'implantation d'un dépotoir régional dans la Municipalité de St-Nicéphore.

D'autre part, la Cité de Drummondville demande:

a) que le terrain qui sera utilisé comme dépotoir régional soit la propriété conjointe des municipalités qui utilisent ledit dépotoir régional et que le coût d'acquisition soit réparti au prorata des populations des municipalités concernées;

b) que l'exploitation et l'entretien dudit dépotoir régional soient confiés à l'entreprise privée par le biais des soumissions publiques;

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

c) que l'administration du dépotoir régional soit confiée à un comité intermunicipal dont les membres seront nommés par les municipalités concernées suivant un protocole préalablement établi;

d) que si les Services de Protection de l'Environnement accordent l'exploitation d'un dépotoir régional à la Municipalité de St-Nicéphore, qu'un protocole d'entente soit établi concernant les termes et conditions négociés avec les autorités municipales concernées.

ADOPTE

584/8/79 Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que le Comité de Coordination des Services Municipaux et Scolaires soit composé des personnes suivantes: MM. les conseillers Lucien Couture, Marcel Joyal et Lindor Letendre et MM. les officiers municipaux Claude Boucher, Roger Turcotte, André Paquet et Michel Lesage. Il est entendu que tous les membres du Conseil sont autorisés à siéger sur ledit Comité.

ADOPTE

585/8/79 Le conseiller Lucien Couture donne avis de motion d'un règlement de lotissement.

586/8/79 Le conseiller Jean-Paul Généreux donne avis de motion d'un règlement autorisant la Cité de Drummondville à conclure une entente avec la Municipalité de Grantham-Ouest pour le prolongement de la rue Rocheleau entre le P.I.R. et la rue St-Pierre.

587/8/79 Le conseiller Jean-Marie Boisvert donne avis de motion d'un règlement établissant les marges de recul et les normes d'aménagement du secteur P.A.A.T., Phase IV.

588/8/79 Le conseiller Lindor Letendre donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $52,500.00 pour l'exécution de travaux d'éclairage dans le secteur P.A.A.T., Phase IV.

Le conseiller Marcel Joyal informe l'assistance que la Cité procédera prochainement à un appel d'offres pour la vente des terrains disponibles dans le P.A.A.T., Phase IV. Ces terrains seront vendus $1.00 le pied carré et devront être construits dans les 18 mois suivant l'acquisition.

589/8/79 Le conseiller Marcel Joyal donne avis de motion d'un règlement modifiant le règlement No. 801 - zonage du secteur 09-10.

INITIALES DU MAIRE
239
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

590/8/79 Le conseiller Marcel Joyal donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement No. 801 - liste spécifique en secteur CA et commerces horticoles.

591/8/79 Le conseiller Jean-Marie Boisvert donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $46,000.00 pour l'exécution de travaux de réfection du plancher de la piscine du Centre Culturel.

Travaux:	$40,000.00
Frais:	6,000.00
Total:	$46,000.00

592/8/79 Le conseiller Lucien Couture donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $78,000.00 pour l'exécution de travaux de réparation à la piscine de Drummondville-Ouest.

Travaux:	$67,150.00
Frais:	10,850.00
Total:	$78,000.00

593/8/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que la Cité de Drummondville accepte l'offre de M. Gilles Leblanc pour la vente des lots 130-44 et 130-45 du cadastre du Canton de Grantham ayant chacun une superficie de cinq mille (5,000) pieds carrés.

La Cité paiera au vendeur la somme de soixante cents ($0.60) le pied carré pour une somme forfaitaire de $500.00 pour dédommagement concernant les inconvénients causés par la présente vente.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à cette acquisition. Me André Jean, notaire, est par la présente autorisé à rédiger l'acte d'achat précité.

ADOPTE

594/8/79 CONSIDERANT que le vieux pont qui enjambe la rivière St-François se détériore rapidement et que sa capacité portante devrait être vérifiée par des spécialistes dans les meilleurs délais;

CONSIDERANT que ce vieux pont est situé dans l'axe d'une route provinciale et qu'il est utilisé par une clientèle en transit et plus particulièrement par les résidants de plusieurs municipalités voisines de Drummondville;

CONSIDERANT que la fermeture de ce pont causerait préjudice à ses nombreux usagers;

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

240

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

CONSIDERANT que les autorités municipales de Drummondville estiment qu'il y a urgence de déterminer l'ampleur et le coût des travaux à effectuer pour rendre ce pont sécuritaire;

CONSIDERANT que le Conseil de la Cité de Drummondville juge que le gouvernement provincial devrait réaliser l'expertise des structures de ce pont et assumer les coûts de sa réfection;

Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux et unanimement résolu que demande soit faite aux Services des Ponts et Chaussées du Ministère des Transports du Québec d'accorder à la Cité de Drummondville les services de ses experts pour:

1. évaluer la charpente et les assises du vieux pont;
2. préparer les plans et devis des travaux de réfection qui s'imposent.

Il est de plus résolu que demande soit faite au Ministre des Transports d'accorder à la Cité de Drummondville une subvention qui permettrait de réaliser dans les meilleurs délais les travaux de réfection qui seront proposés par les experts.

ADOPTE

CONSIDERANT que la circulation du trafic lourd sur le vieux pont est interdite par un règlement municipal;

CONSIDERANT que l'état actuel du vieux pont permet d'estimer que les véhicules lourds peuvent accélérer la détérioration des structures de ce pont et être la cause d'accidents très sérieux;

CONSIDERANT que même si la circulation des autobus est permise sur ce pont, elle constitue un risque très sérieux;

595/8/79 Le conseiller Roger Prince donne avis de motion d'un règlement interdisant le passage des autobus sur le vieux pont jusqu'à ce que des réparations majeures aient été effectuées pour le rendre plus sécuritaire.

Le Directeur Général explique que M. Elphège Massé, directeur régional de la division du Transport pour la zone no. 4, a déjà été saisi des préoccupations du Conseil concernant l'état du vieux pont et qu'il a promis d'apporter sa plus entière collaboration pour solutionner ce problème dans le cadre des pouvoirs qui lui sont dévolus. Les demandes de la Cité lui seront remises dans les meilleurs délais et il s'empressera d'effectuer les démarches pour acheminer ces documents aux autorités gouvernementales compétentes.

Dans l'immédiat, on demandera aux policiers de la Cité de faire respecter rigoureusement le règlement interdisant le trafic lourd sur le vieux pont.

INITIALES DU MAIRE
241
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

596/8/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Marcel Joyal, que demande soit faite au Ministre des Affaires Municipales d'autoriser la Cité de Drummondville à préparer un programme d'amélioration des quartiers et de restauration de bâtiment dans le secteur St-Frédéric.

ADOPTE

597/8/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que la Cité de Drummondville appuie le projet Canada Travail visant une concertation des organismes volontaires du milieu pour la réalisation des festivals annuels Multi-Arts.

ADOPTE

598/8/79 Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à signer, pour et au nom de la Cité de Drummondville, un bail avec la Direction Générale des Eaux du Ministère des Richesses Naturelles, concernant le maintien du remplissage effectué par la Cité sur le lit de la rivière St-François en face du lot P. 185.

ADOPTE

599/8/79 Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que MM. Michel Lesage et Michel Parenteau soient autorisés à assister au congrès de l'A.I.M.Q. qui se tiendra durant le mois d'octobre 1979.

ADOPTE

600/8/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que M. Michel Parenteau soit autorisé à siéger sur un Comité de l'A.Q.T.E. chargé d'étudier la Loi 50 (Loi du Ministère de l'Environnement).

ADOPTE

601/8/79 Lecture est donnée du règlement No. 1328 autorisant un emprunt au montant de $373,000.00 pour la confection d'un rôle d'évaluation "nouvelle génération".

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que ce règlement No. 1328 soit adopté.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

242

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Lecture est donnée du règlement No. 1329 abrogeant le règlement No. 1261 - Location d'espaces dans les édifices municipaux.

602/8/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

603/8/79 Lecture est donnée du règlement No. 1330 prévoyant un emprunt de $320,000.00 pour l'exécution de travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie dans le prolongement de la rue Marchand.

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Roger Prince, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 593 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Cité pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1330 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 4 et 5 septembre 1979.

604/8/79 Lecture est donnée du règlement No. 1331 amendant le règlement No. 801 pour intégrer au secteur 04-24 une partie du secteur 04-21.

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 426-1° de la Loi des Cités et Villes, après que des avis publics auront été donnés de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires des secteurs concernés pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1331 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 18 et 19 septembre 1979.

605/8/79 Lecture est donnée du règlement No. 1332 interdisant la vente de produits alimentaires dans les établissements utilisés pour la vente de produits pétroliers.

Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 426-1° de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Cité pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1332 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 4 et 5 septembre 1979.

INITIALES DU MAIRE
243
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

606/8/79 Lecture est donnée du règlement No. 1333 prévoyant un emprunt de $34,500.00 représentant la participation de la Cité pour l'aménagement d'une salle communautaire dans l'édifice de 108 logements construit par la S.H.Q., rue Cockburn.

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

607/8/79 Il est unanimement résolu que des condoléances soient offertes à Mme Louise Laflamme et aux membres de sa famille à l'occasion du décès accidentel de M. Michel Elie, son épouse et leurs deux filles.

ADOPTE

La prochaine séance régulière du Conseil est fixée au lundi, 10 septembre 1979.

DIVERS

Le conseiller Roger Prince demande à l'inspecteur en bâtiment de vérifier l'état de vétusté d'un bâtiment situé à 174 rue Maisonneuve et de prendre des procédures en démolition s'il y a lieu.

Le conseiller Lindor Letendre veut informer les contribuables qui estiment que le passage piétonnier en voie de construction sous la voie du C.N. aurait dû être un viaduc accessible aux automobiles, que la Cité aurait sans aucun doute souhaité la construction d'un viaduc, mais que le sentier piétonnier a été subventionné dans le cadre d'un programme d'amélioration des quartiers qui ne prévoit pas de subvention pour un viaduc accessible aux véhicules automobiles.

608/8/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que le greffier soit chargé d'obtenir des villes de Calgary ou d'Edmonton les raisons qui motivent l'absence de parcomètres dans le centre-ville. Ce rapport devra être produit avant la fin de l'année 1979.

ADOPTE

Le conseiller Jean-Paul Généreux demande au Directeur Général de donner l'échéancier prévu pour la reconstruction du stade de baseball.

M. Claude Boucher explique que les travaux de drainage débuteront au cours de la semaine et que l'aménagement du terrain y compris l'ensemencement se feront avant la fin de l'automne 1979 de façon à ce que le nouveau terrain soit disponible au printemps 1980.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

244

INITIALES DU SEC.-TRES.

Le conseiller Jean-Paul Généreux félicite le Service des Travaux Publics pour la qualité des travaux de réfection qui sont présentement effectués sur le Chemin Hemming.

609/8/79 ATTENDU QUE le Ministère des Transports a entrepris des travaux d'arpentage sur le Chemin Hemming;

ATTENDU QUE cette voie publique est utilisée non seulement par les résidents de Drummondville mais par de nombreuses personnes en transit;

ATTENDU QU'il serait souhaitable que le Chemin Hemming soit élargi et desservi en égout pluvial;

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que demande soit faite au Ministère des Transports du Québec d'accorder une subvention à la Cité de Drummondville pour la réfection du pavage déjà effectuée sur le Chemin Hemming et pour les travaux d'amélioration qui pourraient être entrepris pour rendre cette route plus sécuritaire et plus adéquate.

ADOPTE

Le conseiller Jean-Marie Boisvert souhaite que tous les contribuables intéressés par l'ouverture de la rue St-Damase fassent parvenir leurs commentaires à la Cité par une pétition ou autrement. L'expression d'une volonté en ce sens pourrait faire contrepoids à certains éléments qui contribuent à bloquer le projet. Les sommes considérables déjà engagées par la Cité pour l'ouverture de la rue St-Damase ont pour but de relier les quartiers St-Joseph et St-Jean-Baptiste au Centre-Ville, de favoriser une meilleure protection-incendie et de revitaliser les centres commerciaux des différents secteurs de la Cité.

Il souhaite que les contribuables se fassent entendre rapidement, afin de savoir si ce projet répond aux aspirations de la majorité des citoyens.

ET LA SEANCE EST LEVEE.

.....
Greffier

.....
Maire

INITIALES DU MAIRE

245

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

10 septembre 1979

Procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Cité de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil le 10 septembre 1979, cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRESENTS: MM. les conseillers Jean-Marie Boisvert, Lucien Couture, Jean-Paul Généreux, Marcel Joyal, Lindor Letendre, Raymond Luneau, Roger Prince et J.-Bruno Smith, sous la présidence de Son Honneur le Maire Philippe Bernier.

610/9/79 Attendu que tous les membres du Conseil ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière du 27 août 1979; il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté tel que rédigé et que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture.

ADOPTE

611/9/79 Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Marcel Joyal, que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé après y avoir ajouté l'item suivant:

23A. Résolution d'appui au projet P.A.C. (Plein Air aux Citoyens) de la Cité des Loisirs.

ADOPTE

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

612/9/79 1- VENTE DU LOT 126-182 - P.A.A.T., PHASE I

Soumissionnaire	Prix
. MLLE MADELEINE CHAGNON 472 St-Alfred Drummondville	$0.60 le pied carré

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Roger Prince, que cette soumission soit acceptée. Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à cette vente.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales liée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

246

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

2- DEMOLITION DE L'EDIFICE VALOIS

613/9/79

Soumissionnaires	Prix
. LES ENTREPRISES RENE VERVILLE INC. 223 Boul. l'Assomption Repentigny	$ 800.00
. LES ENTREPRISES DE DEMOLITION DU QUEBEC ENRG. 546 Ferland Drummondville	$ 740.00
. MONTREAL DEMOLITION INC. 4501 Boul. St-Jean-Baptiste Pointe-aux-Trembles	$4,130.00

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que la plus basse soumission soit celle de Les Entreprises de Démolition du Québec Enrg. soit retenue à condition qu'elle soit en tout point conforme à l'appel d'offres de la Cité. Le Directeur des Travaux Publics est par la présente autorisé à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTE

614/9/79

3- POSE DE TUILES CERAMIQUES - PISCINE DU CENTRE CULTUREL

Soumissionnaire	Prix
. LUCIEN KIROUAC LTEE 394 rue Hériot Drummondville	$49,993.80

Attendu que le montant demandé excède les estimations de la Cité, il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que cette soumission soit remise au Directeur des Travaux Publics pour étude.

ADOPTE

615/9/79

4- DEMOLITION DE 8 BATIMENTS ET LEURS DEPENDANCES - SECTEUR P.A.Q., ST-JOSEPH/ST-JEAN-BAPTISTE

Soumissionnaires	Prix
. M. CLEMENT POULIN 1ère Avenue B Beauceville	$ 9,650.00
. A. et A. DEMOLITION LTEE 144 Boul. Industriel Châteauguay	$13,300.00
. LES ENTREPRISES DE DEMOLITION DU QUEBEC ENRG. 546 Ferland Drummondville	$ 7,940.00
. MONTREAL DEMOLITION INC. 4501 Boul. St-Jean-Baptiste Pointe-aux-Trembles	$ 7,380.00

INITIALES DU MAIRE
247
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

. LES ENTREPRISES RENE VERVILLE INC. $7,200.00
223 Boul. l'Assomption
Repentigny

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que la plus basse soumission jugée conforme en tout point à l'appel d'offres de la Cité soit retenue conditionnellement à la signature d'une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités. Le Directeur des Travaux Publics est par la présente autorisé à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTE

616/9/79

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Cité pour la période s'étendant du 25 août 1979 au 7 septembre 1979, lesquels comptes totalisent la somme de $402,288.83.

Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTE

C O R R E S P O N D A N C E:

- Trois propriétaires remercient le Conseil pour la rapidité apportée à l'extermination de la vermine dans le voisinage de leurs demeures.

- Lecture est donnée d'une longue lettre signée par 22 personnes qui contestent la décision du Conseil de privilégier l'ouverture de la rue St-Damase plutôt que de conserver la gare du Canadien Pacifique. Le conseiller Marcel Joyal estime que les signataires de cette lettre manquent d'objectivité en utilisant des termes acerbes et virulents pour qualifier l'attitude du Conseil qui unanimement après de longues études a conclu que la conservation de la gare est impossible à cause des coûts de relocalisation, de restauration et d'exploitation future. Les administrateurs municipaux sont convaincus qu'il existe d'autres priorités sociales auxquelles il faut consacrer des fonds et que la population ne peut se payer le luxe de tout conserver avant de satisfaire ses besoins essentiels. Il existe plusieurs monuments et bâtisses historiques qu'il faudra conserver mais il faut faire un choix raisonné parmi ces valeurs.

Imprimerie Formules légales provinciales liée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE
248
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

De toute façon pour le conseiller Marcel Joyal, les administrateurs municipaux n'ont pas de leçons à recevoir de personnes qui portent un jugement sur un dossier d'étudiants sans étude sérieuse des implications qu'il comporte.

Le conseiller Roger Prince est d'avis que les citoyens ont le droit de critiquer les décisions du Conseil, mais il appartient à ce dernier de prendre une décision basée sur des analyses sérieuses qui tiennent compte de la réalité et de l'équité collective.

617/9/79 - L'Association Professionnelle des Voyageurs de Commerce sollicite l'autorisation de tenir sa campagne annuelle de souscription le 17 septembre 1979.

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que cette autorisation soit accordée et que les membres de cette association soient félicités pour leur dévouement.

ADOPTE

618/9/79 - Les responsables de la campagne de souscription pour la Fibrose Kystique sollicitent l'autorisation de recueillir des dons publics les 13 et 14 septembre 1979.

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Roger Prince, que cette autorisation soit accordée.

ADOPTE

619/9/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que les actes d'achat des propriétés qui doivent être acquises par la Cité dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme d'Amélioration des Quartiers, secteur Ste-Thérèse--St-Pierre, soient rédigés par les notaires suivants, savoir:

Notaire	Propriétaire	Cadastre	Valeur foncière
Me Jacques Beaudoin	Jean Camirand 1580 Boul. Mercure	7-P.56, 7-P. 55	$ 2,925.
	Antonio Roy 1 Dumoulin	7-P.43	$ 2,925.
	Camille Biron 8 Poirier	6-P.11	$ 2,600.

INITIALES DU MAIRE

249

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Notaire	Propriétaire	Cadastre	Valeur Foncière
Me Jean Shooner	G. Bédard & M. Limoges 14 Poirier	6-P.10	$ 2,600.
	Bruno Aubé 18 Poirier	6-P.9	$ 2,600.
	Omer Lavallée 435 St-Omer	162B-30	$13,350.
	Rolland Benoit 77 Landreville	162B-112	$ 5,745.
Me Michel Boileau	G. Cloutier 20 Poirier	6-P.8	$ 2,600.
	G. Théberge 22 Poirier	6-P.7	$ 2,600.
	Hydro Québec	P.51	$ 2,600.
	Roger Bouchard 417A St-Pierre	161D	$ 6,230.
Me Marcel Bernier	Collège St-Bernard	7-P.59	$30,000.
	Paul-Henri Houle 1 St-Henri	162B-1	$21,700.
Me Laurent Jutras	Consolidated Textile	P.51, P.7	$23,400.
Me André Lampron	Willie Cormier 529 St-Pierre	162B-99, 162B-98 162B-89, 162B-88	$22,070.
Me Henri Sylvestre	Pierre Lemaire 28 Poirier	6-P.6	$ 2,325.
	Bertrand Martel 630A Scott	141-62A	$ 9,920.
	Alphonse Parenteau 445 St-Pierre	162B-279	$ 5,200.
Me Denis Gariepy	Ch.-E. Perreault 1 St-André et 348 St-Claude	144-P.302	$35,790.
Me Richard Prince	Oscar Marchesseault 2481 Demers	141-53A, et 141-54A	$33,425.
Me Gabriel Boire	Francine Dubé 407 Dumoulin	Entrepôt	$ 5,000.
Me Marc-André Joyal	Victor Gomez 98 Cormier	162B-253	$19,770.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

250

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Le conseiller Marcel Joyal souligne que les acquisitions de propriétés précitées s'inscrivent dans le cadre de la mise en oeuvre d'un Programme d'Amélioration des Quartiers, secteur Ste-Thérèse--St-Pierre et que ce programme constitue des dépenses d'environ 3 millions de dollars provenant de subventions gouvernementales qui permettront à de petits propriétaires d'améliorer leurs demeures et leur confort. Un tel programme exige une participation de 12½% de la part de la Cité, mais cette dépense est un apport économique qui correspond à une responsabilité sociale que les administrateurs municipaux estiment valable et justifiée.

620/9/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que la localisation de la bâtisse sise sur le lot 159-337 du cadastre du Canton de Grantham et portant le nunéro civique 897 rue Chassé, app. 1, 2, 3, 4, 5, 6 soit acceptée comme étant conforme à la réglementation municipale.

ADOPTE

621/9/79 ATTENDU QUE M. Victor Gomez offre de vendre à la Cité de Drummondville, corporation légalement constituée, l'immeuble composé du lot 162B-253 du cadastre officiel du Canton de Grantham, tel que le tout se trouve actuellement, avec toutes constructions, circonstances et dépendances y érigées;

ATTENDU QU'il y a lieu d'accepter cette offre de vente pour les fins du Programme d'Amélioration de Quartiers de la Cité de Drummondville;

En conséquence et sujet à approbation par la Société d'Habitation du Québec et à ratification par le lieutenant-gouverneur en conseil, il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, et résolu à l'unanimité:

QUE la Cité de Drummondville, corporation légalement constituée par Lettres Patentes émises par la Loi 2 GEO VI, 1938, chapitre 113, accepte l'offre de M. Victor Gomez pour la vente de l'immeuble ci-après décrit, lequel immeuble est vendu avec les garanties ordinaires de droit, franc et quitte de toutes charges, hypothèques, privilèges et autres redevances quelconques, savoir:

Désignation

Contenant en superficie 6,600 pieds carrés, mesure anglaise, le tout tel que montré au plan préparé par M. Gilles LeMaire, arpenteur-géomètre, daté du 11 juillet 1979 et portant le numéro 4587 des minutes de son répertoire, lequel plan est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante après avoir été reconnu véritable et signé "Ne Varietur" par les parties.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Titres de propriété

L'acquéreur s'engage à ne point exiger du vendeur, au regard de l'immeuble ci-dessus, d'autres copies de titres que celles qu'il possède et couvrant la période des trente (30) dernières années de la date de ce jour; un certificat de recherches sera établi par l'acquéreur couvrant les trente (30) dernières années jusqu'à ce jour.

Possession et conditions

La Cité de Drummondville jouira et disposera de tout ce que ci-dessus vendu en pleine propriété, à compter de la signature de l'acte de vente, aux charges et conditions suivantes, savoir:

1. De prendre le tout dans son état actuel avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y attachées et notamment les servitudes d'utilité publique enregistrées contre ledit lot;

2. De payer le coût de l'acte de vente avec enregistrement et copie pour le vendeur;

3. De faire l'ajustement des taxes municipales, scolaires et autres redevances quelconques à la date de la signature de l'acte de vente;

4. La Ville n'ajustera pas les primes d'assurances. Le vendeur devra faire annuler sa police d'assurances et en retirer la ristourne, s'il y a lieu.

Prix

La présente vente est en outre faite pour et moyennant le prix et somme de quatorze mille huit cents dollars ($14,800.00) payable comptant lors de la signature de l'acte de vente.

Il ne résultera des présentes aucun privilège, ni hypothèque.

La présente vente est acceptée en conformité de l'offre signée le 28ième jour d'août 1979, laquelle offre est annexée à la présente résolution pour référence.

Il est de plus résolu que le Maire et le Greffier soient et ils sont autorisés à signer tous documents nécessaires aux fins des présentes.

ADOPTE

622/9/79

ATTENDU QUE M. Roger Bouchard offre de vendre à la Cité de Drummondville, corporation légalement constituée, la bâtisse portant le numéro civique 417 A et B rue St-Pierre ainsi que les dépendances érigées sur le lot 161D du cadastre officiel du Canton de Grantham;

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M



ATTENDU QU'il y a lieu d'accepter cette offre de vente pour les fins du Programme d'Amélioration de Quartiers de la Cité de Drummondville;

En conséquence et sujet à approbation par la Société d'Habitation du Québec et à ratification par le lieutenant-gouverneur en conseil, il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, et résolu à l'unanimité:

QUE la Cité de Drummondville, corporation légalement constituée par Lettres Patentes émises par la Loi 2 GEO VI, 1938, chapitre 113, accepte l'offre de M. Roger Bouchard pour la vente de l'immeuble ci-haut décrit, lequel immeuble est vendu avec les garanties ordinaires de droit, franc et quitte de toutes charges, hypothèques, privilèges et autres redevances quelconques, savoir:

Titres de propriété

L'acquéreur s'engage à ne point exiger du vendeur, au regard de l'immeuble ci-dessus, d'autres copies de titres que celles qu'il possède et couvrant la période des trente (30) dernières années de la date de ce jour; un certificat de recherches sera établi par l'acquéreur couvrant les trente (30) dernières années jusqu'à ce jour.

Possession et conditions

La Cité de Drummondville jouira et disposera de tout ce que ci-dessus vendu en pleine propriété, à compter de la signature de l'acte de vente, aux charges et conditions suivantes, savoir:

1. De prendre le tout dans son état actuel;

2. De payer le coût de l'acte de vente avec enregistrement et copie pour le vendeur;

3. De faire l'ajustement des taxes municipales, scolaires et autres redevances quelconques à la date de la signature de l'acte de vente;

4. La Ville n'ajustera pas les primes d'assurances. Le vendeur devra faire annuler sa police d'assurances et en retirer la ristourne, s'il y a lieu.

Prix

La présente vente est en outre faite pour et moyennant le prix et somme de cinq mille dollars ($5,000.00) payable comptant lors de la signature de l'acte de vente;

Il ne résultera des présentes aucun privilège, ni hypothèque.

La présente vente est acceptée en conformité de l'offre signée le 14ième jour d'août 1979, laquelle offre est annexée à la présente résolution pour référence.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Il est de plus résolu:

QUE le Maire et le Greffier soient et ils sont autorisés à signer tous documents nécessaires aux fins des présentes.

ADOPTE

623/9/79

ATTENDU QUE M. Pierre Lemaire offre de vendre à la Cité de Drummondville, corporation légalement constituée, la bâtisse portant le numéro civique 28 rue Poirier ainsi que les dépendances érigées sur le lot P.6-6 Est du cadastre officiel du Canton de Grantham;

ATTENDU QU'il y a lieu d'accepter cette offre de vente pour les fins du Programme d'Amélioration de Quartiers de la Cité de Drummondville;

En conséquence et sujet à approbation par la Société d'Habitation du Québec et à ratification par le lieutenant-gouverneur en conseil, il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, et résolu à l'unanimité:

QUE la Cité de Drummondville, corporation légalement constituée par Lettres Patentes émises par la Loi 2 GEO VI, 1938, chapitre 113, accepte l'offre de M. Pierre Lemaire pour la vente de l'immeuble ci-haut décrit, lequel immeuble est vendu avec les garanties ordinaires de droit, franc et quitte de toutes charges, hypothèques, privilèges et autres redevances quelconques, savoir:

Titres de propriété

L'acquéreur s'engage à ne point exiger du vendeur au regard de l'immeuble ci-dessus, d'autres copies de titres que celles qu'il possède et couvrant la période des trente (30) dernières années de la date de ce jour; un certificat de recherches sera établi par l'acquéreur couvrant les trente (30) dernières années jusqu'à ce jour.

Possession et conditions

La Cité de Drummondville jouira et disposera de tout ce que ci-dessus vendu en pleine propriété, à compter de la signature de l'acte de vente, aux charges et conditions suivantes, savoir:

1. De prendre le tout dans son état actuel;

2. De payer le coût de l'acte de vente avec enregistrement et copie pour le vendeur.

3. De faire l'ajustement des taxes municipales, scolaires et autres redevances quelconques à la date de la signature de l'acte de vente;

4. La Ville n'ajustera pas les primes d'assurances. Le vendeur devra faire annuler sa police d'assurances et en retirer la ristourne, s'il y a lieu.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS

Prix

La présente vente est en outre faite pour et moyennant le prix et somme de quatre mille cinq cents dollars ($4,500.00) payable comptant lors de la signature de l'acte de vente.

Il ne résultera des présentes aucun privilège, ni hypothèque.

La présente vente est acceptée en conformité de l'offre signée le 14ième jour d'août 1979, laquelle offre est annexée à la présente résolution pour référence.

Il est de plus résolu:

QUE le Maire et le Greffier soient et ils sont autorisés à signer tous documents nécessaires aux fins des présentes.

ADOPTE

624/9/79 Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que Son Honneur le Maire, MM. les conseillers Raymond Luneau et Roger Prince, et les autres conseillers disponibles soient autorisés à assister au congrès de l'Association Forestière des Cantons de l'Est Inc. qui se tiendra à St-Georges de Beauce, jeudi le 4 octobre 1979.

ADOPTE

625/9/79 Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que les services professionnels des arpenteurs-géomètres LeMaire & LeMaire soient retenus pour établir le plan de cadastre du secteur P.A.A.T., Phase IV. Ce mandat sera précisé par M. Denis Luneau, Directeur de la Planification pour la Cité de Drummondville.

ADOPTE

626/9/79 Considérant les résultats positifs de la stratégie communautaire d'emploi de Drummond;

Considérant les retombées économiques éventuelles d'une Banque Communautaire de Ressources Techniques;

Considérant la disponibilité et la qualité des ressources humaines qui sont prêtes à oeuvrer pour le développement du milieu;

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lucien Couture et unanimement résolu que la Cité de Drummondville participe activement au comité d'adaptation de la main d'oeuvre dans le but de mettre sur pied une Banque Communautaire de Ressources Techniques. La Cité délègue audit comité son coordonnateur au développement économique, M. Georges Nijdam et elle invite ses partenaires dans le développement économique: le C.E.D., la Chambre de Commerce du Comté de Drummond et le Bureau de Tourisme à y collaborer.

ADOPTE

627/9/79

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux:

1- Que la résolution no. 484/7/79 soit abrogée (nom de Marie Rivier donné à la rue St-Félix jusqu'à la rue Des Châtaigniers);

2- Que le nom de la rue St-Félix remplace le nom de Marie Rivier jusqu'à la Rivière Noire.

ADOPTE

Le Conseil entend conserver le nom de Marie Rivier pour identifier une autre rue située près de l'école Marie de la Présentation mais qui ne porte pas encore de numéro de cadastre.

D'autre part puisque plusieurs résidants de la rue St-Félix ont insisté pour conserver ce nom, la Cité procédera rapidement au remplacement des enseignes récemment installées suite à l'adoption de la résolution no. 484/7/79.

628/9/79

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que le 1er paragraphe de la résolution no. 501/7/79 soit modifié en remplaçant la partie de phrase: "une superficie de 1,971 pieds carrés au prix de $3.25 le pied carré pour un montant total de $6,405.75" par ce qui suit: "une superficie approximative de 2,268 pieds carrés au prix de $6,405.75".

ADOPTE

629/9/79

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que le nom de Messier soit utilisé pour identifier le parc actuellement connu sous le nom de "Parc des Citoyens" dans le quartier St-Joseph. La Cité veut par ce geste souligner l'engagement social démontré par plusieurs membres de la famille Messier.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS

Considérant que par sa résolution no. 575/8/79 le Conseil de la Cité a nommé M. Michel Parenteau, ingénieur municipal et chef-inspecteur en bâtiment; il est proposé par le conseiller Roger Prince,

630/9/79 appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que la résolution no. 491/11/73 soit abrogée.

ADOPTE

631/9/79 Le Conseil prend connaissance d'un plan de redivision d'une partie du lot 52, Quartier Est, préparé par l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle le 13 août 1979, pour le compte de J.R. Blanchard & Cie Limitée.

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que ce plan de redivision soit accepté tel que soumis.

ADOPTE

632/9/79 Le Conseil prend connaissance d'un plan de redivision d'une partie du lot 126-3, Rang II, préparé par l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle le 10 août 1979, pour le compte de M. Roger Gaucher.

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que ce plan de redivision soit accepté tel que soumis.

ADOPTE

633/9/79 Le conseiller Jean-Marie Boisvert donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $5,000.00 pour l'acquisition de partie des lots 440, 441, 442 et 443 et partie de la rue A, Quartier Est, propriété de Southern Canada Power.

Terrain:	$4,295.50
Financement:	704.50
Total:	$5,000.00

634/9/79 Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que la Cité achète de Southern Canada Power une lisière de terrain de figure irrégulière faisant partie des lots quatre cent quarante, quatre cent quarante-et-un, quatre cent quarante-deux, quatre cent quarante-trois et partie de la rue A (Pties 440, 441, 442, 443 et Ptie Rue A) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Quartier Est, Ville de Drummondville, division d'enregistrement de Drummond.

Cette lisière de terrain contient une superficie totale de huit mille cinq cent quatre-vingt-onze pieds carrés (8,591 pi^2, soit 798.13 m^2) et est plus amplement décrite aux plan et description technique no. 4469 préparés par M. Gilles LeMaire, arpenteur-géomètre, le 16 janvier 1979, lesquels plan et description technique sont annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante. (Documents versés aux archives de la Cité)



La Cité paiera à Southern Canada Power la somme de $4,295.50 et accepte toutes les conditions décrites au projet de contrat préparé par Me Richard Prince, notaire.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à cette vente et à y apporter toute modification d'importance mineure jugée nécessaire.

ADOPTE

635/9/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que le rapport du Directeur du Service du Personnel intitulé "Mouvement du Personnel - Août 1979" soit accepté tel que rédigé et versé aux archives de la Cité.

ADOPTE

636/9/79 Considérant l'effort financier, humain et matériel que la Cité de Drummondville investit par son service récréatif et communautaire afin de répondre aux besoins légitimement exprimés par la population;

Considérant le haut taux de chômage de notre région;

Considérant la volonté des groupes et des individus de se prendre en charge;

Considérant que les objectifs des projets Canada au Travail répondent directement à cette implication du citoyen face aux besoins sociaux et culturels de ses concitoyens;

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux et résolu à l'unanimité que M. Gilles Charest, régisseur des sports d'équipe soit autorisé pour et au nom de la Cité de Drummondville à compléter les demandes d'obtention du projet et soit par le fait même autorisé à signer tous documents se rapportant à ce projet.

ADOPTE

637/9/79 Considérant la mission régionale et locale de la Cité des Loisirs pour la promotion du plein air;

Considérant la collaboration étroite établie entre la Cité des Loisirs et la Cité de Drummondville;

Considérant l'échelle de concertation municipale, scolaire et semi-publique;

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M



Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith et résolu unanimement que le projet P.A.C. dans le cadre du programme Canada au Travail soit privilégié par les autorités gouvernementales compétentes.

ADOPTE

638/9/79 Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que le Club des Petits Animaux Drummond soit autorisé à utiliser le Pavillon Industriel du terrain de l'Exposition les 22 et 23 septembre 1979. Cette association devra cependant obtenir le consentement de la Société d'Agriculture et fournir à la Cité une preuve d'assurance-responsabilité publique de $200,000.00.

ADOPTE

Le conseiller Roger Prince souligne que plusieurs actes de vandalismes ont récemment été commis au terrain de l'Exposition et que les dommages sont assez considérables. En conséquence, il souhaite que les résidants riverains collaborent pour aviser le Service de Police aussi souvent que nécessaire. D'autre part, on demandera aux policiers et au Service des Travaux Publics d'étudier la possibilité d'améliorer la surveillance des lieux.

639/9/79 ATTENDU QUE le certificat d'admissibilité de la Société Centrale d'Hypothèques et de Logement pour le Programme d'Amélioration de Quartiers, secteur St-Joseph et St-Jean-Baptiste, se termine le 1er novembre 1979;

ATTENDU QUE tous les projets prévus à ce programme sont engagés;

ATTENDU QUE nous avons à subir des retards dans le relogement des familles déplacées, la Société d'Habitation du Québec tardant à débuter sa mise en oeuvre de construction de logements subventionnés, telle que prévue au programme;

POUR TOUS CES MOTIFS, il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lucien Couture et unanimement résolu que demande soit faite à la Société Centrale d'Hypothèques et de Logement d'extentionner pour une période additionnelle d'une année son certificat d'admissibilité du Programme d'Amélioration de Quartiers, zone St-Joseph et St-Jean-Baptiste.

ADOPTE

640/9/79 Lecture est donnée du règlement No. 1325 décrétant un emprunt de $337,000.00 pour subventionner la restauration des bâtiments résidentiels visés par le programme modifié de restauration de Drummondville, zone St-Joseph/St-Jean-Baptiste.

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 593 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Cité pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1325 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 18 et 19 septembre 1979.

641/9/79 Lecture est donnée du règlement No. 1334 autorisant la Cité de Drummondville à conclure une entente avec la Municipalité de Grantham-Ouest pour le prolongement de la rue Rocheleau entre le Parc Industriel Régional et la rue St-Pierre.

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

642/9/79 Lecture est donnée du règlement No. 1335 amendant le règlement No. 801 - liste spécifique en secteur CA et commerce horticoles.

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 426-1° de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Cité pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1335 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 18 et 19 septembre 1979.

643/9/79 Lecture est donnée du règlement No. 1336 prévoyant un emprunt de $44,300.00 pour l'aménagement d'un parc linéaire dans le secteur P.A.A.T., Phase I.

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

644/9/79 Lecture est donnée du règlement No. 1337 modifiant le règlement No. 801 - zonage du secteur 09-10.

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 426-1° de la Loi des Cités et Villes, après que des avis publics auront été donnés de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires des secteurs concernés pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1337 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 2 et 3 octobre 1979.

645/9/79 Lecture est donnée du règlement No. 1338 décrétant un emprunt de $52,500.00 pour l'exécution de travaux d'éclairage dans le secteur P.A.A.T., Phase IV.

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

646/9/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que les services professionnels de la firme Hébert, Le Houillier et Ass. Inc. soient retenus pour le renouvellement du régime d'assurance-collective offert aux employés municipaux. Le mandat de la présente consiste à:

- préparer la demande de soumissions,
- effectuer l'analyse des soumissions reçues,
- rédiger un rapport devant servir à déterminer le choix du ou des assureurs des régimes d'assurance.

La firme Hébert, Le Houillier et Ass. Inc. devra également voir à la mise en vigueur des régimes, vérifier les nouvelles polices et donner sur demande de la Cité, les conseils et renseignements requis pour la bonne administration des régimes y incluant toute modification devant y être apportée.

La firme Hébert, Le Houillier et Ass. Inc. est également autorisée à recevoir les commissions payables par les assureurs à titre de rémunération pour le travail à effectuer.

ADOPTE

647/9/79 Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que la Cité de Drummondville emprunte de son fonds de roulement la somme de $62,000.00 pour financer le coût des élections municipales qui auront lieu le 5 novembre 1979; lequel coût est détaillé à la cédule "A" annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante. (Document versé aux archives de la Cité).

Cet emprunt sera remboursé sur une période de quatre (4) ans, soit quatre versements annuels, égaux et consécutifs de $15,500.00, le premier versement étant prévu pour l'année 1979.

ADOPTE

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Période de questions et renseignements

Le conseiller Roger Prince exhibe un journal dans lequel il est mentionné que le maire de la Cité de Drummondville est le vice-président de l'Union des Municipalités du Québec.

M. Roger Prince se dit assez surpris que le journaliste ne sache pas que le maire de Drummondville complètera bientôt un terme de trois ans au poste de Président de l'Union des Municipalités et que sa performance à ce titre a placé Drummondville en évidence lors des congrès annuels et des délégations auprès du gouvernement provincial. Ses nombreuses interventions et sa disponibilité ont fait de Drummondville un point de mire et rapporté des dividendes qui font l'envie de plusieurs municipalités plus importantes que la nôtre.

Son Honneur le Maire souligne qu'il a été heureux d'agir comme Président de l'Union des Municipalités qui regroupe les dirigeants des principales Cités et Villes du Québec et environ 80% de la population québécoise. Il considère que la présidence d'un organisme est non seulement un honneur, mais un privilège qu'il a tenté d'exploiter au maximum pour le bénéfice de Drummondville.

648/9/79

Le conseiller Roger Prince résume le contenu d'un rapport de la compagnie Dominion Textile qui révèle que durant les 2 dernières années cette entreprise locale a investi plus de quinze millions pour moderniser son usine créant ainsi 300 emplois nouveaux.

Il est proposé par le conseiller Roger Prince et unanimement résolu que des félicitations soient transmises aux dirigeants de Dominion Textile pour leur dynamisme et la confiance dont ils font preuve en investissant à Drummondville des sommes aussi importantes qui permettent à nos citoyens de trouver du travail permanent.

ADOPTE

Le conseiller Jean-Paul Généreux souligne que lors d'une fête organisée par Dominion Textile récemment les dirigeants de cette entreprise ont annoncé que des investissements additionnels de l'ordre de 6 millions de dollars sont prévus pour les prochains mois, ce qui permet de croire que cette entreprise connaitra encore un essor intéressant.

Le conseiller Marcel Joyal veut rassurer les industriels et les marchands concernant la taux de la taxe d'affaires qui sera imposé en 1980. Le Conseil est unanime de ne pas majorer cette taxe, afin de ne pas pénaliser l'initiative mais plutôt d'encourager les investissements dans le territoire de la Cité.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Le conseiller Marcel Joyal invite la population à prendre connaissance d'un appel d'offres qui sera publié le 12 septembre dans un hebdomadaire pour la mise en vente de 22 terrains situés dans le secteur P.A.A.T., Phase IV. Ces terrains desservis seront vendus un dollar ($1.00) le pied carré et les acquéreurs n'auront aucune taxe riveraine à assumer. Compte tenu du site de ces terrains et le prix relativement peu élevé, il souhaite que les acheteurs se hâtent de s'en porter propriétaires à condition qu'ils soient en mesure de les construire avant la fin de 1980.

Le conseiller Roger Prince estime que le Service des Travaux Publics devra mieux indiquer l'interdiction du trafic lourd sur la rue Dupont et installer des lumières à chaque extrémité du vieux pont pour contrôler la circulation à sens unique et interdire les rencontres tant et aussi longtemps que des réparations n'auront pas été effectuées.

Au chapitre des bâtiments vétustes, le conseiller Roger Prince demande que les responsables du service d'inspection des bâtiments voient à la démolition ou à la restauration des édifices suivants:

1- un petit bâtiment sur la rue Lindsay près de la rue St-François;

2- une maison vétuste dont la galerie est dangereuse au 489 Hériot;

3- une remise délabrée sise au 174 rue Maisonneuve.

Pour ce qui a trait à la bâtisse sise au 489 rue Hériot, le conseiller J.-Bruno Smith considère que la Cité devrait acquérir cet édifice pour fins de démolition en utilisant des fonds mis en réserve pour des cas semblables.

La prochaine séance régulière du Conseil est fixée au 24 septembre 1979 à 20:00 heures.

ET LA SEANCE EST LEVEE.

.....

Greffier

.....

Maire

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

24 septembre 1979

Procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Cité de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil le 24 septembre 1979, cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRESENTS: MM. les conseillers Jean-Marie Boisvert, Lucien Couture, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Raymond Luneau, Roger Prince et J.-Bruno Smith, sous la présidence de Son Honneur le Maire Philippe Bernier.

649/9/79 Attendu que tous les membres du Conseil ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière du 10 septembre 1979, il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté tel que rédigé et que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture.

ADOPTE

650/9/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTE

Période de questions et renseignements

M. Roger Marier, ex-conseiller municipal, explique qu'il veut attester publiquement qu'il n'a jamais signé la pétition présentée au Conseil le 10 septembre dernier pour la conservation de la gare du C.P. Après vérification avec son aviseur légal, il a découvert que la personne qui a signé cette pétition était un dénommé Roger Marien de Chambly. Il ne veut pas se prononcer sur le bien-fondé de cette pétition, préférant se fier au bon jugement des autorités municipales qui auront à statuer sur ce sujet.

Plusieurs dames employées dans les commerces du bas de la ville voudraient que le Conseil revise la réglementation qui limite le stationnement à 90 minutes sur le terrain situé du côté du Parc Woodyatt.

Le Conseil prend bonne note de cette demande et étudiera s'il y a lieu de modifier la réglementation actuelle.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

651/9/79

1- VENTE DU LOT 126-166 - P.A.A.T., PHASE I

Soumissionnaire	Prix
. M. LUC BEAUDOIN 599 Turcotte Drummondville	$0.60 le pied carré

AMENDEE PAR RES. 856/12/79

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que cette soumission soit acceptée. Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à cette vente.

ADOPTE

652/9/79

2- VENTE DES LOTS 12, 13, 14 ET 15 - P.A.A.T., PHASE IV

Soumissionnaire	Prix
M. J.-BRUNO FRECHETTE 800 Boul. St-Joseph Drummondville	$1.00 le pied carré

Attendu que la Cité a prévu dans son appel d'offres qu'aucune vente de terrains du P.A.A.T., Phase IV, ne sera acceptée avant le 11 octobre 1979; il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que l'acceptation de cette offre d'achat soit reportée après le 11 octobre 1979.

ADOPTE

653/9/79

3- SEL DE VOIRIE

	Prix unitaire à la tonne métrique	
Soumissionnaires	F.A.B. Montréal	F.A.B Dr'Ville
. LES PRODUITS SEL IROQUOIS LTEE 360 St-Jacques, Suite 315 Montréal	$25.20	$26.98
. DOMTAR INC., DIV. DU SEL SIFTO 5960 Jean Talon Est Montréal	$25.20	$30.40
. LA SOCIETE CANADIENNE DE SEL LTEE 10701 Boul. Parkway Ville d'Anjou	$25.20	$29.89

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que la plus basse soumission conforme soit retenue.

ADOPTE

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

654/9/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que demande soit faite à la compagnie Les Produits Sel Iroquois Ltée d'effectuer le transport du sel de voirie en utilisant les services des camionneurs artisans de Drummondville, si le coût de cette livraison est compatible avec le prix soumis à la Cité.

ADOPTE

C O R R E S P O N D A N C E

- M. Roland Ruel, Directeur Général de la compagnie Pro 6 Inc., remercie le Conseil pour avoir rehaussé de sa présence l'ouverture officielle de leur nouvelle usine récemment construite dans le parc industriel.

- M. Réal Ally offre de se porter acquéreur de la gare du C.P. ainsi que du terrain sur lequel elle est située afin d'aménager un nouveau genre de commerce qu'il identifie "Buffet de la Gare".

  Considérant que la Cité n'est pas encore propriétaire de cette gare, le Conseil accusera réception de cette lettre et la versera au dossier déjà volumineux intitulé "Prolongement de la rue St-Damase".

- Le Conseil prend connaissance de deux lettres du Maire de la Ville de Brive en France qui souhaite un jumelage avec la Cité de Drummondville. Il invite le Conseil à visiter sa ville et à constater les réalisations récentes effectuées à Brive, savoir: un complexe d'usine d'incinération des ordures ménagères et une station d'épuration des eaux usées.

  La deuxième lettre est accompagnée d'un document qui autorise le Maire de Brive à signer un protocole d'amitié qui confirmera le jumelage de Brive et Drummondville si le Conseil de cette dernière donne son accord au projet.

655/9/79 Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que Son Honneur le Maire Philippe Bernier soit autorisé à signer un protocole d'amitié avec la Ville de Brive sans engagement financier pour la Cité.

ADOPTE

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau et unanimement résolu que le conseiller Lucien Couture soit félicité et remercié pour avoir établi les contacts avec la Ville de Brive et favorisé ainsi le jumelage des deux villes.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

- Le Conseil prend connaissance d'une lettre signée par une Dame Roy de la rue St-Damase qui exprime son désaccord sur les points suivants:

  - Le prolongement de la rue St-Damase dans le tracé proposé;
  - Le manque de rationalité dans la numérotation des immeubles;
  - L'utilisation d'un terrain municipal, rue Cockburn, pour la construction de 108 logements par la S.H.Q.

- Le Carrefour de l'Humanité Drummond Inc. demande l'autorisation de solliciter le public pour amasser des fonds.

  Attendu que ce nouvel organisme n'est pas connu, on demande au greffier de prendre des informations concernant les objectifs poursuivis par les membres avant de donner cette permission.

657/9/79 Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que les mutations de propriétés portant les numéros 9802 à 9886 inclusivement soient acceptées.

ADOPTE

658/9/79 Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Cité pour la période s'étendant du 8 septembre au 1er octobre 1979, lesquels comptes totalisent la somme de $867,219.41.

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Roger Prince, que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTE

659/9/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que la Cité de Drummondville accepte les soumissions présentées par Récupération Cascades Inc. pour la cueillette des vidanges, savoir:

Séance	Secteurs	Prix
14 mai 1979	A, B et C	$ 186,250.00
28 mai 1979	D et E	$ 69,132.00

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités, le tout sujet à l'approbation préalable de la Commission Municipale du Québec.

ADOPTE

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

660/9/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Roger Prince, que la Cité de Drummondville paie à l'Union des Municipalités du Québec la somme de $268.41, représentant sa cotisation pour l'extension de 4 mois de l'exercice financier 1978-1979.

ADOPTE

661/9/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que la résolution no. 636/9/79 soit amendée pour y remplacer les mots "M. Gilles Charest, régisseur des sports d'équipe" par "M. Philippe Bernier, maire".

ADOPTE

662/9/79 CONSIDERANT que la Cité de Drummondville, par l'intermédiaire de ses Services Récréatifs et Communautaires, a présenté dans le cadre du Programme d'Aide au Développement des Equipements Municipaux de Loisirs des demandes de subventions concernant les aménagements suivants:

- Construction d'un réseau linéaire rive-nord du St-François;
- Aménagement d'un terrain de balle molle et de baseball "Parc Celanese";
- Aménagement de systèmes d'éclairage sur deux (2) terrains de balle "Parc Michaud";
- Aménagement des Iles du Parc Woodyatt;
- Aménagement d'un terrain de baseball mineur et majeur "Stade";

CONSIDERANT que dans tous les cas précités, la Cité a reçu un refus catégorique des instances gouvernementales;

CONSIDERANT que ce refus semble discriminatoire en fonction des efforts de la Cité envers ses loisirs et l'implication marquée et réelle de l'ensemble des contribuables de Drummondville pour financer en totalité des équipements à caractère régional;

CONSIDERANT que la Cité de Drummondville répond d'une façon presque totale à l'ensemble des objectifs d'une municipalité conformément aux prescriptions du livre blanc sur le loisir du Québec;

CONSIDERANT que la Cité de Drummondville mérite plus d'attention sur ses dossiers de développement en matière de loisirs;

CONSIDERANT l'effort financier de plus de $350,000.00 de développement en équipement de loisir pour l'année 1979;

CONSIDERANT sa structure régionale;

CONSIDERANT l'utilisation régionale de ses équipements;

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

CONSIDERANT que la Cité de Drummondville devrait dans ses dossiers recevoir plus d'attention;

IL EST PROPOSE PAR LE CONSEILLER JEAN-MARIE BOISVERT,
APPUYE PAR LE CONSEILLER RAYMOND LUNEAU,
ET ACCEPTE A L'UNANIMITE

QUE les dossiers présentés deviennent l'objet d'une reconsidération à l'intérieur des programmes précités du Ministère des Loisirs, ainsi que du Ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche.

ADOPTE

663/9/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que M. Yves Pouliot soit autorisé à assister à un colloque québécois sur la criminalité économique qui se déroulera les 13, 14 et 15 novembre 1979 à l'Institut de Police du Québec à Nicolet.

ADOPTE

664/9/79 Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que M. André Paquet soit délégué à une journée d'étude organisée par le Service de Développement Régional et du Plein Air le 25 septembre 1979 à La Tuque.

ADOPTE

665/9/79 Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que M. Philippe Bernier, maire, et M. Georges Nijdam, coordonnateur du développement économique, soient délégués au congrès de l'Association des Commissaires Industriels qui se tiendra du 21 au 24 octobre 1979 à Sherbrooke et dont le thème sera: "Le Fouillis au Développement Economique".

ADOPTE

666/9/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que M. Yvon Legris soit autorisé à assister au colloque de l'Association des Officiers en Bâtiments du Québec Inc. qui se tiendra les 3, 4 et 5 octobre 1979 à Hull.

ADOPTE

667/9/79 Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à la vente des lots 130-44 et 130-45 du cadastre du Canton de Grantham dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme P.A.A.T.- Phase IV.



Cette vente consentie à M. Gilles Leblanc et Dame Céline Mondoux sera faite aux prix et conditions contenus dans le projet de contrat préparé par le notaire Gérard Fradet et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante. (Document versé aux archives de la Cité)

ADOPTE

668/9/79

ATTENDU QUE M. Romélus Baril offre de vendre à la Cité de Drummondville, corporation légalement constituée, l'immeuble composé du lot 162B-72 du cadastre officiel du Canton de Grantham, tel que le tout se trouve actuellement, avec toutes constructions, circonstances et dépendances y érigées;

ATTENDU QU'il y a lieu d'accepter cette offre de vente pour les fins du Programme d'Amélioration de Quartiers de la Cité de Drummondville;

En conséquence et sujet à approbation par la Société d'Habitation du Québec et à ratification par le lieutenant-gouverneur en Conseil, IL EST PROPOSE PAR LE CONSEILLER JEAN-PAUL GENEREUX, APPUYE PAR LE CONSEILLER JEAN-MARIE BOISVERT, ET RESOLU A L'UNANIMITE:

QUE la Cité de Drummondville, corporation légalement constituée par Lettres Patentes émises par la Loi 2 GEO VI, 1938, chapitre 113, accepte l'offre de M. Romélus Baril pour la vente de l'immeuble ci-après décrit, lequel immeuble est vendu avec les garanties ordinaires de droit, franc et quitte de toutes charges, hypothèques, privilèges et autres redevances quelconques savoir:

Désignation

Contenant en superficie 7,854 pieds carrés, mesure anglaise, le tout tel que montré au plan préparé par M. Gilles LeMaire, arpenteur-géomètre, daté du 20 juillet 1979 et portant le numéro 4594 des minutes de son répertoire, lequel plan est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante après avoir été reconnu véritable et signé "Ne Varietur" par les parties.

Titres de Propriété

L'acquéreur s'engage à ne point exiger du vendeur, au regard de l'immeuble ci-dessus, d'autres copies de titres que celles qu'il possède et couvrant la période des trente (30) dernières années de la date de ce jour; un certificat de recherches sera établi par l'acquéreur couvrant les trente (30) dernières années jusqu'à ce jour.

Possession et conditions

La Cité de Drummondville jouira et disposera de tout ce que ci-dessus vendu en pleine propriété, à compter de la signature de l'acte de vente, aux charges et conditions suivantes, savoir:

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M



1. De prendre le tout dans son état actuel avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y attachées et notamment les servitudes d'utilité publique enregistrées contre ledit lot;

2. De payer le coût de l'acte de vente avec enregistrement et copie pour le vendeur;

3. De faire l'ajustement des taxes municipales, scolaires et autres redevances quelconques à la date de la signature de l'acte de vente.

4. La Ville n'ajustera pas les primes d'assurances. Le vendeur devra faire annuler sa police d'assurances et en retirer la ristourne s'il y a lieu.

Prix

La présente vente est en outre faite pour et moyennant le prix et somme de quatorze mille dollars ($14,000.00) payable comptant lors de la signature de l'acte de vente.

Il ne résultera des présentes aucun privilège, ni hypothèque.

La présente vente est acceptée en conformité de l'offre signée le 20ième jour de septembre 1979, laquelle offre est annexée à la présente résolution pour référence. (Document versé aux archives de la Cité)

Le notaire Yvon Langevin est également autorisé à rédiger le projet de contrat.

Il est de plus résolu:

QUE le Maire et le Greffier soient et ils sont autorisés à signer tous documents nécessaires aux fins des présentes.

ADOPTE

669/9/79 Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que la Cité de Drummondville accepte les plan et devis no. C-106 concernant la réfection du plancher du Centre Culturel préparés par l'ingénieur municipal le 30 août 1979 et autorise ce dernier à les présenter aux Services de Protection de l'Environnement pour en obtenir l'approbation.

ADOPTE

670/9/79 Le conseiller Lucien Couture donne avis de motion d'un règlement modifiant le règlement No. 801 - Zonage de la rue St-Georges entre la Rivière Noire et le Boul. Lemire.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

671/9/79 Le conseiller J.-Bruno Smith donne avis de motion d'un règlement d'emprunt au montant de $33,000.00 - Poursuite du dossier "Regroupement Municipal".

Honoraires	$30,000.00
Financement	$ 3,000.00
Total:	$33,000.00

672/9/79 Le conseiller Jean-Paul Généreux donne avis de motion d'un règlement d'emprunt de $115,000.00 - Achat de terrains de Mme Thérèse Biron.

Terrains	$100,000.00
Financement	$ 15,000.00
Total:	$115,000.00

673/9/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle soit autorisé à préparer une description technique des terrains que la Cité se propose d'acquérir de Mme Thérèse Biron.

ADOPTE

674/9/79 Lecture est donnée du règlement No. 1339 prévoyant un emprunt de $46,000.00 pour l'exécution de travaux de réfection du plancher de la piscine du Centre Culturel.

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 593 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Cité pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1339 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 2 et 3 octobre 1979.

675/9/79 Lecture est donnée du règlement No. 1340 établissant les marges de recul et les normes d'aménagement du secteur P.A.A.T., Phase IV.

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 426-1° de la Loi des Cités et Villes, après que des avis publics auront été donnés de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires des secteurs concernés pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1340 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 16 et 17 octobre 1979.

676/9/79 Lecture est donnée du règlement No. 1341 prévoyant un emprunt de $5,000.00 pour l'acquisition de partie des lots 440, 441, 442 et 443 et partie de la rue A, Quartier Est, propriété de Southern Canada Power (prolongement de la rue St-Damase).

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 593 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Cité pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1341 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 2 et 3 octobre 1979.

Période de questions et renseignements

677/9/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert et unanimement résolu que des félicitations et des voeux de succès soient offerts à Me Michel Clair à l'occasion de sa nomination au poste de Ministre du Revenu du Québec.

ADOPTE

Le conseiller Jean-Paul Généreux demande au Directeur des Travaux Publics de chercher une solution qui permettrait à un propriétaire d'avoir accès à sa propriété sur la rue Ringuet en interdisant ou limitant le stationnement du côté de la propriété de Domremy.

Le conseiller Roger Prince souhaite que l'on donne suite rapidement aux sujets suivants:

- Installation de panneaux identifiant la rue St-Félix sur toute sa longueur;
- Amélioration du système de climatisation au Centre Culturel;
- Installation de boites à suggestions dans les édifices municipaux;
- Organisation d'une visite des parcs industriels de la Cité pour le grand public.



Son Honneur le Maire résume brièvement l'entrevue qu'il a eue récemment avec le Ministre des Affaires Municipales en compagnie du maire de Drummondville-Sud, du maire de Grantham-Ouest et du député de Drummond pour discuter du projet de regroupement municipal.

Le Ministre annoncera prochainement le montant d'une subvention que son gouvernement s'engagera à verser à la nouvelle ville si la fusion se réalise.

Il ajoute que le Ministre a étudié le document préparé par les consultants et qu'il en est satisfait.

Les conseillers Lindor Letendre et J.-Bruno Smith souhaitent que les maires et les conseillers de Drummondville-Sud et Grantham-Ouest fassent connaitre le plus tôt possible leur position concernant le projet de fusion. Il est impératif que les citoyens du Grand Drummondville sachent si les autorités municipales sont favorables ou défavorables au regroupement proposé unanimement par le Conseil de la Cité.

ET LA SEANCE EST LEVEE.

....

Greffier **Maire**

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M


INITIALES DU MAIRE
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

PROVINCE DE QUEBEC
CITE DE DRUMMONDVILLE

SERMENT D'OFFICE

Je soussigné, Philippe Bernier, homme d'affaires de la Cité de Drummondville, ayant été élu maire de la Cité de Drummondville, jure que je remplirai les devoirs de ma charge avec honnêteté et fidélité, au meilleur de mon jugement et de ma capacité.

AINSI QUE DIEU ME SOIT EN AIDE!

.....

Assermenté devant moi
à Drummondville, P.Q.
ce 12e jour de novembre
1979.

Greffier de la Cité de
Drummondville.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

PROVINCE DE QUEBEC
CITE DE DRUMMONDVILLE

SERMENT D'OFFICE

Je soussigné, Lindor Letendre, gérant des ventes, de la Cité de Drummondville, ayant été élu conseiller au siège No. 1 de la Cité de Drummondville, jure que je remplirai les devoirs de cette charge avec honnêteté et fidélité, au meilleur de mon jugement et de ma capacité.

AINSI QUE DIEU ME SOIT EN AIDE!

...Lindor Letendre...

Assermenté devant moi
à Drummondville, P.Q.
ce 12e jour de novembre 1979.

Greffier de la Cité de
Drummondville.

- - - - - - - - - - - -

PROVINCE DE QUEBEC
CITE DE DRUMMONDVILLE

SERMENT D'OFFICE

Je soussigné, Jean-Marie Boisvert, courtier, de la Cité de Drummondville, ayant été élu conseiller au siège No. 2 de la Cité de Drummondville, jure que je remplirai les devoirs de cette charge avec honnêteté et fidélité, au meilleur de mon jugement et de ma capacité.

AINSI QUE DIEU ME SOIT EN AIDE!

.....

Assermenté devant moi
à Drummondville, P.Q.
ce 12e jour de novembre 1979.

Greffier de la Cité de
Drummondville.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

PROVINCE DE QUEBEC
CITE DE DRUMMONDVILLE

SERMENT D'OFFICE

Je soussigné, Marcel Joyal, commerçant, de la Cité de Drummondville, ayant été élu conseiller au siège No. 3 de la Cité de Drummondville, jure que je remplirai les devoirs de cette charge avec honnêteté et fidélité, au meilleur de mon jugement et de ma capacité.

AINSI QUE DIEU ME SOIT EN AIDE!

.....

Assermenté devant moi
à Drummondville, P.Q.
ce 12e jour de novembre 1979.

Greffier de la Cité de
Drummondville

- - - - - - - - - - - -

PROVINCE DE QUEBEC
CITE DE DRUMMONDVILLE

SERMENT D'OFFICE

Je soussigné, Raymond Luneau, garagiste, de la Cité de Drummondville, ayant été élu conseiller au siège No. 4 de la Cité de Drummondville, jure que je remplirai les devoirs de cette charge avec honnêteté et fidélité, au meilleur de mon jugement et de ma capacité.

AINSI QUE DIEU ME SOIT EN AIDE!

.....

Assermenté devant moi
à Drummondville, P.Q.
ce 12e jour de novembre 1979.

Greffier de la Cité de
Drummondville.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

PROVINCE DE QUEBEC
CITE DE DRUMMONDVILLE

SERMENT D'OFFICE

Je soussigné, J.-Bruno Smith, directeur-adjoint, de la Cité de Drummondville, ayant été élu conseiller au siège No. 5 de la Cité de Drummondville, jure que je remplirai les devoirs de cette charge avec honnêteté et fidélité, au meilleur de mon jugement et de ma capacité.

AINSI QUE DIEU ME SOIT EN AIDE!

J. Bruno Smith

Assermenté devant moi
à Drummondville, P.Q.
ce 12e jour de novembre 1979.

Laurent Beaudoin

Greffier de la Cité de
Drummondville.

- - - - - - - - - - - -

PROVINCE DE QUEBEC
CITE DE DRUMMONDVILLE

SERMENT D'OFFICE

Je soussigné, Roger Prince, commerçant, de la Cité de Drummondville, ayant été élu conseiller au siège No. 6 de la Cité de Drummondville, jure que je remplirai les devoirs de cette charge avec honnêteté et fidélité, au meilleur de mon jugement et de ma capacité.

AINSI QUE DIEU ME SOIT EN AIDE!

Roger Prince

Assermenté devant moi
à Drummondville, P.Q.
ce 12e jour de novembre 1979.

Laurent Beaudoin

Greffier de la Cité de
Drummondville

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

PROVINCE DE QUEBEC
CITE DE DRUMMONDVILLE

SERMENT D'OFFICE

Je soussigné, Jean-Paul Généreux, contremaître, de la Cité de Drummondville, ayant été élu conseiller au siège No. 7 de la Cité de Drummondville, jure que je remplirai les devoirs de cette charge avec honnêteté et fidélité, au meilleur de mon jugement et de ma capacité.

AINSI QUE DIEU ME SOIT EN AIDE!

Jean-Paul Généreux

Assermenté devant moi
à Drummondville, P.Q.
ce 12e jour de novembre 1979.

Laurent Bonin

Greffier de la Cité de
Drummondville.

- - - - - - - - - - - -

PROVINCE DE QUEBEC
CITE DE DRUMMONDVILLE

SERMENT D'OFFICE

Je soussigné, Lucien Couture, gérant, de la Cité de Drummondville, ayant été élu conseiller au siège No. 8 de la Cité de Drummondville, jure que je remplirai les devoirs de cette charge avec honnêteté et fidélité, au meilleur de mon jugement et de ma capacité.

AINSI QUE DIEU ME SOIT EN AIDE!

Lucien Couture

Assermenté devant moi
à Drummondville, P.Q.
ce 12e jour de novembre 1979

Laurent Bonin

Greffier de la Cité de
Drummondville.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS.


INITIALES DU MAIRE
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M


INITIALES DU MAIRE
INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

Imprimerie Formules légales provinciales ltée, Mtl No 110-M

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SEC.-TRÉS.

LA CITE DE DRUMMONDVILLE

9 octobre 1979

Procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Cité de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil le 9 octobre 1979, cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRESENTS: MM. les conseillers Jean-Marie Boisvert, Lucien Couture, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Raymond Luneau, Marcel Joyal et J.-Bruno Smith, sous la présidence de Son Honneur le Maire Philippe Bernier.

678/10/79

Attendu que tous les membres du Conseil ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière du 24 septembre 1979, il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté tel que rédigé et que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture.

ADOPTE

679/10/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé après y avoir ajouté l'item 15-B. suivant:

" 15-B. Subvention de $1,200.00 à l'Association du Soccer Mineur de Drummondville. (Directeur Général) "

ADOPTE

Période de questions et renseignements

M. Clovis Foisy, propriétaire de l'Hôtel Ritz, se plaint que dû à des travaux d'excavation sur les rues Demers et Dumoulin son commerce est pratiquement inaccessible à sa clientèle, ce qui lui cause un préjudice depuis le mois de juin. Il insiste pour que le Service des Travaux Publics ou l'entrepreneur rétablisse la circulation et l'accès à sa propriété. Il invoque le fait que cette situation cause également préjudice aux résidants du secteur qui ne peuvent recevoir de livraison et qui seraient sérieusement pénalisés en cas d'incendie.

Son Honneur le Maire explique qu'il s'est rendu lui-même sur les lieux au cours de la matinée en compagnie du Directeur des Travaux Publics et que ce dernier lui a assuré que cette situation serait corrigée dans les meilleurs délais.

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

680/10/79

1- VENTE DU LOT 130-53 (No. 1), SECTEUR P.A.A.T., PHASE IV

Soumissionnaire	Prix
. M. DENIS JOLY . 23 rue Des Cyprès, Drummondville	$1.00 le pied carré

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que cette soumission soit acceptée. Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à cette vente.

ADOPTE

681/10/79

2- VENTE DE PIECES NEUVES ET USAGEES POUR UN CHARGEUR HOUGH 1963, MODELE H-60

Soumissionnaire	Prix
. LES EMBELLISSEMENTS RICHELIEU (1976) INC. R.R. 122, St-Germain	$650.00 (achat des pièces et du chargeur)

Attendu que la mise à prix minimale fixée dans l'appel d'offres de la Cité était de $1,500.00; il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que cette soumission soit rejetée et que le Directeur des Travaux Publics soit autorisé à vendre ces pièces sur invitation ou par un nouvel appel d'offres.

ADOPTE

682/10/79

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Cité pour la période s'étendant du 22 septembre au 1er octobre 1979, lesquels comptes totalisent la somme de $465,326.18.

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTE

C O R R E S P O N D A N C E:

- Le greffier donne lecture d'une lettre adressée au Conseil de la Cité le 2 octobre 1979 par le Conseil Economique Drummond. Dans cette lettre, le C.E.D. demande au Conseil de répondre à cinq questions précises qui ont déjà été posées aux représentants de la Cité qui siègent sur le Comité de Promotion Economique et qui sont: MM. les conseillers Marcel Joyal, Roger Prince et J.-Bruno Smith.

  Son Honneur le Maire souligne que cette lettre a été écrite le 2 octobre et que la réponse était commandée pour le 5 octobre suivant ce qui ne laissait pas beaucoup de temps pour analyser les demandes.

  M. Raynald Dumais, président du C.E.D., déplore que les relations avec la Cité soient tendues et que le dialogue ne soit pas facile. Il espère que le Conseil va modifier son attitude pour accorder aux bénévoles du C.E.D. des coudées franches.

- Le conseiller Roger Prince entre dans la salle des délibérations et prend son siège.

  Son Honneur le Maire reprend la parole pour expliquer que lui-même et ses collègues apprécient hautement la contribution des membres du C.E.D. pour les efforts qu'ils consacrent à la promotion industrielle du milieu. Cependant la Cité et le C.E.D. ont accepté un protocole d'entente qui viendra à échéance le 31 décembre 1980 et le Conseil considère que les deux parties auraient avantage à respecter cette convention.

  M. Dumais allègue que l'article 12 du protocole est la principale cause de la mésentente actuelle. Il demande que chacun des membres du Conseil donne séparément son appréciation concernant l'oeuvre accomplie par le C.E.D. et exprime ses attentes de la part de ceux qui oeuvrent dans cet organisme.

  Son Honneur le Maire clôt le débat en déclarant que ses collègues l'ont unanimement mandaté pour être leur porte-parole et que le Conseil entend respecter le protocole en vigueur jusqu'à son expiration et qu'il s'attend à ce que le C.E.D. adopte la même attitude. La renégociation du protocole pourra

se faire en temps opportun. Sur ce, la discussion prend fin et tous les membres présents du C.E.D. quittent la salle des délibérations.

- La Municipalité des Cantons-Unis Wendover & Simpson par une lettre accompagnée d'une résolution adoptée le 25 septembre 1979, informe le Conseil de la Cité de sa disponibilité pour discuter de l'agrandissement de l'usine de traitement d'eau.

  Le conseiller Marcel Joyal estime que cette proposition est très intéressante et qu'après deux ans de discussions stériles au sujet de l'agrandissement de l'usine de traitement d'eau, il serait temps que d'autres municipalités qui s'alimentent à l'usine de la Cité démontrent la même disponibilité, afin d'élaborer un projet qui permettrait d'obtenir des subventions du gouvernement provincial pour agrandir l'usine et régler définitivement le problème d'alimentation en eau qui s'aggrave d'année en année et risque de compromettre le développement urbain.

683/10/79 - L'Association des Marchands du Drummond Centre-Ville souhaite l'instauration par le Conseil d'une politique qui règlerait le problème du stationnement à l'avantage des clients et des commerçants de ce secteur commercial.

  Sur proposition des conseillers J.-Bruno Smith, Raymond Luneau et Roger Prince, il est résolu que le Conseil organise le plus tôt possible une rencontre avec les dirigeants de l'Association des Marchands du Drummond Centre-Ville et que M. Georges Nijdam soit chargé de planifier cette rencontre dans les meilleurs délais.

  ADOPTE

- Me Michel Clair, député de Drummond et Ministre du Revenu, informe le Conseil qu'il entend collaborer avec M. Elphège Massé, directeur régional du Ministère des Transports, afin que le gouvernement provincial apporte une aide à la Cité de Drummondville pour la réfection du vieux pont.

- Le député de Drummond à l'Assemblée Nationale félicite la Cité de Drummondville pour son implication au niveau des immobilisations des équipements de loisirs et espère que certaines demandes de subventions demeurées sans réponse pourront être disponibles par l'adoption d'un budget supplémentaire pour le Ministère des Loisirs, Chasse et Pêche.

- Le Conseil prend connaissance d'une lettre du Carrefour des Handicapés Drummond Inc. qui demande la poursuite des démarches concernant la mise en marche d'un service de transport pour personnes handicapées des villes impliquées auprès de la Commission des Transports du Québec.

684/10/79 ATTENDU QUE la Cité de Drummondville entend participer à la mise sur pied d'un mode de transport régional pour les personnes handicapées;

  ATTENDU QUE la participation de la Cité a été acceptée dans le cadre d'une subvention annuelle calculée au prorata des populations des municipalités intéressées par ce projet;

  ATTENDU QUE la Cité de Drummondville n'a pas l'intention d'instituer un service municipal de transport pour personnes handicapées;

  Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Marcel Joyal, que la Cité demande aux autorités gouvernementales de modifier l'arrêté en conseil numéro 2071-79 du 11 juillet 1979 de façon à prévoir des subventions favorisant la mise sur pied d'un transport en commun pour les personnes handicapées qui sera à la charge du gouvernement ou d'un organisme autorisé tout en prévoyant une participation facultative des municipalités et une contribution personnelle des usagers.

  ADOPTE

- M. Bernard Messier, ex-conseiller municipal, remercie le Conseil pour avoir donné le nom de sa famille à un parc du quartier St-Joseph pour perpétuer le souvenir de services rendus par son père et les membres de sa famille sur le plan communautaire.

- M. Guy Tardif, Ministre des Affaires Municipales, félicite Son Honneur le Maire Philippe Bernier pour sa récente élection comme membre du comité exécutif de l'Union des Municipalités du Québec.

685/10/79 Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert et unanimement résolu que des félicitations soient offertes à Son Honneur le Maire Philippe Bernier pour sa nomination comme membre du comité exécutif de l'Union des Municipalités du Québec.

ADOPTE

- Lecture est donnée d'une résolution adoptée le 1er octobre 1979 par le Conseil de la Ville de Trois-Rivières pour souligner les services rendus par Son Honneur le Maire Philippe Bernier durant son terme d'office comme Président de l'Union des Municipalités du Québec. Cette résolution souligne que le maire de la Cité de Drummondville a su mettre son expérience au profit de l'U.M.Q. et de l'ensemble des municipalités du Québec pour ainsi contribuer à la mise sur pied de nouvelles lois concernant les municipalités et à la correction des lois déjà en vigueur.

686/10/79

Le conseiller Jean-Marie Boisvert donne avis de motion d'un règlement interdisant le trafic lourd sur les rues Des Pins, Plamondon, Des Erables et Des Tilleuls.

687/10/79

Le conseiller Lucien Couture donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $141,000.00 pour les travaux du prolongement de la rue Rocheleau.

Travaux	$122,500.
Financement	$ 18,500.
TOTAL:	$141,000.

688/10/79

Le conseiller Lucien Couture donne avis de motion d'un règlement d'expropriation - re: rue Veilleux.

689/10/79

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que les services professionnels des évaluateurs Réal Tessier et Associés soient retenus pour établir la valeur des terrains concernés par le prolongement de la rue Veilleux. Le Directeur Général de la Cité précisera le mandat précité si la Cité doit procéder par expropriation.

ADOPTE

690/10/79

Le conseiller Jean-Marie Boisvert donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $292,000.00 - re: construction d'une bâtisse, réaménagement des voies du C.P.R. et déplacement d'une rampe (Rue St-Damase).

Travaux	$254,000.00
Frais de financement	$ 38,000.00
TOTAL:	$292,000.00

691/10/79

Le conseiller Lindor Letendre donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $217,500.00 -re: relocalisation d'un égout - Centre Hospitalier Georges Frédéric.

Travaux	$181,000.00
Frais de financement	$ 36,500.00
TOTAL:	$217,500.00

692/10/79

Le conseiller J.-Bruno Smith donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $10,000.00 -re: travaux d'amélioration à l'Hôtel de Ville.

Travaux	$ 8,500.00
Frais de financement	$ 1,500.00
TOTAL:	$10,000.00

693/10/79

Le conseiller Jean-Paul Généreux donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $32,000.00 -re: améliorations au marché public.

Travaux	$27,680.00
Frais de financement	$ 4,320.00
TOTAL:	$32,000.00

694/10/79

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que des enseignes interdisant le stationnement soient installées face aux entrées du couvent de la rue Moisan.

ADOPTE

695/10/79

Le conseiller Raymond Luneau donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas $90,000.00 pour l'exécution de travaux de réfection à la piscine de Drummondville-Ouest.

Travaux	$78,500.00
Frais de financement	$11,500.00
TOTAL:	$90,000.00

696/10/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, qu'une subvention de $1,200.00 soit consentie à l'Association du Soccer Mineur de Drummondville. Cette somme sera affectée au poste 274017 des prévisions budgétaires de l'année en cours.

ADOPTE

697/10/79

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que MM. Sylvain Cusson et Robert Yergeau soient autorisés à s'inscrire au cours qui sera donné sur la réglementation du bâtiment à Montréal les 26 et 27 octobre 1979.

ADOPTE

698/10/79

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que le rapport du Directeur du Service du Personnel intitulé "Mouvement du Personnel - Septembre 1979" soit accepté tel que rédigé et versé aux archives de la Cité.

ADOPTE

699/10/79

Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que la Cité de Drummondville vende, au prix de $0.10 le pied carré, à Motelin Inc., un terrain industriel situé dans le parc industriel municipal en bordure de la rue Janelle, ayant une superficie approximative de 150,000 pieds carrés (250' x 600') et qui est plus amplement décrit par une description technique préparée par l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle et annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à cette vente.

ADOPTE

700/10/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Roger Prince, que la Cité de Drummondville vende, au prix de $0.15 le pied carré, à une compagnie à être formée et représentée par Me Daniel H. Tingley, un terrain industriel situé dans le parc industriel régional en bordure des rues Sigouin et Rocheleau ayant une superficie approximative de 145,000 pieds carrés et qui est plus amplement décrit par une description technique préparée par l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle et annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à cette vente.

ADOPTE

701/10/79

ATTENDU QUE dans le cadre des ententes auxiliaires fédérales-provinciales, la Cité de Drummondville a obtenu une subvention de $5,000,000.00 pour l'aménagement d'un parc industriel régional dont elle est le maître d'oeuvre;

ATTENDU QUE la Cité s'est déjà engagée par la résolution no. 476/7/79 à réaliser un ensemble de travaux dans le parc industriel régional;

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Marcel Joyal, que la Cité accepte la recommandation du comité directeur en ce qui concerne l'aménagement de la rue Canadien. Cette rue sera pavée sur une largeur de 36 pieds et sera pourvue de bordures.

ADOPTE

702/10/79

ATTENDU QUE M. Alphonse Parenteau offre de vendre à la Cité de Drummondville, corporation légalement constituée, la bâtisse portant le numéro civique 445 rue St-Pierre ainsi que les dépendances érigées sur les lots 162A et 162B du cadastre officiel du Canton de Grantham;

ATTENDU QU'il y a lieu d'accepter cette offre de vente pour les fins du Programme d'Amélioration de Quartiers de la Cité de Drummondville;

En conséquence et sujet à approbation par la Société d'Habitation du Québec et à ratification par le lieutenant-gouverneur en Conseil, IL EST PROPOSE PAR LE CONSEILLER J.-BRUNO SMITH, APPUYE PAR LE CONSEILLER JEAN-PAUL GENEREUX, ET RESOLU A L'UNANIMITE:

QUE la Cité de Drummondville, corporation légalement constituée par Lettres Patentes émises par la Loi 2 GEO VI, 1938, chapitre 113, accepte l'offre de M. Alphonse Parenteau pour la vente de l'immeuble ci-haut décrit, lequel immeuble est vendu avec les garanties ordinaires de droit, franc et quitte de toutes charges, hypothèques, privilèges et autres redevances quelconques, savoir:

Titres de propriété

L'acquéreur s'engage à ne point exiger du vendeur, au regard de l'immeuble ci-dessus, d'autres copies de titres que celles qu'il possède et couvrant la période des trente (30) dernières années de la date de ce jour; un certificat de recherches sera établi par l'acquéreur couvrant les trente (30) dernières années jusqu'à ce jour.

Possession et conditions

La Cité de Drummondville jouira et disposera de tout ce que ci-dessus vendu en pleine propriété, à compter de la signature de l'acte de vente, aux charges et conditions suivantes, savoir:

1. De prendre le tout dans son état actuel;

2. De payer le coût de l'acte de vente avec enregistrement et copie pour le vendeur;

3. De faire l'ajustement des taxes municipales, scolaires et autres redevances quelconques à la date de la signature de l'acte de vente;

4. La Ville n'ajustera pas les primes d'assurances. Le vendeur devra faire annuler sa police d'assurances et en retirer la ristourne, s'il y a lieu.

Prix

La présente vente est en outre faite pour et moyennant le prix et somme de quatre mille dollars ($4,000.00) payable comptant lors de la signature de l'acte de vente.

Il ne résultera des présentes aucun privilège, ni hypothèque.

La présente vente est acceptée en conformité de l'offre signée le ler jour d'octobre 1979, laquelle offre est annexée à la présente résolution pour référence.

Il est de plus résolu:

QUE le Maire et le Greffier soient et ils sont autorisés à signer tous documents nécessaires aux fins des présentes.

ADOPTE

703/10/79

ATTENDU QUE M. Bertrand Martel offre de vendre à la Cité de Drummondville, corporation légalement constituée, la bâtisse portant le numéro civique 630-A rue Scott ainsi que les dépendances érigées sur le lot 141-62-A du cadastre officiel du Canton de Grantham;

ATTENDU QU'il y a lieu d'accepter cette offre de vente pour les fins du Programme d'Amélioration de Quartiers de la Cité de Drummondville;

En conséquence et sujet à approbation par la Société d'Habitation du Québec et à ratification par le lieutenant-gouverneur en Conseil, IL EST PROPOSE PAR LE CONSEILLER LINDOR LETENDRE, APPUYE PAR LE CONSEILLER LUCIEN COUTURE, ET RESOLU A L'UNANIMITE:

QUE la Cité de Drummondville, corporation légalement constituée par Lettres Patentes émises par la Loi 2 GEO VI, 1938, chapitre 113, accepte l'offre de M. Bertrand Martel pour la vente de l'immeuble ci-haut décrit, lequel immeuble est vendu avec les garanties ordinaires de droit, franc et quitte de toutes charges, hypothèques, privilèges et autres redevances quelconques, savoir:

Titres de propriété

L'acquéreur s'engage à ne point exiger du vendeur, au regard de l'immeuble ci-dessus, d'autres copies de titres que celles qu'il possède et couvrant la période des trente (30) dernières années de la date de ce jour; un certificat de recherches sera établi par l'acquéreur couvrant les trente (30) dernières années jusqu'à ce jour.

Possession et conditions

La Cité de Drummondville jouira et disposera de tout ce que ci-dessus vendu en pleine propriété, à compter de la signature de l'acte de vente, aux charges et conditions suivantes, savoir:

1. De prendre le tout dans son état actuel;

2. De payer le coût de l'acte de vente avec enregistrement et copie pour le vendeur;

3. De faire l'ajustement des taxes municipales, scolaires et autres redevances quelconques à la date de la signature de l'acte de vente;

4. La Ville n'ajustera pas les primes d'assurances. Le vendeur devra faire annuler sa police d'assurances et en retirer la ristourne, s'il y a lieu.

Prix

La présente vente est en outre faite pour et moyennant le prix et somme de neuf mille sept cent cinquante dollars ($9,750.00) payable comptant lors de la signature de l'acte de vente.

Il ne résultera des présentes aucun privilège, ni hypothèque.

La présente vente est acceptée en conformité de l'offre signée le 1er jour d'octobre 1979, laquelle offre est annexée à la présente résolution pour référence.

Il est de plus résolu:

QUE le Maire et le Greffier soient et ils sont autorisés à signer tous documents nécessaires aux fins des présentes.

ADOPTE

704/10/79

ATTENDU QUE M. Paul-Henri Houle offre de vendre à la Cité de Drummondville, corporation légalement constituée, la bâtisse portant le numéro civique 1 rue St-Henri ainsi que les dépendances érigées sur le lot 162B-1 du cadastre officiel du Canton de Grantham;

ATTENDU QU'il y a lieu d'accepter cette offre de vente pour les fins du Programme d'Amélioration de Quartiers de la Cité de Drummondville;

En conséquence et sujet à approbation par la Société d'Habitation du Québec et à ratification par le lieutenant-gouverneur en Conseil, IL EST PROPOSE PAR LE CONSEILLER JEAN-MARIE BOISVERT, APPUYE PAR LE CONSEILLER RAYMOND LUNEAU, ET RESOLU A L'UNANIMITE:

QUE la Cité de Drummondville, corporation légalement constituée par Lettres Patentes émises par la Loi 2 GEO VI, 1938, chapitre 113, accepte l'offre de M. Paul-Henri Houle pour la vente de l'immeuble ci-haut décrit, lequel immeuble est vendu avec les garanties ordinaires de droit, franc et quitte de toutes charges, hypothèques, privilèges et autres redevances quelconques, savoir:

Titres de propriété

L'acquéreur s'engage à ne point exiger du vendeur, au regard de l'immeuble ci-dessus, d'autres copies de titres que celles qu'il possède et couvrant la période des trente (30) dernières années de la date de ce jour; un certificat de recherches sera établi par l'acquéreur couvrant les trente (30) dernières années jusqu'à ce jour.

Possession et conditions

La Cité de Drummondville jouira et disposera de tout ce que ci-dessus vendu en pleine propriété, à compter de la signature de l'acte de vente, aux charges et conditions suivantes, savoir:

1. De prendre le tout dans son état actuel;

2. De payer le coût de l'acte de vente avec enregistrement et copie pour le vendeur;

3. De faire l'ajustement des taxes municipales, scolaires et autres redevances quelconques à la date de la signature de l'acte de vente;

4. La Ville n'ajustera pas les primes d'assurances. Le vendeur devra faire annuler sa police d'assurances et en retirer la ristourne, s'il y a lieu.

Prix

La présente vente est en outre faite pour et moyennant le prix et somme de treize mille cinq cents dollars ($13,500.00) payable comptant lors de la signature de l'acte de vente.

Il ne résultera des présentes aucun privilège, ni hypothèque.

La présente vente est acceptée en conformité de l'offre signée le 2e jour d'octobre 1979, laquelle offre est annexée à la présente résolution pour référence.

Il est de plus résolu:

QUE le Maire et le Greffier soient et ils sont autorisés à signer tous documents nécessaires aux fins des présentes.

ADOPTE

705/10/79

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que des enseignes interdisant le stationnement soient installées en bordure du terrain de jeux de l'école Frédéric Tétreau de façon à libérer un espace suffisant pour 6 autobus scolaires.

ADOPTE

706/10/79

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que les Services Techniques de la Cité étudient la nécessité d'installer des enseignes interdisant le stationnement sur la rue St-Edouard entre les rues Lindsay et Brock.

ADOPTE

707/10/79

Lecture est donnée du règlement No. 1342 décrétant un emprunt de $33,000.00 pour défrayer le coût de la poursuite de l'étude du regroupement municipal.

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 593 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Cité pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1342 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 23 et 24 octobre 1979.

708/10/79

Lecture est donnée du règlement No. 1343 décrétant un emprunt de $115,000.00 pour l'acquisition de terrains nécessaires pour fins d'aménagement d'équipements récréatifs et communautaires.

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 593 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Cité pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1343 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 23 et 24 octobre 1979.

709/10/79

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que la Cité de Drummondville acquière de Mme Thérèse Biron les parties de lots 153 N.S., 156 N.S., 158 N.S., 159 N.S., 156-250, 156-252, 156-253, 156-254, 156-255, 156-256, 1256-268, 156-269, 156-278 et 156-251 du cadastre du Canton de Grantham dont l'achat est décrété par le règlement No. 1343 de la Cité; tels terrains étant plus amplement décrits et montrés à une description technique et un plan préparés par l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle en date du 5 octobre 1979 et portant le numéro de répertoire 1217 et le numéro de minute 1739, lesquels documents sont annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Cette acquisition sera faite pour le prix de cent mille dollars ($100,000.00) et aux conditions décrites au projet de contrat préparé par Me Louis Morin, notaire, lequel projet de contrat est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à la vente précitée, sujet à l'obtention des approbations gouvernementales requises.

ADOPTE

710/10/79

Le Conseil prend connaissance d'un plan de subdivision d'une partie du lot 130, préparé par l'arpenteur-géomètre Gilles LeMaire le 20 août 1979, pour le compte de la Cité de Drummondville et de M. Gérald Ruel.

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que ce plan de subdivision soit accepté tel que soumis et que le maire et le greffier, ou à défaut le pro-maire et le greffier-adjoint, soient autorisés à le signer.

ADOPTE

711/10/79

Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que le plan de subdivision et redivision d'une partie du lot 168, Rang III, préparé par l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle le 6 juin 1979, pour le compte de M. Martial Kwan, soit accepté tel que soumis.

ADOPTE

Période de questions et renseignements

M. Réal Ally demande des explications sur le contenu du règlement qui sera présenté pour adoption le 22 octobre 1979 prévoyant un emprunt de $254,000.00 pour la relocalisation des voies du C.P. et l'acquisition de bâtiments en vue du prolongement de la rue St-Damase.

Le Directeur Général informe le requérant qui se dit satisfait des renseignements fournis.

Un journaliste voudrait connaître les intentions de la Cité concernant la conservation de la gare, rue St-Damase, si la Commission des Biens Culturels décrète que cette bâtisse soit classée "monument historique".

Son Honneur le Maire explique que le Conseil Municipal n'aura pas d'autre choix que de se soumettre à l'autorité gouvernementale qui régit les municipalités.

M. O. Desrochers de C.K.R.V. veut connaître le montant des sommes déjà dépensées pour l'étude du projet du regroupement municipal.

Le Directeur Général estime que ce montant à date s'élève à environ $85,000.00, mais que le coût total de l'étude est estimé à $108,000.00.

Le même journaliste souhaite connaître la réaction du Conseil suite à certaines déclarations du maire de la Municipalité de Grantham-Ouest qui désire attendre la réforme de la fiscalité municipale avant de se prononcer sur le projet de regroupement.

Son Honneur le Maire est d'avis que les Conseils des autres municipalités sont libres de faire des déclarations mais il appartient à leurs contribuables de poser des questions si ces déclarations ne leur donnent pas satisfaction.

Le conseiller Marcel Joyal pour sa part est d'avis que le Conseil de la Cité de Drummondville a consacré des sommes importantes pour l'étude d'un projet de regroupement aux seules fins de mieux servir les intérêts de la collectivité régionale de Drummondville. Pour que cet objectif soit atteint, il faut que les administrateurs municipaux, les hommes d'affaires, les industriels et tous les contribuables désirent ce regroupement. Afin que tous puissent porter un jugement éclairé, la Cité de Drummondville entreprendra un programme d'information populaire qui sera diffusé en toute objectivité. Par la suite si le regroupement n'est pas souhaité par les municipalités concernées, la Cité de Drummondville aura un dossier démontrant qu'elle a fait un effort sérieux pour que l'agglomération régionale puisse mettre en valeur tout son potentiel et regagne la place qui lui revient à l'échelle provinciale au niveau de son développement économique social et culturel.

Pour le bénéfice de la presse écrite et parlée, le conseiller Roger Prince indique qu'une réunion a été tenue récemment entre les représentants de la Cité, de St-Nicéphore et des Cantons-Unis Wendover & Simpson pour discuter de l'aménagement et de l'opération d'un dépotoir régional pour l'enfouissement des déchets. D'autres rencontres sont prévues à courte échéance et il semble qu'il sera facile d'en arriver à une entente acceptable.

La prochaine séance régulière du Conseil se tiendra le lundi, 22 octobre 1979, à 20:00 heures.

ET LA SEANCE EST LEVEE.

..... Greffier

..... Maire

LA CITE DE DRUMMONDVILLE

22 octobre 1979

Procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Cité de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil le 22 octobre 1979, cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRESENTS: MM. les conseillers Jean-Marie Boisvert, Lucien Couture, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Raymond Luneau, Marcel Joyal, Roger Prince et J.-Bruno Smith, sous la présidence de Son Honneur le Maire Philippe Bernier.

712/10/79

Attendu que tous les membres du Conseil ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière du 9 octobre 1979; il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté tel que rédigé et que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture.

ADOPTE

713/10/79

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé après y avoir ajouté les items suivants:

" 3A. Avis de classement (M. Marcel Joyal)

3B. Avis de classement (M. Jean-Marie Boisvert). "

ADOPTE

Période de questions et renseignements

M. Onorieus Lavoie du 431 rue St-Claude voudrait savoir pourquoi certains raccordements d'aqueduc sont faits sur les propriétés privées avec un matériel galvanisé sur des tuyaux de cuivre.

Le Directeur Général vérifiera avec les ingénieurs-conseils responsables des travaux en cours dans le secteur des rues Demers, Dumoulin et St-Claude, si les devis sont respectés par l'entrepreneur.

Même si les travaux d'amélioration effectués dans le cadre du Programme d'Amélioration des Quartiers sont justifiés et réalisés avec soin, M. Lavoie estime que la poussière est intolérable sur certaines artères. Le Directeur des Travaux Publics verra à faire le nécessaire pour corriger ces inconvénients en attendant que le pavage de ces rues soit refait.

Mme Edmond Leclerc du 421 rue St-Claude voudrait connaître la procédure pour réclamer les frais de réparation d'une clôture endommagée par l'entrepreneur qui a effectué des travaux d'égouts en face de sa demeure. Elle est invitée à faire parvenir sa réclamation au greffier de la Cité qui se chargera de ce dossier.

714/10/79

ATTENDU QUE l'église anglicane St-Georges de Drummondville a été construite en 1878 et que la population a célébré le centenaire de cet immeuble qui fait partie de l'histoire de la Cité;

ATTENDU QUE cet immeuble mérite d'être conservé comme monument historique;

ATTENDU QUE dans ce cas, il n'y a pas lieu d'assurer la rentabilité du projet ou la vocation de l'édifice;

ATTENDU QUE la Commission des Biens Culturels dispose de budgets qui pourraient permettre de restaurer certains monuments du cimetière attenant à cette église qui perpétue le souvenir des premiers pionniers de notre communauté;

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Roger Prince:

- QUE demande soit faite au Ministre Responsable de la Conservation des Biens Culturels du Québec de confier à la Commission des Biens Culturels le mandat d'évaluer la valeur historique de cet immeuble pour qu'il soit classé "monument historique";
- QUE copie de cette résolution soit adressée au Député de Drummond et Ministre du Revenu à l'Assemblée Nationale.

ADOPTE

715/10/79

ATTENDU QUE la gare des Chemins de Fer Nationaux (C.N.) a été érigée au début du vingtième siècle et que cet immeuble est associé au développement économique de Drummondville et de sa région;

ATTENDU QUE cette gare a accueilli de nombreuses personnalités telles que la Reine d'Angleterre, plusieurs premiers ministres du Canada et du Québec;

ATTENDU QUE cet immeuble est situé en bordure d'une voie ferroviaire qui s'étend de l'Océan Atlantique à l'Océan Pacifique et que de nombreux voyageurs peuvent la visualiser;

ATTENDU QU'il y a lieu de conserver cet édifice pour perpétuer une époque de notre vie communautaire;

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que demande soit faite au Ministre Denis Vaugeois, Responsable des Affaires Culturelles du Québec de mandater la Commission des Biens Culturels pour établir la valeur historique de cet immeuble qui permettrait de le classer comme monument historique à conserver.

ADOPTE

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

716/10/79

1- VENTE DES LOTS NOS 12, 13, 14 ET 15 - P.A.A.T., PHASE IV

Soumissionnaire	Prix
. M. J.BRUNO FRECHETTE 800 Boul. St-Joseph Drummondville	$1.00 le pied carré

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que cette soumission soit acceptée à condition que toutes les clauses écrites dans la soumission présentée soient respectées. Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTE

717/10/79

2- TRAVAUX D'ECLAIRAGE DES RUES LE CANADIEN, ROCHELEAU, BERNIER, LABONTE ET POWER - DOSSIER: 0561670-4

Soumissionnaires	Prix
. NEOLECT INC. 77 Marie Victorin Candiac	$204,838.22

. CHAGNON (1975) LTEE 8345 Pascal-Gagnon Montréal	$213,738.00
. PAUL SAVARD ENT. ELEC. INC. 436A St-Pierre Drummondville	$223,834.28
. GRENIER ELECTRIQUE LTEE Notre-Dame-du-Bon-Conseil Comté Drummond	$194,562.91
. PIERRE BROSSARD (1977) LTEE 1590 Allard Brossard	$206,818.01

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que la plus basse soumission conforme soit retenue conditionnellement à la signature d'un contrat prévu à cette fin.

Le maire ou à défaut le maire-suppléant et le directeur des travaux publics sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution de ces travaux.

ADOPTE

718/10/79

3- TRAVAUX D'ECLAIRAGE, P.A.A.T., PHASE IV

Soumissionnaires	Prix
. GRENIER ELECTRIQUE LTEE Notre-Dame-du-Bon-Conseil Comté Drummond	$43,908.85
. PAUL SAVARD ENT. ELEC. INC. 436A St-Pierre Drummondville	$54,898.90
. CHAGNON (1975) LTEE 8345 Pascal-Gagnon Montréal	$53,338.10
. NEOLECT INC. 77 Marie Victorin Candiac	$46,327.50
. PIERRE BROSSARD (1977) LTEE 1590 Allard Brossard	$48,829.70

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que la plus basse soumission conforme soit retenue conditionnellement à la signature d'un contrat prévu à cette fin.

Le maire ou à défaut le maire-suppléant et le directeur des travaux publics sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution de ces travaux.

ADOPTE

719/10/79

4- FOURNITURE D'HUILE A CHAUFFAGE NOS 1 ET 2 POUR LA PERIODE DU 1er NOVEMBRE 1979 AU 31 OCTOBRE 1980

(Soumissions détaillées au tableau annexé au présent procès-verbal pour en faire partie intégrante - Annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que soit retenue la plus basse soumission

présentée pour la fourniture d'huile à chauffage nos 1 et 2, soit celle de MELANCON ET FILS ENR., au prix de:

- $0.13.79 le litre pour l'huile à chauffage légère no. 1
- $0.13.13 le litre pour l'huile à chauffage légère no. 2

ADOPTE

720/10/79

5- FOURNITURE D'HUILE A MOTEUR ET GRAISSE POUR LA PERIODE DU 1er NOVEMBRE 1979 AU 31 OCTOBRE 1980

(Soumissions détaillées au tableau annexé au présent procès-verbal pour en faire partie intégrante - Annexe "B")

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que la plus basse soumission globale, soit celle présentée par L.P. THERRIEN INC., soit retenue pour chacune des catégories d'huile et graisse faisant l'objet de la demande de soumissions au prix total estimé à $3,943.75.

ADOPTE

721/10/79

6- FOURNITURE ET POSE DE TUILES CERAMIQUES, PISCINE DU CENTRE CULTUREL

Soumissionnaire	Prix
. LUCIEN KIROUAC LTEE 394 Hériot Drummondville	$37,963.10

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que cette soumission soit retenue conditionnellement à la signature d'un contrat prévu à cette fin. Le Directeur des Travaux Publics est par la présente autorisé à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution de ces travaux.

ADOPTE

722/10/79

7- FOURNITURE DE SEL DE VOIRIE - HIVER 1979/1980

	Prix unitaire à la tonne métrique	
Soumissionnaires	F.A.B. Montréal	F.A.B. Dr'Ville
. LES PRODUITS SEL IROQUOIS LTEE 360 St-Jacques, suite 315 Montréal	$25.20	$26.98
. DOMTAR INC., DIV. DU SEL SIFTO 5960 Jean Talon Est Montréal	$25.20	$30.40
. LA SOCIETE CANADIENNE DE SEL, LTEE 10701 Boul. Parkway Ville d'Anjou	$25.20	$29.89

ATTENDU QUE par sa résolution no. 653/9/79 du 24 septembre 1979, le Conseil avait retenue la soumission présentée par Les Produits Sel Iroquois Ltée au prix de $26.98 la tonne métrique, F.A.B. Drummondville;

ATTENDU QUE Les Produits Sel Iroquois Ltée dans une lettre du 25 septembre 1979 demandait de modifier le prix de $26.98 pour celui de $29.75 invoquant que le prix soumis et accepté par la Cité était erroné parce qu'il faisait référence à une tonne impériale;

ATTENDU QUE le bordereau de soumission présenté par Les Produits Sel Iroquois Ltée indiquait un prix ferme sous la colonne de calcul métrique;

Pour ces raisons, il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux:

1- QUE la résolution no. 653/9/79 soit abrogée;

2- QUE le chèque de $1,000.00 qui accompagnait la soumission présentée par Les Produits Sel Iroquois Ltée soit confisqué et versé au fonds général de la Cité;

3- QUE la soumission présentée par La Société Canadienne de Sel, Ltée au prix de $29.89 la tonne métrique soit retenue;

4- QUE la Société Canadienne de Sel Ltée soit avisée qu'elle devra faire effectuer le transport du sel de voirie en utilisant les services des camionneurs de la Cité de Drummondville possédant un permis de transport (VR) et dont la liste sera fournie par la Cité de Drummondville.

ADOPTE

C O R R E S P O N D A N C E:

723/10/79 - Les Vétérans de la Légion Royale Canadienne, succursale de Drummondville, demandent la permission de vendre des coquelicots durant la période du 1er au 11 novembre 1979 pour symboliser les activités de la journée d'armistice aux citoyens de Drummondville.

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith et unanimement résolu que cette autorisation soit accordée et que des félicitations soient transmises aux organisateurs pour leur dévouement. De plus, les Vétérans de la Légion Royale Canadienne sont autorisés à organiser une parade dimanche le 11 novembre 1979 pour se rendre au Cénotaphe du Parc St-Frédéric. Le Service de Police verra à la bonne marche de cette parade par son assistance.

ADOPTE

724/10/79 - Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que la Cité paie une couronne de fleurs de $50.00 qui sera déposée au Cénotaphe du Parc St-Frédéric le 11 novembre 1979 par Son Honneur le Maire Philippe Bernier.

ADOPTE

- Le greffier donne lecture d'une lettre signée par le Ministre des Affaires Municipales, M. Guy Tardif, et établissant à $776,020.80 la subvention qui pourrait être versée à la nouvelle Ville de Drummondville regroupant la Ville de Drummondville-Sud, la Municipalité de Grantham-Ouest et la Cité de Drummondville. Cette subvention serait versée sur une période de 5 ans de la façon suivante:

1ère année	-	$224,637.60
2ième année	-	$168,478.20
3ième année	-	$127,635.00
4ième année	-	$127,635.00
5ième année	-	$127,635.00

De plus, cette lettre indique que le Ministère des Affaires Municipales offre le soutien technique du Service des Structures Municipales pour aider à l'analyse du dossier de fusion et informer les parties concernées de l'expérience de regroupements réalisés antérieurement dans la province.

Le greffier exhibe une plaque "d'attestation de mérite" présentée à la Cité en reconnaissance de services rendus dans la lutte contre la fibrose kystique.

Son Honneur le Maire remercie les donateurs pour cette marque de gratitude et invite la population à continuer d'être généreuse pour soutenir l'organisme qui se préoccupe de la recherche pour freiner cette terrible maladie qu'est la fibrose kystique.

725/10/79

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Cité pour la période s'étendant du 6 octobre au 1er novembre 1979, lesquels comptes totalisent la somme de $1,273,953.26.

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTE

726/10/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Marcel Joyal, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, un acte d'achat préparé par Me Jacques Lafond, notaire, d'un terrain appartenant à MM. A. Baril, A. Godbout, B. Nadeau et M. Sigouin.

La Cité paiera aux propriétaires la somme nominale de un dollar ($1.00) et les frais d'acquisition du terrain précité qui sera utilisé comme rue dans laquelle seront installés des services municipaux nécessaires pour la desserte du parc industriel régional.

ADOPTE

727/10/79

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal et unanimement résolu que des félicitations soient offertes à MM. A. Baril, A. Godbout, B. Nadeau et M. Sigouin pour avoir accepté de céder une partie de terrain qui sera utilisée comme rue (partie de la rue Veilleux) et qui permettra à la Cité d'effectuer des travaux impératifs pour l'aménagement du parc industriel régional.

ADOPTE

728/10/79

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Roger Prince, que des indications limitant le stationnement à 60 minutes soient installées du côté nord de la rue St-Edouard entre les rues Lindsay et Brock.

ADOPTE

729/10/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que le Club de Motoneige Laval Inc. soit autorisé à choisir Drummondville comme site d'une étape dans le cadre de sa Randonnée Choc les 16 et 17 février 1980. Le Service de Police apportera sa collaboration aux participants de cette randonnée pour faciliter la circulation et assurer la sécurité des visiteurs.

ADOPTE

730/10/79

Le Conseil prend connaissance d'un plan de redivision d'une partie du lot 130, préparé par l'arpenteur-géomètre Gilles LeMaire le 27 septembre 1979, pour le compte de la Cité de Drummondville.

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Roger Prince, que ce plan de redivision soit accepté et que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à le signer.

ADOPTE

731/10/79

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Lindor Letendre:

1- que la résolution no. 101/3/74 du 11 mars 1974 soit abrogée;

2- que le Directeur Général, M. Claude Boucher, soit autorisé à signer, pour et au nom de la Cité, une entente concernant le système d'alarme contre l'intrusion au manège militaire situé au numéro civique 250 rue St-Louis, cette entente devant intervenir avec le Ministère de la Défense Nationale.

ADOPTE

732/10/79

Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, un acte de servitude consentie par le Centre Hospitalier Georges Frédéric pour l'installation éventuelle d'un égout collecteur.

ADOPTE

733/10/79

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, les conventions suivantes avec Drummond Sports Inc.:

- Utilisation du Centre Civique;
- Opération du bar au Centre Civique;
- Opération du pro-shop au Centre Civique;
- Opération du restaurant au Centre Civique.

ADOPTE

734/10/79

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec Drummond Sports Inc. et le Club de hockey "Les Sabres" pour l'utilisation du Centre Civique.

ADOPTE

735/10/79

Attendu que la Cité de Drummondville doit renouveler l'emprunt consenti par la Banque Provinciale du Canada le 9 novembre 1976 au montant de $2,000,000.00 E.U. (Deux Millions de Dollars des Etats-Unis pour une période de 12 mois);

Attendu que suite à la variation actuelle du taux des obligations, le Conseil croit qu'il y a lieu de renouveler un emprunt qui reste à payer de $1,840,000.00 aux conditions offertes par la Banque Provinciale;

Attendu que ce prêt est consenti selon une convention qui décrit les modalités du prêt et de son remboursement;

Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Marcel Joyal, que la Cité de Drummondville soit autorisée à renouveler cet emprunt pour le solde non payé et ce pour un terme de 9 mois au taux d'intérêt de 14 9/16%.

ADOPTE

736/10/79

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que le Directeur des Travaux Publics soit autorisé à:

1- faire installer les indications d'arrêts obligatoires aux endroits suivants:

-DeBoucherville/Des Pins	1 sur DeBoucherville
-Des Pins/Des Châtaigniers	Arrêt toute direction
-130-34/Des Pins	1 arrêt sur 130-34
-Des Cyprès/Des Pins	1 arrêt sur Des Cyprès
-Des Cyprès/St-Félix	2 arrêts sur Des Cyprès
-Des Sapins/Des Pins	1 arrêt sur Des Sapins
-130-334/Des Pins	1 arrêt sur 130-334
-130-334/St-Félix	1 arrêt sur 130-334
-Des Marguerites/Des Pins	1 arrêt sur Des Marguerites
-Des Marguerites/St-Félix	1 arrêt sur Des Marguerites

2- faire enlever les indications d'arrêts obligatoires aux endroits ci-après indiqués, savoir:

-St-Félix/Des Cyprès	2 sur St-Félix
-Des Châtaigniers/Des Ormes	2 sur Des Châtaigniers

ADOPTE

737/10/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que la Cité de Drummondville accepte tels que présentés les budgets d'opération de l'Office Municipal d'Habitation de Drummondville pour l'année 1980, lesquels sont annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme cédule "A". Ladite acceptation est cependant conditionnelle à celle de la Société d'Habitation du Québec.

ADOPTE

Le conseiller Jean-Paul Généreux qui représente le Conseil au sein du Conseil d'Administration de l'O.M.H.D. explique brièvement le document qui établit les prévisions budgétaires 1980. Ces chiffres tiennent compte des 44 logements de la rue DeBoucherville et des 108 logements actuellement en construction sur la rue Cockburn.

La participation municipale pour éponger le déficit prévu est estimée à $79,284.70. Il faut cependant souligner que les taxes municipales qui seront perçues de l'O.M.H.D. sont estimées à $103,150.00, ce qui laisse un excédant pour la Cité assez intéressant tout en permettant à plusieurs personnes de bénéficier d'un logement à un prix qui correspond à leur capacité de payer.

738/10/79

Le conseiller Lucien Couture donne avis de motion d'un règlement d'emprunt de $8,500.00 pour la réfection d'un mur de soutènement et d'un portique et l'exécution de divers travaux au Centre Civique.

Travaux	$7,400.00
Financement	$1,100.00
TOTAL:	$8,500.00

739/10/79

Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que M. Michel Lesage, Directeur des Travaux Publics, soit félicité pour sa nomination comme administrateur de l'Association des Ingénieurs Municipaux du Québec et qu'il soit autorisé à siéger aux réunions qui requièrent sa présence.

ADOPTE

740/10/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que MM. Lindor Letendre et Michel Lesage soient autorisés à assister au symposium sur la Gestion de la Sécurité Routière au Québec qui se tiendra à Montréal les 18, 19 et 20 novembre 1979.

ADOPTE

741/10/79

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que la Cité de Drummondville accepte la promesse de vente consentie à la Cité par M. Camille Cloutier concernant une bâtisse portant le numéro civique 655 Boul. St-Joseph et dont le prix est établi à $10,000.00 payable au moment de la signature de l'acte d'achat.

ADOPTE

742/10/79

Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Lindor Letendre que la Cité de Drummondville accepte la proposition de C.P. Rail concernant la vente et l'échange de terrains nécessaires pour le prolongement de la rue St-Damase. Cette proposition formulée dans une lettre datée du 26 septembre 1979 et signée par M. J.V. Rivest, surintendant, est annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A". La Cité s'engage par la présente à respecter toutes les clauses de ladite proposition à condition qu'une convention soit signée par les deux parties intéressées.

ADOPTE

743/10/79

Lecture est donnée du règlement No. 1344 prévoyant l'exécution de travaux d'infrastructures sur une partie de la rue Rocheleau et un emprunt de $141,000.00 à cette fin.

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 593 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Cité pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1344 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 30 et 31 octobre 1979.

744/10/79

Lecture est donnée du règlement No. 1345 prévoyant un emprunt de $292,000.00 - Construction d'un bâtiment, réaménagement des voies du C.P. et déplacement d'une rampe (rue St-Damase).

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 593 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Cité pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1345 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 30 et 31 octobre 1979.

Période de questions et renseignements

Un citoyen demande d'améliorer la synchronisation des feux lumineux du Boulevard St-Joseph aux intersections St-Damase et St-Alphonse.

Le conseiller Jean-Paul Généreux souhaite que cette synchronisation soit également refaite sur la rue St-Georges aux intersections des rues Lindsay, Brock et Hériot.

745/10/79

Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Marcel Joyal, que demande soit faite aux Services Techniques de

la Cité d'examiner la possibilité de déplacer les arrêts obligatoires installés à l'intersection de la rue St-Damase et la 13e Avenue pour les relocaliser à l'intersection de la 11e Avenue et de la rue St-Damase.

ADOPTE

746/10/79

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que demande soit transmise au Ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche de considérer le Village d'Antan comme un projet provincial qui peut constituer un site d'intérêt pour toute la population de la Belle Province et à ce titre être inscrit dans les guides touristiques provinciaux. Cette décision pourrait également justifier une contribution plus importante de la part du gouvernement provincial et hâter la réalisation du projet dans sa totalité.

ADOPTE

Son Honneur le Maire déclare que la présente séance régulière est la dernière d'un mandat de quatre ans qui prendra fin le 5 novembre prochain. Occuper un poste de maire ou de conseiller, dit-il, dans une ville de l'importance de Drummondville constitue une fonction difficile qui nécessite la compréhension et la collaboration des administrateurs, des fonctionnaires, des employés municipaux, des corps intermédiaires et de toute la population. La conjoncture économique durant les quatre dernières années n'a pas été très favorable mais cependant Drummondville a connu de nombreuses réalisations et a acquis la réputation d'être une des villes les mieux administrées du Québec.

A titre de maire, il remercie chaleureusement ses collègues pour leur appui durant le terme qui s'achève et souhaite que cette collaboration se renouvelle durant les quatre prochaines années même si parfois à l'intérieur de l'équipe il y a des divergences d'opinions justifiées et souhaitables pour en arriver à des décisions plus rationnelles. Sa gratitude est offerte aux représentants de la presse écrite et parlée pour leur objectivité et l'intérêt qu'ils ont apportés dans l'information livrée au public.

Le conseiller Lindor Letendre exprime ses remerciements à Son Honneur le Maire, à ses collègues, au Directeur Général, aux officiers municipaux, aux représentants de la presse et à tous ceux qui lui ont offert un support constant durant son dernier terme. Il déclare qu'il a servi la collectivité avec le maximum de ses ressources en tant que président du Comité des Services Récréatifs et Communautaires durant deux ans et par la suite comme président du Comité des Travaux Publics. Il sollicite un autre mandat pour avoir l'avantage de servir ses concitoyens.

Le conseiller Jean-Marie Boisvert estime qu'il termine son premier mandat comme conseiller avec la satisfaction d'avoir réalisé la totalité de ses objectifs établis en 1975. Après avoir exprimé sa gratitude pour le support obtenu des membres du Conseil, des fonctionnaires municipaux et des représentants de la presse, il souhaite avoir l'avantage de travailler durant les quatre prochaines années au meilleur intérêt de la collectivité.

M. Raymond Luneau remercie tous ceux qui lui ont accordé une collaboration soutenue durant le terme qui s'achève et se dit disposé à continuer de servir ses concitoyens s'il obtient un autre mandat.

Le conseiller J.-Bruno Smith se dit très heureux d'avoir vécu les quatre dernières années comme administrateur municipal. Il estime que cette première expérience a été intéressante et sollicite un autre mandat après avoir remercié ses collègues, le Directeur Général et son épouse pour leur compréhension et leur support constant.

Le conseiller Roger Prince est d'avis qu'à titre de président des finances, les quatre dernières années écoulées n'ont pas toujours été faciles compte tenu des budgets inflationnistes qu'il a fallu subir. Cependant chaque exercice financier s'est soldé par un surplus sans que le Conseil n'ait eu à alourdir les charges fiscales d'une façon drastique, même si Drummondville a dépensé plus de 50 millions de dollars pour se donner des services adéquats et améliorer son patrimoine. Il espère avoir l'avantage de continuer son travail durant les quatre prochaines années, puisqu'il est disponible et qu'il se sent appuyé par ses collègues et l'équipe des fonctionnaires qu'il remercie en même temps que les représentants des mass média.

Le conseiller Jean-Paul Généreux considère que durant les années 1975 à 1979, la Cité de Drummondville a connu des réalisations très importantes au meilleur coût possible pour le bénéfice des contribuables. Ce progrès a été rendu possible grâce à l'unité de l'équipe des administrateurs municipaux élus et fonctionnaires. Il exprime sa gratitude à ses collègues, au Directeur Général, au Greffier et autres officiers municipaux, ainsi qu'à son épouse qui a fait preuve de compréhension pour lui permettre toute la disponibilité inhérente à sa fonction.

Le conseiller Lucien Couture fait siennes les paroles de ses collègues qu'il remercie à son tour en même temps que les représentants de la presse dont il souligne l'objectivité et le professionnalisme. Après avoir rendu hommage à son épouse pour le support accordé, il souhaite d'être présent sur le siège no. 8 lors de la prochaine séance du nouveau Conseil le 12 novembre 1979.

Le conseiller Marcel Joyal débute son exposé en disant qu'il avait pensé de s'abstenir de commentaires à la dernière séance du Conseil parce qu'il estimait avoir pris la parole très souvent durant son terme d'office. Toutefois il convient qu'il se doit d'exprimer sa gratitude à ses collègues, au Directeur Général, à son épouse et au Directeur du Service de la Planification pour la collaboration reçue au cours de son mandat. Tout en admettant qu'il a été à l'origine de plusieurs discussions, ces dernières se sont toujours déroulées selon les règles de la démocratie et le respect des individus qui ont tous comme objectif de faire avancer Drummondville dans la voie du progrès.

La prochaine séance régulière du Conseil est fixée au 12 novembre 1979 à 20:00 heures.

ET LA SEANCE EST LEVEE.

.....
Greffier.

.....
Maire.

22 OCTOBRE 1979

TABLEAU COMPARATIF DES SOUMISSIONS REÇUES CONCERNANT NOTRE APPROVISIONNEMENT D'HUILE A CHAUFFAGE POUR LA PERIODE DU 1er NOVEMBRE 1979 AU 31 OCTOBRE 1980

SOUMISSIONNAIRES	ENVIRON 4,546 LITRES D'HUILE A CHAUFFAGE LEGERE NO.1 PRIX SOUMIS AU LITRE	TOTAL RE: HUILE LEGERE NO. 1	ENVIRON 1,159,253 LITRES D'HUILE A CHAUFFAGE LEGERE NO. 2 PRIX SOUMIS AU LITRE	TOTAL RE: HUILE LEGERE NO. 2	COUT TOTAL RE: ENSEMBLE DE LA SOUMISSION DES HUILES LEGERES NOS. 1 ET 2	POSITION DES SOUMISSIONNAIRES RE ENSEMBLE DE LA SOUMISSION.
FOURNIER HUILE A CHAUFFAGE LTEE	$0.17.40 le litre	$791.00	$0.15.20 le litre	$176,206.45	$176,997.45	3
MELANCON ET FILS ENR.	$0.13.79 le litre	$626.89	$0.13.13 le litre	$152,209.91	$152,836.80	1
L.P. THERRIEN INC.	$0.17.60 le litre	$800.10	$0.15.10 le litre	$175,047.20	$175,847.30	2
B.P. CANADA	PAS DE SOUMISSION					
TEXACO CANADA INC	PAS DE SOUMISSION					
COMPAGNIE PETROLIERE IMPERIALE LTEE	PAS DE SOUMISSION					

G. Bergeron,
Acheteur

ANNEXE "A" - RESOLUTION No. 719/10/79

SEANCE DU 22 OCTOBRE 1979

22 OCTOBRE 1979

TABLEAU COMPARATIF DES SOUMISSIONS RECUES CONCERNANT NOTRE APPROVISIONNEMENT D'HUILE A MOTEUR ET GRA POUR LA PERIODE DE 1er NOVEMBRE 1979 A 1 OCTOBRE 1980

SOUMISSIONNAIRES	ENVIRON 10 BARILS DE 205 LITRES HUILE A MOTEUR H.D. SERIE 1 GRADES VARIES. 2050 LITRES	ENVIRON 15 CAISSES DE 24 LITRES D'HUILE A MOTEUR H.D. GRADES VARIES 360 LITRES	ENVIRON 10 BARILS DE 205 LITRES D'HUILE A MOTEUR DIESEL SERIE 3, GRADES VARIES 2050 LITRES	ENVIRON 5 BARILS DE 205 LITRES D'HUILE HYDRAULIQUE 1025 LITRES	ENVIRON 1 BARIL DE 205 LITRES D'HUILE A TRANSMISSION AUTOMATIQUE 205 LITRES	ENVIRON 5 BARILS DE 60 LITRES D'HUILE A DIFFERENTIEL MULTIGEAR GRADES 80 - 90 140 300 LITRES	ENVIRON 5 BARILS DE 55 KILOS DE GRAISSE MULTI-PURPOSE E P 2 275 KILOS	GRAND TOTAL DES PRIX SOUMIS DANS L'ENSEMBLE DE LA SOUMISSION.
L.P. THERRIEN INC.	$1,127.50	$241.20	$1,291.50	$553.50	$149.65	$246.00	$334.40	$3,943.75
TEXACO CANADA INC.	$1,496.50	$300.30	$1,558.00	$543.25	$153.75	$252.00	$327.25	$4,631.05
MASKA AUTO ELECTRIQUE INC	$1,824.50	$363.60	$1,763.00	$717.50	$186.55	$273.00	$492.25	$5,620.40
COMPAGNIE PETROLIERE IMPERIALE LTEE.	$1,209.50	$255.60	$1,455.50	$502.25	$153.75	$270.00	$484.00	$4,330.60

G. Bergeron,
Acheteur.

ANNEXE "B" - RESOLUTION No. 720/10/79

SEANCE DU 22 OCTOBRE 1979

ASSERMENTATION
DU MAIRE ET DES CONSEILLERS
SUITE À L'ÉLECTION DE NOVEMBRE 1979

POUR FEUILLES D'ASSERMENTATION DU MAIRE ET DES CONSEILLERS EN DATE DU 12 NOVEMBRE 1979, VOIR À LA FIN DU LIVRE DES PROCÈS-VERBAUX DU 13 NOVEMBRE 1978 AU 24 SEPTEMBRE 1979.

- - - - - - - - - -

LA CITE DE DRUMMONDVILLE

12 novembre 1979

Procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Cité de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil le 12 novembre 1979, cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRESENTS: MM. les conseillers Jean-Marie Boisvert, Lucien Couture, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Raymond Luneau, Marcel Joyal, Roger Prince et J.-Bruno Smith, sous la présidence de Son Honneur le Maire Philippe Bernier.

747/11/79

Attendu que tous les membres du Conseil ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière du 22 octobre 1979; il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté tel que rédigé et que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture.

ADOPTE

748/11/79

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Roger Prince, que l'ordre du jour soit accepté tel que rédigé après y avoir ajouté les items suivants:

"

20A. Hôtel de Ville (J.-Bruno Smith)

20B. Stationnement du Bas de la Ville (J.-Bruno Smith)

20C. Passage piétonnier sous la voie du C.N. (J.-Bruno Smith)

27B. Modification à la cédule "B" de la résolution no. 552/8/79 (greffier)

29B. Rapport du président d'élection (greffier)

30A. Remerciements à l'Honorable Roch Lasalle (Roger Prince)

30B. Demande au Ministre fédéral des Transports concernant l'installation d'un radiophare non directionnel à l'aéroport municipal. (Roger Prince) "

ADOPTE

Son Honneur le Maire se fait le porte-parole de ses collègues pour remercier les contribuables d'avoir renouvelé leur confiance à tous les membres du Conseil sortant qui ont été réélus à l'occasion des élections municipales tenues récemment.

Lui-même et ses collègues entendent consacrer leurs efforts pour travailler au mieux-être de la communauté, ainsi qu'à son essor économique et culturel tout en tenant compte que les administrateurs municipaux devront être prudents au chapitre des dépenses qui augmentent à un rythme très accéléré. Son Honneur le Maire se dit cependant assuré de la compréhension de la population et du sérieux des officiers municipaux qui continueront de soutenir le Conseil dans la voie d'une administration rationnelle à la mesure des ressources financières du milieu.

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

749/11/79

1- a) VENTE DU TERRAIN (LOT 149-62) ET DE L'IMMEUBLE DE CE TERRAIN PORTANT LES NUMEROS 110, 110A, 112 ET 112A - 7e AVENUE

b) DEMOLITION DE L'IMMEUBLE SIS A 110B ET 112B - 7e AVENUE

Soumissionnaires		Prix
M. YVES CUSSON 453 Marchand M. SYLVAIN CUSSON 613 St-Jean	(conjointement)	$3,000.00

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que cette soumission soit référée pour étude au comité de coordination responsable de la mise en oeuvre du Programme d'Amélioration des Quartiers, St-Joseph/St-Jean-Baptiste.

ADOPTE

750/11/79

2- VENTE DE PIECES POUR UN CHARGEUR HOUGH ET D'UN GODET

Soumissionnaire	Prix
. LES EMBELLISSEMENTS RICHELIEU (1976) INC. C.P. 400, Route 122, St-Germain	$1,000.00

Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que cette soumission soit acceptée.

ADOPTE

751/11/79

3- ASSURANCE-GROUPE DES EMPLOYES MUNICIPAUX

Attendu que la firme Hébert, Le Houillier et Associés Inc. qui a fait l'analyse des soumissions obtenues pour le renouvellement du régime d'assurance collective des employés municipaux, recommande de retenir la soumission présentée par "Les Prévoyants" afin d'assurer l'ensemble dudit régime pour les douze (12) prochains mois et ce, en raison du taux des primes mensuelles exigées, il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que la Cité retienne les services de la compagnie "Les Prévoyants" pour assurer l'ensemble de ses régimes d'assurance collective conformément à la recommandation ci-avant.

Soumissionnaires: (primes mensuelles pour tous ces régimes)

Assureurs	Primes mensuelles	En % du premier
Prévoyants	$10,997.98	100.0%
Artisans	$11,561.01	105.1%
Laurentienne	$11,855.69	107.8%
Alliance	$12,453.27	113.2%
Mutuelle-vie des Fonctionnaires	$13,917.60	126.5%
Industrielle	$13,970.76	127.0%

ADOPTE

C O R R E S P O N D A N C E:

- Lecture est donnée d'un télégramme de Me Jacques O'Bready, maire de Sherbrooke et président de l'U.M.Q., qui félicite Son Honneur le Maire et les membres du Conseil pour leur réélection. A titre de président de l'U.M.Q., il offre la collaboration de l'organisme qu'il dirige.

  Le Conseil prend connaissance de lettres de félicitations transmises à Son Honneur le Maire suite à sa réélection par les personnes suivantes:

  - M. Yves Ryan, maire de Montréal-Nord
  - M. R.J. LaBrèque, maire d'Acton Vale
  - M. Horace Boivin, Commissaire Industriel de la Ville de Granby
  - M. Jean-Jacques Moquin de Jean-Jacques Moquin et Associés Ltée
  - Me Jacques O'Bready, maire de Sherbrooke

- L'Association des Consommateurs du Québec Inc. remercie le Conseil pour la réception qui lui a été accordée le 22 octobre dans le cadre de la Semaine du Consommateur.

- Servaide Drummond Inc., nouvel organisme récemment créé à Drummondville, informe le Conseil de ses objectifs et fournit la liste de ses administrateurs.

- L'Association Fibrose Kystique Drummondville remercie le Conseil pour la réception civique accordée lors du congrès provincial tenu à Drummondville les 19, 20 et 21 octobre 1979.

- M. Gérard Barbin de Radio-Québec écrit à Son Honneur le Maire pour lui donner les raisons qui ont justifié l'installation d'une antenne à Trois-Rivières plutôt qu'à Drummondville pour desservir la région du Centre du Québec.

- M. Jean Charbonnel, maire de la Ville de Brive en France, écrit à Son Honneur le Maire pour l'informer de sa disponibilité concernant la signature d'un protocole d'amitié correspondant à une proposition de jumelage avec la Cité de Drummondville.

752/11/79

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Cité pour la période s'étendant du 20 octobre au 9 novembre 1979, lesquels comptes totalisent la somme de $760,381.72.

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTE

753/11/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Roger Prince, que les mutations de propriétés portant les numéros 9887 à 9951 inclusivement soient acceptées.

ADOPTE

754/11/79

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que la Cité paie à l'Union des Municipalités du Québec la somme de $1,475.00 à titre de cotisation pour l'exercice financier 1980.

ADOPTE

755/11/79

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que la Cité de Drummondville vende à la compagnie LES FIBRES ARMTEX LTEE le terrain industriel ci-après décrit:

1- Un morceau de terrain de figure trapézoïdale, connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-un (Ptie 281) du Rang IV du Cadastre Officiel du Canton de Grantham, Division d'Enregistrement de Drummond, Municipalité de la Cité de Drummondville.

Ce morceau de terrain est borné vers le nord-est par une autre partie du lot 281, vers le sud-est par une partie du lot 282, vers le sud-ouest par le lot 281-18 (rue Rocheleau) et vers le nord-ouest par une autre partie du lot 281.

Ce morceau de terrain peut être décrit plus spécifiquement de la manière suivante: Commençant à un point indiqué par la lettre A au plan annexé à la description technique portant les nos 1234-1 du répertoire et 1760 des minutes de l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle, et situé à l'intersection de la ligne de division entre les lots 281 et 282 avec la ligne nord-est du lot 281-18 (rue Rocheleau); de là, dans une direction conventionnelle de deux cent soixante-neuf degrés vingt-neuf minutes (269°29') en suivant l'emprise nord-est de la rue Rocheleau une distance de soixante-dix-neuf mètres et vingt-quatre centièmes (79,24 m) jusqu'au point B; de là, dans une direction conventionnelle de zéro degré vingt-sept minutes (0°27') une distance de cent vingt-six mètres et quarante-neuf centièmes (126,49 m) jusqu'au point C; de là, dans une direction conventionnelle de quatre-vingt-neuf degrés vingt-neuf minutes (89°29') une distance de soixante-dix-huit mètres et trente-cinq centièmes (78,35 m) jusqu'au point D; de là, dans une direction conventionnelle de cent quatre-vingts degrés trois minutes (180°03') en suivant la ligne de division entre les lots 281 et 282 une distance de cent vingt-six mètres et quarante-huit centièmes (126,48 m) jusqu'au point de départ.

Ce morceau de terrain contient une superficie de neuf mille neuf cent soixante-cinq mètres carrés et sept dixièmes (9 965,7 m²).

2- Un morceau de terrain de figure trapézoïdale, connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-deux (Ptie 282) du Rang IV du Cadastre Officiel du Canton de Grantham, Division d'Enregistrement de Drummond, Municipalité de la Cité de Drummondville.

Ce morceau de terrain est borné vers le nord-est, vers le sud-est par d'autres parties du lot 282, vers le sud-ouest par le lot 282-3 (rue Rocheleau) et vers le nord-ouest par une partie du lot 281.

Ce morceau de terrain peut être décrit plus spécifiquement de la manière suivante: Commençant à un point indiqué par la lettre A au plan annexé à la description technique portant les nos 1234-1 du répertoire et 1760 des minutes de l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle, et situé à l'intersection de la ligne de division entre les lots 281 et 282 avec la ligne nord-est du lot 281-18 (rue Rocheleau); de là, dans une direction conventionnelle de zéro degré trois minutes (0°03') en suivant la ligne de division entre les lots 281 et 282 une distance de cent vingt-six mètres et quarante-huit centièmes (126,48 m) jusqu'au point D; de là, dans une direction conventionnelle de quatre-vingt-neuf degrés vingt-neuf minutes (89°29') une distance de douze mètres et quatre-vingt-quinze centièmes (12,95 m) jusqu'au point E; de là, dans une direction conventionnelle de cent quatre-vingts degrés vingt-quatre minutes (180°24') une distance de cent vingt-six mètres et quarante-neuf centièmes (126,49 m) jusqu'au point F; de là, dans une direction conventionnelle de deux cent soixante-neuf degrés vingt-neuf minutes (269°29') en suivant la ligne nord-est du lot 281-18 (rue Rocheleau) une distance de douze mètres et dix-neuf centièmes (12,19 m) jusqu'au point de départ.

Ce morceau de terrain contient une superficie de mille cinq cent quatre-vingt-dix mètres carrés (1 590,0 m²).

La superficie totale de ces deux (2) parties de lots est de onze mille cinq cent cinquante-cinq mètres carrés et sept dixièmes (11 555,7 m²).

Les dimensions et superficies précédemment indiquées sont dans le Système international.

Prix de vente: Cette vente est faite au prix de $1.52 le mètre carré, soit dix-sept mille cinq cent soixante-quatre dollars et soixante-six cents ($17,564.66) dont la Cité de Drummondville reconnaît avoir déjà reçu la somme de neuf cent soixante dollars ($960.00) en acompte sur ce montant; et quant au solde de seize mille six cent quatre dollars et soixante-six cents ($16,604.66), il sera payable le jour de la signature de l'acte de vente.

Les taxes municipales, scolaires ou autres pour le terrain seront exigibles à compter de la date de la signature du contrat, quitte d'arrérages et suivant ajustement devant être fait entre les parties aux présentes à cette dernière date. Concernant les bâtisses à être érigées les taxes deviendront exigibles suivant la loi.

L'acquéreur s'oblige à construire pour fins industrielles sur le terrain présentement vendu dans un délai d'au plus 12 mois de la date de signature du contrat, un édifice dont l'emprise sera d'au moins quinze mille pieds carrés (15,000 p.c.).

Les présentes sont indépendantes de la procédure à suivre pour l'obtention du permis municipal de construction.

L'acquéreur devra également respecter toutes les conditions décrites au projet de contrat préparé par le notaire Paul Laberge, lequel projet de contrat est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Cette vente devra être acceptée par le Ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec, ainsi que par le Ministère des Affaires Municipales.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par les présentes autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, l'acte de vente à intervenir et à y effectuer toutes les modifications d'importance mineure jugées nécessaires, à en recevoir le prix et en donner quittance. Ces personnes sont aussi autorisées à signer tous les autres documents nécessaires pour compléter cette vente.

ADOPTE

756/11/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que la Cité de Drummondville vende à la compagnie MOTELIN INC. le terrain industriel ci-après décrit:

1- Un morceau de terrain de figure trapézoïdale, connu et désigné comme étant une partie de la subdivision numéro huit du lot originaire numéro cent soixante-six D (Ptie 166D-8) du Rang III du Cadastre Officiel du Canton de Grantham, Division d'Enregistrement de Drummond, Municipalité de la Cité de Drummondville.

Ce morceau de terrain est borné vers le nord-est par une autre partie du lot 166D-8, vers le sud-est par une partie du lot 166D, vers le sud-ouest par le lot 166D-8-2 et vers le nord-ouest par une partie du lot 167-64.

Ce morceau de terrain peut être décrit plus spécifiquement de la manière suivante: Commençant à un point indiqué par le chiffre 215 au plan annexé à la description technique portant les nos 1234-2 du répertoire et 1767 des minutes de l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle, et situé à l'intersection formé par les lignes nord-est et nord-ouest du lot 166D-8-2; de là dans une direction conventionnelle de quatre-vingt-onze degrés neuf minutes (91°09') en suivant la ligne de division entre les lots 166D-8 et 167-64 une distance de soixante-seize mètres et vingt-et-un centièmes (76,21 m) jusqu'au point 216; de là, dans une direction conventionnelle de cent quatre-vingts degrés vingt-deux minutes (180°22') une distance de cent cinquante-neuf mètres et cinquante-six centièmes (159,56 m) jusqu'au point 212; de là, dans une direction conventionnelle de deux cent soixante-dix degrés vingt-sept minutes (270°27') une distance de soixante-seize mètres et vingt centièmes (76,20 m) jusqu'au point 211; de là dans une direction conventionnelle de zéro degré vingt-deux minutes (0°22') en suivant la ligne nord-est du lot 166D-8-2 une distance de cent soixante mètres et quarante-neuf centièmes (160,49 m) jusqu'au point de départ.

Ce morceau de terrain contient une superficie de douze mille cent quatre-vingt-quatorze mètres carrés et un dixième (12 194,1 m²).

2- Un morceau de terrain de figure trapézoïdale, connu et désigné comme étant une partie de la subdivision numéro soixante-quatre du lot originaire numéro cent soixante-sept (Ptie 167-64) du Rang III du Cadastre Officiel du Canton de Grantham, Division d'Enregistrement de Drummond, Municipalité de la Cité de Drummondville.

Ce morceau de terrain est borné vers le nord-est par une autre partie du lot 167-64, vers le sud-est par une partie du lot 166D-8, vers le sud-ouest par le lot 167-64-2 et vers le nord-ouest par le lot 167-61 (rue Janelle).

Ce morceau de terrain peut être décrit plus spécifiquement de la manière suivante: Commençant à un point indiqué par le chiffre 213 au plan annexé à la description technique portant les nos 1234-2 du répertoire et 1767 des minutes de l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle, et situé à l'intersection de la ligne nord-est du lot 167-64-2 avec la ligne sud-est du lot 167-61 (rue Janelle); de là, dans une direction conventionnelle de quatre-vingt-dix degrés vingt-cinq minutes (90°25') en suivant la ligne sud-est du lot 167-61 (rue Janelle) une distance de soixante-seize mètres et vingt centièmes (76,20 m) jusqu'au point 214; de là, dans une direction conventionnelle de cent quatre-vingts degrés vingt-deux minutes (180°22') une distance de vingt-neuf mètres et trente-huit centièmes (29,38 m) jusqu'au point 216; de là, dans une direction conventionnelle de deux cent soixante-et-onze degrés neuf minutes (271°09') en suivant la ligne de division entre les lots 166D-8 et 167-64 une distance de soixante-seize mètres et vingt-et-un centièmes (76,21 m) jusqu'au point 215; de là, dans une direction conventionnelle de zéro degré vingt-deux minutes (0°22') en suivant la ligne nord-est du lot 167-64-2 une distance de vingt-huit mètres et quarante centièmes (28,40 m) jusqu'au point de départ.

Ce morceau de terrain contient une superficie de deux mille deux cent un mètres carrés et cinq dixièmes (2 201,5 m²).

La superficie totale de ces deux (2) parties de lots est de quatorze mille trois cent quatre-vingt-quinze mètres carrés et six dixièmes (14 395,6 m²).

Les dimensions et les superficies précédemment indiquées sont dans le Système international.

Prix de vente: Cette vente est faite au prix de $1.075 le mètre carré, soit quinze mille quatre cent soixante-quinze dollars et vingt-sept cents ($15,475.27) dont la Cité de Drummondville reconnaît avoir déjà reçu la somme de quatre mille dollars ($4,000.00) en acompte sur ce montant; et quant au solde de onze mille quatre cent soixante-quinze dollars et vingt-sept ($11,475.27), il sera payable le jour de la signature de l'acte de vente.

Les taxes municipales, scolaires ou autres pour le terrain seront exigibles à compter de la date de la signature du contrat, quitte d'arrérages et suivant ajustement devant être fait entre les parties aux présentes à cette dernière date. Concernant les bâtisses à être érigées les taxes deviendront exigibles suivant la loi.

L'acquéreur s'oblige à construire pour fins industrielles sur le terrain présentement vendu dans un délai d'au plus 12 mois de la date de signature du contrat, un édifice dont l'emprise sera d'au moins cinquante-quatre mille pieds carrés (54,000 p.c.).

Les présentes sont indépendantes de la procédure à suivre pour l'obtention du permis municipal de construction.

L'acquéreur devra également respecter toutes les conditions décrites au projet de contrat préparé par le notaire Gérard Fradet, lequel projet de contrat est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Cette vente devra être acceptée par le Ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec, ainsi que par le Ministère des Affaires Municipales.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par les présentes autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, l'acte de vente à intervenir et à y effectuer toutes les modifications d'importance mineure jugées nécessaires, à en recevoir le prix et en donner quittance. Ces personnes sont aussi autorisées à signer tous les autres documents nécessaires pour compléter cette vente.

ADOPTE

757/11/79

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que la Cité de Drummondville vende à la compagnie Foresbec Inc., un morceau de terrain de figure trapézoïdale, connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro cent soixante-six A (Ptie 166A) du Rang III du cadastre officiel du Canton de Grantham, Division d'Enregistrement de Drummond, Municipalité de la Cité de Drummondville, borné et décrit comme suit:

BORNES:

Ce morceau de terrain est borné vers le nord-est par une autre partie du lot 166A, vers le sud-est par une autre partie du lot 166A (rue Power), vers le sud-ouest par une autre partie du lot 166A et vers le nord-ouest par les lots 166A-16 et 166A-17 et par une autre partie du lot 166A.

DESCRIPTION:

Ce morceau de terrain peut être décrit plus spécifiquement de la manière suivante: Commençant à un point indiqué par la lettre A au plan annexé à la description technique: répertoire no. 1154, minute no. 1656, et situé à l'intersection de la ligne de division entre les lots 166A-12 et 166A-17 avec la ligne sud-est du lot 166A-17; de là, dans une direction conventionnelle de quatre-vingt-dix degrés vingt-neuf minutes (90°29') en suivant la ligne sud-est des lots 166A-17 et 166A-16 et son prolongement pour une distance de deux cent cinquante-trois mètres et quatre-vingt-dix-neuf centièmes (253,99 m) jusqu'au point B; de là, dans une direction conventionnelle de cent quatre-vingts degrés cinq minutes (180°05') une distance de cent vingt-trois mètres (123,00 m) jusqu'au point C; de là, dans une direction conventionnelle de deux cent soixante-dix degrés trente-et-une minutes (270°31') en suivant l'emprise nord-ouest de la rue Power une distance de deux cent cinquante-trois mètres et quatre-vingt-dix-neuf centièmes (253,99 m) jusqu'au point D; de là, dans une direction conventionnelle de zéro degré cinq minutes (0°05') une distance de cent vingt-deux mètres et quatre-vingt-trois centièmes (122,83 m) jusqu'au point de départ.

SUPERFICIE:

Ce morceau de terrain contient une superficie de trente-et-un mille deux cent dix-neuf mètres carrés (31 219,0 m²).

Les dimensions et la superficie indiquées dans ce rapport et sur le plan annexé à la description technique portant le numéro de répertoire 1154, numéro de minute 1656, sont dans le Système international.

Cette vente est faite au prix de soixante-quatre cents et cinquante-neuf centièmes ($0.6459) le mètre carré, soit vingt mille cent soixante-quatre dollars et trente-cinq cents ($20,164.35) dont la Cité reconnaît avoir déjà reçu la somme de trois mille huit cent quarante dollars ($3,840.00) en acompte sur ce montant; et quant au solde de seize mille trois cent vingt-quatre dollars et trente-cinq cents ($16,324.35), il sera payable le jour de la signature de l'acte de vente.

Les taxes municipales, scolaires ou autres pour le terrain seront exigibles à compter de la date de la signature du contrat, quitte d'arrérages et suivant ajustement devant être fait entre les parties aux présentes à cette dernière date. Concernant les bâtisses à être érigées, les taxes deviendront exigibles suivant la loi.

Les présentes sont indépendantes de la procédures à suivre pour l'obtention du permis municipal de construction.

L'acquéreur devra également respecter toutes les conditions décrites au projet de contrat préparé par Me Jacques Lafond, notaire; lequel projet de contrat est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Cette vente devra être acceptée par le Ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec, ainsi que par le Ministère des Affaires Municipales.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par les présentes autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, l'acte de vente à intervenir et à y effectuer toutes les modifications d'importance mineure jugées nécessaires, à en recevoir le prix et en donner quittance. Ces personnes sont aussi autorisées à signer tous les autres documents nécessaires pour compléter cette vente.

ADOPTE

758/11/79

Le Conseil prend connaissance d'un plan de subdivision d'une partie du lot 168, Rang III, préparé par l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle le 19 septembre 1979, pour le compte de M. Jean-Paul Plante.

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que ce plan de subdivision soit accepté tel que soumis.

ADOPTE

759/11/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que le plan de redivision d'une partie du lot 134, préparé par l'arpenteur-géomètre Gilles LeMaire le 11 octobre 1979, pour le compte de M. Jean Marchais, soit accepté tel que soumis.

ADOPTE

760/11/79

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que le conseiller Jean-Paul Généreux et les personnes déléguées par le Directeur Général soient autorisés à assister à la septième conférence régionale annuelle organisée par l'Association Québécoise des Techniques de l'Eau, région de la Mauricie, qui se tiendra à Trois-Rivières, jeudi le 22 novembre 1979.

ADOPTE

761/11/79

Attendu que suite à l'adoption du règlement No. 1330 décrétant un emprunt de $320,000.00 pour l'exécution de travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie pour le prolongement de la rue Marchand, le greffier a publié un avis public dans le journal La Parole, édition du 29 août 1979;

Attendu que dans cet avis public il s'est glissé une erreur;

Attendu que l'avis public informait tous les contribuables de la Cité qu'ils avaient le privilège de s'inscrire au registre accompagnant le règlement No. 1330 pour demander un référendum sur ledit règlement;

Attendu que l'avis aurait dû s'adresser uniquement aux propriétaires inscrits au rôle en vigueur pour le secteur qui, avant l'émission des lettres patentes ratifiant la création de la nouvelle Cité de Drummondville le 28 octobre 1966, était connu et désigné comme étant le territoire de la Cité de Drummondville, ce mode de taxation étant en conformité avec l'article 13 des lettres patentes émises le 28 octobre 1966 et ratifiées le 12 novembre 1966;

Pour ces raisons, il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Roger Prince, que le Conseil se porte garant que l'imposition de la taxe spéciale annuelle suffisante pour financer le règlement No. 1330 sera applicable seulement pour le secteur décrit à l'article 10 dudit règlement.

ADOPTE

762/11/79

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que MM. Michel Limoges et Michel Trudel soient autorisés à participer au colloque sur les aménagements cyclables qui se tiendra à Montréal le 16 novembre 1979.

ADOPTE

763/11/79

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que le rapport du Directeur du Service du Personnel intitulé "Mouvement du Personnel - Octobre 1979" soit accepté tel que rédigé et versé aux archives de la Cité.

ADOPTE

764/11/79

Considérant le contenu des recommandations reçues par l'Union des Municipalités du Québec en matières suivantes:

Fiscalité
Aménagement du territoire
Police
Cours municipales
Loisirs
Rôle des élus
Bibliothèques municipales
Information municipale;

il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Lindor Letendre et unanimement résolu que lesdites recommandations soient acceptées par le Conseil de la Cité de Drummondville.

ADOPTE

765/11/79

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que la Cité de Drummondville accepte le plan de bornage préparé par l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle le 20 décembre 1978 à la demande de la Fabrique de la Paroisse de St-Nicéphore et que M. Michel Lesage soit autorisé à signer ledit plan, pour et au nom de la Cité.

ADOPTE

766/11/79

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que des dispositions soient prises dans les meilleurs délais pour:

1- changer le système de micros dans la salle des délibérations de l'Hôtel de Ville;

2- améliorer l'éclairage de façon à permettre une meilleure transmission par le réseau communautaire de télévision;

3- aménager un espace pour ranger les appareils nécessaires aux techniciens de Cablestrie;

4- installer un système qui permettrait aux représentants de la presse parlée d'enregistrer certaines interventions qui pourraient être retransmises par les postes de radio pour le bénéfice des contribuables.

ADOPTE

767/11/79

ATTENDU QUE par l'intermédiaire du Ministère des Affaires Municipales, le gouvernement provincial a établi un Programme d'Amélioration des Equipements Communautaires;

ATTENDU QUE la Cité de Drummondville croit qu'elle est éligible pour bénéficier de telles subventions;

ATTENDU QUE le Conseil juge qu'il est opportun d'améliorer certains équipements communautaires dont la liste est ci-après donnée;

POUR CES RAISONS, IL EST PROPOSE PAR LE CONSEILLER MARCEL JOYAL, APPUYE PAR LE CONSEILLER J.-BRUNO SMITH:

1- QUE demande soit faite au Ministère des Affaires Municipales d'accorder une subvention de 25% du coût estimé des améliorations que le Conseil juge opportun d'apporter aux équipements communautaires suivants, savoir:

   A- Modifications Garage Municipal
   B- Rénovations Hôtel de Ville / Poste de Police
   C- Réfection Piscine et Chalet Drummondville-Ouest
   D- Rénovations Marché Municipal
   E- Modifications Centre Civique (Aréna)
   F- Revêtement du pont de la piscine Centre Culturel
   G- Acquisition des bâtiments sis à 111, 119, 121 Brock
   H- Le Parc du Centre Civique et le Parc Cartier

2- QUE le Conseil accepte les demandes de subventions préparées par M. Denis Luneau, architecte et directeur du Service de la Planification de la Cité de Drummondville, lesquelles demandes sont annexées à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A";

3- QUE M. Denis Luneau soit autorisé à agir, pour et au nom de la Cité, comme coordonnateur des projets faisant l'objet des présentes demandes de subventions et qu'il soit également autorisé à les présenter aux autorités compétentes pour acceptation.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs aux ententes qui devront intervenir avec le Ministère des Affaires Municipales pour l'obtention des subventions demandées par la présente résolution.

ADOPTE

768/11/79

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que des lumières soient installées dans le stationnement public situé à l'arrière du Manoir Drummond, afin de fournir un accès plus sécuritaire aux usagers.

ADOPTE

769/11/79

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que le Directeur des Travaux Publics soit chargé de prendre des mesures qui s'imposent pour:

1- installer une caméra de télévision à l'intérieur du sentier piétonnier aménagé sous la voie du C.N. dans l'axe de la rue Sylvan;

2- installer un haut-parleur relié au poste de police afin de permettre aux officiers de police de s'adresser aux personnes qui pourraient utiliser ce sentier piétonnier pour des fins contraires au bon ordre;

3- améliorer l'éclairage aux abords et à l'intérieur de ce sentier piétonnier;

4- poser des enseignes pour indiquer aux cyclistes qu'ils doivent traverser ce sentier piétonnier sans utiliser leurs bicyclettes sur la rampe destinée aux personnes handicapées;

5- fermer, si nécessaire, ce sentier à la circulation tant et aussi longtemps que les aménagements précités n'auront pas été complétés.

ADOPTE

770/11/79

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec le Club de natation les Requins de Drummondville concernant l'utilisation de la piscine au Centre Culturel.

ADOPTE

771/11/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec l'Association des Pilotes de Drummondville Inc. concernant la location d'espaces de terrain à l'aéroport municipal.

ADOPTE

772/11/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Roger Prince, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc. concernant l'acquisition par la Cité des équipements de loisirs appartenant à cet organisme et la gestion desdits équipements par les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc.

ADOPTE

773/11/79

ATTENDU QUE la Cité de Drummondville a été informée que la Commission Scolaire de Drummondville pourrait dans un avenir prochain disposer de l'école Garceau et la mettre en vente;

ATTENDU QUE la Cité de Drummondville pourrait utiliser cet immeuble pour fins municipales et/ou communautaires;

ATTENDU QUE la cour de cette école a déjà été utilisée par la Cité pour y aménager un terrain public de stationnement;

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que demande soit faite à la Commission Scolaire de Drummondville de ne pas se départir de cet immeuble sans d'abord l'offrir à la Cité de Drummondville qui pourrait l'utiliser pour les fins précitées.

ADOPTE

774/11/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que la Cité de Drummondville verse une subvention de $500.00 au Club d'Escalade de l'Estrie Inc. afin de défrayer une partie du coût des cours de formation dispensés aux moniteurs qui se spécialisent dans la pratique du ski.

ADOPTE

775/11/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, une convention avec le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste Inc.

ADOPTE

776/11/79

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que le chef inspecteur en bâtiment de la Cité et l'assistant-chef inspecteur en bâtiment soient autorisés à agir comme vérificateurs des licences d'entrepreneurs en construction dans le territoire de la Cité de Drummondville, afin de faciliter l'application du règlement 19 de la Régie des Entreprises de Construction du Québec.

ADOPTE

777/11/79

ABROGEE PAR RES. 333/5/81

ATTENDU QUE le Conseil municipal de la Cité de Drummondville adoptait lors de sa séance régulière de Conseil du 13 août 1979, la résolution 552/8/79, à l'effet d'offrir en vente à la Société d'Habitation du Québec des terrains acquis dans le cadre du Programme d'Amélioration de Quartiers, secteur St-Joseph/St-Jean-Baptiste, pour fins de relogement;

ATTENDU QUE lesdits terrains ont été offerts à la Société d'Habitation du Québec pour la somme totale de $23,026.00;

ATTENDU QU'il y a erreur dans le calcul de ce prix de vente qui devrait plutôt s'établir à $25,785.95, le tout tel que montré à la cédule "A" de la présente résolution;

ATTENDU QUE ce calcul est conforme au règlement de la Société d'Habitation du Québec quant à la revente des terrains pour fins de construction de logements municipaux;

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux et unanimement résolu que la cédule "B" de la résolution 552/8/79 soit modifiée en remplaçant le troisième paragraphe de la promesse de vente par ce qui suit:

III. PRIX

La présente promesse de vente est faite pour le prix total de vingt-cinq mille sept cent quatre-vingt-cinq dollars et quatre-vingt-quinze cents ($25,785.95), payable comptant lors de la signature de l'acte de vente notarié et aux conditions ci-après énumérées.

ADOPTE

778/11/79

Lecture est donnée du règlement No. 1346 prévoyant un emprunt de $8,500.00 pour la réfection d'un mur de soutènement et d'un portique, et l'exécution de travaux divers au Centre Civique.

Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 593 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Cité pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1346 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 20 et 21 novembre 1979.

779/11/79

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que le conseiller Lucien Couture soit nommé maire-suppléant pour une période de 4 mois se terminant le 10 mars 1980.

ADOPTE

780/11/79

Le greffier résume et dépose le rapport qu'il a rédigé à la suite de l'élection municipale tenue le 5 novembre 1979 et durant laquelle il a agi comme président d'élection.

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que ce rapport soit accepté tel que rédigé et versé au dossier "Elections tenues le 5 novembre 1979".

ADOPTE

781/11/79

Il est proposé par le conseiller Roger Prince et unanimement résolu que des remerciements soient adressés à l'Honorable Roch Lasalle, Ministre fédéral de l'Approvisionnement, pour la visite de courtoisie qu'il a faite à l'Hôtel de Ville le 10 novembre 1979 et pour la collaboration qu'il a offerte aux dirigeants municipaux durant son mandat.

ADOPTE

782/11/79

Attendu que depuis plusieurs années, la Cité de Drummondville sollicite sans succès la fourniture par le Ministère des Transports du Canada d'un radiophare non directionnel;

Attendu que la circulation aérienne à l'aéroport municipal pourrait s'accroître avec l'installation d'un tel appareil;

Attendu qu'un radiophare non directionnel pourrait accommoder des aéronefs qui présentement doivent se diriger vers d'autres aéroports régionaux mieux desservis;

Attendu que l'absence d'un radiophare freine le développement de l'aéroport de Drummondville;

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux et unanimement résolu que demande soit faite au Ministre des Transports du Canada de doter l'aéroport municipal de Drummondville d'un radiophare non directionnel qui favorisera les usagers de cet aéroport régional en même temps que le développement dudit aéroport et que copie de la présente résolution soit adressée à l'Honorable Roch Lasalle qui s'est engagé à appuyer la demande de la Cité auprès de son collègue, l'Honorable Ministre des Transports du Canada.

ADOPTE

Le conseiller Jean-Paul Généreux demande s'il est possible que la Cité sollicite la collaboration de la Fabrique de la paroisse St-Pie X afin d'inciter les adeptes du bingo de ne pas bloquer les entrées des résidants de la rue Cockburn. Des démarches seront faites en ce sens et devraient s'avérer fructueuses.

Le conseiller Lindor Letendre déclare que plusieurs citoyens se plaignent avec raison du fait que des chiens errants parcourent les rues de la Cité sans que les responsables de la fourrière municipale interviennent.

La Cité demandera au propriétaire du Chenil Nordique de respecter la convention qui lui permet d'opérer la fourrière municipale.

783/11/79

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que des félicitations soient transmises à la troupe Mackinaw pour le professionnalisme démontré par ses membres depuis cinq ans tant sur le plan local que sur le plan représentation à l'extérieur de notre ville.

ADOPTE

784/11/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert et unanimement résolu que des condoléances soient offertes à la famille de M. Marcel Carter, décédé récemment.

ADOPTE

785/11/79

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture et unanimement résolu que des félicitations soient offertes au journaliste M. Raynald Forcier et à son épouse à l'occasion de la naissance de leur premier enfant.

ADOPTE

786/11/79

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal et unanimement résolu que des félicitations soient transmises au nouveau maire de Drummondville-Sud, Me Gilles Gagnon, ainsi qu'à tous les conseillers réélus ou élus pour former un Conseil comprenant quatre nouveaux membres. Il est également résolu d'inviter le Conseil de Drummondville-Sud à rencontrer le Conseil de Drummondville, vers la mi-décembre 1979, pour discuter du dossier Fusion préparé par R. Pominville Ltée.

ADOPTE

Attendu que Son Honneur le Maire ne peut accepter une invitation qui lui a été faite d'agir comme conférencier au dîner du Club Lions mardi le 13 novembre 1979, il informe ses collègues qu'il a demandé au conseiller Marcel Joyal de le remplacer.

Le conseiller Roger Prince résume deux éditoriaux du Journal Les Affaires qui font état de l'inflation galopante et de l'augmentation inquiétante des taux d'intérêt. Devant cette situation, il estime qu'à titre de président du Comité des Finances de la Cité, il se doit de préconiser la prudence lors de la préparation des estimés budgétaires 1980 et de recommander de freiner dans la mesure du possible les projets importants de capitalisation qui pourraient être différés pour exécution à un moment plus favorable.

Les conseillers J.-Bruno Smith, Marcel Joyal et Jean-Marie Boisvert interviennent dans l'ordre ci-haut indiqué pour exprimer leur point de vue sur le même sujet. Tout en souscrivant aux propos de leur collègue, président du Comité des Finances, ils estiment qu'il n'y a pas lieu d'être trop pessimistes puisque les économistes prévoient que la hausse du taux d'intérêt devrait se résorber graduellement dans le deuxième semestre de l'année 1980. D'autre part, les immobilisations réalisées à Drummondville en 1979 étant d'environ 27 millions de dollars, la Cité retirera des revenus additionnels intéressants qui prendront soin d'une bonne partie des coûts d'opération de l'année 1980, même si ces coûts seront de toute évidence supérieurs à l'année qui s'achève.

Pour ces trois conseillers, les administrateurs devront choisir prudemment les projets d'immobilisation à court terme pour privilégier les investissements productifs plutôt que les projets à caractère purement social susceptiblesd'alourdir les charges fiscales.

Son Honneur le Maire explique que le Conseil est unanime pour administrer avec prudence et sagesse; c'est pour cette raison qu'un colloque réunissant les administrateurs élus et fonctionnaires sera tenu à la fin de novembre 1979 pour établir le budget 1980, reviser le plan triennal d'immobilisation et dresser la liste des priorités à court et moyen terme.

La prochaine séance du Conseil est fixée au lundi, 26 novembre 1979.

ET LA SEANCE EST LEVEE.

Greffier. Maire.

LA CITE DE DRUMMONDVILLE

26 novembre 1979

Procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Cité de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil le 26 novembre 1979, cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRESENTS: MM. les conseillers Jean-Marie Boisvert, Jean-Paul Généreux, Marcel Joyal, Lindor Letendre, Raymond Luneau et J.-Bruno Smith, sous la présidence du maire-suppléant, le conseiller Lucien Couture.

787/11/79

Attendu que tous les membres du Conseil ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière du 12 novembre 1979, il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté et que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture.

ADOPTE

788/11/79

Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que l'ordre du jour soit accepté tel que rédigé.

ADOPTE

Période de questions et renseignements

M. Pierre Biron explique qu'il s'est vu refuser la permission d'utiliser la glace du Centre Civique à un moment où la patinoire était libre. Ce refus lui apparaît injustifié puisqu'il s'agit d'un édifice communautaire.

Le Directeur Général lui indique que ce refus est assez normal puisqu'un édifice comme le Centre Civique ne peut être mis à la disposition d'un seul individu, à cause des règles de surveillance de sécurité qui requièrent la présence de personnes responsables au moment où la glace est utilisée. On suggère à M. Biron d'adhérer à un groupe qui pourrait négocier des périodes libres au Centre Civique moyennant le paiement du tarif établi pour de telles périodes. Demande sera faite au gérant du Centre Civique d'afficher les périodes disponibles s'il en existe.

M. Jean-Paul Plante, propriétaire du Centre Des Jardins, s'inquiète du fait qu'il ne peut être desservi par l'Hydro-Québec alors qu'il achève de construire un édifice commercial.

Il semble que l'Hydro-Québec désire prendre entente avec la Cité pour la desserte du Boulevard Gauthier avant de faire un raccordement à l'édifice construit par M. Plante. Le conseiller Lindor Letendre suggère que le Directeur des Travaux Publics rencontre les représentants de l'Hydro-Québec et les propriétaires riverains du Boulevard Gauthier afin d'analyser le problème précité et de trouver une solution acceptable.

M. Plante demande des renseignements concernant les sujets suivants:

1- Participation de la Cité au concours Villes et Villages Fleuris en 1980.

On suggère au requérant de communiquer avec la Société d'Horticulture de Drummondville dont M. Lucien Couture, conseiller, est le président, puisque cet organisme a pris l'initiative de prendre charge de ce concours.

2- Politique de la Cité concernant l'émission de permis temporaires pour la vente de fleurs sur des terrains commerciaux.

Les règlements de la Cité prévoient que sur paiement de $75.00 toute personne peut se procurer un permis pour ce genre de commerce qui peut s'opérer sur tout terrain commercial avec le consentement du propriétaire.

3- Intentions de la Cité concernant la possibilité de s'associer aux Floralies Internationales qui se tiendront à Montréal en 1980.

Lors de la préparation de son budget pour l'an prochain, la Cité verra s'il est possible d'augmenter le montant de $5,000.00 utilisé annuellement pour l'achat de fleurs qui sont plantées sur les terrains de la Cité ou dans les jardinières installées dans les secteurs commerciaux. Il semble qu'à ce sujet la Société d'Horticulture a également des intentions qu'il faudrait vérifier.

789/11/79

Le Conseil prend connaissance des soumissions reçues concernant la fourniture de gazoline super sans plomb et des carburants diesel clair et coloré pour la période du 1er décembre 1979 au 30 novembre 1980.

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Raymond Luneau:

1- que la soumission présentée par MARCHAND PETROLEUM CANADA INC. soit retenue au prix de $0.25.50 le litre pour la gazoline super sans plomb;

2- que la soumission présentée par MELANCON ET FILS ENR. soit retenue:

a) pour la fourniture de carburant diesel clair, au prix de $0.22.39 le litre

b) pour la fourniture de carburant diesel coloré, au prix de $0.16.67 le litre.

(Le détail des soumissions reçues est donné au tableau annexé au présent procès-verbal pour en faire partie intégrante).

ADOPTE

C O R R E S P O N D A N C E:

790/11/79 - L'Assemblée Générale Lafortune, Quatrième Degré des Chevaliers de Colomb, demande à la Cité de défrayer le coût d'un cocktail qui sera offert aux participants du congrès qui se tiendra à Drummondville les 16, 17 et 18 mai 1980.

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, qu'une somme de $500.00 soit versée aux Chevaliers de Colomb du Quatrième Degré de Drummondville pour les fins précitées.

ADOPTE

- Les membres du Bureau Exécutif de la Chambre de Commerce du Comté de Drummond félicitent Son Honneur le Maire et les membres du Conseil pour leur récente réélection.

- Le Conseil de la Municipalité de Grantham-Ouest félicite tous les membres du Conseil de la Cité qui ont été réélus lors des dernières élections et formule des souhaits de bon succès durant leur terme d'office.

- Le Conseil prend connaissance d'une lettre de l'Hydro-Québec qui fait appel à la collaboration de la Cité pour réduire dans toute la mesure du possible l'utilisation de l'électricité concernant les décorations des fêtes.

Quelques conseillers s'interrogent sur le bien fondé de cette demande puisque d'autres Cités et Villes sont déjà décorées comme par les années antérieures.

791/11/79 - Lecture est donnée d'une lettre de M. Alfred Rouleau, président de la Fédération de Québec des Caisses Populaires Desjardins, qui demande aux autorités municipales d'appuyer la campagne de souscription en cours "Opération Secours Québec-Cambodge".

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith et unanimement résolu que la population drummondvilloise soit invitée à faire preuve de générosité en répondant favorablement à cet appel humanitaire.

ADOPTE

792/11/79

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Cité pour la période s'étendant du 10 novembre au 3 décembre 1979, lesquels comptes totalisent la somme de $987,486.53.

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTE

793/11/79

Le maire-suppléant expose à l'assemblée les problèmes causés par l'état actuel de la piscine et bâtiments du Parc Frigon et les exigences des Services de Protection de l'Environnement qui nécessitent des investissements de l'ordre de $80,000.00. Par ailleurs ces équipements ne sont pas propriété de la Cité et elle ne peut investir dans des réparations de biens ne lui appartenant pas. Il y a également la clause de lettres patentes de fusion qui oblige la Cité à rembourser certaines sommes totalisant environ $25,000.00 si les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc. le demandent. Des négociations ont été en conséquence menées entre les parties voulant que les équipements concernés soient cédés à la Cité pour la somme de $1.00 en retour de l'engagement de la Cité à investir la somme approximative de $80,000.00 pour la restauration. En complément également et suivant la politique de la Cité, la gestion et l'animation de ces équipements seraient confiées aux Loisirs de Drummondville-Ouest tant et aussi longtemps qu'ils auront des bénévoles pour s'en occuper.

Finalement les parties reconnaîtraient que cette entente remplacerait et vaudrait l'exécution par la Cité de ses obligations assumées en vertu des lettres patentes décrétant la fusion.

Le greffier donne ensuite lecture de la convention à intervenir.

Sur proposition du conseiller Marcel Joyal appuyée par le conseiller Jean-Paul Généreux, il est unanimement résolu que cette proposition de règlement soit acceptée pour valoir transaction entre les parties et que le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, la convention préparée à cet effet.

La présente résolution abroge la résolution no. 772/11/79 à toutes fins que de droit.

ADOPTE

Le conseiller Marcel Joyal explique que la convention qui interviendra avec Les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc. est un arrangement logique puisque les équipements de la corporation nécessitent des réparations très importantes que la collectivité doit assumer. Par contre la gestion de ces mêmes équipements sera confiée aux bénévoles du secteur qui méritent d'être félicités pour leur dévouement.

794/11/79

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que le nouvel exécutif des Mesures d'Urgence de la Cité soit établi comme suit:

AMENDEE PAR RES. 564/9/80

ABROGEE PAR RES. 203/3/82

. Coordonnateur	Yves Pouliot
. Coordonnateur-adjoint	Jean-Paul Dumas
. Coordonnateur-adjoint	Paul-Emile Beausoleil
. Responsable des communications	Pierre Roger
. Responsable de l'information	Lise Lauzière
. Responsable des services sociaux	Jacques Sigouin
. Responsable du service de santé	François Soucy
. Responsable du service de police	Jean-Marie Précourt
. Responsable du service d'incendie	André Houde
. Responsable du service technique	Michel Lesage
. Responsable de la radio-protection	Jean-Yves Bourbeau
. Responsable du service de sauvetage	Claude Letellier
. Responsable du service des approvisionnements	Gérard Bergeron
. Responsable du service de main-d'oeuvre	André Paquet
. Responsable du service de transport	Claude Simard

Cette résolution abroge et remplace à toutes fins que de droit la résolution no. 442/8/78.

ADOPTE

795/11/79

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que la Cité de Drummondville achète de M. Aristide Carpentier une bâtisse portant les numéros civiques 112A, B, C, D, E et F de la 10e Avenue pour fins de démolition.

Le prix d'achat sera de quatorze mille quatre cent quatre-vingt dollars ($14,480.00) payable comptant au moment de la signature de l'acte d'achat préparé par Me Laurent Jutras, notaire.

Il est entendu que le vendeur consentira à la Cité un droit de passage pour la durée de la démolition du bâtiment précité qui devra être effectuée avant le 1er juillet 1980.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à l'acquisition précitée.

ADOPTE

796/11/79

CONSIDERANT que les conditions établies dans un projet de contrat de vente préparé par Me Richard Prince, notaire, à intervenir entre la Corporation de la Cité de Drummondville et la Société d'Habitation du Québec ont été acceptées de part et d'autre;

CONSIDERANT que la Cité de Drummondville s'est engagée à vendre à la Société d'Habitation du Québec les numéros de lots Ptie 151 et Ptie 152 du Quartier Sud de la Ville de Drummondville, comme franc et quitte de toutes dettes et hypothèques quelconques;

CONSIDERANT qu'à la demande du Service du Contentieux de la Société d'Habitation du Québec, la venderesse, la Cité de Drummondville doit signer une demande de radiation par péremption trentenaire en vertu des dispositions des articles 2081 A et 2157 B du Code Civil de la Province de Québec, requérant la radiation complète et finale du prix de vente stipulé à la vente consentie par SouthernCanada Power Company Limited en faveur de la Cité de Drummondville, reçue devant Me Louis-Saul Joyal, notaire, le 9 septembre 1946 et enregistréeau Bureau de la Division d'Enregistrement de Drummond sous le numéro 97449;

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert et résolu que le maire et le greffier,

ou à défaut le pro-maire et le greffier-adjoint, soient par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à cette demande de radiation par péremption trentenaire en vertu des articles 2081 A et 2157 B du Code Civil de la Province de Québec et apparaissant, ladite demande, au projet de contrat préparé par Me Richard Prince, notaire.

ADOPTE

797/11/79

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que la Cité de Drummondville achète de M. Camille Cloutier une bâtisse sise sur le lot 167 du cadastre du Canton de Grantham et portant le numéro civique 655, Boul. St-Joseph.

Le prix de cette bâtisse sera de dix mille dollars ($10,000.00) payable comptant au moment de la signature de l'acte de d'achat préparé par Me Louis Morin, notaire.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à cette acquisition.

ADOPTE

798/11/79

Le conseiller Lindor Letendre donne avis de motion d'un règlement modifiant le règlement de zonage No. 801 - secteur 03-14.

799/11/79

Le conseiller Jean-Marie Boisvert donne avis de motion d'un règlement modifiant le règlement No. 1314 - Article 56 du règlement No. 1050.

800/11/79

Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Jean-Paul Généreux, que la Cité de Drummondville emprunte de son fonds de roulement la somme de $12,781.00 pour financer l'achat des équipements suivants, savoir:

- Une machine à timbre, Modèle 5600	$ 2,781.00
- Un recycleur de pavage	$10,000.00
TOTAL:	$12,781.00

Cet emprunt sera remboursé sur une période de cinq (5) ans, soit par cinq (5) versements consécutifs établis comme suit:

1980 - $2,555.00
1981 - $2,555.00
1982 - $2,555.00
1983 - $2,555.00
1984 - $2,561.00.

ADOPTE

801/11/79

Le conseiller Jean-Marie Boisvert donne avis de motion d'un règlement modifiant le règlement No. 819 - Tenue de la séance du Conseil à 14:00 heures le 24 décembre 1979.

Période de questions et renseignements

M. Léo Vallières, propriétaire de Canadian Tire, rue Cockburn, demande un dédommagement pour la perte d'espaces de stationnement qu'il a subie à cause de la vente d'un terrain par la Cité à la Société d'Habitation du Québec.

De plus, il demande que le déblaiement de la neige sur le terrain de stationnement qui lui appartient, soit effectué par la Cité comme compensation pour le préjudice qui lui est causé par les usagers du Centre Civique qui utilisent son terrain de stationnement au détriment de sa clientèle. Il justifie ses réclamations en alléguant que la construction des 108 logements par la Société d'Habitation du Québec l'a obligé à acheter un entrepôt de $100,000.00 très éloigné de son commerce.

M. Vallières et plusieurs membres du Conseil échangent de nombreux arguments concernant la responsabilité de la Cité, le préjudice allégué par le plaignant et la pertinence de renouveler l'entente antérieure par laquelle la Cité payait une location à Canadian Tire, déblayait le stationnement et fournissait l'éclairage.

802/11/79

Attendu que les employés de Canadian Tire peuvent utiliser le stationnement du Centre Civique sans frais;

Attendu que de nombreux clients de Canadian Tire peuvent également utiliser le stationnement du Centre Civique;

Attendu que d'autre part, plusieurs usagers du Centre Civique utilisent le terrain de Canadian Tire et peuvent à certains jours de l'année causer un préjudice au propriétaire de Canadian Tire;

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que la Cité accepte pour une période de 4 ans de déblayer gratuitement le stationnement de Canadian Tire, propriété de M. Léo Vallières.

ADOPTE

M. Olivier Carignan s'informe si le stade de baseball sera aménagé au début du printemps 1980 de façon à donner aux joueurs tous les services souhaitables pour satisfaire les exigences d'un club de calibre sénior, c'est-à-dire un stade avec estrades, restaurant, douches, toilettes, etc.

On informe M. Carignan que la Cité aménagera le terrain tel que promis. L'éclairage est déjà en place et le terrain lui-même sera en bonne condition. Cependant les prévisions actuelles, ainsi que le budget ne permettent pas de promettre des vestiaires et un restaurant. Quant aux estrades et aux toilettes, elles seront amovibles. La Cité espère d'ici quelques années en collaboration avec la Commission Scolaire et le Cegep compléter les équipements sportifs permanents. En attendant, le Conseil souhaite que les amateurs de baseball soient satisfaits des installations prévues pour 1980.

M. Olivier Carignan suggère à la Cité d'installer un guichet du côté sud du Centre Civique pour la vente des billets d'admission. Cette initiative aurait pour effet d'inciter la clientèle à utiliser le vaste terrain de stationnement qui y est aménagé.

Le Conseil retient cette suggestion pour étude.

M. Jean-Marie St-Louis, représentant de la Boulangerie Guérin et Frère Ltée, demande si la Cité a l'intention à l'avenir de distribuer des billets aux livreurs dans l'exercice de leurs fonctions quotidiennes, contrairement à la politique qui est établie depuis très longtemps.

Le Directeur Général explique que la Cité n'a pas changé ses politiques mais il peut arriver qu'un billet de stationnement soit donné à un livreur, s'il stationne un véhicule dans la rue pour prendre une période de repos ou une pause-café. Cette explication semble satisfaire le requérant.

803/11/79

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith et unanimement résolu que la population soit invitée à souscrire généreusement à la sous-

cription organisée par la nouvelle Fondation de l'Hôpital Ste-Croix et que des félicitations soient offertes à l'Honorable Juge Marcel Nichols et au Docteur Pierre Montpetit qui se sont grandement dévoués pour favoriser la création de cette Fondation.

ADOPTE

La prochaine séance régulière du Conseil est fixée au lundi, 10 décembre 1979 à 20:00 heures.

ET LA SEANCE EST LEVEE.

Laurent Bernier .....

Greffier.

.....

Maire.

23 Novembre 1979

ABLEAU COMPARATIF DES SOUMISSIONS RECUES CONCERNANT NOTRE APPROVISIONNEMENT DE GAZOLINE SUPER SANS PLOMB ET DES CARBURANTS DIESEL CLAIR ET COLORE POUR LA ERIODE DU 1er DECEMBRE 1979 AU 30 NOVEMBRE 1980.

RESOLUTION 789/11/79 - SEANCE DU 26 NOV. 1979

SOUMISSIONNAIRES	ENVIRON 295,490 LITRES DE GAZOLINE SUPER SANS PLOMB.		ENVIRON 68,190 LITRES DE CARBURANT DIESEL CLAIR.		ENVIRON 31,822 LITRES DE CARBURANT DIESEL COLORE.	
MARCHAND PETROLEUM CANADA INC.	PRIX AFFICHE AU LITRE	$0.25.50	PRIX AFFICHE AU LITRE	$0.22.50	PRIX AFFICHE AU LITRE	$0.17.00
	ESCOMPTE FERME AU LITRE	nil	ESCOMPTE FERME AU LITRE	nil	ESCOMPTE FERME AU LITRE	nil
	PRIX NET AU LITRE	$0.25.50	PRIX NET AU LITRE	$0.22.50	PRIX NET AU LITRE	$0.17.00
L.P. THERRIEN INC.	PRIX AFFICHE AU LITRE	$0.27.40	PRIX AFFICHE AU LITRE	$0.22.40	PRIX AFFICHE AU LITRE	$0.17.60
	ESCOMPTE FERME AU LITRE	0.01.50	ESCOMPTE FERME AU LITRE	nil	ESCOMPTE FERME AU LITRE	nil
	PRIX NET AU LITRE	$0.25.90	PRIX NET AU LITRE	$0.22.40	PRIX NET AU LITRE	$0.17.60
MELANCON ET FILS ENR.	PRIX AFFICHE AU LITRE	nil	PRIX AFFICHE AU LITRE	$0.22.85	PRIX AFFICHE AU LITRE	$0.17.59
	ESCOMPTE FERME AU LITRE	nil	ESCOMPTE FERME AU LITRE	0.00.46	ESCOMPTE FERME AU LITRE	0.00.92
	PRIX NET AU LITRE	nil	PRIX NET AU LITRE	$0.22.39	PRIX NET AU LITRE	$0.16.67
COMPAGNIE PETROLIERE IMPERIALE LTEE	PAS DE SOUMISSION		PAS DE SOUMISSION		PAS DE SOUMISSION	

G. Bergeron, Ach.

LA CITE DE DRUMMONDVILLE

10 décembre 1979

Procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Cité de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil le 10 décembre 1979, cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRESENTS: MM. les conseillers Jean-Marie Boisvert, Lucien Couture, Jean-Paul Généreux, Marcel Joyal, Lindor Letendre, Roger Prince et J.-Bruno Smith, sous la présidence de Son Honneur le Maire Philippe Bernier.

804/12/79

Attendu que tous les membres du Conseil ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière du 26 novembre 1979, il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté tel que rédigé et que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture.

ADOPTE

805/12/79

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTE

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

806/12/79

1- APPROVISIONNEMENT DE "CHLORE LIQUIDE" - USINE DE TRAITEMENT D'EAU ET PISCINES

Soumissionnaires	F.A.B. Dr'Ville Usine de filtration (Contenant 907.2 Kilos)	 Piscines publiques (Contenant 68 Kilo
. CANADIAN INDUSTRIES LTD (Prix sujet à revision trimestriellement)	$0.51/kilo	$0.87/kilo
. PRODUITS ALCAN CANADA LTEE (Prix sujet à revision trimestriellement)	$0.51/kilo	nil

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que la soumission de CANADIAN INDUSTRIES LTD soit retenue, à condition qu'elle soit en tout point conforme à la demande de soumissions de la Cité.

ADOPTE

807/12/79

2- APPROVISIONNEMENT DE "SODIUM SILICATE N SOL" - USINE DE TRAITEMENT D'EAU

Soumissionnaire	F.A.B. Valleyfield Prix au 100 Kilos
. NATIONAL SILICATES LIMITEE (Prix sujet à revision)	$10.80

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que la soumission de NATIONAL SILICATES LIMITEE soit retenue, à condition qu'elle soit en tout point conforme à la demande de soumissions de la Cité.

ADOPTE

808/12/79

3- APPROVISIONNEMENT DE "SULFATE D'AMMONIUM" - USINE DE TRAITEMENT D'EAU

Soumissionnaires	Prix au Kilo
. PRODUITS CHIMIQUES SHEFFORD LTEE (F.A.B. Drummondville) (Prix sujet à revision trimestriellement)	$0.21/kilo ou $210.00/tonne métrique
. HARRISONS & CROSFIELD (CANADA) LTD (F.A.B. Drummondville) (prix sujet à revision trimestriellement)	$0.23/kilo (200 sacs) $0.22.30/kilo (400 sacs) $0.20.39/kilo (838 sacs)
. CANADIAN INDUSTRIES LTD (F.A.B. Victoriaville) (Prix sujet à revision en tout temps)	$0.21/kilo ou $210.00/tonne métrique

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que la soumission de PRODUITS CHIMIQUES SHEFFORD LTEE soit retenue, à condition qu'elle soit en tout point conforme à la demande de soumissions de la Cité.

ADOPTE

809/12/79

4- APPROVISIONNEMENT DE "CALGON TG-10" - USINE DE TRAITEMENT D'EAU

Soumissionnaire		F.A.B. Montréal Prix au 100 lbs
. CALGON CANADA (Prix soumis ferme pour 1 an)	(1 à 20 sacs) (21 à 50 sacs) (51 sacs et plus)	$109.35 $104.70 $101.10

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que la soumission de CALGON CANADA soit retenue, à condition qu'elle soit en tout point conforme à la demande de soumissions de la Cité.

ADOPTE

810/12/79

5- APPROVISIONNEMENT DE "SOUDE CAUSTIQUE" - USINE DE TRAITEMENT D'EAU

Soumissionnaires	Prix - F.A.B. Dr'Ville
. CANADIAN INDUSTRIES LTD (Prix soumis sujet à revision trimestriellement)	$241.04/tonne métrique
. CANADA COLORS & CHEMICALS (EASTERN) LTD (Prix soumis sujet à revision trimestriellement)	$243.60/tonne métrique

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que la soumission de CANADIAN INDUSTRIES LTD soit retenue, à condition qu'elle soit en tout point conforme à la demande de soumissions de la Cité.

ADOPTE

C O R R E S P O N D A N C E:

- Le Comité de l'Ecole St-Joseph remercie le Conseil d'avoir pris la décision de réaménager la rue St-Albert pour favoriser la sécurité de la clientèle scolaire. D'autre part, le Comité

souhaite que le sens unique de la rue St-Albert soit inversé immédiatement.

Le Conseil est d'avis qu'il est prématuré de renverser le sens unique à cause de l'intersection St-Jean qui ne permettrait pas aux autobus scolaires de tourner facilement avant que le réaménagement proposé soit effectué. Il est entendu que les travaux précités seront exécutés avant l'entrée des élèves en septembre 1980.

- Le Club de Motoneige Laval Inc. écrit à Son Honneur le Maire pour remercier la Cité de l'autorisation accordée pour la tenue d'une Randonnée Choc les 16 et 17 février 1980. Les responsables de l'évènement invitent le maire de la Cité et son épouse au banquet qui aura lieu au Dauphin, le samedi, 16 février 1980, à 19:30 heures.

- Le Conseil prend connaissance des lettres suivantes de félicitations reçues par Son Honneur le Maire suite à sa réélection le 5 novembre 1979:

  . M. Roger Gingues (Les Laboratoires Shermont Inc.)
  . M. Yves Beauchamps (Bell Canada)
  . M. Germain Desourdy (Maire de Bromont)
  . M. Henri Casault (Maire de Charlesbourg)
  . M. Marcel Pageau (Communauté Urbaine de Québec)
  . M. Claude Favreau (Eglise de Pentecôte)

811/12/79

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Cité pour la période s'étendant du 24 novembre au 1er décembre 1979, lesquels comptes totalisent la somme de $719,533.34.

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTE

812/12/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que le Conseil accepte le rapport bi-annuel intitulé "P.A.Q./P.A.R.E.L., Zone St-Joseph/St-Jean-Baptiste" tel qu'établi par M. Denis Luneau, arch., coordonnateur, le 26 novembre 1979.

ADOPTE

813/12/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que le Conseil de la Cité accepte le rapport bi-annuel intitulé "P.A.Q./P.A.R.E.L., Zone Ste-Thérèse/St-Pierre" tel qu'établi par M. Denis Luneau, arch., coordonnateur, le 26 novembre 1979.

ADOPTE

814/12/79

ABROGEE PAR RES. 845/12/79

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Roger Prince, que les services professionnels de M. Réal Tessier, évaluateur, soient retenus pour établir la valeur des terrains appartenant à Mme Emilienne Dupont Hébert et M. Ligori Bergeron, concernés par la mise en oeuvre du P.A.A.T., Phase II.

ADOPTE

815/12/79

Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que le maire et le greffier, ou à défaut le

le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient autorisés à signer un acte de servitude consentie à la Cité par les Industries du Hockey Canadien Inc.

ADOPTE

816/12/79

Le Conseil prend connaissance d'un plan de redivision d'une partie du lot 160A, préparé par l'arpenteur-géomètre Yves Noël le 29 octobre 1979, pour le compte de M. Léo-Paul Guilbeault.

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, que ce plan de redivision soit accepté tel que soumis.

ADOPTE

817/12/79

Le Conseil prend connaissance d'un projet de correction du lot 160A-181, préparé par l'arpenteur-géomètre Yves Noël le 27 novembre 1979, pour le compte de M. Oscar Chapdelaine.

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que ce projet de correction soit accepté tel que soumis.

ADOPTE

818/12/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Paul Généreux, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que la Cité de Drummondville accepte les taux demandés par la Municipalité de St-Nicéphore pour le déneigement de l'aéroport municipal, soit:

- Camion muni d'une charrue $35.00 l'heure
- Niveleuse ou tracteur muni d'une aile de côté $35.00 l'heure

ADOPTE

819/12/79

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que M. Benoit Laflamme soit autorisé à s'inscrire au colloque sur les services essentiels du Québec qui se tiendra à Montréal le 23 janvier 1980.

ADOPTE

820/12/79

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que les rues, parcs et pont ci-après décrits soient identifiés de la façon qui suit:

RUES

- Rues cadastrées
  - rue 130-412 - Ilot des Epinettes
  - rue 130-413 - Ilot des Pins
  - rue 130-334 et 130-294 - Gilles Ally (pionnier du secteur de Dr'Ville-Ouest et cultivateur)
  - rue 126-3-9 - Antonio Barrette (ex-premier ministre du Québec)
- Rues non cadastrées - Rue reliant le Chemin du Golf et la rue St-Félix à mi-chemin entre l'avenue du Collège et le pont de la Rivière Noire - Roméo Adam (homme d'affaires et ex-commissaire d'école)
- Le deuxième rang de Drummondville sera désormais identifié par le nom de Robert Bernard (industriel, ex-conseiller et ex-député provincial)

- Rue partant de l'avenue des Pères se dirigeant vers la route 122 - rue Yvan Millar (Ex-régistrateur du Comté durant de très nombreuses années).
- Rue des Bouleaux est prolongée jusqu'à la rue St-Félix
- Rue partant du Boulevard Lemire vers l'ouest, située entre les rues Wilfrid et Sigouin - rue Louis G. Vigneault (marchand qui s'est distingué sur le plan des affaires et sur le plan communautaire)
- Rue longeant la route Transcanadienne, de la rue Cormier jusqu'au Boulevard Lemire - rue J.B. Michaud (médecin et ex-maire de la Cité, de 1954 à 1956).

PARCS

- Parc situé en bordure de la Rivière Noire borné par une partie des rues Jutras et Godbout - Parc Antonio Godbout (entrepreneur et ex-conseiller municipal).
- Parc situé à l'angle de la rue Farrell et l'emprise du futur Boulevard Gauthier - Parc Roland Tessier (ex-fonctionnaire municipal pendant 46 ans).
- Parc situé en bordure de la Rivière Noire à la hauteur des rues Valois et Larocque - Parc Antonio Lemaire (assureur devenu industriel avec ses fils et fondateur de plusieurs entreprises).
- Parc situé au carrefour des rues Biron, Gill et Gendron - Parc Antoine Biron (avocat, ex-maire de la Cité de Drummondville de 1950 à 1954).
- Parc situé au carrefour des rues Hériot, Brock et Poirier - Parc Guérin (MM. Firmus et Urgèle Guérin furent les fondateurs de la Boulangerie Guérin).
- Parc situé à l'angle des rues Marchand et Pelletier - Parc J.A. Michaud (entrepreneur et ex-conseiller municipal).
- Parc situé à l'angle des rues Cockburn et Pelletier - Parc Laurent Bernier (ex-président de l'O.T.J., de 1953 à 1970, ex-conseiller municipal de 1965 à 1969 et greffier de la Cité depuis 1969).
- Parc situé à l'angle des rues Dumaine et Fortin - Parc Arthur Fortin (entrepreneur et ex-conseiller municipal).
- Parc situé au carrefour des rues Mochon, Beaudoin, Desjardins et Bessette - Parc Jules Boileau (ex-secrétaire-trésorier de l'O.T.J. pendant près de 20 ans).
- Parc situé dans le quadrilatère Boul. St-Joseph, St-Jean, St-Albert et Marcotte - Parc St-Joseph (terrain vendu par la Fabrique St-Joseph et dont le nom est perpétué par la population du secteur).

PONT

- Pont situé dans l'axe de la rue Des Pins au-dessus de la Rivière Noire - Pont Marcel Nichols (avocat, juge et dernier maire du Village de Drummondville-Ouest annexé en 1966).

Il est également résolu qu'à l'avenir les noms de rues, parcs et ponts contiendront les prénoms et les noms des personnes dont on voudra perpétuer le souvenir afin de mieux les identifier.

ADOPTE

821/12/79

Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que le trésorier de la Cité soit autorisé à appliquer aux comptes de taxes foncières, taxe de services, taxe d'affaires et taxe d'eau passésdus pour l'année d'imposition 1980 un intérêt de 1.5% par mois ou 18% par année à partir du 1er janvier 1980. Ce taux d'intérêt s'applique également à tous les autres comptes recevables passés dus.

ADOPTE

822/12/79

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que M. Michel Trudel, directeur-adjoint des Services Récréatifs et Communautaires de la Cité de Drummondville, soit autorisé à demander le renouvellement des permis de bars opérant sous le nom et la raison sociale de "Centre Culturel" au 175 de la rue Ringuet à Drummondville pour l'année 1980/81.

ADOPTE

823/12/79

Le conseiller Jean-Marie Boisvert donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement No. 801 - garderies.

824/12/79

ATTENDU QUE plusieurs municipalités de la région devront fermer leurs dépotoirs après le 31 décembre 1979;

ATTENDU QUE les Services de Protection de l'Environnement exigent que le dépotoir municipal de la Cité de Drummondville serve de dépotoir régional jusqu'à ce qu'un nouveau dépotoir avec enfouissement soit aménagé;

ATTENDU QUE le coût de l'entretien du dépotoir municipal de la Cité sera augmenté par le volume des déchets qui y seront déversés et que les coûts d'opération seront augmentés d'autant;

IL EST PROPOSE PAR LE CONSEILLER LUCIEN COUTURE,
APPUYE PAR LE CONSEILLER ROGER PRINCE,

a) que le taux d'utilisation soit fixé à $2.25 per capita pour toutes les municipalités qui utiliseront le dépotoir municipal en 1980;

b) que nonobstant ce qui précède, le taux applicable pour la Ville de Drummondville-Sud soit de $2.00 per capita; ce taux préférentiel étant justifié à cause d'ententes particulières existant avec cette municipalité pour la fourniture de l'eau et le financement de l'usine de traitement d'eau.

ADOPTE

825/12/79

Le conseiller Jean-Paul Généreux donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement no. 1-1971 de la Municipalité de Grantham-Ouest (pour le territoire annexé de cette municipalité par le règlement No. 1100).

826/12/79

Lecture est donnée du règlement No. 1347 modifiant le règlement No. 1314 - Article 56 du règlement No. 1050 (stationnement de 90 minutes dans le terrain situé à l'arrière des commerces rue Hériot entre les rues Dupont, Lowring et le parc Woodyatt).

Il est proposé par le conseiller Jean-Marie Boisvert, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

827/12/79

Lecture est donnée du règlement No. 1348 amendant l'article 4 du règlement No. 819 - Séance du Conseil le 24 décembre 1979.

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

828/12/79

Lecture est donnée du règlement No. 1349 modifiant le règlement No. 801 - zonage du secteur 03-14.

Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 426-1° de la Loi des Cités et Villes, après que des avis publics auront été donnés de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires des secteurs concernés pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1349 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 3 et 4 janvier 1980.

M. Odina Desrochers du poste de radio C.K.R.V. s'informe de la date du dépôt du budget de la Cité pour 1980.

Son Honneur le Maire explique que si la Loi 57 (Réforme de la Fiscalité) est adoptée rapidement, il sera peut-être possible de déposer et d'adopter ce budget le 24 décembre 1979. De toute façon, le budget est au stage de la préparation et son adoption sera faite dans le plus court délai possible.

Les conseillers Roger Prince et Marcel Joyal commentent brièvement les implications de la Loi 57 qui enlève aux municipalités les revenus de la taxe de vente et leur donne en retour le champ d'imposition appartenant aux Commissions Scolaires. Cette réforme de la fiscalité est une opération majeure qui avantage l'ensemble des municipalités du Québec mais Drummondville n'est pas tellement favorisée par ce changement. D'autre part, le contribuable pourra payer ses taxes en deux versements en 1980 sans augmentation sensible par rapport à l'année 1979.

M. Clément Bourbeau voudrait savoir pourquoi des arrêts obligatoires ont été installés aux quatre coins de la rue St-Alphonse et de la 13e Avenue alors que lui-même et plusieurs citoyens du secteur concerné estiment que l'intersection St-Alphonse et 11e Avenue est beaucoup plus dangereuse pour les piétons.

Le conseiller Marcel Joyal explique que le Service de Police et le Service des Travaux Publics qui ont la responsabilité de conseiller les autorités municipales en matière de signalisation estiment que l'intersection St-Alphonse et 13e Avenue représente plus de danger. Ce sujet continuera d'être étudié au mérite et il est possible que des changements soient effectués s'ils sont justifiés dans les faits.

La prochaine séance régulière est fixée au lundi, 24 décembre 1979 à 14:00 heures.

ET LA SEANCE EST LEVEE.

....

Greffier. Maire.

CITE DE DRUMMONDVILLE

24 décembre 1979

Procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Cité de Drummondville tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil le 24 décembre 1979 à 14:00 heures, cette séance en étant une régulière selon les dispositions des règlements Nos 819 et 1348.

SONT PRESENTS: MM. les conseillers Lucien Couture, Marcel Joyal, Lindor Letendre, Raymond Luneau, Roger Prince et J.-Bruno Smith, sous la présidence de Son Honneur le Maire Philippe Bernier.

829/12/79

Lecture est donnée du procès-verbal de l'assemblée du 10 décembre 1979. Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté tel que rédigé.

ADOPTE

830/12/79

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé avec les modifications suivantes:

" 1. Retrait de l'item 24 - Engagement d'un commissaire industriel.

2. Addition de l'item 35A - Condoléances à la famille de M. André Houde et la famille de M. Francis Blouin. "

ADOPTE

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes concernant l'entretien des édifices municipaux:

831/12/79

1- HOTEL DE VILLE ET POSTE DE POLICE (pour 2 ans)

Soumissionnaires	Prix
. SERVICE DE LAVAGE TESCO ENRG.	$22,800.00
. SERVICE DE LAVAGE J.R.R. DRUMMOND INC.	$22,696.00
. JULES LOZEAU ENR.	$26,334.00

Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que la soumission de SERVICE DE LAVAGE J.R.R. DRUMMON Inc. soit retenue parce que jugée conforme en tout point à l'appel d'offres de la Cité par le Directeur des Travaux Publics. Ce dernier est par la présente autorisé à signer une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution de ces travaux conditionnellement à l'approbation préalable de la Commission Municipale du Québec.

ADOPTE

832/12/79

2- BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE (pour 2 ans)

Soumissionnaires	Prix
. SERVICE DE LAVAGE TESCO ENRG.	$11,880.00
. SERVICE D'ENTRETIEN D'EDIFICES PUBLICS ET COMMERCIAUX DRUMMOND LTEE	$11,562.18
. SERVICE DE LAVAGE J.R.R. DRUMMOND INC.	$ 8,895.00
. JULES LOZEAU ENR.	$10,432.80

Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que la soumission de SERVICE DE LAVAGE J.R.R. DRUMMOND INC. soit retenue parce que jugée conforme en tout point à l'appel d'offres de la Cité après étude par le Directeur des Travaux Publics. Ce dernier est par la présente autorisé à signer une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités conditionnellement à l'approbation préalable de la Commission Municipale du Québec.

ADOPTE

833/12/79

3- GARAGE MUNICIPAL (pour 2 ans)

Soumissionnaires	Prix
. SERVICE DE LAVAGE TESCO ENRG.	$20,400.00
. SERVICE DE LAVAGE J.R.R. DRUMMOND INC.	$18,108.00
. JULES LOZEAU ENR.	$16,858.80

Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que la soumission de JULES LOZEAU ENR. soit retenue parce que jugée conforme en tout point à l'appel d'offres de la Cité par le Directeur des Travaux Publics. Ce dernier est par la présente autorisé à signer une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités conditionnellement à l'approbation préalable de la Commission Municipale du Québec.

ADOPTE

834/12/79

Le Conseil prend connaissance des soumissions reçues concernant l'administration du portefeuille d'assurances générales de la Cité (période de 3 ans).

Soumissionnaires

. Pépin Assurance Inc.
  154 Dunkin
  Drummondville

. Pratte-Morrissette Inc.
  en association avec Gérard Parizeau Ltée
  1801 Avenue McGill Collège
  Chambre 850
  Montréal

Le détail des soumissions reçues est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme cédule "A". (VERSE AU DOSSIER: "ASSURANCES")

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que la soumission de PEPIN ASSURANCE INC. soit retenue au prix de $59,004.00 en excluant l'option "Assurance Collision" sur les véhicules de la Cité avec franchise de $500.00.

Il est entendu et convenu que l'assureur et la Cité de Drummondville conviennent par les présentes de renouveler les polices contenues dans l'annexe "A" de la présente résolution pour deux autres périodes de 12 mois, et ce aux mêmes taux, termes et conditions des présentes polices. L'assureur se réserve le privilège de modifier ces taux et conditions de façon annuelle en relation directe avec l'expérience des pertes et des augmentations de valeurs ou de limites d'indemnités et d'additions d'emplacements ou de véhicules, d'une fluctuation des taux de base équivalant à la fluctuation des taux selon les normes du Groupement Technique des Assureurs selon le cas. Toutefois advenant une modification de la prime, l'assureur avisera l'assuré au moins quatre-vingt-dix (90) jours avant la date d'échéance des polices, de la nouvelle prime ainsi modifiée, à défaut de quoi, les polices seront renouvelées pour les mêmes termes et conditions. La Commission Municipale du Québec devra donner son consentement à la présente résolution puisque l'engagement de la Cité excède une période de douze (12) mois.

ADOPTE

835/12/79

Le Conseil prend connaissance de la soumission suivante:

- VENTE DU LOT NO. 7, SECTEUR P.A.A.T., PHASE IV

Soumissionnaire	Prix
. M. JEAN-MARC TARDIF 345 Duchesneau Drummondville	$5,000.00

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que cette vente soit acceptée. Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Cité, tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTE

C O R R E S P O N D A N C E:

836/12/79 - L'Association Touristique du Coeur du Québec sollicite le renouvellement de l'adhésion de la Cité pour l'année 1980 et le paiement de sa cotisation annuelle.

Attendu que la Cité de Drummondville attache beaucoup d'importance à son développement touristique; il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que:

1° La Cité paie à l'Association Touristique du Coeur du Québec la somme de $500.00 représentant sa cotisation annuelle pour l'année 1980;

2° Le versement de ladite cotisation soit conditionnel à l'acceptation par l'Association Touristique du Coeur du Québec de permettre au Bureau du Tourisme et des Congrès du Centre du Québec de déléguer un membre pour représenter Drummondville au sein du Conseil d'Administration de cet organisme.

ADOPTE

- Le Club de Curling Celanese remercie le Conseil pour l'accueil réservé à M. Cliff McDonald et aux invités lors d'une réception civique organisée en son honneur.

- Me Paul Biron, aviseur légal de certaines municipalités voisines de Drummondville, remercie le Conseil pour avoir modifié certaines attitudes négatives envers les municipalités dont il est le procureur.

- M. J.G. St-Roch, Directeur de la fabrication à l'usine Celanese, remercie les autorités municipales et certains fonctionnaires municipaux pour l'accueil qu'il a reçu lors d'une récente rencontre tenue à l'Hôtel de Ville.

837/12/79

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Cité pour la période s'étendant du 8 décembre 1979 au 2 janvier 1980, lesquels comptes totalisent la somme de $925,521.08.

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTE

838/12/79

Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que les mutations de propriétés portant les numéros 9952 à 10048 inclusivement soient acceptées.

ADOPTE

839/12/79

Le conseiller J.-Bruno Smith donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition des taxes foncières et spéciales pour l'année 1980.

840/12/79

Le conseiller Lucien Couture donne avis de motion d'un règlement prévoyant la compensation pour la fourniture de l'eau pour l'année 1980.

841/12/79

Le conseiller Lindor Letendre donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition de la taxe d'affaires pour l'année 1980.

842/12/79

Le conseiller Raymond Luneau donne avis de motion d'un règlement concernant l'usage de l'eau.

843/12/79

Le conseiller Roger Prince donne avis de motion d'un règlement concernant le déneigement dans le territoire de la Cité.

844/12/79

Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que les comptables agréés Verrier, Richard, Hébert, Béliveau, Paquin & Associés soient nommés vérificateurs de la Cité de Drummondville pour l'exercice financier 1980.

ADOPTE

845/12/79

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que les services professionnels de la firme Alain David et Associés, évaluateurs, soient retenus pour établir la valeur des terrains appartenant à Mme Emilienne Dupont Hébert et M. Ligori Bergeron concernés par la mise en oeuvre du P.A.A.T., Phase II. La présente résolution abroge à toutes fins que de droit la résolution no. 814/12/79.

ADOPTE

846/12/79

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que:

1- la Cité de Drummondville donne son consentement à une vente par Moduline Industries Canada Ltd à Coffre-Fort Acton Ltée et ce conditionnellement au respect des droits que la Cité a conservés par le contrat enregistré le 4 octobre 1972 sous le numéro 196894 et rédigé par le notaire Louis Morin (minute 2168);

2- la Cité de Drummondville renonce à l'option de rachat d'une partie du terrain vendu à Moduline Industries Canada Ltd;

3- Le maire et le greffier, ou à défaut le maire-suppléant et le greffier-adjoint, soient par la présente autorisés à signer tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTE

847/12/79

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que le contrat d'engagement du Directeur Général, M. Claude Boucher, soit renouvelé pour l'année 1980 tel qu'il apparaît en annexe au présent procès-verbal. Le maire et le greffier sont par les présentes autorisés à signer ledit contrat. (CONTRAT CLASSE SOUS LE NUMERO 812).

ADOPTE

848/12/79

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que le trésorier soit autorisé à réajuster les salaires de tous les employés non syndiqués au service de la Cité, selon un tableau préparé par le Directeur Général, lequel tableau prévoit les augmentations consenties par le Conseil pour l'année 1980, ainsi que certains réajustements de classes et d'échelons. Ledit tableau précise également les bénéfices marginaux accordés à ces mêmes employés et est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme cédule "A". (TABLEAU VERSE AU DOSSIER: "EMPLOYES NON SYNDIQUES").

ADOPTE

849/12/79

Il est proposé par le conseiller Lindor Letendre, appuyé par le conseiller Roger Prince, que des arrêts obligatoires soient installés aux quatre coins de l'intersection des rues des Erables et Plamondon.

ADOPTE

850/12/79

Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Marcel Joyal, que Me Jacques Biron, aviseur légal de la Cité, soit autorisé à prendre, s'il y a lieu, des procédures en expropriation concernant une bâtisse sise au 77 rue Landreville appartenant à M. Roland Benoit et visée par la mise en oeuvre du Programme d'Amélioration de Quartiers, secteur Ste-Thérèse/St-Pierre.

ADOPTE

851/12/79

Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que la Cité de Drummondville paie au CRD-04 la somme de $1,757.16 représentant sa cotisation pour l'année 1980 (29,286 x $0.06).

ADOPTE

852/12/79

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que le Conseil accepte les tarifs établis par les S.R.C.C.D. pour la location des équipements de loisirs municipaux en 1980 et que le dossier établissant ces tarifs soit annexé à la présente résolution pour en faire partie comme cédule "A". (TARIFS VERSES AU DOSSIER: "LOISIRS").

ADOPTE

853/12/79

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que le Conseil accepte les tarifs établis par le Directeur des Travaux Publics pour la location ou l'utilisation des équipements du Service des Travaux Publics en 1980. La liste de ces tarifs est annexée à la présente résolution comme cédule "A". (TARIFS VERSES AU DOSSIER: "VOIRIE").

ADOPTE

854/12/79

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Marcel Joyal, que la Cité de Drummondville emprunte de son fonds de roulement (règlements nos 1126, 1231 et 1291) la somme de $40,000.00 pour financer l'étude de fusion avec les municipalités: Ville de Drummondville-Sud et Corporation Municipale de Grantham-Ouest, entreprise par Roger Pominville Ltée. Cet emprunt sera remboursé sur une période de 3 ans de la manière ci-après indiquée savoir:

$13,000.00 en 1980
$13,000.00 en 1981
$14,000.00 en 1982.

ADOPTE

855/12/79

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que des comptes totalisant la somme de $26,480.29 soient radiés parce que jugés irrécupérables par le Service de la Trésorerie de la Cité. La liste de ces comptes est annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme cédule "A". (LISTE VERSEE AU DOSSIER: "FINANCES").

ADOPTE

856/12/79

Il est proposé par le conseiller Marcel Joyal, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que la résolution no. 651/9/79 soit amendée pour y ajouter après le nom de M. Luc Beaudoin: "et Mme Liette Bonneville".

ADOPTE

857/12/79

Le Conseil prend connaissance d'un plan de subdivision d'une partie des lots 151 et 152, Quartier Sud, préparé par l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle le 12 décembre 1979, pour le compte de la Société d'Habitation du Québec.

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller Roger Prince, que ce plan de subdivision soit accepté tel que rédigé.

ADOPTE

858/12/79

Il est proposé par le conseiller Roger Prince, appuyé par le conseiller Raymond Luneau, que les services professionnels des arpenteurs-géomètres LeMaire & LeMaire soient retenus pour la confection d'une description technique concernant le site d'un collecteur destiné à desservir le Centre Hospitalier Georges Frédéric.

ADOPTE

859/12/79

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lindor Letendre, que les services professionnels de l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle soient retenus pour la confection d'une description technique d'une partie du lot situé au coin des rues St-Albert et St-Jean sur lequel est construite l'école St-Joseph.

ADOPTE

860/12/79

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que M. Michel Lesage, ing., Directeur des Travaux Publics, soit autorisé à signer une convention avec les arpenteurs-géomètres LeMaire & LeMaire concernant le piquetage des futures rues du secteur P.A.A.T., Phases II et III.

ADOPTE

861/12/79

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau, appuyé par le conseiller J.-Bruno Smith, que M. Michel Lesage, ing., Directeur des Travaux Publics, soit autorisé à signer une convention avec la firme Bruno Chevrette & Ass., ing.-cons., pour la préparation des plans et devis de construction prévoyant la réfection du Marché Municipal.

ADOPTE

862/12/79

Lecture est donnée du règlement No. 1350 amendant le règlement No. 1-1971 de la municipalité de Grantham-Ouest pour le secteur annexé de cette municipalité par le règlement No. 1100 de la Cité de Drummondville.

Il est proposé par le conseiller J.-Bruno Smith, appuyé par le conseiller Lucien Couture, que ce règlement soit adopté.

ADOPTE

Conformément aux prescriptions des articles 398a à 398o et 426-1° de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Cité pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1350 et ce de 9:00 heures à 19:00 heures les 8 et 9 janvier 1980.

863/12/79

Il est proposé par le conseiller Lucien Couture et unanimement résolu que des félicitations soient transmises à M. Claude Béland qui par son désintéressement et son bénévolat sur le plan sportif et communautaire s'est vu conférer un hommage bien mérité de la part du journal La Parole qui lui a consacré une page entière.

ADOPTE

864/12/79

Il est proposé par le conseiller Raymond Luneau et unanimement résolu que des condoléances soient transmises à la famille de Mme Francis Blouin, décédée récemment.

ADOPTE

865/12/79

Il est unanimement résolu que des condoléances soient transmises au Lieutenant André Houde et à son épouse à l'occasion du décès de leur fils Gilbert.

ADOPTE

Son Honneur le Maire en réponse à des questions formulées par un journaliste indique que la date prévue pour l'ouverture des 108 logements construits en bordure de la rue Cockburn a été fixée au mois de mars 1980. Quant au nom qui pourrait être donné à cet édifice important, aucune décision n'a encore été prise.

Le Conseil informe les journalistes que le sentier piétonnier aménagé sous la voie du C.N. demeurera fermé à la circulation aussi longtemps que certains travaux nécessaires pour garantir la sécurité des usagers n'auront pas été complétés.

Son Honneur le Maire donne lecture d'un message dans lequel à titre de premier magistrat de la Cité et porte-parole de ses collègues, il offre des voeux de bonheur et de joie à toute la population à l'occasion de Noël et du Nouvel An.

Il souhaite que Drummondville connaisse des progrès sur tous les plans: sociaux, industriels et commerciaux et surtout il lance un appel aux municipalités concernées par un projet de fusion qui pourrait placer Drummondville en évidence comme pôle important au Centre du Québec.

La prochaine séance du Conseil est fixée au lundi, 14 janvier 1980 à 20:00 heures.

ET LA SEANCE EST LEVEE.

.....
Greffier.

.....
Maire.